Mémoires du moudjahid le commandant Mohamed Seghir Heleili
Commandant en chef de la zone «deux» de la wilaya «I»

TÉMOIN DES ÉVÉNEMENTS DE LA RÉVOLUTION DANS LES AURÈS

Réalité de la wilaya «I» (Aurès-Nementchas) durant la guerre de libération
1954 – 1962

Témoignage,
Somme savante d'évènements,
Eclaircissements…

«Et ne cachez pas le témoignage: quiconque le cache a, certes, un cœur pécheur. Allah, de ce que vous faites, est Omniscient». – Al-Baqarah, 283.

Mémoires traduits de l'arabe par:

- TROUZINE Mohamed
- GHELLAIMI Mohammed

3e édition augmentée (2023)

KONOUZ EDITIONS

Mémoires édités et titrés en arabe:

شاهد على أحداث الثورة في الأوراس

حقيقة الولاية الأولى (الأوراس - النمامشة)

خلال حرب التحرير 1954 - 1962

© Bibliothèque nationale d'Algérie. 2023

ISBN : 978 - 9931 - 255 - 01 - 7

Dépôt légal : 1er Semestre, 2023.

DEDICACE

A la mémoire de mon père, le pieux et vertueux Fakih Cheikh Omar Ben Belkacem.

A la mémoire de ma mère, la persévérante autodidacte Kahoul Aldjia.

A la mémoire de mon oncle le moudjahid Ali.

A la mémoire de tous les membres de la famille Heleili (parents, enfants et petits-fils).

A la mémoire de ceux qui nous ont inculqués les Sourates mères du Coran Al Fatiha et Al-Ikhlass et nous ont sauvés de l'ignorance.

A la mémoire des compagnons de route, les chouhada de la révolution de libération qui ont bien honoré leur engagement.

A la mémoire de tous les glorieux patriotes qui nous ont préparés à l'honneur du combat (Mostefa Ben Boulaïd, Chihani Bachir, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul).

A tous les moudjahidines de la guerre de libération et tout particulièrement le regretté Commandant Moulay Brahim (Abdelouahab) de la Wilaya 5.

A la mémoire de tous ceux qui ont contribué par leur sang, leur sueur, leurs larmes et leurs souffrances à la révolution de libération nationale.

A tous ceux-ci, je dédie ce modeste ouvrage, ma participation personnelle à l'écriture de l'histoire de la révolution armée, tout en remerciant mes enfants et les membres de ma famille qui m'ont soutenu et aidé à faire paraître ce travail intellectuel.

Enfin, je remercie tout spécialement le professeur Mohamed Salah, l'informaticienne Soumia, le commandant El Hadi à qui j'ai légué mon grade militaire, tous les amis, sympathisants et certains professeurs tels le Dr. Abdelkader Zebaidia, Bachir Bouyedjra, Nadjah et Kaabachi Ammar.

Puisse Dieu guider nos pas vers le succès.

Préface par le Dr. Abdelkader Zebadia, professeur d'histoire à l'université d'Alger

Au moment où notre pays se préoccupe de réexaminer son passé pour le récupérer, notamment le passé colonial encore présent dans la mémoire vive de chacun, il est indispensable que les documents fondamentaux relatifs à cette période soient rassemblés pour être consulté sans peine. Il est donc juste de rendre hommage à la somme d'efforts et de patience engagée par El moudjahid Mohamed Seghir Heleili pour reconstituer fidèlement un ensemble d'événements et d'actes vécus dans la wilaya «I» «Aurès-Nementchas» durant la guerre de libération qui offre aux lecteurs des jalons et des clés qui permettent de se rendre compte de certaines évolutions ce qui contribue à éclairer de façon féconde une histoire qui reste à écrire.

La révolution déclenchée contre l'occupant français en Algérie à partir des monts des Aurès par le guide Mustapha Ben Boulaïd que dieu le bénisse et d'autres intrépides tels que Adjel Adjoul, Abbes Laghrour, Chihani Bachir et leurs pairs a été couronnée par la victoire.

La révolution armée a réuni les diverses couches de la société algérienne à travers toutes les régions du pays pendant sept années entières sans interruption jusqu'à la libération et le recouvrement de la souveraineté nationale qui est passée impérativement par la défaite du colonialisme grâce à la résistance, aux sacrifices et à l'endurance.

L'auteur de ces mémoires, Mohamed Seghir Heleili, a rejoint l'A.L.N. tôt dans les monts des Aurès l'un des bastions de la révolution armée. Il a assumé des responsabilités au sein de l'A.L.N. de l'A.N.P., de l'Etat et du F.L.N.

En fait, après la lecture de ces mémoires, j'ai pris conscience du poids de la tâche que me demande l'auteur. Il résulte de ces mémoires que certains responsables influents ont pu à partir de la Tunisie, causer un préjudice à certains dirigeants des Aurès-Nementchas afin de les soumettre et de s'emparer de la place acquise par la wilaya «I» dans la résistance contre l'occupant à leur seul profit en recourant à Bourguiba qui exprimait son impatience et sa colère contre les dirigeants des Aurès à cause des relations fraternelles

qu'ils entretenaient avec les révolutionnaires tunisiens qui s'opposaient au Bourguibisme (la politique des étapes qui a abouti à l'indépendance interne). Sans doute cette affaire sera l'une des préoccupations des historiens pour analyser et interpréter les faits et rechercher les causes en se basant sur les documents et les mémoires des moudjahidines.

Il m'est apparu à travers ces mémoires que les dirigeants de la révolution dans les Aurès-Nementchas n'ont pas pu participer aux travaux du congrès de la Soummam sous l'effet de la contrainte mais ils attendaient avec confiance et beaucoup d'attention ses résolutions. Le comportement de certains responsables envers la wilaya «I» à cause de leur forte sympathie envers la délégation extérieure et surtout Ahmed Ben Bella et son représentant à Tunis et en Lybie Ahmed Mehsas et le leadership qu'ils ont acquis en vertu de ce congrès a brisé l'orgueil des dirigeants auréssiens de sorte que certaines réactions avaient des conséquences fâcheuses sur la wilaya «I».

Le commandant Amirouche a joui d'un accueil chaleureux en tant que hôte des Aurès mais il a apporté son soutien aux adversaires du commandement légitime représenté par Abbes Laghrour et Adjel Adjoul et il s'est précipité d'exécuter les directives concernant la liquidation physique de Adjel Adjoul.

Le colonel Ammar Ouamrane, représentant du coordinateur du comité de coordination et d'exécution, Abbane Ramdane, à Tunis a reçu quelques dirigeants de la wilaya «I», apparemment pour la nomination d'un nouveau commandement de leur wilaya mais en réalité il visait son épuration de ses dirigeants novembristes qui, malgré les tragédies, continueront à occuper une place primordiale dans les champs de bataille contre l'occupant français.

Le ministère des moudjahidines a créé un centre de recherche spécialisé dans l'histoire de la révolution qui nécessite beaucoup de compétence. Le devoir de collecter les documents concernant la révolution est une mission essentielle du ministère des moudjahidines et des autres institutions tels que le ministère de la défense nationale et le musée du Moudjahid.

Je suggère au ministère des moudjahidines la création d'une ou plusieurs commissions au niveau de chaque commune à travers le territoire national sous l'égide des directions de wilaya des moudjahidines afin de:

1- Aider les moudjahidines de chaque commune à écrire leurs mémoires ou à enregistrer leurs participations à la révolution.
2- Se rapprocher des veuves de martyrs et des ayants-droit dans chaque commune pour recueillir leurs témoignages sur le martyr et mettre en vigueur les suites judiciaires dont ils ont fait l'objet par l'administration française.
3- Rédiger des rapports concernant les sections administratives spécialisées (S.A.S) et leur manière de se conduire dans la région.
4- Décrire les comportements des harkis et leurs dépassements dans la région.
5- Dresser des rapports sur les prisons et les prisonniers dans la région.
6- Dénombrer les cimetières collectifs, les camps de concentration, les opérations de déportement pour isoler les habitants et rompre les relations avec les moudjahidines dans les communes.
7- Décrire la répression féroce, les massacres et les pires atrocités qui résultent des incursions de l'armée française, la police militaire et les harkis.
8- Décrire les vengeances sur la population civile innocente et complètement désarmée par de révoltantes exactions.
9- Rédiger des rapports sur les accrochages, embuscades, attaques et harcèlements de camps, de centres, de postes militaires, de véhicules et patrouilles, incendies de fermes, destructions des ponts et de conduites d'eau, déraillements de trains et sectionnements de poteaux électriques et télégraphiques.
10- Rédiger des rapports sur le rôle de la femme algérienne et son adaptation aux situations difficiles durant la révolution et faire ressortir le rôle des femmes célèbres de la région qui ont pris les armes ou qui étaient emprisonnées ou torturées physiquement et moralement.
11- Explorer les ressources des principaux dépôts en Algérie et ailleurs ainsi que des bibliothèques publiques et privées.
12- Mener des interviews qui permettent de restituer avec beaucoup de justesse la période coloniale.
13- Rechercher les principaux textes méconnus du mouvement national et en constituer un ensemble significatif.

Il faut que la mission du centre de recherche dans la révolution de novembre 1954 ne soit pas axée essentiellement sur la collecte de livres déjà édités et la dépense avec générosité pour traduire certaines références, mais il faut qu'elle consiste à constituer un riche archive.

Ces mémoires qui répondent à l'attente de beaucoup rencontreront sûrement le meilleur accueil de tous ceux pour lesquels le passé, le présent et le futur de notre pays demeurent un sujet d'intérêt et de sympathie. Le chercheur, l'historien ou tout simplement le citoyen pourra ainsi retrouver des explications à ses préoccupations.

En tant que chercheurs et historiens nous éprouvons un grand besoin pour recueillir les documents concernant la révolution du 1er novembre 1954. Puisse dieu nous aider.

AVANT-PROPOS:

La Révolution du Premier Novembre 1954 fut, à juste titre, la grande Révolution du vingtième siècle, par ses objectifs et ses portées. Elle ne se contenta pas, seulement, d'affranchir la société algérienne et de la promouvoir, mais son intérêt dépassa tout cela pour inclure les peuples colonisés qui militaient pour leur autodétermination politique. Elle était, aussi, dans son essence la Révolution de militants idéologiques, de gens simples et de fellahs qui avaient foi en elle, comme leur foi en la destinée, car, pas un jour, ils n'avaient douté de sa justesse. Pour cela, ils avaient fait le serment de la soutenir jusqu'à la fin; à l'inverse des militants politiques qui, en théorie, planifiaient pour son déclenchement, mais, le moment de vérité venu, ils eurent peur et choisirent l'action à l'ombre des salons luxueux pour y lancer des slogans. Et le pire dans tout cela, fut qu'ils menacèrent de tous les malheurs ceux qui les avaient outrepassés, en lançant la Révolution. Et le plus étrange était que le père du nationalisme Messali Hadj qui avait subi toutes sortes de souffrances pour avoir lancé la devise de la libération, avait, lui aussi, abandonné ce principe adopté par lui-même, durant tout son parcours de militant et pour lequel il avait tout préparé.

Ainsi, l'Histoire inscrivit le premier écart grave du principe sacré adopté par les militants du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, qui n'eurent pas l'honneur de déclarer la Révolution et la conduire, en dépit de leur long parcours dans le militantisme. Leur égoïsme excessif les ayant poussés à s'enliser dans un conflit qui brisa le Parti et les priva de s'acquitter de leur devoir envers la Révolution, les militants et la société algérienne. Mais Dieu Tout Puissant accorda son soutien aux fidèles militants dont la politique n'avait pas souillé la foi et le patriotisme. Il leur inspira la réalisation de ce que les grands parmi leurs responsables politiques ne purent obtenir. Ils permirent à la société algérienne assoiffée de sacrifices de se libérer par soi-même, obligeant les parties opposantes et défaillantes à assumer leur responsabilité devant l'Histoire.

Une autre infamie de manquement au devoir fut endossée par quelques politiciens du Parti à qui fut offert le commandement de la Révolution qu'ils refusèrent, ce qui amena les Six historiques déclencheurs de la Révolution

à recourir au principe de la Direction collégiale repoussant le principe de la Direction centrale à plus tard c'est-à-dire au moment de la réunion prévue pour six mois après le déclenchement de la Révolution, laissant la liberté d'action aux chefs des zones pour les gérer de la manière qui leur permit de réaliser leur supériorité sur l'ennemi sur le terrain du combat, après s'en être remis à Dieu, et après avoir lancé la Révolution au peuple qui l'embrassa, comme prédit Larbi Ben M'Hidi, et la victoire fut au rendez-vous.

Les premières avant-gardes de l'A.L.N avaient affronté le cruel siège et les campagnes de nettoyage par lesquels l'armée française avait tenté d'étouffer la flamme de la Révolution dans son berceau, avec volonté, résistance et maitrise des arts de la guérilla. L'armée française, malgré le siège des foyers embrasés de la Révolution ne put obtenir aucune victoire sur l'A.L.N (Armée de Libération Nationale) qui retourna l'équation en sa faveur, de la faiblesse à la force. Dès le début de l'année 1955, au niveau de certaines zones qui s'étaient préparées à la guerre à la première heure comme les Aurès, l'A.L.N commença à surprendre l'armée française par des attaques rapides et intenses, et des batailles prématurées, et ce, de l'aveu même des médias français qui se mirent à rappeler aux généraux de leurs armées et à les mettre en garde contre la répétition des défaites de l'Indochine en Algérie. L'étincelle de la Révolution s'intensifia dans les autres zones avec beaucoup plus d'ardeur telles les opérations du 20 Août 1955 dans le Nord Constantinois. La cinquième zone poursuivit ses activités en vue de venger ses premiers martyrs, les compagnons d'Abdelmalek Ramdane, la peur s'empara, alors, des esprits des colons ultras qui se sentaient menacés dans leurs vies et leurs biens. Les divergences s'approfondissaient entre les différentes couches de la société française lorsque quelques élites intellectuelles prirent l'initiative de revendiquer l'adoption de solutions pacifiques au lieu des options militaires destructrices. Dès lors, apparut l'idée de contacter les chefs de la Révolution pour tâter le pouls, au moment où le Chef du gouvernement français Pierre Mendès France chargea André Mandouze et Robert Barrat de prendre l'avis d'Abbane Ramdane qui activait dans la Capitale. Le Professeur Vincent Monteil, Chef de Cabinet du Résident Général en Algérie, qui avait déjà rencontré le chef Mostefa Ben

Boulaid dans sa prison en Tunisie, prit l'initiative de son côté, de contacter quelques politiciens emprisonnés parmi les centralistes, Ben Youssef Ben Khedda et autres, en leur annonçant la possibilité de négocier pour résoudre l'affaire algérienne, mais seulement avec les politiciens modérés, pas avec les militaires extrémistes à l'issue de cette initiative du Professeur Vincent Monteil, la majorité des prisonniers parmi les centralistes furent libérés. On comptait parmi eux Ben Youssef Ben Khedda et Abbane Ramdane qui allaient jouer un rôle majeur après leur ralliement à la Révolution, surtout Abbane Ramdane qui ne se pressa pas d'adhérer à la Révolution, à sa sortie de prison. Le chef de la troisième zone, Krim Belkacem lui envoya, alors, l'un de ses officiers, le nommé Dehiles Slimane (Si Sadek) pour l'enrôler de gré ou de force selon la version de certains chefs dignes de foi, parmi les Moudjahidines car Krim Belkacem avait clairement perçu que le militant Abbane Ramdane, cet intellectuel courageux, ne pouvait rester dans la neutralité, et le devoir imposait de le sauver et en faire bénéficier la Révolution en tant que militant instruit.

Et ce fut ainsi qu'Abbane Ramdane se trouva incorporé dans les rangs de la Révolution en tant que Moudjahid, aux côtés du chef de la quatrième zone Rabah Bitat, et, progressivement ses ambitions commencèrent à se faire jour à travers ses comportements et ses intenses activités dont l'endossement du rôle de porte-parole officiel de l'aile politique de la Révolution (F.L.N) dans son affrontement avec l'aile militaire (A.L.N). Et avec son rapprochement avec les deux chefs historiques, Krim Belkacem et Larbi Ben M'Hidi, il endossa le rôle de porte-parole officiel de la direction de l'intérieur, ce qui apparaissait, clairement dans ses correspondances avec les membres de la délégation extérieure qu'il voyait comme des concurrents pour la course à la direction centrale. Pour cela, il œuvra à les écarter bien qu'ils fussent parmi les premiers chefs historiques. Il désigna à leur place Lamine Debbaghine qui avait refusé le principe de la déclaration de la Révolution ainsi que son commandement qui lui fut proposé lors de son déclenchement. Par la suite, Abbane Ramdane ignora les chefs des wilayas qu'il ne considérait pas comme des membres de la direction de l'intérieur qu'il commençait à parler en son nom.

Telle était la réalité d'Abbane Ramdane et de ses alliés politiques qui refusèrent la déclaration de la Révolution. Lorsque celle-ci murit, ils prirent son train en marche. Ils nous surprendront en commettant des fautes désolantes à son encontre et à l'encontre de ses déclencheurs et de ses militants comme on le verra:

1. L'erreur d'avoir dispersé les rangs par la planification d'un congrès sur-mesure, manquant de légitimité et de l'impérieuse large représentativité, et l'obstination à imposer ses décisions par la force aux parties historiques essentielles qui s'étaient sacrifiées pour l'extension de la Révolution et son soutien, au moment où eux-mêmes la considéraient comme une aventure.
2. L'erreur d'avoir violé le principe de la Direction collégiale due à la séparation par Abbane Ramdane d'Alger de la quatrième wilaya pour en faire une zone autonome, et une base pour l'axe des politiques dans leur affrontement avec les chefs de l'A.L.N, concrétisant par là, sa célèbre théorie: «la Révolution ne doit pas s'appuyer sur les campagnes».
3. L'erreur d'avoir organiser un congrès non approuvé qui accorda aux politiques la légitimité du commandement de la Révolution et en écarta ses déclencheurs historiques par l'adoption du principe de la primauté du politique sur le militaire et du principe de la primauté de l'intérieur sur l'extérieur pour «tirer le tapis» sous les pieds des membres historiques de la délégation extérieure.

Tel fut le plan politique d'Abbane Ramdane, plan qui ne pouvait être mis en pratique que par le sauvetage des politiciens des partis de l'impasse où ils s'étaient fourvoyés par leur refus de rallier la Révolution, pour avoir subi les tentations du gouvernement français et avoir reçu des menaces de liquidation physique.

Il se hâta de les contacter pour les inciter à rejoindre la Révolution, afin de réaliser deux objectifs essentiels, à savoir:

Le premier objectif: rendre service à la Révolution, et priver l'ennemi de l'occasion de les utiliser pour en constituer une troisième force contre le F.L.N.

Le deuxième objectif: former un axe de politiques sous son autorité avec lequel il pouvait affronter l'aile militaire (les chefs de l'A.L.N), pour ensuite les inclure dans le commandement de la Révolution où ils seront majoritaires.

Abbane Ramdane allait profiter du grand vide dû à l'arrestation de la majorité des chefs des zones, pour réaliser son projet. Ainsi, le chef de la quatrième zone Rabah Bitat avait été arrêté le mois de Février 1955, le chef de la première zone, Mostefa Ben Boulaid avait été arrêté en février 1955 puis tomba en martyr le 27/03/1956. Tout comme Didouche Mourad tomba en martyr en Janvier 1955. Des Six historiques, il n'en resta à l'intérieur que Krim Belkacem, le chef de la troisième zone et Larbi Ben M'Hidi qui quitta la cinquième zone durant le mois de Décembre 1955 vers Le Caire pour prendre contact avec la délégation extérieure. Puis revint à la capitale avec la proposition de former une Direction de douze membres dont six représenteront l'intérieur et les six autres représenteront l'extérieur. Cette proposition fut totalement ignorée et Abbane Ramdane s'en moqua dans une correspondance adressée à la délégation extérieure.

Lorsque l'aspiration d'Abbane Ramdane de voir les politiciens des différents partis rallier la Révolution par la grande porte, se réalisa, il confia à certains d'entre eux le projet de plate-forme qu'il avait minutieusement préparé d'un point de vue unique et autour duquel devait se réunir le congrès sur lequel il comptait pour réaliser ses ambitions. Ceci après l'approbation des deux chefs historiques Krim Belkacem et Larbi Ben M'Hidi. Il exclut volontairement les représentants des zones et la délégation extérieure de la préparation des décisions du congrès, car leur participation ne lui permettait pas de faire passer ce qu'il avait minutieusement planifié

Enfin, avec le choix délibéré du fin fond de la Kabylie pour tenir ce congrès au lieu des frontières Ouest ou Est ou dans un pays arabe, se paracheva le plan défavorisant les parties essentielles de la Révolution. Ce choix constitua un obstacle pour les parties essentielles dont la présence était indésirable à l'exemple de la cinquième zone commandée par Abdelhafid Boussouf et son adjoint Houari Boumediene, car cette zone prêtait une allégeance morale

aux membres de la délégation extérieure, particulièrement à la personne d'Ahmed Ben Bella. Il en était de même pour les révolutionnaires de la zone de l'Est (la base de l'Est et les Aurès) qu'Abbane Ramdane voyait comme partisans de la délégation extérieure, surtout le concurrent Ahmed Ben Bella et le représentant de la délégation extérieure Ahmed Mahsas. Ainsi, ils ne pensèrent qu'à eux-mêmes.

D'un autre côté, ils étaient conscients que nombre de personnalités historiques ne voyaient pas d'un bon œil la tenue d'un congrès préparé de manière très peu convaincante, et tout particulièrement, le coordonnateur Mohamed Boudiaf qui se trouvait au Maroc, et le chef de la cinquième zone Abdelhafid Boussouf. Tous les deux n'approuvaient pas la tenue de ce congrès car, ils pensaient que les conditions objectives n'étaient pas, encore, réunies. Pour cela, Abdelhafid Boussouf refusa de permettre à Larbi Ben M'Hidi de représenter la cinquième zone au congrès de la Soummam.

Sans accorder le moindre intérêt à ce qui pouvait unir, ils se hâtèrent de tenir ce congrès qui ne comportait aucun trait lui accordant la qualité de congrès. En comparaison avec la réunion du «groupe des 22», l'appellation de réunion est trop pour lui. En vérité, c'était le congrès des politiciens par lequel ils avaient usurpé la légitimité du commandement de la Révolution à la majorité, pour un certain temps. Et la voie des négociations avec les politiciens modérés était ouverte. Cependant les généraux de l'armée française étaient contre les politiciens des deux côtés.

Malheureusement, Abbane Ramdane ne suivit pas les conseils qui lui suggéraient de temporiser avant de publier les décisions du congrès. Il s'en alla, plutôt défier tout le monde par des menaces contenues dans la lettre par laquelle il répondit à celle d'Ahmed Ben Bella où ce dernier lui conseilla de ne pas se hâter de diffuser les décisions du congrès de la Soummam; il lui répondit, alors avec le ton du défiant, sûr de lui-même, en lui assurant, ainsi qu'à ses pairs, que la Révolution était en marche et qu'elle écraserait quiconque se mettrait en travers de son chemin.

Devant ces menaces s'élevèrent les voix des opposants et des réservés au congrès illégitime par la manière dont il fut tenu, par certaines de ses

décisions, et par la mainmise des politiciens sur le commandement de la Révolution à la majorité dans le Comité d'Exécution et de Coordination et la prise, par Abbane Ramdane, du poste de Coordonnateur, en la présence des deux symboles historiques Krim Belkacem et Larbi Ben M'Hidi.

La Direction issue du congrès illégitime devait se fixer quelque part, surtout, après la perte de la zone autonome d'Alger. Les frontières occidentales étaient sous le commandement d'Abdelhafid Boussouf et son adjoint Houari Boumediene, et portaient allégeance à Ahmed Ben Bella. Elles étaient presque interdites pour le groupe de la Soummam. Restait la région des frontières occidentales ouverte sur les pays arabes, source d'aide et d'approvisionnements et lieu du stockage du matériel militaire sous la responsabilité d'Ahmed Mahsas, le représentant d'Ahmed Ben Bella, accusé de pousser les Moudjahidines de l'Est vers la rébellion. Malgré tout cela la Direction, issue du congrès, avait pu s'installer sur les frontières orientales grâce à l'aide de la force de frappe du président Habib Bourguiba qui avait intérêt à soumettre leur ennemi commun (les chefs et les révolutionnaires des Aurès qui étaient les alliés des opposants de Bourguiba), les révolutionnaires tunisiens qui avaient refusé de déposer les armes contre l'acceptation de l'autonomie interne. Ainsi, les intérêts des deux parties se recoupèrent: ceux de Habib Bourguiba et ceux d'Abbane Ramdane.

4 La quatrième erreur du coordonnateur Abbane Ramdane consistait en l'hérésie d'utiliser la force de l'étranger contre ses subordonnés pour les soumettre par la force, au lieu d'utiliser le langage du dialogue. Abbane Ramdane s'allia délibérément avec le président Habib Bourguiba qui avait intérêt à soumettre les révolutionnaires de la région des Aurès-Nementchas.

5 La cinquième erreur du coordonnateur du Comité de Coordination et d'Exécution, Abbane Ramdane, fut de désigner quatre officiers de la Kabylie pour soumettre, par la force, les chefs et les Moudjahidines de la première Wilaya et les mettre sous la tutelle de la Wilaya 3, afin de réaliser l'objectif d'écarter des officiers des Aurès soupçonnés de lui manquer d'allégeance, et d'emprisonner et exécuter les chefs historiques des Aurès qui eurent tout le mérite dans le succès de la Révolution. Ainsi donc, les quatre officiers

commirent d'affreux crimes à l'encontre de leurs collègues, les chefs des célèbres batailles des Aurès. Ces mesures coercitives et ces exécutions injustifiées resteront à jamais la honte qui poursuivra leurs auteurs et commanditaires jusqu'au jour du jugement dernier.

INTRODUCTION

Ceci est ma modeste participation visant à graver, dans la mémoire, quelques hauts faits d'armes ayant marqué la révolution de libération et confirmant sa portée internationale. C'est, aussi, l'engagement de ma part à honorer le devoir sacré de l'écriture de l'histoire de cette glorieuse révolution.

Tout comme c'est le résultat de mon adhésion précoce à cette grande révolution où j'ai pu assister à plusieurs faits marquants, et participer à l'élaboration de batailles sur le terrain dans la région des Aurès pendant les sept années de son déroulement.

C'est aussi le résultat de ma présence permanente aux côtés des premiers responsables actifs qui ont eu à préparer les Aurès à l'étincelle de la révolution. Ils veillèrent, par la suite, sur elle en l'orientant et en dirigeant toutes ses actions sur le terrain et ce, durant la première période dorée qui couvrit les années 1954/1955/1956.

Ce qui m'a surtout encouragé à tenter cette expérience de l'écriture, c'est la crainte de perdre ce qui est demeuré gravé dans ma mémoire des événements auxquels j'ai assisté après que l'oubli eut effacé une part, du fait de l'âge et de l'écart dans le temps. Ce sera une modeste contribution qui s'ajoutera à celles des collègues qui m'ont précédé dans la rédaction de leurs mémoires, en vue d'enrichir l'écriture de l'histoire de la révolution. Ce que, moi, je considère comme une obligation individuelle pour toute personne ayant participé à cette grande épopée par ses souffrances, sa sueur, son sang et tout son être.

C'est encore une œuvre modeste qui comporte mes mémoires personnelles, mon point de vue, ainsi que mon analyse des évènements graves qui se déroulèrent dans la région des Aurès, tout particulièrement durant les trois premières années de la révolution.

Toutefois, je ne saurais prétendre que mon analyse soit parfaite, ni qu'elle soit la vérité absolue, mais elle reste, sans doute, un outil précieux pour les historiens chercheurs, soucieux de collecter les différents fragments afin de présenter une vue complète sans qu'elle soit tronquée ou falsifiée.

Cependant, je dois admettre que j'ai évité d'aborder certaines vérités que le devoir de réserve m'empêche de révéler. J'ose, enfin, espérer que l'on me pardonnera mes erreurs de style, le manque de méthodologie, ainsi que la structure approximative du texte, car je ne suis pas un académicien doué ni un historien chevronné. Ce qui m'importe le plus, c'est la transmission des faits réels.

J'ai insisté dans la rédaction de ces mémoires, et surtout dans la deuxième édition, sur les faits et les vérités, tout en restant fidèle à la réalité en me référant dans beaucoup de cas, aux auteurs dans leurs écrits et témoignages, aussi que dans les mémoires des amis moudjahidines pour donner plus de crédibilité afin que le lecteur puisse trouver dans ces mémoires, surtout la véracité et la compréhension des faits et c'est le but recherché.

Enfin j'ai réparti les thèmes de ces mémoires en quatre périodes, toutes différentes l'une de l'autre, notamment en ce qui concerne les faits, mais surtout, les responsables:

Première Période: Cette période couvre les années de préparation dans le but d'amener la région à abriter la révolution et à mobiliser les cellules de l'organisation secrète (O.S). Cette période a été également celle de l'entrainement militaire de l'avant-garde qui eut l'insigne honneur d'exécuter les opérations du 1er novembre 1954.

Deuxième Période: Elle s'étale entre le 01/11/1954 et la fin de l'année 1956. Elle a été la phase fondamentale et décisive dans la réussite de la révolution malgré le siège infernal imposé à la région des Aurès pour faire avorter la révolution dans son berceau.

Durant les dix premiers mois, l'extraordinaire résistance à la force de feu et aux destructions a faussé les calculs de l'ennemi et donné l'occasion aux autres régions pour s'engager, efficacement, dans la bataille de libération. C'est ainsi que les offensives du 20/08/1955, sous la conduite du génial et valeureux Zighout Youcef, ont eu lieu et ont forcé l'ennemi à desserrer l'étau du siège imposé à la région des Aurès.

Troisième Période: Elle concerne l'époque des premier et deuxième

comités de coordination et d'exécution ainsi que la formation du gouvernement provisoire de la république algérienne qui assume le pouvoir exécutif de l'Etat algérien, ceci en l'absence des chefs historiques tels Rabah Bitat, Zighout Youcef, Larbi Ben M'Hidi et Mostefa Ben Boulaïd.

Cette période connut aussi l'emprisonnement des membres de la délégation extérieure (Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Hocine Ait Ahmed, Mohamed Boudiaf).

Quatrième Période: Cette dernière succède à l'exécution des deux colonels Mohammed Lamouri et Ahmed Nouaoura et leur remplacement par les colonels Hadj Lakhdar Abid et Tahar Zbiri.

Avant de clore cette introduction, je dois reconnaître que l'homme, de par sa nature, ne peut se libérer des séquelles des chocs psychologiques qui sont au-dessus de ses capacités mentales. Ainsi, nous sommes encore sous le choc de l'exécution injuste, à l'intérieur et en Tunisie, de nos chefs historiques qui furent les symboles des Aurès, tels les deux adjoints de Mostefa Ben Boulaïd: Adjel Adjoul et Abbes Laghrour et leurs assistants; les deux colonels Lamouri Mohamed et Nouaoura Ahmed, et l'injuste incarcération des quatre-vingt (80) officiers qui empêchaient le colonel Bigeard de dormir dans les Aurès.

Ils furent nos chefs, ce sont eux qui nous inculquèrent l'esprit du sacrifice dans toute sa grandeur et dans les conditions les plus extrêmes que nul ne peut imaginer, en dehors de ceux qui les ont vécues. Qu'attend-on pour les réhabiliter et les affranchir de l'infâme accusation de trahison fabriquée de toutes pièces et qui leur coûta injustement la vie dans des circonstances si particulières ? Nous espérons une déclaration du ministère des moudjahidines stipulant que, durant la révolution, des fautes graves furent commises involontairement, qui coutèrent la vie à ces symboles et à tant d'autres dans des circonstances pour le moins obscures.

Une génération a vu le jour, elle n'a connu ni la guerre de libération, ni les ruines, ni les souffrances, ni les tortures, ni les massacres accumulés sur la terre algérienne, ni les bouleversements qu'elle a entraînés. L'Algérie est libre et indépendante, mais les échos de la guerre de libération armée

résonnent toujours dans la mémoire de ceux qui les ont vécus et qui en gardent encore des cicatrices douloureuses, parfois même des blessures ouvertes.

Le Commandant à la retraite
HELEILI Mohammed Seghir.

Naissance et enfance de l'auteur des mémoires:

J'ai vu le jour au milieu du massif des Aurès dont la nature géographique se caractérise par un relief très accidenté, recouvert d'une végétation variée, répartie en forêts et maquis. Dans cet environnement, coulent des rivières célèbres pour leurs cols étroits. Cette massive structure géologique est surplombée par le sommet du Chélia qui représente le symbole des Aurès et son identité. Ce sommet est plus connu localement sous le nom de Lalla Keltoum. C'est aussi le plus haut sommet de la fière Algérie.

Il faut dire que le centre des Aurès n'a guère connu de développement dans ses infrastructures susceptibles de lui insuffler un essor économique et ce, depuis l'époque de la Kahina (7ème siècle). La région est restée durant tout ce temps-là totalement marginalisée et fermée à tous les étrangers. De ce fait, elle a été le théâtre perpétuel de résistance aux occupants de toutes sortes et, tout particulièrement, à l'occupant français qui l'a délibérément appauvrie. Il déplaça les habitants en utilisant tous les moyens de la répression. De ce fait, la vie des habitants est restée à un état primitif basée, essentiellement, sur une agriculture de montagne et de subsistance à rendement très limité et un élevage ovin soumis aux contraintes des interdits des gardes forestiers.

L'administration des Aurès était régie par le système des communes mixtes dominé totalement par des familles aurésiennes ayant lié leur avenir à celui de l'occupant. De ces familles-là, on désignait les caïds et les bachaghas, titres légués de père en fils.

Ma naissance eut lieu le 03 Mai 1934, de mon père le Cheikh Omar Ben Belkacem, et de ma mère la vertueuse Kahoul Aldjia, dans l'Arch Kimel, au sein de la tribu des Srahnas (qui descend des Béni Hilal). Cette tribu s'était installée au cœur des Aurès au milieu des tribus berbères où elle avait toujours pratiqué la langue arabe, en plus du fait qu'elle parle la langue Chaouie tout comme les Chaouia qui sont les habitants d'origine, parlant la langue arabe du fait de l'interpénétration entre les deux communautés. Cette intégration intercommunautaire fut, naturellement, imposée par la vie en commun dans le même site géographique. Les dangers et les difficultés les avaient soudés jusqu'à les fusionner dans le même creuset pour en constituer un seul corps.

Ces habitants disposaient de leurs marchés intérieurs où les échanges se pratiquaient par l'argent ou le troc. De ce fait, la région était naturellement devenue le berceau sûr des avant-gardes de la révolution de novembre 1954 et sa base stratégique, soutenue par des hommes forts qui inscrivirent leur héroïsme dans l'histoire. Cet héroïsme culmina avec le déclenchement de la glorieuse révolution du 1er novembre 1954. Tel fut le contexte géographique qui nous entourait et sur lequel s'ouvrirent mes yeux. Et telles furent les tribus au sein desquelles nous apprîmes le patriotisme, tout en forgeant notre personnalité dans le sérieux et l'abnégation face à la répression de l'occupant que nous affrontions avec force, volonté et désir de changement de notre vécu tragique fait de faim, de mal vie, de frustrations, d'enfance misérable, de l'obscurité, de l'ignorance, du danger des épidémies et de l'humiliation de cette prison arbitraire entourée par une clôture d'interdits. Nous étions animés par le désir de nous débarrasser des contraintes abusives que nous imposaient les caïds et les bachaghas, ces suceurs de sang qui nous bouchaient les horizons pour faire de nous des esclaves à la merci de leurs seigneurs ainsi que de leurs progénitures.

En effet, ce fut dans ce milieu rural et résistant que je naquis au sein d'une famille patriote et conservatrice des valeurs, sous la bienveillance d'un père, le Cheikh Omar Ben Belkacem qui s'était immunisé contre les mauvaises influences par le savoir, le patriotisme et la foi. Ses maitres furent les Cheikhs de Khengat Sidi Nadji et ceux de la Zaouïa du Cheikh Sadek Belhadj affiliée à la Rahmania (Tibermassine) qui se distingua par la révolte de 1858, à l'issue de laquelle, il fut condamné, ainsi que ses enfants, à 25 ans de prison ferme.

Mon père refusa de se compromettre avec l'occupant en refusant toute fonction dans son administration et se consacra exclusivement au service des habitants de son terroir. Il réglait les litiges entre les personnes, exhortait à l'apprentissage du Coran, luttait contre les superstitions collées à la religion. Il adhéra à l'Association des oulémas musulmans algériens dont il lisait assidûment les journaux, El Chihab et El Bassair.

Les études:

Etant sensibles au cauchemar de l'analphabétisme, nos parents s'empressèrent de nous procurer un enseignement de base avec des moyens très limités. Ils bravèrent l'administration de l'occupant qui interdisait les écoles dans les Aurès. Ils avaient inauguré un semblant d'école primaire aussi modeste que l'étaient ses ressources. Elle manquait de tous les moyens pédagogiques. Elle ne se composait que du maitre et de ses élèves, dans une région au froid glacial. Un tapis d'alfa, posé à même le sol, nous servait de sièges, tandis que nos bras nous tenaient lieu de pupitres. Le soleil était notre lumière le jour, et les bougies notre lumière la nuit. Tous les cours et toutes les matières nous étaient prodigués par un seul et unique enseignant qui constituait à lui tout seul, une institution. Il était, en effet, le directeur de l'école, l'instituteur et le surveillant. C'était le Cheikh Timguelline Ahmed Sarhani, un grand homme que cet autodidacte. Sa présence parmi nous fut une bénédiction divine. C'est grâce à lui que nous pûmes acquérir un peu de savoir.

Aussitôt mes études primaires terminées à Kimel, je dus m'inscrire à l'institut Ibn Badis de Constantine pour y poursuivre des études moyennes. A Tunis, je poursuivis mes études secondaires à l'université Zeitouna.

Dès le déclenchement de la révolution, j'ai dû interrompre les études et m'engager dans les rangs de l'A.L.N pour participer à la libération de la terre et des hommes.

Après l'indépendance, je rejoignis la première université ayant ouvert ses portes à Oran (université Essénia) qui était à, l'origine, une caserne militaire. Ce fut à moi qu'échut l'honneur de remettre les clés de cette ancienne caserne au ministère de l'éducation. J'étais à l'époque le commandant du secteur militaire de la wilaya d'Oran. Cette remise des clés eut lieu sur ordre du commandant Chadli Ben Djedid, alors chef de la 2^{éme} région militaire, avant qu'il ne devienne président de la République. Il avait ordonné de la transférer à l'université. Ce fut ainsi que j'eus la chance de suivre des études supérieures dans cette université naissante où je pus obtenir ma licence dans les années 1970.

Mes activités politiques avant la révolution:

A cette époque, j'étais un jeune étudiant qui poursuivait assidûment ses études, tandis que mon père adhérait au courant réformiste de l'association des oulémas musulmans algériens. Il me conseillait souvent d'éviter l'engagement dans la politique, au moins jusqu'à la fin de mes études secondaires. Dans le même temps, un parent à moi militait dans les rangs du mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D). Il s'agissait d'Adjel Adjoul qui m'incitait à le rejoindre au parti, mais je dus me soumettre au désir de mon père, c'est-à-dire reporter l'action politique jusqu'à la fin de mes études.

Du fait de ma relation particulière avec Adjel Adjoul et de mon contact permanent avec lui, je finis par tomber sous le charme des penchants politiques et je devins, alors, un sympathisant, ce qui équivalait au premier degré dans l'échelle des adhérents au parti. C'est ainsi que je me vis porter volontaire pour l'aider, souvent, à rédiger certains écrits secrets dont il était chargé en tant que responsable de la section n° 2 du parti M.T.L.D.

Dès le déclenchement de la révolution, je pris les armes et rejoignis les rangs de l'A.L.N, vers le début de l'année 1955. Mes quatre frères ainsi que mon unique oncle Ali et ses trois fils m'ont rejoint, de telle sorte, que tous les membres de ma famille répondirent à l'appel du djihad, à l'exception de mon père que la vieillesse obligea à rester à la maison. Il mourut durant notre absence.

Ainsi donc, tous les membres de la famille, hommes, femmes et enfants rejoignirent la ligne de feu à l'intérieur de la zone interdite, sous la protection de l'A.L.N. Mes trois cousins tombèrent sur le champ d'honneur, quant à moi, mes cinq frères et notre unique oncle Ali, le destin voulut que nous restions en vie pour goûter la joie de l'indépendance, par la grâce de Dieu.

LA PREMIÈRE ÉTAPE:
LA PHASE DE PRÉPARATION À LA DÉCLARATION DE LA RÉVOLUTION DANS LES AURÈS

Nous avons, déjà, indiqué que la révolution dans les Aurès était passée par quatre étapes, toutes différentes les unes des autres, par l'organisation, les mécanismes, les obstacles et surtout, la stature des leaders qui l'ont mise sur pied.

La première étape fut celle de la préparation de la région des Aurès au soulèvement révolutionnaire. Cette préparation consistait à implanter des cellules de l'organisation secrète, entrainer les premiers groupes, physiquement, au maniement des armes, en plus de leur préparation psychologique et spirituelle à même de faciliter l'action armée. Ce fut une étape difficile face à une administration coloniale vigilante qui s'appuyait sur des complices prêts à tout pour dénoncer leurs frères. Ce qui obligea les militants et les citoyens à fuir les regards indiscrets pour se réfugier dans des grottes en pleine forêt.

Quant à Mostefa Ben Boulaïd, membre du comité central du M.T.L.D, aidé par la force divine, il avait pu sensibiliser la société des Aurès et la mobiliser pour changer cette situation déplorable imposée par les colons. Pour ce faire, il sacrifia sa vie, son argent, son temps et le bonheur de sa famille. Ainsi donc, il réussit à enrôler, au sein des tribus, des éléments actifs jouissant d'une bonne réputation et d'une ardeur efficace. Il s'agissait d'Abbes Laghrour, Adjel Adjoul et Tahar Ghemras, tous convaincus par la nécessité de l'action armée, se démarquant, ainsi, du leader du M.T.L.D, Messali Hadj. Donc, parmi les sept secteurs de la zone des Aurès, trois seulement optèrent pour l'action armée, ce qui était très peu, en raison de la condition géographique homogène de la région et l'engouement de la population pour l'action armée. Ces trois secteurs sont:

1. Le secteur d'Arris qui porte le numéro 2 et qui englobe le fond des Aurès, vaste et marginalisé, sous la conduite d'Adjel Adjoul, depuis l'arrestation de Belaggoun Messaoud et Benakcha Mahmoud.
2. Le secteur de Khenchela qui était sous la responsabilité d'Abbes

Laghrour, et dont la nature géographique était identique à celle du secteur d'Arris.

3. Le secteur se trouvant entre Arris et Batna, sous la responsabilité de Tahar Nouichi (Ghemras).

Evidemment, la déclaration de la révolution se fit par ces trois secteurs, encadrés par l'incomparable Mostefa Ben Boulaïd, et à l'insu des colons.

Caractéristiques physiques et humaines des Aurès:

La région des Aurès (Aurès Nementchas) est répartie en trois grands ensembles:

1. L'Aurès de l'Est qui s'étend des frontières tunisiennes au mont Ali Nass. Cette zone était sous le contrôle du secteur d'Abbes Laghrour, de 1954 à fin 1956. Cette zone se distingue par un relief calcaire, ce qui explique l'existence des montagnes blanches et arides, dénuées de toute végétation. Ces montagnes sont séparées par les profonds bassins qui furent le théâtre de combats acharnés et historiques, et dont les épopées furent écrites par le sang des valeureux héros.
2. L'Aurès de l'Ouest: il vécut les grandes batailles menées par les moudjahidines du centre et de l'ouest, notamment dans les monts de Ouestili, Elachaat, Boutaleb, Ouled Tebban, El Hodna, ainsi que d'autres régions qui connurent des soulèvements annonciateurs de la révolution de 1954, telles les insurrections de 1912 et 1916.
3. L'Aurès du centre: il se distingue par deux facteurs essentiels:

3.1. Il fut le point de départ de la révolution du 1er novembre 1954, en raison de sa spécificité géographique et démographique.

3.2. C'est mon pays natal et le lieu de mes activités révolutionnaires, ainsi que mon centre d'intérêt dont je connais tous les faits, dans les moindres détails. Ce qui ne diminue, en rien, de l'importance des autres régions. Quant à moi, je me suis concentré sur ce que j'ai vécu de près.

Vu d'en haut, le centre des Aurès présente l'aspect d'une presqu'ile verte, de la couleur de la verdure des forêts et autres végétaux qui la recouvrent. Cette «ile verte» est bordée de pentes recouvertes de maquis ainsi que par des plateaux et des plaines limitées par les arbres spécifiques à la région, tels

les pins, les chênes, les genévriers et les cèdres.

Toujours vue du ciel, cette zone apparait encadrée par trois grandes villes: Khenchela, au nord-est, Batna, au nord-ouest, et Biskra, au sud, le tout, entouré d'une suite de montagnes: au sud, la chaine Ahmar Kheddou, à l'est, les monts Ali Nass et Bezzaz, au nord, les monts de Tamza et Chélia, et enfin, à l'ouest, le mont Ouestili et le mont Bleu où fut tué Ben Boulaïd. Cette «ile verte» était plus connue sous le nom de secteur Adjoul et était devenue zone interdite à partir de 1955. Après le congrès de la Soummam, elle devint la 2° zone, et le lieu de refuge pour les civils fuyant les regroupements forcés et un centre de repos pour les membres de l'A.L.N. Cette zone abritait, aussi, un hôpital de campagne, une maison de repos pour les invalides, les blessés et les personnes âgées, tout comme elle abritait des unités de l'A.L.N. Cette «ile de forêts» est entourée par quatre grands Oueds:

1. Oued El Arab, au pied des montagnes, entre le mont Tamza et le mont Chélia.
2. Oued Guechtan au pied sud du mont Chélia.
3. Oued El Abiod, dans le pourtour du village Medina et en contrebas du mont Ichmoul.
4. Oued Abdiau pied du mont Al-Mahmal et qui traverse la belle ville de Menaa.

Dans ces forêts, Adjel Adjoul, Belaggoun Messaoud et Benakcha Mahmoud se succédèrent à la tête du commandement du secteur d'Arris (deux). Ils veillèrent à l'implantation et à l'organisation des cellules de l'OS, peu de temps avant la révolution. Ces forêts servirent, aussi, de refuge aux héros traqués par l'administration coloniale tels Rabah Bitat, Lakhdar Bentobbal, Amar Benaouda, Larbi Ben M'Hidi, Zighout Youcef et tant d'autres. Ils étaient les hôtes de Mostefa Ben Boulaïd avec lesquels il organisait des réunions secrètes en vue de convaincre les militants de la région de l'efficience de l'action révolutionnaire et les préparer à l'exécution des opérations de la nuit du glorieux 1er novembre 1954.

L'importance stratégique de l'Aurès du Centre:

Le général d'aviation, Michel Froget, chargé du contrôle aérien de la zone, décrit le centre des Aurès ainsi: «c'est une zone interdite d'une superficie de 15000km², soit trois fois les Alpes, elle abrite le noyau de l'insurrection recherché par nos pilotes», il poursuit: «l'Aurès est la plus excitante, la plus belle et la plus sauvage des régions». Pour lui, la forêt de Béni Melloul, sous surveillance jour et nuit: «sa superficie est la plus vaste de toute l'Algérie».

Le centre des Aurès dispose d'une nature géographique assez spécifique connue par les seuls habitants qui vivent de l'élevage des ovins et autres animaux domestiques. Le climat qui y sévit est un climat semi désertique c'est-à-dire le climat de l'Atlas du désert. C'est une région fermée aux étrangers et aux colons, puisqu'il n'y a ni routes, ni moyens de communication, ni électricité, et encore moins des espaces touristiques ou culturels. En guise d'écoles, il existe des locaux secrets pour l'apprentissage du Coran. Malgré cette vie rude, les habitants n'ont jamais cessé de servir la révolution avec beaucoup de loyauté. Dans le centre des Aurès, la sécurité était assurée par des gendarmes à cheval, et en cas de besoin, par des unités de la garde mobile, face aux «rebelles».

L'administration française n'avait rien fait pour améliorer les conditions de vie des habitants, elle se contenta, par contre, de lever les impôts, d'infliger les punitions individuelles et collectives, d'instaurer différentes formes d'humiliation et de répression, ce qui incita la population à la rébellion et à la désobéissance, confirmée par les Français eux-mêmes: «l'insurrection des Chaouia à Batna contre les colons français était unanime, car ils avaient la révolte dans le sang». Ce témoignage prouve la continuité de la rébellion, d'une part, contre le service militaire, et d'autre part, contre la présence coloniale, le pillage des terres, les viols commis par les compagnies sénégalaises. Tout ceci avait préparé aux révoltes successives de 1845, 1849, 1858, 1871 jusqu'à 1916 et enfin l'insurrection du 08 mai 1945.

Les spécificités ayant encouragé la propagation précoce des cellules révolutionnaires:

Le grand Aurès n'a jamais cessé, durant des milliers d'années, d'être à l'origine des révoltes et des révolutions contre toutes sortes d'occupants et colonisateurs, surtout les envahisseurs français, pour les raisons suivantes:

La première spécificité, due à un relief difficile, poussa l'ennemi à le diviser sur les plans politique, sécuritaire et administratif, malgré l'homogénéité de la région et sa complémentarité. Ainsi, l'ennemi, en traçant une ligne droite du nord au sud, scinda le centre des Aurès en deux parties, la partie Est, annexée à la commune mixte de Khenchela, et la partie Ouest, à la commune d'Arris. Cette injuste répartition fut contestée par la population qui avait compris les intentions des colons et opposé une grande résistance, elle conserva, alors, son unité et ne traita avec les colons que dans des proportions très limitées. Même le parti du peuple algérien (P.P.A) ignora délibérément cette répartition coloniale, car, dès les années 1940, il considéra la région comme une seule entité administrative qu'il appela Secteur n°2 d'Arris, malgré sa grande superficie et le nombre important des tribus qui y vivaient. Ce fut ainsi que le P.P.A consacra tous ses efforts sur cette contrée homogène, située entre trois grandes villes: Khenchela à l'Est, Batna, au Nord, et Biskra, au Sud et qui englobe le secteur n° 2 d'Arris et une partie des secteurs de Khenchela et Bouarif. C'était le périmètre qui avait accueilli les cellules de l'organisation secrète et les premiers groupes,

auteurs des opérations du 1er novembre 1954, et d'ici se déployèrent les conquérants sur les Aurès et les régions avoisinantes.

La deuxième spécificité concerne la nature rebelle de la population qui était viscéralement contre l'administration coloniale et attachée à la terre pour sauvegarder le patrimoine culturel commun. Elle contestait les lois injustes des colons, à l'image de Messaoud Benzelmat et ses compagnons qui s'insurgèrent contre la loi de conscription obligatoire et mirent la main sur toute la région. Les habitants disaient à leurs enfants: «mange ton repas, et attends Messaoud Benzelmat à tes côtés». En outre le Cheikh Ouléma rebelle de Tibermassin (Cheikh Sadek Ben El Hadj) et ses enfants qui ont donné du fil à retordre aux Français furent condamnés à 25 ans de prison ferme, sans oublier le grand révolutionnaire Ahmed Bey qui avait mené la résistance à l'Est du pays, ni le valeureux cavalier Ahmed Ben El Hadj, le représentant de l'Emir Abdelkader qui s'était réfugié dans cette région stratégique au fin fond des Aurès dans le village de Menaa, et tant d'autres tels Belkacem Grine, Sadek Chiboub et son épouse qui avaient assisté aux préparatifs de la révolution, s'engagèrent dans les organisations de Mostefa Ben Boulaïd et prirent les armes contre l'occupant. Cette région dont nous parlons fut qualifiée par l'officier Dominique Farale de «zone faisant partie de Batna, la superficie d'Arris s'étend sur presque tout l'Aurès et comprend une population de 100 000 âmes».

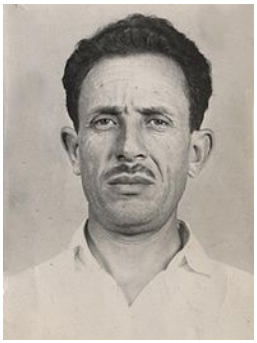
Mostefa Ben Boulaïd, le chef du secteur Adjoul et leurs camarades avaient bien su tirer profit de cette nature typique et de ses habitants rebelles, prêts au combat, pour les mener, grâce à l'assiduité révolutionnaire, vers la guerre de libération promise par Ben Boulaïd aux membres du secrétariat issu du groupe des 22 (les Six historiques):«l'Aurès est fin prêt pour le déclenchement de la révolution, il pourra tenir six mois entiers».

La troisième spécificité réside dans l'importance historique des trois secteurs qui avaient foi en l'action derrière le grand leader Mostefa Ben Boulaïd. Ils se démarquaient, par là, des normes politiques imposées par le P.P.A.

La quatrième spécificité concernait la personnalité de Mostefa Ben Boulaïd. Il était originaire de la région et fortement attaché à ses tribus, dès l'enfance. Ces tribus étaient sa source d'inspiration et le lieu de ses activités. De ces tribus, il tenait, également, les traits remarquables de sa personnalité, sa volonté inflexible et sa modestie qu'il avait su communiquer à son entourage et gagner, ainsi, la confiance de toute la population des Aurès, dont les enfants furent mobilisés dans les premiers groupes qui exécutèrent les premières opérations de la veille du 1er novembre 1954, et qui furent le prélude à la victoire finale.

Mostefa Ben Boulaïd avait fait le bon choix dans la sélection des vrais militants au sein des trois secteurs, tout comme il avait su gagner le ralliement des tribus qui donnèrent leur sang contre la liberté.

Courte biographie sur l'incomparable chef Mostefa Ben Boulaïd:



Le grand chef Mostefa Ben Boulaïd naquit en 1917 dans le lieu-dit Inerkeb, au sein de la tribu Etouaba. Il fréquenta l'école primaire El Ahali à Arris, puis entra à l'école militaire de 1939 à 1943, toujours à Arris. Très tôt, il entama ses activités sociales et politiques avec la fondation d'une association bénévole qui construisit la mosquée d'Arris. Sa première activité politique eut lieu en compagnie de Messaoud Belaggoun, le premier chef du secteur n° 2 d'Arris, en 1945, et, en 1947, il rejoignit l'organisation spéciale et devint membre du comité central du M.T.L.D. Il contribua à faire revivre l'O.S, parvint à rassembler ses militants, après l'incident du militant Khiari Abderrahim de Tébessa en 1950, incident ayant causé la dissolution de l'organisation. Après la rentrée de Mohamed Boudiaf de France, en mars 1954, il fut contacté par Ben Boulaïd, en vue de poursuivre ses efforts d'encadrement de l'organisation et de sensibilisation du reste des militants. En 1951, Mostefa se présenta aux élections dans les Aurès et fut élu, mais l'administration coloniale falsifia les résultats en faveur du candidat de la fédération des élus indigènes sous la présidence du docteur Mohamed Salah Bendjelloul et ce, suite au refus de Mostefa Ben Boulaïd de renoncer

à son patriotisme, ce qui provoqua la colère des habitants qui s'attaquèrent à tous les bureaux de vote, causant un désordre total, sévèrement réprimé par les autorités. Alors Mostefa Ben Boulaïd se vit contraint de constituer un comité de défense des libertés où le parti fut représenté par le membre du comité central Larbi Demagh El Atrous qui avait visité notre région après ces douloureux événements et discuté longuement avec la population, y compris avec mon père Cheikh Omar Heleili et Cheikh Ahmed Sarhani. Mostefa joua un rôle fondamental dans la création du comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (C.R.U.A), le 23 mars 1954, dont il fut un membre actif, en compagnie de Mohamed Boudiaf, Dekhli Mohamed et Bouchbouba Ramdane. Il siégea, aussi, au congrès des Messalistes en Belgique en 1954. Le 24 juin 1954, il présida la réunion du groupe des 22, et devint membre des six historiques. Il veilla, personnellement à la distribution des armes et au déclenchement de la révolution à partir des Aurès le 1er novembre 1954. Début février 1955, il se rendit en Libye, mais dès son arrivée au sud tunisien, il fut poursuivi et arrêté par l'ennemi, le 11 février 1955 à la frontière entre la Tunisie et la Libye. Dans sa prison, il reçut la visite du professeur Vincent Monteil qui tenta de le convaincre de mettre fin à la révolution, mais en vain. Il lui demanda son avis sur la paix et le trouva convaincu plus que quiconque à l'idée d'une paix véritable dans une Algérie indépendante. Dès lors, le professeur Monteil, sous l'influence de Ben Boulaïd, devint un adepte de la paix en Algérie et prit contact avec Benyoucef Benkhedda dans sa prison pour d'éventuelles négociations avec les Français, mais devant l'intransigeance des colons ultras, il dut démissionner. En mars 1955, Mostefa Ben Boulaïd fut jugé et condamné aux travaux forcés à perpétuité, le 28 mai 1955. Mais, lors d'un deuxième procès, le 28 juin 1955, il fut condamné à la peine capitale. Le 10 novembre 1955, il s'évada de la prison d'El Koudya et reprit le commandement des Aurès, le 13 mars 1956. Il mourut au champ d'honneur le soir du 22 mars 1956, suite à l'explosion d'une mine larguée d'un avion français (poste émetteur-récepteur piégé).

Le secret du choix des Aurès pour le déclenchement de la révolution:

Pour toutes les raisons déjà citées, il était naturel que cette région, si importante, fut choisie pour être le berceau de l'une des plus grandes

révolutions populaires de l'histoire contemporaine. De ses habitants émergèrent les premiers groupes chargés de mener les attaques de la veille du 1er novembre 1954, en provenance du village El hadjadj à Arris, et Dar Boulekouas à Bouarif.

Mostefa Ben Boulaïd et ses compagnons n'avaient pas tort de choisir cette partie réduite de la terre d'Algérie connue pour son prestige et l'audace de ses hommes pour avoir été le centre de l'action militante du père de la révolution, Mostefa Ben Boulaïd, qui surprit les colons par une insurrection préparée dans tout le pays durant un quart de siècle. Le fond des Aurès eut cet insigne honneur de voir les premières cellules de la révolution s'entrainer au maniement des armes et à l'art du combat, tout en s'adaptant à la région qui deviendra leur terrain favori.

Je le dis clairement:le choix de la région comme le champ favori de l'action secrète ne signifiait en aucun cas, que ses habitants étaient plus courageux et plus vaillants que ceux des autres régions, ou que Ben Boulaïd l'avait choisie par sentiment régionaliste, ce fut plutôt un choix dicté par l'éloignement de la région des centres militaires de l'ennemi et de ses administrations, en plus du fait qu'elle était une zone fermée pour les étrangers, ce qui permettait l'entrainement en plein jour, loin des regards indiscrets et sans crainte d'être découverts. D'ailleurs, même après le déclenchement de la révolution, l'armée de libération nationale avait continué à respecter cette répartition faite par le P.P.A. Du début de la révolution jusqu'en 1956, la zone s'appelait secteur Adjoul, et après le congrès de la Soummam, elle porta le nom de la 2éme zone de la Wilaya «I».

Mostefa Ben Boulaïd gagne les Arch des Aurès et leurs enfants à la cause:

Mostefa, originaire de la région, connaissait bien les coutumes et les traditions de la population, surtout leur acharnement à protéger leur domaine vital de toute infiltration étrangère, ce qui rendait impossible à tout étranger de s'y introduire. Il connaissait, aussi, la manière de traiter avec les Arch, ce qui lui permit de chercher des gens de bonne foi et de bonne réputation pour le seconder et le remplacer dans l'accomplissement de missions sans attirer

sur lui l'attention de l'ennemi. La spécificité de la région avait concouru à imposer cette façon d'organisation à distance par des éléments dignes de confiance, efficaces et loyaux, ce qui permit d'habituer ces gens à l'action secrète, à l'insu de l'ennemi, et contrairement aux autres régions, surtout après l'incident de Tebessa en 1950 qui a permis de démanteler plusieurs cellules de l'O.S et d'opérer de nombreuses arrestations (arrestation du chef national: Ahmed Ben Bella le 10/05/1950).

Les germes de la désobéissance dans la région après la fraude électorale:

Le M.T.L.D avait réussi à restaurer la conscience politique au sein de la population rurale des Aurès, et à les convaincre de la nécessité du militantisme actif pour changer leur quotidien misérable imposé par les colons, c'est-à-dire l'adoption de l'action armée comme choix inévitable, ce qui était devenu un rêve pour tous les jeunes que l'activité politique avait poussé à s'impliquer dans l'opération électorale, en apportant leur soutien aux candidats du parti, et à leur tête, le chef Mostefa Ben Boulaïd qui remporta les élections de 1951 avec un grand pourcentage. Ce qui inquiéta l'administration coloniale qui l'obligea à un choix difficile: soit faire partie de ses rangs, soit voir son nom effacé de la liste des élus et remplacé par le représentant du docteur Bendjelloul, député de Constantine, fervent partisan de l'assimilation et président de la fédération des élus indigènes qui défendait l'égalité dans la citoyenneté française «l'Algérie est terre française, nous sommes des Français avec le statut personnel Musulman.» Ce à quoi Mostefa répondit, ferme, de la fermeté des rochers des Aurès: «la confiance de mon peuple n'a pas de prix, elle ne se vend, ni ne s'achète, c'était mon but recherché, dans tous les cas, et je ne m'en séparerai jamais.»

Alors l'administrateur français Fabet, raya délibérément le nom de Mostefa Ben Boulaïd et mit celui de Ben Khelil à sa place, ce qui provoqua la colère des électeurs dans tous les coins de la région. Je me souviens, alors que je suivais cet acte criminel, comment la population de Kimel, mon village natal, s'empara des urnes et les saccagea. Après quoi, les gens en colère acculèrent les gendarmes chargés de la surveillance des urnes. Ces protestations se répandirent dans tous les centres de vote au plus profond des Aurès. Ce qui troubla l'ennemi qui ne s'attendait pas à ces réactions. Il

alerta, alors ses forces militaires qui assiégèrent la région. Ils arrêtèrent les militants qu'ils jetèrent en prison pour une durée de six mois fermes.

Les compagnies militaires entreprirent des recherches dans la région, et plusieurs accrochages eurent lieu avec les jeunes qui étaient hors la loi française:

- **Le premier accrochage:** il intervint le mois d'août de l'année 1952 dans la forêt de Kimel avec Hocine Berrehail, Chiboub Sadek, Zelmat El Massaoud Thani, Ahmed Kada et Adjel Adjoul, le responsable du secteur d'Arris qui fut pourchassé lui aussi pour troubles à l'ordre public.
- **Le deuxième accrochage:** il eut lieu à Oued Ouled Si Amrane à Tadjmout, où fut tué un membre du groupe des insurgés nommé Mekki Aïssi, dans le courant du mois de mars 1953.
- **Le troisième accrochage** survint entre les pourchassés et le caïd du douar Yabous qui appartient à la famille Benchenouf dans le pourtour de Yabous de la région de Béni Ouedjana.

En plus de ces échauffourées limitées, d'autres mouvements apparurent à la frontière Algéro-Tunisienne, l'on pensa qu'il s'agissait des révolutionnaires de Tunisie qui faisaient la collecte des armes et de fonds et il y avait parmi eux, Chriet Lazhar qui tendit une embuscade aux gendarmes français le 23 octobre 1954, tout comme des rumeurs se répandirent concernant l'apparition de gens armés dans le pourtour de Khenchela.

Tout ceci signifiait, clairement, l'empressement des habitants à déclencher la révolution suite au travail de sensibilisation de l'organisation secrète à l'endroit des militants et des citoyens, ce que confirma Lakhdar Bentobbal en disant: «nous avons trouvé la région des Aurès en avance sur le parti M.T.L.D. par sa prise de conscience de la nécessité de déclencher la révolution, et nous comprîmes, alors clairement que nous étions dans l'ignorance de la réalité des habitants des campagnes aurésiennes», en sachant que Lakhdar Bentobbal et ses compagnons passèrent plus de vingt-six (26) mois parmi les militants des Aurès avant novembre 1954.

Ces développements et ces turbulences poussèrent les généraux Cherrière

et Spielmen à faire sortir, en urgence, des patrouilles vers la région Est de l'Algérie. En même temps, les caïds informèrent les habitants du centre des Aurès de la nécessité d'instaurer des gardes de nuit comme de jour sur les sommets des montagnes en vue d'observer les mouvements suspects, cette garde étant sous le contrôle des autorités militaires.

De par ces mesures dissuasives et ces accrochages armés, toute la région fut mise sous un contrôle minutieux (microscopique). Les militants commençaient à dormir en dehors de chez eux, dans des grottes, alors, Mostefa se vit contraint d'agir et de revendiquer d'urgence la constitution d'un comité de défense des libertés et, progressivement, il réussit à alléger les sévices des Français. Le parti fut représenté, dans ce comité, par le grand militant Larbi Demagh Latrous qui ouvrit un dialogue avec les notables de la région, comme dit précédemment dans la présentation du personnage de Mostefa.

Pour Mostefa et ses compagnons, tous ces événements étaient une source de bonheur parce qu'ils constituaient une preuve de maturité politique qui poussait à l'optimisme. Cependant, ces événements pourraient être dangereux pour les préparatifs en cours secrètement à l'action armée, surtout, après la mobilisation des compagnies militaires motorisées qui avaient pris position dans plusieurs points, au milieu de la population. Leur stationnement dura plus de six mois pleins au douar de Kimel où elles se consacrèrent aux opérations de recherche, provoquant la panique parmi la population.

Des mesures d'urgence pour mettre fin à l'escalade:

Autant ces événements gênants étaient une preuve de l'apprêtement à la révolution, autant, ils étaient pour l'ennemi une source de pessimisme et des germes de rébellion qui nous rappellent au souvenir des insurrections précédentes après qu'on eut cru que la région avait été domptée et pacifiée.

Mostefa et ses compagnons s'activèrent à agir en vue de mettre fin à ces troubles qui furent la conséquence des événements électoraux[1]. Ce qui provoqua un affrontement entre quelques hors-la loi française et les forces militaires.

(1) Les élections furent remportées par Mostefa et l'administration de l'occupant avait ôté son nom, en guise de protestation contre ce trucage, la population saccagea les urnes.

Il fallait absolument circonscrire ces troubles par des mesures urgentes afin de permettre un retour au calme dans la région. Ainsi, l'ennemi crut, à tort, que les causes de ses appréhensions avaient disparu. Effectivement, l'administration locale se mit à annoncer des nouvelles rassurantes dans ses rapports aux hautes autorités à propos du retour au calme dans la région des Aurès. Certaines copies de ces rapports se trouvent, à ce jour encore aux archives de la wilaya des Aurès.

Quant aux mesures de Mostefa, elles étaient comme suit:

a) Mostefa Ben Boulaïd s'empressa de faire sortir les responsables politiques qui avaient trouvé refuge dans la région des Aurès depuis plus de deux ans comme Rabah Bitat, Larbi Ben M'Hidi, Lakhdar Bentobbal, Benaouda Ammar, Zighout Youcef etc.… Pour ce faire, il chargea le militant Mostefa Boucetta de les accompagner discrètement jusqu'aux alentours de Constantine.

b) Mettre ceux qu'on appelait les hors-la loi française sous l'autorité du parti tout en les obligeant à intégrer ses rangs, l'obéissance au parti leur fut également imposée. Cette adhésion ne leur donne, cependant, aucun droit à assister aux réunions officielles du parti. Mais ils furent dispensés des cotisations car, au fond, ils ne sont pas affiliés au parti, d'autant plus qu'ils étaient dépourvus de moyens financiers.

c) Accélérer la réconciliation entre tous les Arch. et rejeter tous les conflits que l'administration de l'occupant a créés et encouragés par le biais des caïds, et l'une des plus importantes interventions en vue de l'instauration de la réconciliation fut celle concernant le différend entre l'Arch Touabas et l'Arch Béni Bouslimane survenu à l'issue d'un meurtre qui fut exploité par l'ennemi pour attiser les rancœurs et l'inimitié entre les deux camps.

d) Dans un souci de préservation de l'unité des militants, et d'égarement volontaire de l'ennemi, Mostefa exploita délibérément le nom de Messali Hadj dans toutes ses activités comme l'ouverture des réunions de routine au nom de Messali Hadj pour dissimuler la réalité à l'ennemi, mais dans les faits, les militants des Aurès observaient la neutralité dans le différend opposant les centralistes au leader Messali Hadj, et en vue d'endormir

davantage l'ennemi, il décida de geler les cotisations.

e) L'incitation de tous les éléments influents, les partis, les personnalités politiques et les intellectuels et quelques élus, à revendiquer la formation d'un comité de défense des libertés, en exploitant certains agissements à l'encontre des citoyens, dont je citerai, à titre d'exemple, l'incident de la femme du douar de Ichmoul qui fut violemment interpellée par l'armée française, et prise de panique et de stupeur, elle perdit son bébé. Mostefa saisit l'occasion pour demander à un médecin juif de lui délivrer un certificat médical pour la femme en question, lui permettant de revendiquer ses droits devant la justice. Mostefa fit croire au médecin que la femme fut agressée par les hors-la loi française. Ainsi, il put obtenir ce certificat qu'il utilisa avec le comité de défense des libertés contre la sauvage répression française.

En conséquence de toutes ces mesures de retour au calme, les militaires retournèrent dans leurs casernes pour éviter le froid glacial de la région, tout comme ils mirent fin à ces gardes permanentes installées sur les sommets de certaines montagnes et au niveau des intersections routières. Ainsi, l'administration de l'ennemi dans la région, envoya ses rapports aux hautes autorités leur confirmant son succès dans l'éradication de la rébellion et l'insoumission.

Le sous-préfet d'Arris, s'empressa, de son côté, d'envoyer au préfet de Constantine un rapport en date du 23 juin 1954 contenant ce qui suit: «en ce qui concerne les communes mixtes d'Arris et Khenchela qui englobent l'Aurès géographique, humain et historique, la situation politique n'y a jamais été aussi facile pour l'administration que durant ces derniers mois, car, effectivement, les «indigènes» ne pensent qu'à vivre en paix sous le drapeau français, ils se sont définitivement débarrassés des slogans des perturbateurs, les semeurs de discorde et les ennemis de la France; quant aux partis politiques hostiles à la France, ils se trouvent à l'état moribond, les hors-la-loi sont pourchassés depuis assez longtemps, ils doivent se trouver dans les campagnes dans un isolement total, leur élimination n'est qu'une question de jours.»[(1)]

(1) Consulter les Archives de la Wilaya de Batna.

L'organisation secrète dans la région des Aurès:

Depuis la création de l'organisation secrète (O.S) connue aussi sous le nom de l'organisation spéciale en 1947, qui est une organisation paramilitaire, les militants des Aurès l'avaient considérée comme étant l'unique moyen décisif pour la libération. Ce fut ainsi que les jeunes adhérèrent à ses cellules au niveau des trois secteurs: Arris, Bou Arif et Khenchela.

Ben Boulaïd et ses collègues Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'Hidi, Rabah Bitat, Didouche Mourad et Lakhdar Bentobbal amplifièrent l'action de cette organisation, encouragèrent la multiplication de ses cellules et assurèrent la prise en charge de ses éléments. Lorsque Ben Boulaïd en devint responsable désigné par Mohamed Boudiaf, il redoubla d'efforts pour la promouvoir dans les Aurès et lui faire jouer son rôle[1], surtout, au niveau des douars importants comme douar Chélia, douar Yabous, douar El Oueldja-Béni Melloul, douar Kimel, douar Zalatou, douar Foum Toub, douar Bouarif, douar Ichmoul-Touabas et douar Ghassira, et au niveau des agglomérations: Menaa, Bouzina, Ain Zaatout et Béni Frah etc.

Le Parti défie les militants par la dissolution de l'organisation secrète:

Dans ces circonstances où Mostefa et ses collègues se dévouaient à préparer le terrain pour l'action armée, la direction du parti M.T.L.D (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) les surprit par sa décision de dissoudre l'organisation secrète, après qu'elle fut dévoilée en 1950 par l'incident de Tébessa et où fut arrêté un grand nombre de ses éléments. Plus grave encore, la direction du parti obligea les militants à faire le choix entre deux choses: soit se dénoncer à l'administration de l'occupant, soit accepter leur émigration hors d'Algérie, ce qui signifiait la perte d'un quart de siècle de militantisme. Pour cela, les militants rejetèrent cette décision inopportune qui n'influa nullement sur leur volonté. Par bonheur, Mostefa Ben Boulaïd et ses compagnons firent face à cette décision par le défi et la ténacité, la réaction positive et rapide à l'offre marocaine présentée par «Abdelkrim El

(1) Mohamed Belouizdad: coordinateur entre le P.P.A. – M.T.L.D. et l'O.S (1947-1949).
Aït Ahmed Hocine: responsable national de l'O.S (1947-1949)
Ahmed Ben Bella: dirigeant national de l'O.S (1949-1950)
Mohamed Boudiaf: responsable de l'O.S dans le Constantinois.

Khettabi» qui préconisait l'unification de la lutte armée au niveau du front du Maghreb arabe en contournant les directions partisanes timorées.

Tout comme ils s'empressèrent de tenir une réunion pour trancher sur les divergences qui minaient le parti. Ils annoncèrent leur neutralité et exprimèrent le désir de ne pas s'impliquer dans les différends qui opposaient les Centralistes aux Messalistes. Après cette réunion, ils publièrent un manifeste qu'ils nommèrent (l'appel de la raison) dont Mohamed Boudiaf, après son retour, avait amené le projet dans sa poche. Cet appel était une invitation claire et urgente à tous les militants, les exhortant à observer la totale neutralité en vue de préserver l'unité des rangs et la cohésion. Ce manifeste fut suivi par des publications d'information qui paraissaient au nom du comité révolutionnaire d'unité et d'action (C.R.U.A) qui fut créé le 23 mars 1954. Mohamed Boudiaf et Ben Boulaïd étaient membres de son secrétariat.

La réunion historique du groupe des 22:

Ayant perdu l'espoir de réaliser l'unité du parti, les membres influents de l'organisation secrète (organisation spéciale), Mostefa Ben Boulaïd, Mohamed Boudiaf et Didouche Mourad prirent l'initiative de tenir une réunion urgente, en vue de trouver un règlement à la situation. D'où la nécessité de convoquer les membres de l'O.S qu'ils pouvaient contacter au moment voulu. Ainsi eut lieu la réunion des 22, dans le courant du mois de juin 1954, dans la maison de leur hôte Derriche Iliès. La réunion fut présidée par Mostefa Ben Boulaïd. Les points essentiels à l'ordre du jour étaient comme suit:

- L'évaluation de l'étape.
- La réflexion sur la représentation politique du nouveau mouvement.
- Le cadre politique du mouvement.
- Les armes, l'argent et les modalités du déclenchement de la révolution.
- Le lieu, le moment, les hommes et la logistique.

Mais le point central des débats fut l'étude de l'état actuel du parti (M.T.L.D) qui était tiraillé par des dissensions néfastes. Mohamed Boudiaf et Larbi Ben M'Hidi s'étalèrent sur l'évaluation qui s'acheva par l'acceptation de l'une des deux options suivantes:

1° Option: l'adoption de l'action armée comme moyen de sauver le parti et sortir de l'hésitation.

2° Option: l'adoption de l'action armée comme objectif unique, mais après lui avoir réuni toutes les conditions objectives.

Cette dernière position amena Souidani Boudjemaa à pousser des cris et des pleurs, en répétant sans cesse, sa célèbre parole: «sommes-nous vraiment des militants ?». A la faveur du cri de Souidani Boudjemaa, les assistants se mirent d'accord pour unifier leur parole et adopter la lutte armée. Car ce fut un cri sincère qui les rappela au bon sens, par l'adoption de la lutte armée. Mais certains parmi eux, n'y participèrent plus depuis cet instant.

Un secrétariat composé de cinq membres fut constitué qui, à son tour élit un coordonnateur à bulletin secret en deux tours. Ben Boulaïd se chargea de faire le décompte des voix. Au soir, on annonça la victoire de Mohamed Boudiaf qui insista sur la collégialité en disant: «avec les trois compagnons Didouche Mourad, Larbi Ben M'Hidi et Rabah Bitat».

La réunion du secrétariat issu du Groupe des 22:

Deux jours après sa constitution, le secrétariat tint sa première réunion, le 28 juin 1954, en vue de rédiger le règlement intérieur et la proclamation du 1er novembre et procéder à la division du territoire national en cinq zones, enfin mettre au point les mesures préparatoires nécessaires au lancement effectif de la révolution. Mais avant cela, il fallait rallier la Kabylie en insistant auprès de Krim Belkacem qui était encore tenu par son engagement avec Messali Hadj. Ben Boulaïd redoubla d'efforts pour convaincre Krim Belkacem et l'amener à accepter cette noble aspiration et ce, après plusieurs contacts et avec l'aide d'Amar

Ouamrane. Le premier contact eut lieu au Café El Arich, Mohamed Boudiaf se joignit à eux mais sans résultat. La deuxième réunion fut abritée par le militant Nadir Kassab chez lui; en vain. La troisième réunion ne réalisa pas non plus son objectif. Pour leur bonne fortune, le militant Krim Belkacem reçut un avertissement et des menaces de Moulay Merbah, membre de la direction du parti M.T.L.D puis militant du M.N.A créé par Messali Hadj fin 1954 à l'issue du manifeste rédigé par le secrétariat des cinq. Krim Belkacem en fut déçu, ce qui mit fin à son hésitation, et il rejoignit le groupe des cinq dont il devint le sixième membre. Désormais, le secrétariat s'était élargi à six membres.

Les réunions du secrétariat des six se poursuivirent et contact fut pris avec Ahmed Ben Bella en vue de connaître la position de l'Egypte sur la révolution. Il leur confirma le soutien positif de Djamel Abdennasser. Sur ce, l'on chargea Rabah Bitat d'acheminer une somme d'argent chez Allal El Fassi pour l'achat des armes, Ben Boulaïd fut chargé de faire le voyage à Tripoli pour contacter Ahmed Ben Bella et décider des voies d'accès des armes. Quant à Larbi Ben M'Hidi et Mohamed Boudiaf, ils se dirigèrent vers l'Espagne pour ouvrir une voie clandestine du transport des armes vers l'Algérie, via le Maroc (zone d'influence espagnole).

Dès lors, l'on commença, sérieusement à rechercher une personnalité politique de renom qui pouvait assurer la couverture politique à la révolution, parmi les personnalités connues par leur passé de militant et par leur popularité. On proposa la chose à Lamine Debbaghine qui s'excusa, ensuite la proposition fut faite à Mehri Abdelhamid qui ne donna aucune suite. Etant donné le poids de cette responsabilité et sa gravité, on décida de surmonter le problème par l'adoption du principe de la direction collégiale pour le commandement de la révolution.

Mostefa Ben Boulaïd, ne se découragea point, puisqu'il fit une dernière tentative en contactant le chef du parti Messali Hadj, en personne, pour le convaincre de la justesse de la lutte armée et lui offrir le leadership de la révolution. La réponse de Messali fut sans équivoque: «je dois, d'abord combattre les centralistes. Et puis, l'heure n'a pas encore sonné pour

déclencher la révolution.» Avec cela, il ne laissa aux six membres du secrétariat aucun espoir. Finalement, ils s'en remirent à Dieu, en déclarant la révolution, et chacun d'eux s'empressa d'exécuter ce dont il fut chargé.

Etant donné l'intérêt que portait Mostefa Ben Boulaïd à la région des Aurès, il refusa l'action dans la capitale, et s'empressa de rejoindre sa zone pour mettre au point les mesures du déclenchement de la révolution. Sitôt arrivé, il entama une série de réunions avec les cadres locaux dont la première chez Belaggoun Messaoud.

Les réunions du compte à rebours pour la proclamation de la révolution dans les Aurès:

Ben Boulaïd et ses compagnons établirent un calendrier de réunions avec les cadres locaux selon ce qui suit:

La Première réunion: elle eut lieu, comme dit précédemment, chez le grand militant Messaoud Belaggoun au quartier Zmala, à Batna, le 30 mars 1954. Y assistèrent les adjoints de Mostefa dont les responsables des trois secteurs, Adjel Adjoul pour le secteur d'Arris n° 2 dans l'organisation du parti, Tahar Nouichi, pour le secteur de Bouarif, et Abbes Laghrour, pour le secteur de Khenchela. Quant au secteur de Batna, dont le responsable était encore resté fidèle à Messali, il fut représenté par Bouchemel, à titre personnel.

La deuxième réunion: elle fut consacrée à la synthèse des décisions approuvées lors de la première réunion, par la présentation des compte-rendus des préparatifs et des lacunes qui nécessiteraient un traitement d'urgence. En conclusion, il s'avéra que les conditions étaient tout à fait favorables à l'événement. Car, la volonté des militants était inébranlable, la population, dans son ensemble, était impatiente de réaliser le rêve. Rien ne laissait présager le doute ou l'hésitation.

Entre-temps, les centralistes étaient entrés dans une période de réunions que Ben Boulaïd ignora allègrement. Il désigna, cependant, quelques représentants pour assister à sa place pour dissimuler la réalité de ce qu'il faisait. Il leur conseilla d'observer la neutralité en tant qu'observateurs. Mais lorsqu'il délégua Adjel Adjoul pour assister à la réunion de Constantine, ainsi

que d'autres pour assister à la réunion d'Alger, il insista sur la revendication d'un soutien financier de la part du comité central. En fin de compte, ce fut à peine une somme dérisoire qu'ils réussirent à obtenir, largement insuffisante pour ce à quoi les Aurès se préparaient.

La troisième réunion: elle se tint à la ferme de Ben Boulaïd, située à Tazoult (Lambèse). Il y convoqua les responsables des trois secteurs Adjel Adjoul, Abbes Laghrour et Nouichi Tahar, ainsi que Belaggoun Messaoud et Chihani Bachir, en plus de Khentri Mohamed représentant de Barika et Hadji Moussa représentant du Khroubs. L'intérêt général fut orienté vers le parachèvement des préparatifs qui leur furent confiés lors de la précédente réunion tenue chez Belaggoun, pour combler les lacunes, en insistant sur la sélection des militants qui auront l'honneur d'accomplir les premières opérations, et les possibilités de les doter en armes. L'intérêt, aussi, se porta sur la meilleure façon de convoquer ces militants quarante-huit (48) heures avant le moment fixé, sans attirer l'attention de l'ennemi, et sans que les militants eux-mêmes ne pussent connaître l'objet de la convocation, ni même le nombre de convoqués. Il fut convenu que les convocations se fissent verbalement, c'est-à-dire de bouche à oreille, et enfin, ils étudièrent les précautions nécessaires pour assurer la présence du nombre demandé en vue d'exécuter les opérations avec suffisamment de combattants.

La quatrième réunion: c'était, absolument, la réunion la plus importante puisqu'elle fixa les modalités essentielles pour le déclenchement effectif de la révolution. Ce fut une réunion décisive et charnière entre deux étapes, l'étape des hésitations, et celle du dénouement dans la réalisation du rêve que tout le monde caressait depuis les intenses préparatifs des membres de l'O.S.

Durant cette réunion, les présents mirent la touche finale pour le succès de cette mission sacrée. Ils fixèrent le nombre des groupes devant accomplir la mission, les endroits ciblés par les opérations, et devant être détruits ou incendiés, ensuite les moyens de transport des avant-gardes vers les lieux ciblés. Il fut, aussi, convenu du mot de passe pour chaque groupe et du lieu de ralliement après l'exécution des opérations et, pour finir, on régla le

problème de la nourriture et de l'hébergement.

Ainsi, les chefs des trois secteurs présentèrent les listes des militants, classés en trois catégories:

- **Première catégorie:** elle comporte les militants très bien entrainés et qui représentent l'élite pour leur totale aptitude psychologique et physique à prendre les armes, et à sacrifier tout ce qui est cher et précieux, femmes, enfants et parents.
- **Deuxième catégorie:** elle inclut les réservistes, en quelque sorte, qui devront aider les groupes de combat, en cas de besoin, ou former de nouveaux groupes après l'arrivée des armes.
- **Troisième catégorie:** elle se compose des militants qui furent spécialement choisis pour rester dans le secret, en vue d'encadrer les citoyens et de collecter l'argent, les provisions et les médicaments et se charger de l'information, de l'espionnage et des opérations fida (combattants en civil chargés d'exécuter des attentats), ainsi que l'encadrement des comités populaires et le traitement des traumatismes et d'insécurité chez les citoyens pour leur remonter le moral, et autres missions que la tournure des événements pourrait imposer sur le terrain.

Lors de cette réunion, furent imprimées la proclamation du 1er novembre 1954 et autres publications consacrées à faire connaître la révolution et ses objectifs. Ces publications étaient destinées à une large diffusion, la nuit du dénouement, et à tous les niveaux concernés par l'affaire. La plus importante de ces publications fut, sans conteste, la proclamation du 1er novembre 1954 que Adjel Adjoul se chargea d'imprimer en langue arabe, et Abbes Laghrour, en langue française.

En ce qui concerne la restauration des premiers groupes, elle fut confiée aux familles des Ouled Moussa, les hôtes de Dachrat El Hadjadj, et leurs pareilles à Grine, et pour plus de précautions, l'on décida ce qui suit:

Premièrement: choisir un lieu proche de la forêt pour tenir la réunion des avant-gardes.

Deuxièmement: la convocation des militants doit être orale, comme dit plus haut, sans citer l'objet de la mission, en vertu du serment fait à l'organisation. Le convoqué devait croire qu'il était le seul à être appelé à une mission secrète personnelle, vu qu'il s'était volontairement mis à la disposition de l'organisation qui avait plein pouvoir de l'orienter là où se trouvait l'intérêt de la patrie. Il est à noter, ici, que Mostefa Ben Boulaïd avait pris en compte le problème de la distance séparant certains groupes du lieu de l'exécution. Pour cela, il désigna les groupes des missions éloignées, un jour avant le 1er novembre 1954 comme ce fut le cas pour les groupes de Khenchela et de Biskra. Il semblerait que certains avaient émis des doutes à propos du groupe de Béni Ouedjana sur le risque de non-exécution de l'opération, Dieu seul le sait. Ainsi, Ben Boulaïd avait pris en compte plusieurs paramètres pour le choix des lieux des deux rassemblements comme la route goudronnée pour faciliter le déplacement, ensuite, la proximité de la forêt qui permettrait un rapide déploiement, au cas où ils se seraient dévoilés à l'ennemi, en outre, il y avait suffisamment d'habitations pour héberger les convoqués et enfin, la capacité de leur restauration. Ce fut ainsi que Dachrat Ouled Moussa, à elle seule put réunir plus de trois cent (300) militants, y compris les chargés de la restauration et du transport, en plus de ceux qui furent chargés de la mission d'attaquer des cibles clairement fixées.

Dans cette quatrième réunion, fut imprimé l'appel de l'armée de libération nationale, en plus de la préparation des recommandations nécessaires à la maitrise des comportements des responsables après le déclenchement de la révolution. Dans la même réunion parurent, également, d'autres recommandations édictant d'éviter toute espèce de sanctions à l'encontre des citoyens durant les premiers jours, même s'ils sont pris en flagrant délit de trahison, pour esquiver les rumeurs prétendant que la révolution abuse de violence, car, il fallait, par contre, plutôt propager la sérénité chez le proche et le lointain. Et, par conséquent, faire comprendre à tous, que les nobles buts de la révolution ne vont pas au-delà de l'expulsion de l'occupant et de la libération du peuple opprimé de l'humiliation et de la servitude. Dans cette réunion, aussi, on désigna les régions qui devraient rester sécurisées pour permettre l'approvisionnement et la collecte des armes, comme la région

du Sahara et la région de Tamza et autres régions proches du centre des Aurès qui seront appelées à être des sources d'approvisionnement, enfin, et toujours dans la même réunion, on délimita les limites de la zone des Aurès.

Ainsi, et après prestation de serment, les réunis se quittèrent dans l'espoir de se retrouver dans une dernière rencontre chez Berghout Ali, au douar Ichmoul à la «Médina», pour une analyse finale des préparatifs avant la convocation des groupes dont la responsabilité incomba aux trois chefs de secteurs (Adjel Adjoul, Laghrour Abbes et Nouichi Tahar), de la manière suivante: deux cent quatre-vingt (280) intrépides du secteur d'Arris, Abbes Laghrour, quant à lui, devait convoquer les groupes qui devaient agir avec lui dans le pourtour de Khenchela, avant la date du 1er novembre, à cause de la grande distance, comme le groupe de Moussa Radah, à qui on désigna, comme lieu de rencontre, Ain Silène près d'El Hamma, du côté des thermes sises à l'ouest de Khenchela, et enfin, Tahar Nouichi fut chargé de convoquer les militants de Bouarif, Foum Toub, Chemora et Khengat Lahdada, leur nombre était de soixante-dix (70) intrépides.

LA DEUXIÈME ÉTAPE:
LA NUIT DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION DANS LES AURÈS

La distribution des armes et le départ des premiers groupes vers leurs cibles:

Le miracle se produisit au soir du 31 Octobre 1954 à minuit, tout juste après l'arrivée des membres des avant-gardes qui furent convoqués et qui répondirent, tous, à l'appel du devoir, ignorant tout de la nature de la mission et de ses objectifs, le secret étant préservé jusqu'au moment ultime. Personne ne savait qu'à partir de cet instant, son nom sera inscrit en lettres d'or dans les pages de l'histoire.

Aussitôt informés de la nature de leur noble mission, grande fut la joie qui les envahit. Désormais, rien ne pourra les empêcher d'exécuter cette mission et peu importaient les obstacles rencontrés, tant l'objectif se révélait grand, de la grandeur de ce peuple, ligoté par les chaines de l'occupant.

Les cœurs de ce groupe de deux cent quatre-vingt (280) convoqués battaient follement. Apparut, alors, le chef, Mostefa Ben Boulaïd, accompagné de Chihani Bachir et du chef du secteur n° 2, Adjel Adjoul. Ben Boulaïd adressa à tous un salut très appuyé, son visage rayonnant de bonheur. Il allait, enfin, réaliser son rêve de toujours et celui de tous les patriotes qui avaient attendu pendant si longtemps ce moment historique.

L'heure de vérité ayant sonné, on commença à distribuer les armes aux premiers combattants qui auront l'insigne honneur d'exécuter la première décision de la révolution, celle qui allait, enfin, libérer la société algérienne du cauchemar de 132 années d'occupation. Ces volontaires de l'avant-garde constitueront le premier noyau de l'A.L.N qui réalisera, par la suite, le miracle de libérer le pays, grâce à l'effort d'un peuple résistant.

A cette occasion, Mostefa Ben Boulaïd, annonça l'avènement d'une ère nouvelle et donna les détails de l'opération aux combattants, en leur disant que Dieu, Le Tout Puissant, les avait honorés de faire «accoucher l'histoire», selon son expression. Ensuite, il procéda à la formation des sections, en désignant un chef à chacune d'elles, puis il confia, à chaque section, sa propre mission et désigna le point de retour, une fois l'opération accomplie.

Enfin, Ben Boulaïd implora Dieu pour qu'il guide le combat des moudjahidines et leur accorde la victoire.

Après avoir expédié la dernière section du premier groupe chez les Ouled Ben Chaiba (Dachrat El Hadjadj), Ben Boulaïd se dirigea, sans tarder, vers le deuxième regroupement chez Ahmed Boulekouas au mont Bouarif, où Nouichi Tahar et ses compagnons attendaient leur tour. Mostefa les informa que leurs compagnons du premier groupe étaient, à cette heure-ci, en route, pour tirer la balle de la liberté, et que maintenant c'était à leur tour de se lancer vers les objectifs ciblés. Ces opérations provoqueront la surprise à travers le monde. Après avoir donné quelques éclaircissements au groupe présent, Mostefa leur apprit le mot de passe (Khaled-Okba) et précisa, à chaque section, son objectif, selon l'ordre suivant: Batna pour les deux chefs, Hadj Lakhdar Abid et Belkacem Grine, Biskra pour Berrehail et ses compagnons, quant à la ville de Khenchela, elle fut affectée au héros, Abbes Laghrour et ses compagnons qui avaient tué un officier français.

Ainsi, la nuit du 1er novembre 1954 ne fut pas comme les autres nuits. Elle fut le début du compte à rebours historique, une nuit décisive dans la marche de la plus grande révolution libératrice qui mit fin à l'ère de l'asservissement, de l'injustice et de l'arbitraire pour ouvrir l'ère de la liberté et de la souveraineté nationale. On la considère, à juste titre, comme la plus grande révolution de l'époque moderne puisqu'elle permit la libération d'autres peuples par son adoption du principe de l'autodétermination de tous les peuples colonisés. Les moudjahidines échangèrent la vie du bien-être, du confort et du toit protecteur, contre les affres du froid glacial de l'hiver, et les brûlures du soleil ardent de l'été.

Car, jamais, la tâche ne fut facile pour des esprits, pourtant pleins d'optimisme, mais elle ne fut pas, non plus, impossible pour des volontés sincères. En tout cas, elle fut une véritable révolution, dans tous les sens du terme, avec ses difficultés, ses douleurs, ses bouleversements, ses obstacles, ses dangers et ses exigences.

Mostefa clôtura les deux rassemblements par des mesures de sécurité:

Ainsi donc, Mostefa Ben Boulaïd, avec l'aide des trois chefs de secteurs,

Adjel Adjoul, Abbes Laghrour et Tahar Nouichi, put exécuter, au cœur des Aurès de la fierté, ce qu'il avait promis à ses compagnons, à savoir le déclenchement de la révolution à partir des Aurès, en espérant tenir six mois lors des affrontements avec l'occupant, afin de permettre aux autres régions du pays de rejoindre les combats.

Il précisa les objectifs aux différentes sections, désigna les points de ralliement après l'exécution des opérations, nomma les agents de liaison, entre lui et les différentes sections, choisit un mot de passe, porte-bonheur, puisqu'il faisait référence à deux grandes figures de l'Islam: Khaled l'épée de Dieu et le vénérable compagnon du Prophète par naissance Okba Ben Nafaa, le conquérant du Maghreb arabe. Le mot de passe qui en résulta fut «Khaled-Okba».

Avant de quitter le lieu de rassemblement pour le mont Dahri, il initia plusieurs mesures de sécurité, le visage rayonnant de bonheur. Comment pouvait-il en être autrement, alors qu'il était en train de réaliser le rêve de sa vie ? Il disait à ses compagnons: «laissez-moi déclencher la révolution dans les Aurès et je vous garantis la victoire avec l'aide de Dieu.»

Tout comme disait souvent son ami Mohamed Boudiaf (puisse Dieu lui accorder sa Miséricorde) «nous allumerons le feu de la révolution, même, s'il le faut, avec les singes de Kherrata et de la Chifa». C'était la joie de l'affranchissement du cauchemar de l'hésitation, du doute et de l'attentisme mortel.

Mostefa prend deux mesures conjoncturelles:

- 1ére mesure: il chargea le militant Azoui M'barek de l'informer de tous les faits nouveaux, quels qu'ils soient. De ce fait, il sera le point de liaison de toutes les communications civiles et militaires, à charge pour lui de rapporter à Mostefa ces renseignements en temps et lieu convenus. Ceci permettra au chef d'agir sur les situations du terrain avec plus d'efficacité
- 2éme mesure: il veilla à effacer toute trace des deux rassemblements et de la distribution des armes afin d'éviter tout soupçon ou responsabilité susceptible de nuire à la population qui les avait

accueillis. Plus encore, il chargea quelqu'un d'éloigner sa voiture personnelle jusqu'aux confins de la forêt de sorte qu'aucun habitant ne put être soupçonné d'une quelconque relation avec lui ou sa voiture abandonnée. Il décida de ne pas la détruire, la laissant comme preuve matérielle de sa responsabilité personnelle sur la révolution.

Le Commandement choisit le Mont Dahri pour le contrôle des faits nouveaux:

Les montagnes ont toujours eu un lien avec l'histoire. Ainsi, à l'image du mont Thor qui fut intimement lié à la Hidjra du Prophète de l'Islam (sws), le mont Dahri qui domine la ville d'Arris eut, lui aussi, son importance pour le chef Ben Boulaïd et ses adjoints. Ce fut ce mont-là qui leur permit de surveiller, directement et à l'œil nu, les mouvements des troupes coloniales qui se précipitaient sur la ville d'Arris et ses environs pour les encercler. Cette surveillance aida le commandement à agir selon les besoins de la situation nouvelle, à savoir ôter à l'ennemi, et dès le début, l'occasion de poursuivre les combattants.

Le chef Ben Boulaïd, accompagné des membres du nouveau commandement général de la révolution dans les Aurès, s'installa dans le mont qui surplombe la ville d'Arris, dans le but de superviser le cours des événements, car la distance qui sépare ce mont du centre de la ville d'Arris ne dépasse guère les 4000 m, à vol d'oiseau. Je rappelle que le centre de la ville constituait le lieu de regroupement des forces françaises mises en état d'alerte. Le chef Mostefa préféra ce mont aux autres car il lui permettait de recenser, sans être vu, les renforts demandés par les officiers, en vue d'encercler la région, ce qui facilitait l'envoi des consignes aux moudjahidines et la prise des mesures, à même de contrer la féroce campagne ennemie sur laquelle comptaient les généraux de l'occupant pour éteindre la flamme de la révolution de novembre dans son berceau, autrement dit le fin fond des Aurès.

Le chef Mostefa ne fut guère surpris par l'envoi des renforts, il les avait prévus. Ce qui le préoccupait le plus, dans cette nuit historique, c'était la situation de ses collègues des autres zones du pays. A ce propos, nombre

de questions se bousculaient dans sa tête: avaient-ils pu exécuter ce qui était convenu, pour que la révolution puisse englober tout le pays ? Quelles pouvaient être les difficultés rencontrées ? Quelle sera la réaction de l'ennemi ? Comment réagira le peuple face à la révolution ? Les moudjahidines pourront-ils résister, en voyant la barbarie coloniale s'abattre sur le peuple ?

Le séisme de la nuit du 1er Novembre 1954 et ses répercussions:

La matinée qui suivit la nuit du 1er novembre 1954 ne fut guère une matinée ordinaire pour les hordes militaires de l'occupant que la mer vomit, un jour, sur les belles plages d'Algérie. Ils furent séduits par sa beauté et surtout son trésor, dont ils savaient tout, grâce à leurs espions et décidèrent de le voler au Dey vaincu.

Le moment était venu pour qu'ils payent la facture de l'injustice, de l'arbitraire, des incendies, des rapines et de la barbarie. Il fallait, à tout prix, arracher les racines du mal et les rejeter à la mer, pour qu'elles finissent au fond du gouffre.

Les opérations de la nuit de novembre étaient un message clair pour les hordes de l'occupation, les colons ultras et leurs nervis, les traîtres musulmans.

Que voici Abbes Laghrour leur donnant un aperçu sur ce qui les attendait de la part de résistants ayant décidé de se libérer. Ainsi, la ville est brusquement plongée dans l'obscurité, le transformateur vient de sauter, le commissariat de police est occupé, les policiers désarmés et enfermés. Le sous-lieutenant Darnaut, commandant la garnison des Spahis de Khenchela sera avec deux Spahis, à la tête de la liste des militaires tués du crédo colonial dans l'Algérie résistante.

Les offensives éclairs des moudjahidines provoquèrent, chez l'ennemi, une grande panique généralisée, car ils ignoraient tout sur ceux qui déclenchèrent la révolution du 1er novembre qui les surprit par la synchronisation de ses opérations, son étendue et sa parfaite organisation.

L'éclair de la révolution sacrée de novembre pointa à partir des flancs des montagnes de l'Algérie profonde et alla brûler l'espoir des occupants

arrogants, neutraliser leur violence inouïe et annuler leurs lois racistes et injustes. La violence de novembre allait exterminer un ennemi qui n'eut jamais à affronter pareille réaction lors des rébellions et des insurrections précédentes. Les héros de cette violence: les masses algériennes qui n'avaient plus rien à perdre face à un ennemi colonisateur et viscéralement arbitraire.

Le séisme du 1er novembre 1954 ne fut pas l'action de partis expérimentés, ni celle d'un leader inspiré. Il fut, plutôt, le fait d'une poignée d'hommes fidèles à leur engagement et qui avaient cru en la noblesse de l'objectif et sa finalité. Ils vécurent l'arbitraire d'un ennemi fou ainsi que l'humiliation d'un parti moribond, rongé par les dissensions internes, usé par les réunions routinières et stériles dans des salons confortables, ce qui eut pour effet d'émousser la volonté de ses adhérents.

En fait, les vrais instigateurs du 1er novembre, furent ces hommes intègres qui croyaient, dur comme fer, en ce qu'ils allaient entreprendre et s'y préparèrent durant un quart de siècle de noble militantisme auquel ils sacrifièrent leur précieuse jeunesse. Avec l'aide de Dieu Tout Puissant, et l'espoir d'un soutien populaire, ils défièrent tout le monde. Leur chef Ben Boulaïd: ne disait-il pas, si justement: «nous ferons accoucher l'histoire» ? Ce fut chose faite sur le terrain.

Certes, ce ne fut pas facile pour eux d'abandonner leur parti croulant. Il les avait accueillis, alors encore jeunes, il forgea leur personnalité, renforça leur patriotisme, libéra leur génie, leur insuffla l'esprit du martyre pour la patrie. Mais que pouvaient-ils faire d'autre face à des politiciens en perte de courage et de volonté ?

L'effet de la surprise chez l'ennemi et les amis:

Tout le monde fut surpris par le terrible séisme provoqué par la révolution de la nuit du 1er novembre 1954, car nul ne s'attendait à ce qu'un petit groupe, réduit en nombre et limité en matériel, put défier le monde. Il était incroyable qu'un groupe pourchassé put faire l'événement en déclenchant la plus grande révolution mondialement reconnue.

Le militant Rabah Bitat et le chef Krim Belkacem, planqués dans les sous-sols de la capitale ne pouvaient-ils pas prévoir la prise de conscience des jeunes de la Casbah et leur empressement à vouloir prendre les armes, sans quoi, aucun changement ne fut possible ? Et les responsables politiques qui étaient traqués et planqués dans les recoins des Aurès n'avaient-ils pas senti la disponibilité des habitants des campagnes aurésiennes et leur empressement à engager la lutte armée de libération avec force et volonté ?

Jusqu'à Mohamed Boudiaf lui-même qui, de par ses différents déplacements entre les Aurès, Constantine et Alger, était fermement convaincu de l'impatience croissante qui rongeait les militants devant la lenteur injustifiée et l'immobilisme tétanisant du parti. En cela, il rejoignit son collègue, le père de la révolution, Mostefa Ben Boulaïd, qui confirma, clairement, la préparation morale et matérielle des habitants des Aurès, pour affronter l'encerclement français quels que fussent ses moyens de destruction.

La révolution répond à la violence par la violence:

Ce fut ainsi que les militants traqués, entrèrent dans une ère nouvelle dans laquelle ils répondirent à la violence par une violence plus accrue. Cette violence qui n'accepte ni l'échec, ni les compromissions. Après avoir subi la traque qui les força à se réfugier dans les grottes, ils entreprirent de défier l'ennemi avec une armée connue sous le nom de l'A.L.N (Armée de Libération Nationale). Cette armée était enracinée au sein de la population qui avait foi en la noblesse du but. Dès lors, ni la prison, ni les camps de concentration, ni les opérations méthodiques d'appauvrissement ne vinrent à bout de ce peuple héroïque qui continua à soutenir l'Armée et le Front de Libération Nationale, ce cadre légitime où se rejoignaient les efforts de toutes les couches de la société algérienne.

Le déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954 constitua la limite séparant deux attitudes inconciliables: la volonté de l'occupant qui suça le sang, détruisit les os, se permit de violer les interdits, souilla le sacré et les péchés; et la volonté d'un peuple militant qui n'en pouvait plus de cette vie de soumission humiliante et qui se releva résolu à se libérer par soi-

même, appliquant le Saint Verset du Coran: «Dieu ne change rien à l'état de choses dans lequel se trouvent les hommes tant que ceux-ci ne changent pas ce qui est en eux-mêmes»[1].

Le Chef Mostefa inspecte les groupes:

Après que le chef Mostefa Ben Boulaïd se fut assuré de la parfaite exécution de ce qu'il avait ordonné, la fameuse nuit du 1er novembre, il entreprit personnellement l'inspection des différentes sections dans leurs campements afin de parfaire leur structuration et leur armement et, aussi, se faire une idée claire sur l'état moral des troupes. Dans le même temps, il testait leur disposition et leur résolution à poursuivre le combat pour lequel ils s'étaient volontairement engagés. Il devait, alors, vivre parmi eux pour les encourager à s'adapter à leur nouvelle vie. Ses journées étaient comme suit:

1er jour: Le commandement poursuit la surveillance des mouvements de l'ennemi depuis le sommet du mont Dahri d'où l'on pouvait voir le déferlement des forces mises en état d'alerte et qui affluaient de toutes parts, afin d'encercler les Aurès en révolte, et secourir quelques unités de gendarmerie qui ne cessaient d'appeler les secours, après avoir été encerclées, surtout, au niveau du village de T'kout et ses environs.

Du haut du mont Dahri, le commandement recueillit de précieux renseignements révélant que l'ennemi était désemparé. Le désarroi dominait l'esprit de ses chefs et leur comportement, tellement ils étaient surpris par la révolution et son expansion, sa parfaite synchronisation, le nombre élevé de ses attaques, le profil des éléments ayant exécuté les opérations. Etait-ce une révolte locale ou externe ? Quelle était la relation des habitants locaux avec cette révolte ?

Du fait du flou qui régnait dans les esprits, les chefs ennemis crurent, à tort, que la révolte était l'œuvre du M.T.L.D. Ils s'empressèrent, alors, d'incarcérer ses militants actifs.

Ce flou était délibérément voulu par les six membres historiques qui

(1) Al-Ra'd, 11.

déclenchèrent la révolution, en évitant soigneusement de divulguer leur identité afin d'égarer l'ennemi. Les généraux nageaient tellement dans ce flou opaque qu'ils concentraient leurs représailles sur les tribus accusées d'appartenance au M.T.L.D qu'ils encerclèrent et réprimèrent durement. Ainsi, ils brûlèrent le village de Sraa El Hammam à Kimel, ainsi que les habitations d'El Haara au mont Zalatou. Cependant, cette politique sélective ne dura pas longtemps, puisque la répression s'étendit à tous les habitants sans distinction.

2ème jour: Du mont El Louh, le commandement général de la révolution fit le déplacement vers le lieu où se trouvait le groupe ayant provoqué «l'incident de l'autocar» où furent tués le caïd de M'chounech, Ben Hadj Saddok et Guy Monnerot l'instituteur français de l'école Tifelfel. La femme de ce dernier, une Française, fut blessée. L'incident eut lieu sur la route reliant Arris au village Ghoufi, plus précisément à Khengat «Taghit Béni Bou Slimane». Ce regrettable incident, involontaire d'ailleurs, fut médiatisé par l'administration de l'occupant en vue de salir la réputation de la révolution encore à ses débuts. Or la réalité des faits consistait à dire que le caïd lui-même provoqua l'incident pour avoir menacé, avec son arme le moudjahid qui monta au car pour distribuer la «Proclamation du 1er novembre 1954» aux passagers. En voyant cela, l'un des membres du groupe tira une balle qui toucha mortellement le caïd et le maitre français et blessa la femme de ce dernier, parce que tous les trois étaient assis sur les sièges avant du véhicule. La campagne médiatique de l'administration coloniale s'empara de l'incident, regrettable, pour dénaturer la révolution et les révolutionnaires, en les traitant de toutes les mauvaises épithètes: des coupeurs de route et des criminels recherchés par les services de sécurité etc.…

Après avoir visualisé le théâtre de l'incident, le commandement général de la révolution s'empressa de quitter la région car l'armée française s'y précipita pour l'encercler. A la suite de quoi, Mostefa chargea son adjoint Adjel Adjoul de s'occuper des éléments de la cellule d'administration qui étaient cachés dans une grotte au sein du mont «El Achaath», proche de la région encerclée. Dans le même temps, il devait s'occuper de la réception des communications et d'y répondre et fournir à Mostefa toutes les nouvelles, au

fur et à mesure de leur déroulement.

Il est connu que la cellule d'administration s'occupait d'imprimer les tracts pour riposter à la propagande pernicieuse que l'ennemi répandait parmi les habitants. Mostefa était en perpétuel déplacement entre les différents groupes armés, traitant leurs affaires urgentes au niveau des monts «Dahri», «El Hedour», «le mont Khengat Beni Bou Slimane», «le mont El Haara», la chaine de montagnes «Ahmar Khedou», le mont «Kimel», Oued Echorfa, la forêt de Béni Melloul etc.…

Dans le même temps, le commandement général réagissait à la tournure que pouvaient prendre les évènements, en tirant les conséquences des premières réactions ennemies et suivait avec beaucoup d'intérêt les informations locales et internationales.

A la fin de la première semaine, le commandement général tint une réunion générale consacrée à l'évaluation des activités de la semaine écoulée de la vie de la révolution, ainsi que l'évaluation des résultats des offensives, celles qui furent exécutées et celles qui ne le furent pas et le décompte des pertes subies par les avant-gardes ayant exécuté les opérations.

Les résultats de l'évaluation furent très positifs, dans l'ensemble, à l'exception de «l'incident de l'autocar» qui coûta la vie au maître et causa des blessures à son épouse.

Mostefa et les membres du commandement poursuivirent leur déplacement vers les différents groupes, en vue de parfaire leur organisation et, éventuellement, libérer les éléments qui ne pouvaient continuer le combat par incapacité physique ou par peur. Ainsi, et sur leur demande, certains éléments furent autorisés à rejoindre la vie civile avant que les renseignements ennemis ne les découvrent.

A charge pour ces libérables, de remettre leurs armes et de s'engager à ne pas divulguer les secrets de la révolution.

En présence du commandement, dans la chaine de montagnes «Ahmar Kheddou», le contact fut pris avec les communistes, au niveau du Arch «Ouled Ayoub» et de «Ouled Abderrahmane Kebbache» qui hésitaient à

remettre leurs armes à la révolution sur ordre du parti communiste.

Mais cette hésitation fut vite dépassée et ce, dès le premier contact avec le commandement. Ainsi, ils durent remettre toutes ces armes à la révolution sans attendre l'autorisation du parti communiste. Ce fut un comportement, somme toute, normal, leur appartenance au parti ne pouvant remplacer l'intérêt national. Leur foi étant purement islamique: ils font leurs cinq prières quotidiennes, ils pratiquent le jeûne du Ramadan, ils font le pèlerinage à la Mecque, s'acquittent de la Zakat et pratiquent tous les rites islamiques avec une foi inébranlable.

Durant la première moitié du mois de décembre 1954, le chef Ben Boulaïd et les membres du commandement général tinrent une réunion plénière consacrée aux groupes appartenant au secteur d'Arris particulièrement.

Une deuxième réunion eut lieu, en date du 25/12/1954, concernant toutes les sections de l'A.L.N des Aurès, en vue de faire connaissance et de se rassurer sur leurs conditions.

L'intérêt du Chef Mostefa pour la vie des moudjahidines:

L'intérêt de Mostefa et de ses adjoints pour la vie des moudjahidines paraissait tout à fait clair. Ils veillaient à leur éducation psychologique et physique, ils s'appliquaient à être des modèles pour eux, goûtaient à leur vie de chaque instant avec tout ce qu'elle comptait de bons et de mauvais moments, en même temps, ils partageaient avec eux l'hébergement et la restauration, tantôt sous le froid glacial, tantôt sous la chaleur torride. Ils payaient de leur personne pour donner l'exemple dans ce qui pouvait renforcer la volonté et réaliser le défi dans la patience et l'abnégation. Ils cherchaient à toucher les cœurs de leurs subordonnés. Ils veillaient à empêcher l'infiltration, la peur, le désespoir, la défaite et le découragement dans les esprits des combattants du fait des exactions délibérément commises contre leurs familles par l'ennemi qui espérait influer sur leur moral et les pousser à la reddition et au dépôt des armes, afin de sauver l'honneur de leurs femmes et la vie de leurs enfants.

Le Commandement de la révolution dans les Aurès face à l'affaire des armes:

Mostefa avait consenti des efforts considérables pour l'achat des armes, vestiges de la 2ème guerre mondiale, dans le désert libyen. Une partie fut acheminée vers les Aurès à partir de Oued Souf, via Zribet Hamed, puis El Fayd et Lyana et Bades El Oueldja, en passant par la forêt de Kimel et El Mtamir que Mostefa prépara au même objectif au niveau du Houz Touabas. Une partie de ces armes fut acheminée par Mostefa Ben Boulaid lui-même jusqu'à la Kabylie, le reste fut distribué aux avant-gardes du 1er novembre. A cela s'ajoutent les armes des citoyens des Aurès. Un autre lot d'armes fut déposé, en réserve, à Oued Souf chez le militant Ahmed Belhadj.

Après le déclenchement de la révolution, Mostefa entra dans la ville de Biskra pour récupérer les armes laissées sous la garde du militant Ahmed Belhadj. Ce dernier annonça à Mostefa que le parti lui ordonna de ne pas remettre les armes à la révolution. Et ainsi Mostefa, rentra, dépité de voir la révolution frustrée de cette importante quantité d'armes, sur laquelle elle comptait énormément.

A partir de cet instant, l'on commença à réfléchir à ouvrir une voie vers l'Est, en direction de la Libye pour s'approvisionner en ces armes si précieuses. Au début, Mostefa pensa charger Bachir Chihani de se déplacer en Libye, et prendre soi-même la charge de l'encadrement de la révolution qui était encore à ses débuts, d'autant plus que son action demeurait essentielle pour remonter le moral des révolutionnaires et acquérir la sympathie de la population, mais il fut surpris de voir que Chihani n'était pas prêt pour cette mission en raison de divers évènements ayant surgi à ce moment-là.

Ainsi Berrahail Hocine, chef du groupe de Biskra informa Mostefa que le beau-frère de Chihani Bachir, qui était plus connu à cette époque sous le pseudonyme de «Sergent Slimane» se serait infiltré à Biskra d'où il partit vers la capitale et que Chihani Bachir aurait tenté de rejoindre, mais Berrahail Hocine l'en aurait empêché. Certains prétendirent que Mostefa Boucetta était aux côtés du chef du groupe cité plus haut lorsque Chihani Bachir essaya de rejoindre la capitale.

Plus tard, des rumeurs avaient circulé prétendant que le surnommé «Sergent Slimane» aurait commis, à Alger, une haute trahison contre la révolution qui faillit mener à l'arrestation de Krim Belkacem.

Dans ce contexte, Omar Tablit, souligna dans ses mémoires, page 26: «Durant l'absence du chargé de la préparation de la réunion du commandement au mont El Achaath, Adjel Adjoul; Mostefa Ben Boulaïd raconta à ses proches collaborateurs que Chihani Bachir, influencé par son beau-frère, tenta de fuir à Biskra mais Berrehaïl Hocine et Boucetta Mostefa l'ont empêché. Il était décidé que Chihani Bachir parte au Moyen Orient en tant que coordinateur entre la révolution, la Lybie et le Caire mais en raison de cette tentative, Mostefa Ben Boulaïd revint sur sa décision et partit personnellement en Orient pour acheminer des armes.».

Un autre évènement surgit face aux membres du commandement: Ben Boulaïd, Chihani Bachir, Adjel Adjoul, Mostefa Boucetta, le Cheikh Meddour et le djoundi Djoudi Boussenna, alors qu'ils étaient en train de griller une chèvre, achetée auparavant, ils se rendirent compte que l'ennemi les avait encerclés. Ils quittèrent les lieux, à la vitesse de l'éclair, sans pouvoir emporter tous leurs objets personnels. Mais après avoir franchi une courte distance, ils s'aperçurent que Chihani Bachir ne se trouvait pas parmi eux. Ils ordonnèrent à Djoudi de revenir sur les lieux. Là, il trouva Chihani Bachir couché à plat ventre. Il le prit par la main et le ramena à ses compagnons. Dès lors, Mostefa comprit que Chihani Bachir ne pouvait aller seul en Libye. Il décida de faire le voyage personnellement en Libye pour y rencontrer Ahmed Ben Bella.

Mais avant cela, Mostefa poursuivait ses efforts pour acquérir la sympathie et le soutien de la population. A ce propos, on l'entendait souvent dire à ses adjoints cette phrase célèbre: «Si vous voyez l'ennemi abuser dans la répression contre le peuple par la violence, l'arbitraire et l'injustice aveugle, soyez alors certains du succès de la révolution». Car ceci pousse forcément le peuple à tourner le dos à l'ennemi et à se tourner vers la révolution. Tel était le but recherché.

Le problème de l'approvisionnement et des médicaments:

L'armée de libération nationale se trouva, très tôt, confrontée à un très grave problème, celui de l'approvisionnement en médicaments et en infirmiers. C'était une affaire cruciale que le commandement de la révolution dans les Aurès a pris en compte. Il était tout à fait aisé de stocker de grandes quantités de provisions, de médicaments et de matériels de soins dans les grottes, mais le risque de péremption les guettait, et la crainte que l'ennemi les eût découverts, ce qui pourrait attirer ainsi son attention sur ce qui se préparait secrètement pour le déclenchement de la révolution. Pour cette raison, il reporta la réflexion sur toutes ces exigences peu après le début de la révolution. Il en résulta un manque cruel de provisions, de médicaments et même de médecins et d'infirmiers, ce qui fit souffrir les moudjahidines. Les blessés des premières batailles de la région d'Arris payèrent de leurs vies ce manque, et tout particulièrement les blessés de la bataille du 7 Novembre 1954 à Arris où le chef Nadji Nadji perdit un œil et celle d'Enza Ahmed où succombèrent le chef Grine Belkacem et tous ses compagnons. Il y eut également la bataille «Tebaboucht El Djeniene» à Kimel où tombèrent les moudjahidines Ali Badro et Mohamed Sebaihi (chef du groupe de l'autocar du maitre français). Ces premières batailles qui se déroulèrent les mois de novembre et décembre 1954 entrainèrent des blessés et des morts par manque de soins et de médicaments.

Il en fut de même pour la nourriture dont l'importance n'était pas moindre. Ce fut ainsi que les éléments de l'armée de libération nationale souffrirent de mal nutrition et, dans certains cas, de famine, dans les trois premiers mois, car le commandement refusa délibérément l'idée de stocker les provisions dans les montagnes, ce qui aggrava la situation, le déplacement forcé des populations des montagnes, la destruction et l'incendie de tous les villages en plus de la dévastation des récoltes par l'ennemi.

Le Commandement veille à l'extension de la révolution:

Nous avions montré, précédemment, que le grand chef, Mostefa Ben Boulaïd, avait, délibérément concentré l'action préparatoire à la révolution dans une région assez limitée, en vue de surprendre l'ennemi. Dans le même temps, il savait, pertinemment, qu'en dehors de ce cercle,

choisi minutieusement, se trouvaient des cellules dormantes à travers d'autres régions qui allaient devoir se rallier à la révolution aussitôt son déclenchement déclaré.

Ainsi, après avoir pris toutes les dispositions nécessaires à l'action révolutionnaire, parachevé l'organisation des groupes de combat et installé les structures politiques au sein de la population, le grand chef Mostefa prit les mesures pour l'extension de la révolution aux régions avoisinantes (il craignait que l'ennemi eût l'idée d'entourer la région des Aurès de fils barbelés pour l'isoler du reste du pays).

Après cela, Mostefa confia à quelques-uns de ses proches la mission d'étendre le champ de la révolution en entrant en contact avec les cellules dormantes de l'O.S des régions voisines, afin de les intégrer dans les rangs de l'A.L.N où ils pourront s'acquitter de leur devoir de Djihad.

Rapidement, des émissaires volontaires se dispersèrent dans les régions voisines pour annoncer la nouvelle du déclenchement de la révolution, en portant sa voix et son discours politique et militaire aux différentes régions malgré un encerclement français bien verrouillé. Ils se comportèrent tels des pionniers conquérants, bravant tous les dangers.

Il diligenta, ainsi, son neveu Mostefa Réaïli aux confins de Sétif, tout comme il dépêcha son proche parent Toreche Abdelhafid à la région de Barika, en vue d'aider ses militants à s'acquitter du devoir du Djihad. Il envoya, aussi, Ben Akcha qui appartient à son Arch vers la région d'Ain Touta pour faire revivre dans l'esprit de ses valeureux enfants le souvenir des révoltes passées. Quant au moudjahid Zahaf Messaoud, il lui confia la charge de porter la révolution dans la région de Oued Righ et Oued Souf. Enfin d'autres éléments furent envoyés vers l'Est (Souk Ahras etc…)

Mostefa désigne un nouveau Commandement général de la révolution dans les Aurès:

Mostefa avait dû désigner un nouveau commandement général de la révolution dans les Aurès. Cet organe se chargea de la gestion des groupes de combat et des sous-commandements, ainsi que du suivi de la stricte exécution des consignes militaires et politiques qui ne toléraient aucun

manquement. Car nulle victoire ne serait possible, sur l'ennemi et sur le terrain, sans un commandement efficace, ferme, avisé et apte à diriger les affrontements contre des généraux experts et résolus à effacer les traces de la défaite qu'ils subirent en Indochine. De ce point de vue-là on pourrait conserver une Algérie comme le paradis du Ferdows.

Alors Mostefa prit l'initiative de désigner le commandement général tout juste après l'envoi des premières avant-gardes vers leurs objectifs, pour mettre tout un chacun face à ses responsabilités. Il choisit Chihani Bachir pour les affaires culturelles et politiques, en tant que premier adjoint secondé par Abbes Laghrour et Adjel Adjoul pour insuffler l'efficacité dans les domaines de l'organisation et de la mobilisation, et assurer la supériorité des combattants sur le terrain. Il en fit ses adjoints à lui et à Chihani Bachir.

Mostefa ne s'était pas trompé en désignant ces trois adjoints qui constituèrent, véritablement, un commandement complet pour l'étape la plus dure parce qu'ils étaient dignes de confiance. Ils ne l'ont nullement déçu puisqu'ils prouvèrent sur le terrain leur sagesse et leur bon sens, durant les premières années, bien que l'ennemi eût mobilisé toutes ses capacités. Ainsi, leur mandat étalé du 1er novembre 1954 à la fin de l'an 1956 fut très réussi. Malgré les difficultés, ils réalisèrent des succès légendaires qui ne manquèrent pas d'attirer l'attention du monde entier et de surprendre les officiers français et décevoir amèrement les colons usurpateurs.

Mostefa était en perpétuel déplacement entre les différentes lignes de front, pour se rassurer sur l'état des troupes de l'A.L.N, en personne, et pour les exhorter à l'esprit du sacrifice et de l'abnégation devant ce qui les menaçait, comme le découragement et autres influences psychologiques dûs au travail de sape des renseignements français qui était concentré sur les familles et les biens des moudjahidines. Le regretté Mostefa (que Dieu ait son âme) assurait, personnellement, leur apprentissage de la proclamation du premier Novembre 1954 et de l'appel de l'A.L.N, tout en les sensibilisant sur leurs droits et devoirs. Il leur conseillait l'obéissance en toutes circonstances. Ils devaient éviter de mémoriser les noms des lieux, des personnes ou des postes pour ne pas se voir obligés de divulguer des secrets sous la torture,

en cas d'arrestation. Il leur ordonna d'éviter de fréquenter la population de façon individuelle, d'éviter les tentations de la vie et ses délices, de ne pas prendre sur soi de l'argent même en petites quantités. Enfin, il leur conseilla de s'éloigner de ce qui pourrait amener à faire découvrir les secrets de la révolution.

La désignation des s/ commandements dans les trois secteurs:

Après la désignation du commandement de la révolution dans les Aurès, Mostefa acheva le processus de l'organisation générale par la création des s/ commandements au niveau du secteur d'Arris, du secteur de Bou Arif et du secteur de Khenchela. Il préféra, dans un premier temps, garder les responsables des Arch à l'intérieur des limites de leurs Arch respectifs, en leur confiant la responsabilité des groupes de combat à l'intérieur de leur rayon dont ils connaissaient parfaitement les secrets de la nature géographique pour faire échec aux forces de l'encerclement, éparpillées comme un essaim de sauterelles.

Le chef Mostefa Ben Boulaïd décide de faire le voyage en Libye:

Il ne restait à Mostefa, après avoir perdu l'espoir de récupérer les armes stockées à Oued Souf, après s'être assuré du succès de la révolution, de l'enracinement de ses bases et du soutien de la population, après avoir achevé l'organisation militaire par la structuration des groupes et la délimitation des attributions et après l'installation des organes politiques au niveau des agglomérations dans les villes et les campagnes, qu'à établir les contacts avec la délégation extérieure au Caire, en vue d'assurer à la révolution le soutien matériel, diplomatique, politique et militaire, ainsi que l'envoi de ce que nécessitait la bataille sacrée de la libération, à savoir armes, munitions, argent et vêtements.

Avant son voyage en Libye, Mostefa convoqua tous les responsables à une réunion générale à «Draa Chorfa», entre Kimel et le mont Chélia. Durant cette réunion, il prit une série de mesures, en vue de garantir la continuité sur le même rythme qu'il avait insufflé pendant les quatre mois écoulés. Il délimita les attributions de chaque responsable, engagea les assistants à observer la discipline, l'obéissance et la justice parmi les combattants et à

se comporter positivement avec la population algérienne, l'alliée naturelle de la révolution. Enfin, il les mit au courant sur la nature de la mission qu'il avait l'intention d'accomplir et sur laquelle reposait l'avenir de la bataille à l'intérieur et à l'extérieur. Avant la fin de la réunion, il présenta à tous les présents les nouveaux membres du commandement général qui se composait de: Chihani Bachir 1er adjoint et commandant en chef, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, ses deux assistants, Boucetta Mostefa et Cheikh Meddour comme conseillers.

Avant de quitter la réunion, il s'isola avec Abbes Laghrour et Adjel Adjoul pour leur confier la responsabilité de la révolution durant son absence tout en leur demandant de mettre à profit la culture et l'intelligence de Chihani Bachir et de veiller sur lui. A la suite de quoi, il prit congé et rejoignit la patrouille qui fut désignée pour l'accompagner jusqu'aux frontières tunisiennes, en compagnie de Mestiri Amor.

Mais dès son entrée dans le territoire tunisien, les services français de renseignements s'en aperçurent. Il voulut quitter les lieux, en vain, le destin n'était pas en sa faveur. Il fut arrêté, après une opération de poursuite qui coûta la vie à l'un des poursuivants, son compagnon Amor Mestiri dut retourner seul.

Chihani Bachir et ses adjoints apprennent la nouvelle de l'arrestation du Chef Mostefa Ben Boulaïd:

Quelques jours à peine, après que Mostefa Ben Boulaïd eut quitté Kimel, Chihani Bachir et ses deux adjoints reçurent la lettre qu'il rédigea aux frontières tunisiennes et qui comportait plusieurs consignes, entre autres, l'accélération de l'intégration des révolutionnaires du mont Blanc(1) à la révolution algérienne dans les Aurès.

Pendant qu'ils étaient en train d'étudier les modalités d'application des consignes du chef Mostefa, la nouvelle de son arrestation, par les Français,

(1) Les révolutionnaires du mont Blanc, sous le commandement de Chriet Lazhar, combattaient aux côtés des révolutionnaires de Tunisie et dès qu'ils apprirent le déclenchement de la révolution algérienne, ils décidèrent de la rejoindre, surtout après la décision de Bourguiba d'accepter l'autonomie interne et de mettre fin à la révolution en Tunisie.

leur tomba dessus, telle une foudre, le 12/02/1955. Désormais seuls, sans leader pour la révolution, ils s'armèrent de patience tout en encaissant ce coup dur et en promettant vengeance et fidélité à leur grand chef «Mostefa Ben Boulaïd» et à la révolution qui les avait unis. Et alors qu'ils étaient encore sous le choc de la catastrophe, ils reçurent une heureuse nouvelle (préfigurant la vengeance pour le chef), celle de la capture de neuf soldats français dans une embuscade tendue à 60 Km au sud de la ville de Khenchela. Cette opération fut exécutée par le groupe de Tidjani Othmani. Face à l'importance de l'impact de l'opération sur le gouvernement français, le gouverneur général, en visite à Biskra se vit obligé de se déplacer sur les lieux pour s'enquérir, personnellement, des circonstances de l'embuscade qui les surprit. Ce qui augmenta davantage le désarroi des Français, la libération par le F.L.N de six tirailleurs algériens faits prisonniers comme opération politique ciblée.

Les révolutionnaires du Djebel El-Abiod (Mont Blanc) rallient la révolution des Aurès:

En application des consignes du chef Mostefa, le commandement général intégra les révolutionnaires du mont Blanc, officiellement le 05/03/1955 – leur nombre était de 150 héros environ – dans une ambiance de joie générale devant ce précieux acquis qui renforça les rangs de la révolution avec ce nombre impressionnant de moudjahidines aguerris et maitrisant les arts martiaux. Ils appartenaient à l'armée de libération de Tunisie sous le commandement de Tahar Lessoued. Une aubaine pour la révolution que ce nombre impressionnant de moudjahidines qui auront la tâche d'encadrer la zone et d'affronter l'armée française déployée dans ses confins.

Pour l'occasion, un nouveau commandement fut créé pour la région du mont Blanc. On l'appela, le commandement «mont Blanc», dirigé par Bachir Ouertane avec comme adjoints: Amor Mestiri, Saï, Djillani Ben Omar, Omar El Bakssi et Mohamed Bedjaoui.

Les réactions après le déclenchement de la révolution:

Le séisme du 1er novembre 1954 secoua violemment l'entité ennemie au point de l'ébranler. Il en résulta des réactions différentes, toutes dénotant de

la colère, de l'opacité et du manque de visibilité concernant les événements, leurs auteurs et ceux qui se cachaient derrière eux. Ces réactions furent comme suit:

1° La réaction des nervis et des sceptiques:

La journée du 1er novembre 1954 fut une journée empreinte de pessimisme, pour les valets du colonialisme et pour les sceptiques qui avaient lié leur destin à celui de l'occupant au détriment de leur patriotisme, de leurs familles et de leur identité arabo-musulmane. Chez ceux-là, la frayeur fut plus grande que celle des colons.

S'il était certain que les Français et les Européens, en général, avaient des pays d'origine où ils pouvaient retourner à tout moment et en cas de besoin pressant, par contre, les Algériens qui avaient renié leur patrie par la servilité, n'auront aucune patrie en échange. Pire encore, ils seront poursuivis par la malédiction de leurs victimes torturées. Il leur sera imposé une émigration humiliante sous le poids du désespoir, du remords et du racisme qui ne les épargnera guère malgré leur servilité gratuite.

Puisse Dieu accorder sa Miséricorde à Mouloud Kacem Nait Belkacem qui s'étala à les décrire en ces termes: «ils ont submergé le gouvernement français par leurs lettres, espérant une longévité par une promotion, ils ont payé de leur personne dans des interventions, ils se sont abaissés en supplications de peur de ce que les vents apportent comme changement, ils n'ont guère cessé d'aboyer dénonçant les rebellions de ces ingrats devant les bienfaits de la France protectrice, lui renouvelant une fidélité pour qu'elle ne les oublie pas, et se lavant les mains de ces égarés et leurs congénères révolutionnaires. Ils guident l'ennemi à eux dans leurs quartiers, leurs villages et leurs villes demandant qu'on leur applique la sévérité extrême par la mort, la prison ou l'amende.»(1)

Et celui qui peut relire les journaux de l'époque, «Le Monde», le Journal Officiel etc. …y trouvera les errements les plus étranges. Dans ce contexte, l'on trouvera la déclaration du président de l'assemblée algérienne Abdelkader Sayah qui décrivit les événements de novembre comme «un

(1) Voir Mouloud Kacem (La voie vers Novembre). Imp. O.P.U (sans date).

terrorisme unique en son genre», déclarant sa condamnation absolue et sa colère sur ce qui s'était passé et lançant son appel avec audace et insolence. Son collègue Hachemi Ben Chenouf, maire de Khenchela et son adjoint au parlement ne fit pas exception quand il renouvela son attachement absolu et permanent ainsi que sa profonde fidélité à la France dénonçant les actes criminels inacceptables par la population[1], selon ses termes.

Quant au docteur Bendjelloul, il alla supplier la France pour que sa répression ne touche que les révolutionnaires criminels, demandant, par la même occasion, l'intégration pour que l'Algérie devienne Française[2]. Concernant Cheikh El Arab «Ben Gana», il déclara ceci: «il n'existe aucune révolution en Algérie, ce ne sont que des actes en provenance de l'étranger». Il demanda de l'aide pour les populations affamées et l'application de la constitution algérienne de 1947. Et même le sieur Kara affirma que «le nombre des égarés est réduit et que l'Algérie n'est pas un protectorat comme la Tunisie ou le Maroc» en faisant une allusion ironique à Messali Hadj[3].

Ceci, sans oublier la déclaration de Kadi Kaddour (le gaulliste) qui affirma sa confiance absolue en le ministre de l'intérieur et sa capacité à sécuriser l'Algérie par tous les moyens.

Tout ceci n'était que «débordement de dépit», selon le mot de Mouloud Kacem. Ce qu'ils écrivirent dans les journaux français était encore plus méprisable. Ils y exprimèrent leur véritable nature faite de cordialité déplacée aux Français, de basse humilité et d'abandon de leur conscience à leurs maitres français qui, malgré tout, rejetèrent cette soumission éhontée.

Voici ce que disait l'un de leurs seigneurs les concernant: «nos valets, là-bas, commencent à sentir le besoin de prendre leurs précautions. Les bachaghas, les caïds et leurs suppôts parmi les valets de l'administration française essaient de jouer le même rôle joué par l'entourage de Bao-Dai en Indochine.»

Y a-t-il plus bas que celui qui reçoit l'humiliation de la part de ceux à

(1) Journal Le Monde du 15/11/1954
(2) Journal Le Monde du 04/11/1954
(3) Id.

qui il a confié sa vie et son destin ? C'est la douloureuse amertume que nous ressentons aujourd'hui à leur place, quand nous racontons ces faits dont un groupe de «dévoyés» de nos semblables furent les héros. Car ils nous obligèrent à affronter leur mascarade qui constitua, malheureusement, les événements d'une des périodes de notre histoire. Nous nous refusons à les diffamer par de mauvais qualificatifs ni par les sobriquets proférés à leur encontre par l'ennemi à qui ils vendirent leur âme à vil prix. Du fait qu'ils sont Algériens, nous ressentons avec pitié l'état qui fut le leur, enfin de compte.

2° La réaction des Algériens sincères (le peuple):

Si les événements de la révolution étaient source de frayeur et de pessimisme pour les Algériens qui avaient lié leur destin à celui de l'ennemi, ils furent, par contre, source de joie et de bonheur pour les Algériens fidèles à leur cause, ainsi que pour l'ensemble de la population, une fierté qu'ils attendaient avec impatience. Mieux encore, ils la voulaient le plus tôt possible pour qu'ils en fussent le carburant, le réservoir inépuisable et l'abri dans les moments de trahison. Cette très large couche populaire était le plus grand gagnant de tous ces événements, malgré ce qu'elle endura comme malheurs, misères et exactions de la part de l'occupant et de ses suppôts. Car son intime conviction était plus forte que l'arbitraire «il n'y a pas de droit qui se perd s'il y a après lui un demandeur, et il n'y a après la mauvaise fortune que la bonne fortune».

3° La réaction des colons:

Quant aux colons qui souillèrent et violèrent la terre et les familles et transformèrent les propriétaires légitimes de la terre, parmi les Algériens, en de simples salariés, leur frayeur et leur peur furent naturelles et normales car ils avaient conscience de leurs crimes envers les vrais propriétaires de la terre et commençaient à entrevoir la réaction des opprimés. Pour cela ils redoublèrent leurs activités et leur férocité pour broyer la révolution et les révoltés. Il s'agissait, pour eux, d'une question d'existence qui ne saurait accepter la défaite, renouvelant en cela leurs expériences passées avec les révoltés de tous les précédents soulèvements nationaux en Algérie, lorsqu'ils les broyèrent par le fer et par le feu. Leur foi était unique, leur

méthode aussi. Elles furent appliquées par les petits-fils (Challe, Salan…), avec plus de violence, cependant.

4° La réaction de la presse:

La presse publia beaucoup de commentaires à propos des circonstances du déclenchement de la révolution qui, pour une fois, remplissait toutes les conditions de précision, d'organisation, de discipline, de généralisation et de synchronisation.

Ainsi, «le Journal d'Alger» publia ceci: «les événements de novembre ne sont ni un tremblement de terre, ni une révolte des masses, c'est tout simplement du terrorisme». Ce journal poursuivit, rassurant, que la France officielle avait déjà élaboré une stratégie dont l'essentiel était de parier sur la supériorité militaire, numérique et matérielle, comme élément décisif pour mater la flamme de la révolution naissante(1). D'ailleurs, la plupart des journaux affirmaient que nulle victoire n'est possible dans la faiblesse. Pour cela, ils devaient utiliser leurs nervis parmi les Arabes musulmans qui les assistèrent dans les précédentes batailles, pour mater les résistances et les révoltes. Cependant, d'autres journaux affirmaient: «les événements violents qui se déroulaient dans les Aurès avaient poussé les Français à ouvrir les yeux sur la réalité qu'ils ne voyaient pas comme il fallait, auparavant».(2)A ce propos, l'Agence France Presse affirma que l'opération militaire, malgré le renfort de l'aviation, des blindés et de l'artillerie ne pourra pas atteindre l'objectif voulu. Elle est vouée à l'échec.

5° La réaction des autorités officielles:

Quant aux autorités officielles, leurs réactions se concentrèrent sur le terrain. Ainsi, la plupart des dirigeants militaires et civils se rendirent, dans la précipitation, dans la région des Aurès durant le mois de novembre 1954. Ces visites furent suivies par d'autres dans les villes de l'Est: Batna, Constantine, Souk Ahras, dans le but de circonscrire l'ampleur des combats, mais en vain...

Car, malgré les réunions intenses, les tournées marathoniennes, les

(1) Voir le film: la Révolution dans la presse internationale.
(2) A.F.P du 19/01/1955

déclarations incendiaires et les mesures prises, en urgence, sur le terrain, l'angoisse demeura, dominant les esprits et les cœurs, tout particulièrement chez les colons et les traîtres algériens; ce qui contraignit le porte-parole du gouvernement général à faire des déclarations rassurantes du genre: «tous les agitateurs des événements sont maintenant sous les verrous et ils sont dans l'incapacité totale de continuer leurs actes criminels».

Et le secrétaire d'Etat à la défense «Jacques Chevallier» fut, lui aussi, contraint de visiter les Aurès, en compagnie du général «Cherrière», commandant de la région d'Alger, le Général «Frelon», commandant des forces aériennes et le général Spielmen, commandant de la région de l'Est à Constantine, ainsi que d'autres commandants adjoints pour mettre au point un dispositif d'urgence en vue d'affronter les nouveaux événements et de déployer davantage de forces, surtout dans l'axe Arris – Biskra – Khenchela – Batna. Il en résulta ce qui suit: le général Jean Gilles s'installe à Biskra avec le 22° Bataillon, le Colonel Ducournau déploie quatre bataillons de la légion étrangère dans les zones chaudes, près de la ville d'Arris. Ainsi, et durant la première semaine du mois de novembre 1954, plus de 25000 soldats furent déployés dans la région.

De plus, le 06/11/1954, le directeur de cabinet du ministre de l'intérieur (Pierre Nicolaï) arriva dans la région des Aurès pour tenir des réunions de coordination avec tous les dirigeants civils, ainsi que les unités de la gendarmerie et de la police pour serrer l'étau sur la région et maitriser la situation sécuritaire, en soutien aux forces militaires. Il nomma le sous-préfet de Batna comme coordonnateur général de tous les organes sécuritaires et administratifs de la région, il constata l'état des populations déplacées au niveau de Kimel, Tadjmout, Zalatou, Arris, Taouzianet, Boulafraïs, Foum Toub, Timgad et Qaïs sans qu'il fut nullement ému par leur condition lamentable, car le but essentiel était, à coup sûr, de les séparer des révolutionnaires.

Pour assurer le retour à la sécurité dans la région, le chef de la région de l'Est, le coordonnateur des forces combinées, le général Spielmen et tous les membres des commandements militaires intensifièrent leurs

activités et réunions sans résultat palpable. Ce qui obligea le secrétaire d'Etat à la défense à retourner dans la région en l'espace d'une semaine, accompagné, cette fois-ci de René Mayer, député à l'assemblée nationale française. Ils furent accueillis par le préfet de Constantine, le commandant de la région est, le général Spielmen, le général Cherrière, commandant de la région d'Alger ainsi que Jean Vaujour, le directeur général de la sécurité et plusieurs hauts dirigeants. Le but de la visite: mettre au point un plan d'opérations de recherche et de ratissage qu'ils projetaient d'exécuter dans la région des Aurès comme première mesure d'urgence. Du coup, le champ des opérations s'élargit pour englober l'axe des frontières tunisiennes, surtout dans la région de Souk Ahras dont ils redoutaient le ralliement à la révolution, en plus du fait qu'elle constituait un accès pour l'infiltration des armes et un facteur de contagion de la révolution tunisienne. Cependant, malgré toutes ces mesures et ces intenses mouvements, René Mayer, le député qui accompagnait le secrétaire d'Etat, Jacques Chevallier à Souk Ahras n'était nullement satisfait du résultat des efforts consentis. Il adressa un sévère reproche au commandant de la région Est, le général Spielmen, en ces termes: «malgré tous les moyens fournis, nous ne voyons aucun résultat palpable».

En ce jour du 11/11/1954, le gouverneur général Roger Léonard, se rendit dans la ville de Batna. Après les réunions de circonstance, il se dirigea, en compagnie du général Spielmen et du colonel Ducournau vers Arris, Foum Toub et Khenchela.

Le 28/11/1954, le ministre de l'intérieur, François Mitterrand, fit une visite à Constantine, Batna et Arris en vue de prendre contact avec les généraux de campagne qui étaient occupés dans une opération de ratissage au Nord d'Arris (Foum Toub et ses environs). Le ministre de l'intérieur inspecta les zones chaudes et s'entretint avec quelques algériens collaborateurs avec l'occupant, tel Bouchenouf, maire de Khenchela et son représentant au parlement. Tout comme, il supervisa, personnellement, l'opération de déplacement des populations des régions montagneuses et leur déracinement de leurs villages d'origine pour les parquer dans des camps spécialement préparés autour des casernes militaires. Cette opération

concerna les populations de Kimel, Sraa El Hammam, El Haara, El Messara, Ichmoul, Yabous et bien d'autres. L'occupant accorda à ces populations un court délai pour évacuer leurs maisons. Quiconque ne respectait pas ce délai se verrait la cible des bombardements aériens qui tueraient tout ce qui bouge (hommes et bêtes). Durant la première semaine des événements, des milliers de tracts furent distribués pour mettre en garde les populations contre les graves conséquences qu'ils auraient à subir s'ils ne quittaient pas leurs maisons car l'armée de l'air se chargera de les démolir.

Ensuite, ce fut au tour de François Mitterrand, en personne, de superviser l'application des décisions de déplacement des populations où il assista à quelques regroupés à Taouzianet qui furent délogés de Chélia et Yabous. Il ne fut guère ému par leur déplacement forcé, ni par leur précarité sous les tentes en plein hiver. Pire encore, il déclara, sans vergogne, que leurs conditions étaient tout à fait acceptables et qu'ils ne couraient aucun danger, mais en vérité, il ne les considérait pas comme ses concitoyens.

Même le nouveau gouverneur général, Soustelle, installé dans ses nouvelles fonctions le 15/02/1955 visita les Aurès à deux reprises, le 22/02/1955 et le 18/05/1955 et se chargea personnellement du nettoyage des régions montagneuses de leurs populations. Il constata, lui-même, les conditions de ces regroupés et déclara effrontément: «leurs conditions morales et matérielles sont très bonnes». Mais, en vérité, ce qui l'intéressait le plus c'était de les séparer des révolutionnaires. C'est connu: «le poisson sans eau».(1)

Et afin de réunir toutes les conditions du succès de la campagne militaire, on fit venir, le 10/12/1954, le 19° Bataillon des services qui campa à Khengat Sidi Nadji pour aider les forces armées par l'ouverture des routes à l'intérieur du massif des Aurès. De plus, des consignes furent enjointes au 25° Bataillon pour l'aménagement de terrains d'atterrissage militaires dans le pourtour du massif Aurèssien, en plus de l'envoi d'autres unités de soutien, y compris les unités de ravitaillement. Ainsi, tous les moyens furent mobilisés et toutes les conditions réunies pour l'encerclement militaire qui

(1) Journal El Bassair n° 308

visait à «nettoyer» les Aurès de ses habitants et de ses révolutionnaires.

Cependant, la décision du commandement de la révolution d'éviter tout affrontement direct avec l'armée française, rendit les mesures d'encerclement sans effet. Les forces militaires se voyaient en train de lutter contre la nature sans pouvoir rencontrer les révolutionnaires, mis à part, les premières opérations de novembre et décembre 1954, autour de la ville d'Arris. Elles constituèrent un avertissement pour les révolutionnaires qui admettent la nécessité d'éviter tout affrontement direct avec les troupes françaises au début de leur offensive.

6° La réaction des commandements militaires:

Chez les chefs des forces d'occupation, la déception était à son comble du fait du mauvais rendement de la campagne militaire qui débuta par une intense activité, un mois et demi après le déclenchement de la révolution. Ceci était dû à la nouvelle stratégie du commandement de la révolution qui différait totalement des stratégies des révoltes passées.

La preuve en fut la déception des chefs de la campagne militaire qui ne récoltèrent que fatigue et perte d'argent au bout de deux semaines de campagne. Ces chefs se rendirent compte que le nombre de leurs forces ne pourrait suffire à assurer une domination totale sur les Aurès. Ils résolurent, alors, de l'augmenter à hauteur de 120000 soldats durant les premiers mois, sans compter les 10 compagnies de Tabors marocains demandées par le général Cherrière et les compagnies de harkis. Ce qui porta le nombre des forces françaises, durant l'année 1956, à 186000 soldats environ, pour atteindre plus tard 400000 hommes à travers tout le pays, en plus des 120000 harkis supplémentaires[1].

Le résultat obtenu fut la chute du gouvernement français, trois mois après le déclenchement de la révolution. Ce fut, pour la révolution, la première victoire politique et militaire sur Jacques Soustelle, en dépit de tout ce qu'il avait consenti comme efforts militaires, médiatiques et politiques. Dès lors, les autorités françaises furent contraintes de décréter l'état d'exception dans

(1) Archives de la Guerre d'Algérie page 34 Palais Vincent Paris et aussi La stratégie de l'ennemi pour la liquidation de la révolution / Ministère des Moudjahidine P 154.

la région des Aurès avant que le parlement français le fit officiellement. Ce qui eut pour conséquences:

1. La création de camps de concentration dans les régions reculées.
2. La passation des pouvoirs aux militaires.
3. La création d'une police rurale ayant le pouvoir d'arrêter toute personne sans autorisation judiciaire préalable.
4. L'interdiction de mouvement pour toute personne ou véhicule sans autorisation écrite.

Il en résulta une restriction des libertés, la pratique de la torture et les arrestations arbitraires et illégales. Des tribunaux militaires furent instaurés, approuvés par le procureur général de l'Algérie, après sa visite dans la région, le 12/11/1954. Les occupants continuèrent à brûler les dechras, les villages et les maisons individuelles. Les récoltes furent détruites et les biens vandalisés. Le chômage fut imposé aux habitants car ils étaient séparés de leurs biens et concentrés dans des camps de fortune autour des casernements de l'armée. Sur les flancs des montagnes, les habitants enduraient la faim, les épidémies et toutes sortes de misères et de frustrations.(1)

Mais, en dépit de l'encerclement et les restrictions, les révolutionnaires réussirent à imposer aux Français une coûteuse guerre d'usure de longue haleine. Elle épuisa toutes les ressources de l'Etat et de l'armée pour ne récolter, en contrepartie, que la défaite, la déception et le déshonneur militaire. En fait, ils réussirent à aggraver la haine dans l'esprit des Algériens. C'était la récolte naturelle de ce qu'ils avaient semé. Car, s'ils avaient généralisé l'enseignement et la connaissance, s'ils s'étaient comportés avec bonté, s'ils avaient été justes et bienveillants, ils auraient trouvé, à coup sûr des gens pour les aider et rester à leurs côtés, par conviction, ou par sympathie en reconnaissance de ces bienfaits. Ainsi celui qui sème l'ignorance et la misère ne récolte que la haine.

La grande campagne du siège des Aurès:

Le gouvernement mobilisa la plus grande campagne militaire de toute l'histoire de l'occupation du pays. Les troupes affluèrent de toutes parts, pour

(1) El Moudjahid n°39 du 02/04/1955

investir le fin fond des Aurès sous le titre du nettoyage. Ce terme exprime bien l'idée de l'éradication des Aurès et de ses enfants révolutionnaires qui n'avaient, désormais, plus rien à perdre.

Au début, les forces alertées se concentrèrent dans un semblant de ligne autour du massif des Aurès, à l'image d'une bague autour d'un doigt, pour verrouiller tous les accès devant les révolutionnaires, de telle sorte que nul ne puisse échapper à l'étau et pouvoir ainsi réaliser plusieurs objectifs dont:

Le premier objectif: déterminer le nombre réel des révolutionnaires, à partir de l'interrogatoire de tous les hommes de la région et de l'exploitation des registres d'état-civil. Toute personne appréhendée était automatiquement considérée suspecte, les autres étaient forcément des révolutionnaires.

Le deuxième objectif: le recensement des habitants, leur déplacement, par la suite, et la destruction de leurs villages et maisons individuelles, ensuite, la destruction de tous les biens utiles, les récoltes, les bêtes etc.…, pour en priver les révolutionnaires.

Le troisième objectif: faire usage de tous les moyens pour capturer les révolutionnaires, sinon, les affamer ou les pousser à se rendre.

Et pour assurer le succès de cette stratégie, ils firent appel à toutes sortes de services spécialisés de soutien comme:

- Les compagnies de génie pour l'ouverture de routes dans les régions montagneuses et les zones enclavées et l'aménagement des sources d'eau pour l'armée française.
- L'aménagement des terrains d'atterrissage militaires de campagne, nécessaires à la mission, à proximité des grands postes se trouvant dans les profondeurs des forêts fermées.
- La mobilisation d'une force spéciale parmi les supplétifs musulmans, pour assurer la garde des postes militaires et des agglomérations, ainsi que la surveillance des convois d'approvisionnement, en nourriture et en eau.
- La mobilisation des unités de service de santé, de mécanique et de secours.

La campagne investit le fond des Aurès par quatre entrées:

Après l'achèvement des préparatifs de la campagne, les unités du siège entamèrent leur progression par les quatre portes vers la profondeur des Aurès:

- La porte du nord-est, à partir des villages de Djellal et Taberdga, les villes de Khenchela, Qaïs et Bouhmama.
- La porte du nord (Axe d'Arris), Doufana, Yabous, Foum Toub, Bouhmar, Timgad.
- La porte du nord-ouest: Batna, Ain Touta, El Kantara.
- La porte du sud: Biskra, Sidi Okba, le Zab oriental, Khengat Sidi Nadji qui fut utilisée comme base stratégique et poste de commandement.

Cette campagne emporta, sur son passage, tous les hommes de plus de 16 ans et les vieillards d'un âge très avancé. Les hommes à la force de l'âge furent utilisés dans le transport des charges lourdes et dans les différents travaux comme le lavage, la cuisine, les constructions et l'ouverture des routes. D'autres étaient utilisés comme guides pour indiquer les passages et les sentiers difficiles ou comme interprètes pour vérifier la conformité des noms de lieux avec les cartes militaires. Les autres furent poussés vers les centres d'interrogatoires.

Dans ce contexte, nous rapportons le témoignage d'un soldat français, du nom de Jacques Pichaut, qui avait accompli son service militaire près de Khenchela: «nous avions gardé un homme parmi les suspects arrêtés, nous le chargeâmes d'un appareil S/300, et nous le tuâmes.»

Telle fut la situation de la majorité de la population du massif des Aurès avec la campagne militaire. Et du fait de l'ignorance des habitants de la langue française et l'ignorance des Français de la langue arabe et Chaouia, ainsi que le mode de vie et les coutumes de la région, les Français se comportaient avec tous ceux qui se trouvaient devant eux comme des sauvages ou comme des créatures venues d'ailleurs, dépourvues de toute humanité. Ils dispersaient le contenu des modestes maisons, brulaient toutes sortes de provisions, y compris la nourriture des enfants, déchiraient tous les écrits, surtout les livres du Coran, dévoraient les moutons et les

vaches, tuaient les mulets, les ânes et les chevaux, tordaient le coup des volailles qu'ils suspendaient à leurs poignets et renversaient les provisions des maisons comme le beurre, le miel, l'huile et les dattes. Ils mettaient les objets précieux dans leurs poches, qu'elles fussent en or ou en argent, ils les arrachaient violemment des membres des femmes sans se soucier des blessures engendrées à ces femmes. Ils emportaient ces bijoux comme trophées, en souvenir de leur guerre «propre» dans les Aurès.

Témoignages sur les atrocités de la campagne militaire dans les Aurès:

Il est difficile de décrire les crimes et les atrocités de la campagne militaire, et, du fait des pertes qu'elle avait subies et de la déception, cette campagne était devenue le thème préféré des journaux français ainsi que le journal El Bassair qui dévoilait la réalité, avec clarté et franchise, par exemple l'incapacité de l'ennemi à capturer un des groupes d'insurgés qui avaient pu s'exfiltrer vers d'autres régions, selon une tactique précise, appliquée sur le terrain.(1)

Pour ajouter plus de lumière sur le sujet, nous présentons quelques témoignages parus dans les journaux. L'Agence France Presse donne le commentaire suivant: «Aujourd'hui a commencé une opération militaire nouvelle au pays des Aurès et qui revêt la même importance que l'opération précédente, menée par le même nombre considérable de soldats qui avaient accompli la première opération. Auparavant, les autorités militaires avaient reçu des informations confirmant la présence de plusieurs groupes d'insurgés répartis dans des sections de 30 hommes chacune, environ, mais la campagne, durant les deux opérations, ne put obtenir aucun des résultats escomptés.»(2)

L'Observateur, de son côté rapporte ceci: «nous disions que l'opération militaire française, dans les monts des Aurès, ne donnera aucun résultat avant le printemps prochain et que la Kabylie était sur le point de suivre les Aurès. L'armée française accomplit deux opérations dans les deux régions avec la participation de milliers de soldats pour le résultat dérisoire qui n'est

(1) El Bassair n° 303 du 22/01/1955.
(2) Agence France Presse du 23/02/1955.

pas sans nous rappeler les résultats obtenus au nord de l'Indochine, ceci étant la conséquence de la persistance dans les solutions militaires aux dépens des solutions politiques. Nous mettions en garde en disant que la solidarité populaire avec les insurgés, en Algérie, ne pouvait que se renforcer, tout comme nous insistions sur le fait que la répression et les poursuites ne pouvaient que profiter aux extrémistes, au détriment des Européens modérés dans les monts des Aurès.»[1]

Nous trouvons l'opinion sincère des Chrétiens dans l'article qu'ils publièrent dans «Paris-Match» où ils affirmèrent: «puisque l'indépendance est un droit parmi les droits, nous devons le reconnaître aux autres comme nous le reconnaissons à nous-mêmes, tout comme nous devons reconnaître que ces révolutionnaires sont résolus à résister face à une armée puissante.»[2]

Quant au journal chrétien «La Quinzaine», il est allé se questionner sur la campagne: «que veut dire le mot nettoyage ? Le mot nettoyage et le nettoyage strict sont des termes, de pure hypocrisie, qui signifient la purification, mais, en réalité, ils cachent des choses ni innocentes, ni propres, et pour nous le mot nettoyage veut dire: réveiller un village endormi, par des coups aux portes des habitations avec brutalité et arrogance, et l'entrée des soldats dans les habitations sans aucun respect des coutumes des gens qui s'y trouvent. Ils commencent, alors, à casser tous les objets ménagers et à mettre le mobilier sens dessus-dessous, ces termes signifient aussi l'interrogation qui se lit sur les visages qui se traduit par une question embarrassante: comment la civilisation française peut-elle permettre à ses fils de profaner le sacré ? Ces termes veulent, aussi, dire arracher le père de famille aux siens par deux soldats sous prétexte qu'il est suspect. Ces termes représentent en soi, l'amère réalité et le grotesque, ainsi, par exemple, quand vous lisez la nouvelle de l'arrestation de 300 hommes, vous devez comprendre qu'il s'agit de 600 à 900 hommes arrachés à leurs familles sans nul motif, et vous devez vous demander quel sera le sort de leurs enfants et de leurs femmes qu'ils ont laissés derrière eux, vous devez vous imaginer leur angoisse et

(1) L'Observateur du 23/02/1955

(2) Paris-Match in documentaire: la Révolution dans la presse internationale.

leurs craintes quand le père ne reviendra pas après des jours et des jours…» [1]

Dans un autre article, l'Agence France Presse rapporte ceci: «les unités de l'armée française, dans les Aurès, ont été usées par la fatigue et déprimées par la lassitude sans qu'elles puissent réaliser les objectifs qui lui avaient été fixés, et l'on peut dire, dès lors, que cette campagne n'a pu récolter qu'une infime partie des résultats attendus car elle n'a guère pu s'accrocher avec les insurgés et dans aucune bataille.»[2]

Houdard, le député européen, avait osé condamner la politique de répression et de tortures pratiquée par les forces françaises contre les habitants par ceci; «elle est atroce et un crime condamnable et c'est une trahison aux principes auxquels nous avons cru durant toute notre vie.»

Quant à Raymond Viau, le communiste, il dit: «nous revendiquons l'arrêt de l'action militaire dans les Aurès et la Kabylie et nous affirmons que la pratique par le gouvernement de la politique de répression mènera le pays vers des catastrophes qui n'amèneront aux Français que le sang et les larmes.»[3]

La même agence, citée plus haut, France Presse, affirme que: «les forces françaises qui perquisitionnent les montagnes des Aurès dans la deuxième opération entamée le dimanche n'a pu réaliser aucun accrochage avec les insurgés, et encore moins les liquider, tout ce qu'elles ont pu réaliser a été l'arrestation de quelques suspects.» Et elle cita le proverbe de (la montagne a accouché d'une souris). Elle ajouta sur un autre article «Une autre grande campagne a commencé dans les Aurès avec diverses concentrations d'hommes et de matériels, la grande fatigue avait usé les soldats et la lassitude les avait déprimés sans pouvoir atteindre son but ni les objectifs fixés, elle fut vouée à l'échec, n'ayant pu réaliser ce pour quoi elle fut mobilisée.»[4]

Et nous lisons dans le journal El Bassair ceci: «Malgré le fait que le commandement de la campagne eût bouclé le siège par une ceinture

(1) Le journal La Quinzaine du 04 février 1955.
(2) AFP du 23/01/1955.
(3) Id du 11/01/1955.
(4) Idem.

imperméable qui cerne le massif des Aurès comme la bague autour du doigt, dans la perspective de faire échouer toute tentative d'exfiltration des assiégés vers les régions avoisinantes, elle ne put, selon les témoignages des journaux français eux-mêmes, réaliser son objectif, malgré le fait qu'elle eût achevé toutes les dispositions pour capturer, sans le moindre doute, quiconque se trouvera face à elle sur le terrain, mais elle ne put réaliser que la dilapidation des provisions des populations civiles et l'emprisonnement des suspects.»

Et par malchance, l'arrestation du symbole Mostefa Ben Boulaïd coïncida avec le début de la campagne du siège des Aurès. El Bassair annonça la terrible nouvelle: «Monsieur Ben Boulaïd, un des chefs de la révolution dans les Aurès a été arrêté dans le Sud tunisien ainsi que son compagnon Ammar Mohamed Ferchichi». Les officiels français affirmèrent que: «l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd fut l'événement le plus important depuis le début des opérations le 1er novembre 1954.»(1)

La création des centres d'enquête avec la population de la région:

Plusieurs centres d'enquête avec la population furent créés dans le tréfonds des Aurès, situé entre les trois villes principales (Batna, Khenchela et Biskra). Le centre de Khengat Sidi Nadji était un modèle de l'arbitraire qui était pratiqué par ces centres durant les grandes campagnes de perquisitions. En général, ils se ressemblaient dans leur façon de procéder, leur méthode était unique, leur violence aussi et leur sauvagerie dépassait l'entendement humain, leur nature se caractérisait par la cruauté, la répression, l'arrogance et la haine profonde. Le plus dangereux de ces centres était, incontestablement, celui de Khengat Sidi Nadji, car il était réservé aux habitants du fin fond de la grande forêt dont la partie orientale revenait à la commune de Khenchela, et la partie ouest à la commune d'Arris, ce que confirma le journal El Bassair: «le centre de Khengat Sidi Nadji était, absolument, le centre le plus important, et le plus surpeuplé et encombré et le plus barbare». Ce centre fut renforcé par une équipe spécialisée à soutirer les aveux par la pratique barbare de la torture avec les moyens d'interrogatoire et de contrainte par des militaires à qui l'administration civile officielle avait délégué ses attributions.

(1) El Bassair n° 306 en date du 12 février 1955.

On commença à faire l'appel des hommes qui furent conduits au centre de Khengat Sidi Nadji, l'un après l'autre. Ils ressentaient dans leur âme et leur chair le poids de la brisure psychologique et la peur de l'inconnu, la faim les tenaillait ainsi que la soif, la douleur des coups de poings et des coups de pieds qui visaient les points sensibles de leurs corps, usés par les poids qu'ils furent obligés de porter durant la perquisition, les faisaient souffrir.

Les interprètes poursuivaient leur interrogatoire, chacun, à sa convenance, en bien ou en mal, certains préféraient cacher les informations qu'ils pensaient qu'elles nuiraient à la victime interrogée, ou à la révolution, tandis que les autres abusaient à amplifier le crime de l'interrogé qui ne comprenait pas ce qui se disait. Ils faisaient cela, parce que, soit ils étaient animés par la haine et la rancune, soit pour plaire et satisfaire le Français. L'interrogatoire englobait les détails les plus infimes, et se pratiquait avec les méthodes les plus abjectes. Les hurlements des torturés choquaient les oreilles, ils étaient entrecoupés par des gémissements qui brisaient les cœurs. Le sang, qui giclait des corps des victimes des coups sauvages, arrosait la terre sèche qui croulait sous le poids du mal, il se mêlait, ainsi à l'argile et aux cailloux des suites du débordement des eaux dû au plongeon forcé des victimes et des coups de pieds à leurs ventres, Le sang coulait de tous les pores du corps gémissant, les fils électriques foudroyants brulaient les parties sensibles.

La torture se concentrait davantage sur les personnes arrêtées en possession des armes. Je citerai à titre d'exemple le moudjahid prisonnier «Belkacem Adjel» et son père Abdelhafid Ben Adjoul Adjel, le père du chef de la révolution dans cette région Adjel Adjoul. Les tortionnaires se relayaient sur eux, nuit et jour et dans le même endroit et le même temps. Pour se railler d'eux, ils déshabillaient le fils Belkacem devant son père et lui pratiquaient toutes sortes de tortures, à la suite de quoi, ils se retournaient vers le père qu'ils déshabillaient, délibérément, devant le fils et le torturaient d'une façon à briser les cœurs, exactement comme ils faisaient avec Mohamed Ben Sadek Badsi, le frère du révolutionnaire Ayech Ben Sadek Badsi.

Les opérations d'interrogatoire se poursuivaient plusieurs jours pour

certains, et plusieurs mois pour d'autres, et à la fin, après filtrage et tri, on orientait les suspects vers les tribunaux militaires qui avaient, déjà, commencé leurs activités depuis le premier mois de la révolution par décision du procureur général d'Algérie. Quant aux innocents, ils étaient relâchés et contraints de quitter le fond de la région forestière, et malheur à celui qui se trouvera en dehors de la zone limite affectée à la concentration des habitants qu'ils appelaient «zone de sécurité».

Le journal «El Bassair» y fit allusion en écrivant: «les hommes arrachés à leurs familles furent tous conduits au centre de Khengat Sidi Nadji, qui reçut la part du lion, vu qu'il était réservé aux habitants du cœur des Aurès, réputés pour leur «indiscipline» et leur désobéissance, du fait de la position géographique éloignée des centres de décision».(1)

Le recours prématuré à la cinquième colonne:

Vus les résultats mitigés de la campagne, citée précédemment, l'ennemi comprit que l'élément étranger à la région ne pouvait réaliser le but recherché. Pour cela, il dut penser à enrôler des traîtres et des arabes proches de l'administration française pour constituer des compagnies de «Goumiers» (Harkis). Ce que confirma le secrétaire d'Etat à la défense, Jacques Chevallier, en disant: «il faut s'appuyer sur les gens du pays que nous recommandent l'administration française, les caïds et les bachaghas».

En conséquence, ils enrôlèrent un commando de harkis pendant les trois premiers mois de la révolution, dans le périmètre d'Arris, comme déjà souligné. Par la suite, ils généralisèrent l'expérience à d'autres régions. Le secrétaire d'Etat, Jacques Chevallier, se réjouissait de leur rendement et les considéra complémentaires du rôle des bureaux arabes et des unités de l'armée française.

Nous déplorons, ici, le fait que certaines élites intellectuelles françaises et européennes eussent renié leurs principes et leur culture anticoloniale pour montrer leur sympathie aux colons ultras et consacrer la devise: «Algérie française»

(1) El Bassair n° 303 du 22 Janvier 1955.

Parmi eux, je citerai le professeur en ethnologie, Jean Servier, qui parlait couramment la langue arabe et même le dialecte Chaouia et qui se laissa entrainer dans le bourbier du crédo colonial. Il se mit, lui-même, avec son savoir et son expérience à la disposition du colonel Ducournau, l'homme à la longue expérience des guérillas au Vietnam et qui campa avec son bataillon dans le village de Foum Toub. L'ethnologue l'aida à enrôler les fils du pays (harkis), pour les utiliser dans les affrontements contre les fils de leur race, les révolutionnaires.

Ce fut ainsi que ces savants appliquèrent les théories scientifiques acquises dans les universités, mettant leur personne et leur savoir au service de la sauvage campagne militaire qui déversa sa colère sur une population sans défense, victime d'un colonialisme cruel. Ils exploitèrent leur naïveté, leur inconscience, leur frustration et leur misère.

En plus de Jean Servier, nous citerons, aussi, le professeur Vincent Monteil, spécialiste des langues orientales et des dialectes. Pendant les années quarante, il avait servi comme officier des affaires civiles au Maroc. Par la suite, il joua plusieurs rôles importants au service de Soustelle qui l'envoya discuter avec le captif Ben Boulaïd dans sa prison à Tunis. Il s'isola avec lui dans une villa le 16/02/1955, dans le but d'exploiter ce qu'il pourrait soutirer comme secret sur la révolution. N'ayant rien pu apprendre de Ben Boulaïd concernant les moyens militaires de l'A.L.N, il voulut connaître sa position, en cas de recherche de la paix par la négociation avec les dirigeants algériens. Il trouva que Ben Boulaïd était très enthousiaste à l'idée de la paix, et par un style franc et direct, il put influencer Vincent Monteil qui, à partir de cette rencontre, commença à pencher pour la solution politique par le dialogue. Il commença, dès lors, à rechercher des éléments non révolutionnaires et modérés pour discuter avec eux de la possibilité d'arriver à une paix par le dialogue, ce qui servait, bien entendu, l'intérêt des Français.

Ainsi, il contacta, comme nous le verrons plus loin, Benyoucef Benkhedda à la prison Barberousse. Il lui dit ceci: «il faut que la France penche vers le dialogue, mais elle ne le fera pas avec les tueurs. Cependant, nous pouvons dialoguer avec vous, les modérés qui possédez une culture française.»

Quelques temps après ces activités accomplies durant la guerre d'Algérie et après s'être assuré de l'inefficacité des solutions qu'il proposait aux tenants de la solution militaire, il présenta sa démission le 24/06/1955.

Il est à signaler que le professeur Jean Servier a attiré les regards des généraux français, activant aux alentours d'Arris, que certains révolutionnaires de cette région font l'objet d'un estime indéfectible et bénéficient d'un écho agissant au sein de la population de telle sorte que Grine Belkacem et Benzelmat 1er et 2ème et Gouzire sont devenus un mythe et que leur présence dans les rangs de la révolution aboutira à sa réussite d'où la nécessité de mettre fin à leur activité.

L'armée française a mis à exécution les conseils de Jean Servier et a axé ses efforts sur la région qui se situe entre Foum Toub et Aïn Tine au nord d'Arris où activait Grine Belkacem et a pu l'exécuter ainsi qu'une douzaine de ses compagnons.

En conséquence, les chefs militaires ont incité les Algériens à prendre les armes contre la révolution, voilà le général Salan qui dit: «les harkis sont les premiers à entrer dans le douar que nous devons contrôler, ils nous facilitent le contact avec la population, et dans les batailles, ils font preuve d'un grand courage. Leur travail est essentiel et très positif.»(1)

Le général Challe, comme c'est connu, avait posé la condition au président de la république De Gaulle, de mobiliser un maximum de harkis pour assurer le succès au plan infernal qu'il prépara minutieusement, en vue d'étouffer la révolution. Ainsi donc, le jeune Algérien se trouva face à trois choix: soit l'engagement dans l'armée française comme harkis, soit la prison et l'humiliation, soit rejoindre l'A.L.N.

Il est à signaler, aussi, que l'armée française dut faire appel, le 12/02/1955, à 10 compagnies de Tabors Marocains qu'elle concentra dans la région des Aurès. Ils exécutèrent des missions très importantes contre la population et les révolutionnaires. Nous les nommions les hommes aux burnous, en raison des burnous blancs qu'ils portaient pour se camoufler.

(1) Ministère des Moudjahidine/ La stratégie de l'ennemi pour abattre la révolution/ P. 322.

Les causes directes de la mobilisation des harkis dans les Aurès:

Comme nous l'avons déjà montré, les chefs français accordaient un grand intérêt à l'utilisation des Algériens, de faible personnalité et naïfs, pour servir de chair à canon à leur guerre d'Algérie. Ceci en vue de réaliser quelques desseins dont:

- **Premièrement:** semer la discorde et la haine au niveau des campagnes entre les familles et entre les agglomérations pour jeter le trouble parmi les composantes de la société et ce, en envoyant les harkis dans les quartiers qui sympathisaient avec la révolution et sur les familles des révolutionnaires, dans l'espoir de les voir revenir des montagnes.
- **Deuxièmement:** l'exploitation médiatique de la mobilisation des harkis pour que le colonialiste prouvât à ses concitoyens et au monde que la révolution n'était que le fait d'aventuriers abusés par des éléments partisans de moindre envergure.
- **Troisièmement:** encourager les agents traditionnels de l'administration et ceux qui sympathisaient avec elle à engager des harkis comme gardes du corps personnels parmi leurs proches parents ou leurs serviteurs. De ce fait, ils seront définitivement exclus de leur environnement social.
- **Quatrièmement:** recourir aux harkis pour l'espionnage, tout en les utilisant dans toutes les missions que les Français ne peuvent accomplir.
- **Cinquièmement:** utiliser les harkis comme gardes et comme surveillants des concentrations des populations à qui l'on imposa l'exode pour s'établir autour des centres de l'armée (zone de sécurité) comme ils les appelaient.
- **Sixièmement:** c'était le but le plus important. Il s'agissait de jeter les harkis dans le combat contre leurs frères et préserver, par la même occasion, le sang des Français. Ils s'appuyèrent, en cela, sur la naïveté des harkis, leur ignorance de la portée du complot, la séduction d'un salaire dérisoire, le fait que cela permettait aux harkis de se vanter du port des armes et satisfaire leurs proches parents parmi les collaborateurs qu'ils s'étaient volontairement engagés à protéger.

N'oublions pas de signaler que l'administration française et les sections administratives spécialisées dans la guerre psychologique, avaient recruté d'autres éléments en tenue civile qui accomplissaient des missions secrètes et graves sous différentes appellations, élus, assesseurs, ou conseillers informateurs et agents secrets. Les Français veillèrent à recruter ces éléments dans les tribus des chefs importants de la révolution telle la tribu de Ben Boulaïd, celle d'Adjel Adjoul, ainsi que la tribu de Mostefa Boucetta, pour mettre en doute leur crédibilité et pouvoir recueillir des informations les concernant.

On peut dire que le colonialisme avait réussi à enrôler plusieurs compagnies dont le danger avait un impact plus grave que celui du danger des militaires français eux-mêmes, car ces compagnies étaient issues de la société algérienne et faisaient partie de son tissu. Ils savaient tout sur la société algérienne, ils ouvrirent les yeux aux services secrets français, s'infiltrèrent dans les rangs des citoyens pour se mettre à l'écoute, guidèrent les renseignements français vers les endroits secrets dans la nature, comme les sources d'eau, les grottes et les sentiers encaissés entre les étroits cols et tout ce qui était susceptible d'être exploité par les révolutionnaires. Ils pénétraient de force et de nuit, dans les villages et y commettaient des crimes. Et malgré tout cela, les Français n'avaient, jamais, cru en la fidélité des harkis. Ils les infiltraient, toujours par des agents qui contrôlaient leur comportement et enregistraient leurs mouvements. Ils désignaient, toujours à leur tête, et au niveau de chaque unité de combat, un chef français équipé d'un poste radio lui permettant d'être en contact permanent avec le commandement, en toutes circonstances et de demander l'aide de l'aviation, en cas de besoin.

Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas parmi les harkis, des gens qui avaient servi la révolution. Bien au contraire, certains s'étaient engagés dans les rangs des harkis dans le but d'acquérir des armes pour, ensuite, rejoindre la révolution, soit de façon individuelle, soit de façon collective, comme, par exemple, le gros peloton du rassemblement de Arch Touabas qui rallia la révolution, ou bien, le groupe de Béni Melkem. Certains, même, choisirent l'action à l'intérieur des casernes pour qu'ils y fussent les yeux de la révolution.

L'adoption prématurée de la guerre psychologique:

Etant le complément des opérations militaires, la guerre psychologique utilise des procédés vicieux, dirigés contre l'adversaire, en vue d'influencer sa pensée, ses sentiments et ses comportements. Elle fut adoptée très tôt, dès le début de la révolution, sur proposition du colonel George Parlange qui s'était épris de son rôle au Maroc. Ainsi, il instaura les sections administratives spécialisées (S.A.S) dans les villes et les campagnes, en vue de soustraire le peuple à la révolution pour la faire imploser de l'intérieur.

Et avec le temps, vers le début de l'année 1955, cette arme dangereuse fut encadrée par un personnel hautement qualifié et codifiée dans des structures spécialisées, surtout, lorsque l'on fit venir, en urgence, du Maroc vers les Aurès, 18 officiers spécialisés dans les affaires civiles. On leur adjoignit 250 autres officiers que le colonel George Parlange répartit dans toutes les S.A.S, en tant qu'officiers spécialisés dans les affaires civiles. Par la suite, le nombre de ces sections continua sa progression jusqu'à hauteur de 160 sections, en 1956, pour atteindre plus tard le nombre de 679, en 1958.

Et l'on peut résumer les causes de la prolifération de ces sections administratives spécialisées (S.A.S) dans ce qui suit:

- **Premièrement:** L'échec des opérations militaires devant les coups portés par les révolutionnaires et tout particulièrement lors des grandes batailles.
- **Deuxièmement:** La mauvaise gestion des communes rurales surtout, l'échec des caïds, des bachaghas et leurs agents à gagner la confiance de la population.
- **Troisièmement:** le manque d'informations dû à l'absence de relations amicales entre l'administration de l'occupant et la population algérienne.
- **Quatrièmement:** L'échec des bureaux administratifs, et des gestionnaires des communes mixtes, tout particulièrement.

Lacoste s'était, pourtant, réjoui de leurs efforts lorsqu'il s'adressa à eux en ces termes: «je vous assure que j'accorde une grande importance au succès de vos missions.»

Les Français firent usage de toutes sortes de subterfuges dans leur action: la propagande écrite, les tracts, la propagande auditive, au moyen des haut-parleurs, ainsi que la propagande visuelle à travers le cinéma, les équipes de santé itinérantes et fixes, les équipes sportives, les clubs culturels et artisanaux au profit des jeunes des deux sexes et la mobilisation des combattants

Ainsi, ils purent tromper 176 éléments harkis dans la ville d'Arris et à Ichmoul, 200 harkis, en plus de 170 éléments de l'auto-défense, durant les premiers mois, et à Kimel, ils parvinrent à recruter 70 harkis et 40 éléments de l'auto-défense, et dans la région de Oued Tagga, ils recrutèrent 30 éléments de l'auto-défense. Progressivement, le nombre de harkis allait croissant, pour atteindre, durant l'année 1962: 160 mille éléments, selon l'historien Mohammed Harbi, tandis que certaines statistiques officielles avançaient le nombre de 120 mille, mais, Michel Roux limite ce nombre à 158 mille éléments.

L'ennemi poursuit les mesures de représailles pour affronter la révolution:

Dans le but d'anéantir la révolution qui les avait surpris par son organisation, son efficacité et son expansion, les ennemis prirent des mesures exceptionnelles dont:

- L'autorité civile transmit son pouvoir à l'autorité militaire pour imposer le retour à la sécurité, et de facto, l'autorité militaire se vit affranchie des contraintes judiciaires, ainsi, le système des communes mixtes jusque là, en vigueur, fut abrogé
- L'application, avant terme, de l'état d'urgence à deux régions: la région est et la région de la Kabylie, avant son approbation par le Parlement, dans le courant du mois de mars 1955.
- Le déplacement forcé de la population dont les habitations et les villages furent détruits et incendiés dès la première semaine du début de la révolution. Cette population fut déracinée pour être parquée, comme des troupeaux, dans un petit périmètre limité par de sévères mesures de surveillance, sans tenir compte des besoins nécessaires à une vie décente pour ces pauvres gens. De ce fait, cette population fut

privée des sources qui lui permettaient de gagner sa vie, et se trouva confinée dans un chômage forcé où il lui était interdit de cultiver la terre, de faire des récoltes ou même de faire paitre les troupeaux.

- La limitation des mouvements des habitants: les déplacements de personnes étaient interdits, sans autorisation spéciale des autorités militaires, et ce, dans le but de priver les révolutionnaires de recueillir des informations ou de l'aide de la part des habitants. Ce furent des mesures contraignantes pour la liberté du citoyen qui se voyait privé de pratiquer des activités économiques de subsistance. Les citoyens étaient, ainsi, les otages de cette situation sécuritaire qui dura sept longues années.
- La limitation des déplacements des camions des citoyens qui ne pouvaient se faire qu'avec des convois militaires programmés, une fois par semaine ou une fois par mois, pour transporter des malades vers les hôpitaux ou acheminer les fournitures aux modestes échoppes.

Les autorités coloniales mettaient, délibérément, les camions et les autocars des Algériens à la tête des convois militaires afin de protéger leurs soldats des mines que les révolutionnaires plaçaient sur les routes.

- Soumettre toute la population de la région à de sévères mesures de sécurité et des enquêtes minutieuses. La plupart des hommes étaient trainés vers les travaux forcés, comme déjà montré, sous prétexte de suspicion. Ils étaient exploités dans des corvées visant la construction des postes militaires et l'entretien des routes. Le nombre des centres d'arrêt des suspects avait dépassé 22 centres ayant accueilli plus de 15000 suspects, auxquels s'ajoutent plus de 122 centres d'attente, en plus des centres de tri et de transit.
- La torture des parents des révolutionnaires, tout particulièrement, leurs femmes, au nom de la punition collective qui considérait que tous avaient une part de responsabilité. Ainsi, ils regroupèrent les femmes des révolutionnaires dans des centres proches des casernes militaires françaises, afin d'empêcher les maris de leur rendre visite, secrètement. Ces femmes furent séparées même de leurs enfants.

Ils leur coupèrent les cheveux, les déshabillèrent et les soumirent aux bas instincts de leurs soldats devenus sauvages, surtout dans les centres éloignés des villes. Ils adoptèrent, sciemment, ces méthodes outrageantes et humiliantes, ainsi que la torture psychologique, en vue d'influer sur le moral de leurs époux, dans l'espoir que ces derniers se rendissent à l'ennemi pour sauver leur honneur. C'étaient des pratiques héritées du colonel de Montagnac qui écrivit ceci à son ami: «vous demandez ce que nous faisons des femmes qui nous tombent entre les mains. Nous en gardons quelques unes comme otages, nous en échangeons d'autres contre des chevaux, et le reste est vendu aux enchères aux soldats comme des bêtes.»(1)

- L'abus dans l'application des lois racistes, comme le statut administratif, la loi de la responsabilité collective, le code de l'indigénat et autres lois qui visaient à soumettre la population locale de manière raciste, contraignante, humiliante et dissuasive. Dans ce contexte, Girault nous dit ceci: «afin de bien appliquer le système pénal algérien et de façon juste, nous devons le voir autrement que les Français (…), car les Français y voient le summum de monstruosité et d'horreur, alors que les indigènes ignorent ces concepts qu'ils n'ont jamais connus ou pratiqués dans leur vie quotidienne. Par contre, ils les trouvent naturels et ordinaires, sans préjudice. De ce fait, ils les acceptent, car, étant en position de faiblesse, quant à nous, nous sommes les plus forts (…) et notre pratique de la répression nous empêche de recourir à des moyens plus sévères.»(2)

Et comme l'avait souligné le capitaine Clerc: «la guerre que nous menons en Algérie est tout à fait exceptionnelle. Nous n'y appliquons aucune des règles des guerres classiques.»(3).

Le moindre petit chef de l'armée française avait la liberté de punir une tribu entière, selon son humeur et commettre un massacre collectif.

(1) Mostefa Lacheraf: Algérie nation et société/ ENAL - Alger, 1983, page 335.
(2) Olivier: colonialisme et génocide. Imp Dar Raeed, Page 315, Traduction et diffusion Ministère des Moudjahidine.
(3) Id. page 226.

Les révolutionnaires décident des mesures qui font échouer la campagne d'encerclement:

Le commandement de la révolution dans les Aurès comprit que l'ennemi avait mobilisé tous ses moyens pour l'encercler. Il serait, donc, sage de lui riposter par une stratégie plus intelligente, à même de le faire échouer. Pour cela le commandement s'empressa de prendre les mesures adéquates, celle de neutraliser l'efficacité de la campagne militaire sur laquelle l'ennemi comptait, en l'empêchant de tomber sur les révolutionnaires et en le forçant à lutter contre les conditions géographiques du milieu.

La première décision (Le report de l'affrontement des forces de la campagne militaire à plus tard):

Cette décision revêtait une importance stratégique de la plus haute valeur, par son influence sur le rendement et la réputation de l'armée française et sur le moral de ses chefs et même celui de la société française. C'est pour cela que nous nous sommes étalés sur ses conséquences et ses dessous, parce qu'à notre avis, cette décision était très juste:

- Elle était juste car elle préserva les éléments de l'A.L.N du danger de l'importante campagne militaire qu'ils n'avaient pas les moyens d'affronter.
- Elle était juste car c'était un message du commandement de la révolution à l'ennemi et qui voulait dire que la décision des affrontements était de son seul et unique ressort, il pouvait la prendre quand il la jugera utile, et l'éviter quand il la verra sans intérêt.
- Elle était juste car elle empêcha l'armée française de dénicher les révolutionnaires pour les éliminer, c'était le but recherché. Elle dut, alors affronter les obstacles naturels et perdit ainsi son honneur et son crédit aux yeux de la société française qui espérait un miracle.
- Elle était juste car elle envoyait des indices prouvant que la solution militaire ne donnera aucun résultat tout comme elle permit l'éveil de conscience de certaines couches de la société française qui ne voulaient pas que leurs enfants soient la chair à canon d'une guerre assurément vouée à l'échec.

Ce fut effectivement une juste décision de la part d'un commandement révolutionnaire conscient de ses responsabilités. Elle fut prise en connaissance de cause, après l'évaluation des batailles imposées à l'A.L.N, durant les deux mois de novembre et décembre 1954 dans les environs d'Arris et qui ne devront pas se répéter à l'avenir de la manière planifiée par le colonel Paul Ducournau et le général Paul Ely.

Le but stratégique de la décision du report des affrontements:

- Contraindre les forces de la féroce campagne déployée avec beaucoup d'intensité et épuisant trop de ressources matérielles et humaines, à vider leur énergie sur la nature, ce qui aura pour effet de pousser ses éléments à la fatigue et au désespoir. En plus de la répercussion sur le trésor de l'Etat français par des pertes financières inutiles. Sans parler de la déception des chefs militaires qui se voyaient discrédités et déshonorés. Ce qui aura pour effet de semer le doute et le découragement parmi les colons français.
- Permettre à l'A.L.N de se consacrer exclusivement à la poursuite de ses entrainements, à la formation de ses unités, à l'adaptation à la nouvelle vie communautaire dans les montagnes et enfin l'apprentissage de la guérilla tout en sachant que l'ennemi demeure dans le voisinage.
- Donner la priorité au renforcement des liens avec la population, en vue d'instaurer la confiance et la sérénité, consolider les relations matérielles et affectives, acquérir de la sympathie, l'amitié et les bienfaits. Ce sont là, les facteurs essentiels pour gagner cette longue bataille.
- Permettre l'étude attentive des plans de la campagne militaire pour en tirer les points forts et les points faibles afin de l'affronter avec l'assurance de la victoire. Cette décision permit aussi de voir le mauvais traitement de l'ennemi sur la population, le chef Mostefa disait souvent: «si l'ennemi abuse dans sa répression sur le peuple, assurez-vous de la victoire de la révolution».

La deuxième décision (Le début des attaques éclairs et des embuscades meurtrières)

Après que la révolution eut profité de l'échec subi par la machine militaire dans sa campagne enragée et où la France rassembla ses unités de partout sans pouvoir réaliser les objectifs de l'encerclement, et sitôt ces unités retournées à leurs bases, en dehors des Aurès, et sitôt déployé ce qu'il en resta dans les postes et les points sensibles au fond des Aurès, le commandement de la révolution comprit que le moment était venu pour agir et surprendre l'armée française par des embuscades et des attaques éclairs. Les cibles étant désormais découvertes. L'effet recherché est de provoquer la peur dans l'esprit des soldats français. Dans cette perspective, le commandement ordonna des opérations de sabotage de grande envergure (routes, poteaux de téléphone et d'éclairage, lignes de haute tension électrique…).

Ce fut ainsi que la révolution entra enfin dans la vraie guerre, celle du terrain (des opérations). Elle imposa l'isolement aux postes ennemis, menaça les surveillances des agglomérations, les patrouilles de ravitaillement, les escortes de transport des malades et des blessés ainsi que les unités de ratissage.

Dans tout ceci, la révolution réalisa plusieurs objectifs:

- Provoquer la panique dans le camp français par toutes sortes de coups inattendus dans le temps et dans l'espace.
- Récupérer les armes (cause de l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd) selon la devise: «nos armes nous viennent de la main de notre ennemi».

Telle fut la réalité vécue sur le terrain avec l'armée française qui se trouva, alors, dans l'incapacité d'assurer sa propre protection des coups qui lui furent portés par surprise. Cette armée ignorait tout de ce qui l'entourait, ce qui l'obligea à se déplacer avec une lenteur excessive, croyant que, derrière chaque arbre ou chaque rocher, un franc-tireur était embusqué, attendant le soldat français pour lui séparer la tête du corps et le délester de son arme pour ensuite rejoindre discrètement ses camarades dans une ligne parallèle à celle des Français, et à leur insu. En outre, ce qui encouragea les attaques des

révolutionnaires, c'est le fait que l'armée française était liée par des plans établis d'avance sur des cartes et qu'il ne fallait ni changer ni dépasser, ni même poursuivre les assaillants avec la manière voulue.

Il en découla une concurrence effrénée entre les différentes régions: ce sera à qui effectuera le plus d'attaques et le plus d'embuscades, et pour les hommes, à qui ramènera le plus gros butin en armes et réalisera des exploits militaires.

Vers la fin de l'année 1955, l'A.L.N put doter en armes, les nouvelles compagnies constituées de jeunes recrues pourchassées par l'administration ennemie. Ces compagnies furent ainsi prêtes pour le combat. Devant l'intensité des attaques sur les postes et les patrouilles de l'ennemi, ce dernier fut contraint de déplacer ces postes, installés dans les profondeurs des Aurès, durant l'été 1955, craignant la répétition de son amère expérience indochinoise.

L'A.L.N était tout à fait prête à engager les grandes batailles qui durent se poursuivre durant l'année 1956, ce dont témoigne l'officier français de renseignements Dominique Farale qui dit: «L'A.L.N avait réussi à franchir trois étapes importantes:

- La 1ère étape qui débuta le 01/11/1954 pour finir le mois de septembre 1955. Elle fut l'étape des embuscades et des attaques surprises qui infligèrent de lourdes pertes aux forces françaises, comme celles qui eurent lieu à Theniet Tafissour et El Oualdja. De cette étape résulta la mort de 60 soldats dont un chef de bataillon (il s'agit peut-être du capitaine Krotof), quatre (04) lieutenants et l'administrateur civil de la ville de Tébessa, Maurice Dupuy.
- La 2ème étape s'étala entre le début du mois de septembre 1955 et la fin du mois de septembre 1956, celle qui est caractérisée par les grandes batailles qui firent plus de 100 morts dans les rangs de l'armée française.
- Enfin la 3ème étape qui débuta le mois de septembre 1956. Elle se distingua par nos poursuites, nous français, de ces groupuscules de rebelles, après leur dispersion et leur repli.»

Remarque importante:

Malheureusement, la débandade dont parle l'officier français dans le témoignage, précédemment cité, était due au fait, comme montré plus haut au sujet de la réponse à Hocine Benmaallem, à l'intervention malheureuse du représentant du comité de coordination et d'exécution (C.C.E), le commandant Amirouche, durant le mois d'octobre 1956, visant à créer le vide dans le commandement historique de la wilaya des Aurès Nementchas et à liquider les chefs légitimes, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul[1]. Il en résulta des drames ayant cassé le rythme des combattants, qui était à son apogée avant l'entrée d'Amirouche dans les Aurès, selon le témoignage des officiers français eux-mêmes.

L'ennemi est obligé de déplacer ses postes avancés du fond des Aurès:

Je rappelle à l'aimable lecteur les noms de quelques postes militaires que l'ennemi fut obligé de déplacer très tôt durant l'été 1955:

Les deux postes de Dermoun au sud, le poste Ouastia au nord de Kimel, le poste Tadjmout à Béni Melkem dans le Mont Ahmar Kheddou, le poste El Oueldja à Oued El Arab, le poste Khirane à Oued El Arab, le poste Malakou qui se trouvait entre le mont Tamza et le mont Chélia, le poste Yabous au nord du sommet de Chélia, le poste Ichmoul au nord de la ville d'Arris et d'autres dont je n'arrive plus à me souvenir.

L'armée française fut obligée de déplacer ces postes, par crainte de voir se répéter la catastrophe de l'Indochine. Ce que l'on pouvait considérer comme un indicateur clair de la défaite française. Ainsi, après être entrés dans les profondeurs de la région des Aurès pour en chasser ses enfants révoltés, ils en sortirent sous la contrainte. La région devint, ainsi, une zone interdite, échappant à l'autorité de leurs forces terrestres, depuis l'été 1955. Elle constitua une base arrière pour les centres de l'A.L.N et un abri sûr pour les civils fuyant les camps de concentration. Ce que ne manqua pas de confirmer les dires du général d'aviation Michel Froget: «l'Aurès est un bastion inexpugnable, et ce qui le renforça davantage, la sortie de ses trois

(1) Dominique Farale: la bataille des Monts Nemencha 1954/1962. Editions Casbah – Alger, 2008.

quarts de la domination des forces terrestres françaises pour qu'il devienne zone interdite après avoir été vidé de ses habitants. Ceci nous octroya à nous, armée de l'air, l'autorisation permanente d'ouvrir le feu dans cette zone devenue zone de campements permanents pour les compagnies de l'A.L.N. Les campements les plus isolés sont ceux qui se trouvent au cœur du massif montagneux des Aurès qui était devenu, à cette époque «zone interdite» pour nos forces terrestres.»[1] Dans une autre occasion il déclara: «la destruction de nos avions avait triplé vers la fin de l'année 1956.»

Je n'imposerai pas à l'honorable lecteur la liste des embuscades qui étaient un acte de routine durant les journées et les nuits de l'année 1955 et qui avaient libéré les profondeurs de l'Aurès et qui permirent à l'A.L.N de rentrer dans l'étape d'un combat beaucoup plus acharné, l'étape des grandes batailles d'après le témoignage des officiers ennemis eux-mêmes.

La troisième décision (L'utilisation des mines)

Du fait de l'efficacité des embuscades et des attaques surprises ainsi que des opérations de fedayin dans les villes et les villages, le sage commandement des Aurès réalisa que le moment était favorable pour faire évoluer les procédés, en introduisant d'autres moyens de combat. Ainsi l'on décida l'utilisation des mines dans l'affrontement avec l'ennemi car c'était une arme redoutable contre les chars et les camions et que les révolutionnaires n'avaient jamais utilisée auparavant. Ils décidèrent de combler cette lacune en introduisant les mines dans la stratégie globale, pour faire échouer les offensives que lançait l'ennemi, par surprise et de nuit, contre les révolutionnaires. Même si elles n'explosaient pas sous les chars et les camions, elles avaient quand même cet avantage de ralentir la progression de l'ennemi en l'obligeant à détecter ces mines sur la route avec les appareils de détection. Ce qui laissait largement le temps aux révolutionnaires de changer de position.

Les professionnels de la fabrication de mines de toutes sortes redoublèrent d'ingéniosité, malgré la rareté des matières nécessaires à leur confection, surtout la poudre qu'ils devaient extraire des bombes qui leur tombaient dessus sans exploser. Ils les vidaient de leur poudre dont ils remplissaient

(1) Michel Froget, La guerre froide et la guerre d'Algérie pp 67, 72, 88.

des récipients métalliques de différents volumes, y installaient un allumeur muni d'une pile plate de marque «Mazda» d'intensité 9 volts, fixée sur une planche spéciale, renforcée par des tôles d'acier. Ces mines explosaient dès qu'on passait dessus, car ce passage sur les mines agit sur les tôles qui touchent les deux pôles de la pile, ce qui provoque l'explosion. Pour éviter la découverte de ces mines par les chiens entrainés; les révolutionnaires les saupoudraient de poivre ou de tabac à chiquer. Ces mines affectèrent relativement le rendement de l'ennemi qui décida, par la suite, de mettre des camions et des autocars de citoyens algériens à la tête de leurs convois pour être les premiers à exploser.

Il est à rappeler que bon nombre de moudjahidines spécialisés dans la fabrication des mines couraient le risque permanent de mort. Nombreux furent les victimes d'un défaut de montage ou d'une erreur quelconque. Je citerai à titre d'exemple les frères Saïdi et Salah Bouzergoune dans la quatrième zone «Kimel», chacun d'eux perdit un bras

Nous affirmons qu'Adjel Adjoul avait lancé le premier atelier de fabrication des mines qu'il confia à un militaire déserteur de l'armée française de nationalité allemande qu'on surnomma «Ali l'Allemand». Par malchance, cet atelier fut la cause de l'accusation d'Adjel Adjoul d'avoir tué Ben Boulaïd. On obligea Ali l'Allemand à reconnaître que c'était bien lui qui fabriqua la mine qui explosa sur Mostefa Ben Boulaïd. Il dut faire cet aveu sous la menace des adversaires d'Adjel Adjoul. Les services de renseignements français avaient pourtant démenti cette présomption en reconnaissant que c'étaient eux les fabricants de la mine en question qu'ils larguèrent de l'avion. Malgré ce démenti, le commandant Amirouche s'en tint à l'accusation contre Adjel Adjoul et le condamna pour trahison. Il désigna ceux qui devaient l'exécuter en sa présence.

La quatrième décision **(L'exploitation de l'information et de la contre propagande)**

En plus de la décision d'user des attaques surprises, des embuscades meurtrières et des mines, le commandement de la zone des Aurès pensa inaugurer l'usage d'une autre arme qui n'était pas de moindre importance:

l'arme de la propagande et des médias qui s'adressaient directement à la raison des gens pour influencer leur état d'esprit. Le commandement utilisa cette arme dès le début, comme réaction naturelle à la propagande perverse des renseignements français qui semaient le doute, la discorde, et les dissensions dans les rangs pour briser les volontés.

Ainsi, et comme cité plus haut, le commandement créa la «cellule d'impression et de diffusion», pour contrecarrer l'information ennemie et s'adresser aux éléments de l'armée française, appartenant aux nationalités européennes, afin de les exhorter à rejoindre les rangs de l'A.L.N qui leur laissera le choix, entre, rester dans ses rangs ou partir vers la capitale de leur choix. Ce fut ainsi que nombre d'entre eux rejoignirent les rangs de l'A.L.N. Je citerai, à titre d'exemple, Ali l'Allemand et Slimane le Polonais. Cette cellule avait, aussi, initié l'impression de toutes sortes de tracts ciblant les Algériens qui collaboraient avec l'ennemi contre la révolution comme les harkis, les spahis, les élus, les espions, les agents secrets et les bureaux arabes, en plus des tracts lancés à la population pour lui remonter le moral.

La cinquième décision **(Le Défi lancé à l'ennemi par les grandes batailles)**

Conséquemment au fait d'avoir surpris l'ennemi par des embuscades et des attaques surprises qui l'avaient complètement déstabilisé et qui avaient permis à l'A.L.N de récupérer beaucoup d'armes dont elle avait tant besoin, par le passé, et que l'on distribua aux jeunes pourchassés, l'A.L.N s'orienta vers une étape décisive, après l'accroissement du nombre de ses unités de combat. Ce fut l'étape des grandes batailles qui duraient plusieurs journées et plusieurs nuits, selon le lieu et les conditions. Ces batailles attirèrent l'attention des opinions publiques locales et internationales, ce qui permit de faire connaître la cause algérienne dans les instances internationales et de l'O.N.U, et de dénoncer les visées du colonialisme, usurpateur de la terre algérienne.

L'année 1956, dans les Aurès, se distingua par la véritable guerre, avec ces grandes batailles légendaires, immortalisées par l'histoire et par ses héros, et ce, malgré les complots et la conspiration du silence sur les sacrifices des Aurès, voulue par les politiciens du congrès de la Soummam

qui ignorèrent – ou feignirent d'ignorer – ces épopées; épopées que seuls, ceux qui les ont vécues, en connaissent l'âpreté, l'enfer du fer, des flammes, des obus et des barils de napalm. Celui qui ignore tout cela n'a qu'à se retourner vers les témoignages des officiers français qui auraient préféré servir cinq années supplémentaires en Indochine, malgré tous ses dangers, plutôt que d'affronter les révolutionnaires des Aurès, seulement une année. Ils comptaient les instants de leur vie, minute par minute devant des ombres dont ils ne connaissaient ni l'endroit ni le nombre et qui ne dégageaient aucune odeur, leurs pas étaient inaudibles, ils surgissaient du néant pour foncer à la puissance des flèches et disparaître comme la lumière de l'éclair. Quand ils décidaient d'entrer dans la bataille, ils résistaient, tels des rocs, dans les tranchées durant la journée, comme s'ils faisaient partie de la nature inerte. Et quand ils décidaient de se replier, ils lançaient des appels à la prière et des ALLAH AKBAR, très haut dans le ciel.

Ainsi, durant l'année 1956, le fusil n'était pas le seul objet demandé, les munitions l'étaient davantage, vue la longue durée des batailles aux conséquences positives. Que de batailles furent écourtées, faute de munitions ! Le moudjahid ne devait tirer sa balle que si la cible valait plus chère que la balle elle-même.

Le succès des batailles repose sur le choix du terrain:

Au courant de l'année 1956, les compagnies de l'A.L.N rivalisaient entre elles, à qui engagerait le plus grand nombre de batailles et les plus longues dans la durée, et à qui sera le premier à se positionner dans les zones stratégiques qui permettraient d'engager les combats sans pertes. Les compagnies s'ingéniaient à choisir des terrains de batailles qui empêcheraient les blindés d'y pénétrer, car ils constituaient le plus grand danger pour ces amoureux des batailles gagnées. Le blindé écrasait volontairement le moudjahid dans sa tranchée. D'où l'importance du choix judicieux du terrain de la bataille, au cas où ils l'auraient eux-mêmes provoquée dans le but de la faire durer et d'y réaliser des résultats positifs, avec un minimum de pertes. De plus, ils creusaient des tranchées sur les flancs et sur les sommets des montagnes, en dents de scie, de telle sorte que les chars ne pouvaient les atteindre et que les avions ne pouvaient y ajuster leurs tirs.

Parmi les facteurs de la victoire, dans la bataille, tenir secrètes les tranchées avant d'accrocher l'ennemi, car, l'accrochage les protégeait des feux de l'artillerie et de l'aviation. Ce que les moudjahidines craignaient le plus, c'était de tomber aux mains de l'ennemi du fait de blessure ou faute de munitions. Pour cela, ils veillaient à ne pas connaître ce destin funeste. Car le révolutionnaire préférait mourir en martyr, plutôt que de se voir capturé dans des conditions humiliantes. Humiliantes pour lui-même et pour ceux restés après lui. A cette occasion, ce n'est que justice de reconnaître pour l'histoire, l'esprit noble et chevaleresque de certains officiers français, respectueux des valeurs qui saluaient avec respect, les qualités combatives chez leurs adversaires. Dans les batailles, ils présentaient le salut militaire au moudjahid qui faisait preuve d'une résistance acharnée jusqu'à mourir dans les tranchées. Car, le courage, dans le combat, est l'apanage de tout soldat digne.

Quant aux traîtres harkis et autres sbires, ils mutilaient les cadavres des martyrs parce qu'ils étaient de simples mercenaires que la haine poussait à défigurer les héros, soit pour plaire à leurs seigneurs, soit parce qu'ils étaient aveuglés par la haine et les complexes psychologiques qui les rabaissaient à la vilénie et à la trahison de la patrie.

La bataille d'El Djeurf, un modèle des grandes batailles dans les Aurès:

Après que les moudjahidines eurent dépassé l'obstacle psychologique de la peur qui les envahissait et avant de découvrir la faiblesse de l'armée française qui montra ses limites face aux attaques et aux embuscades des révoltés, comme annoncé précédemment, ils rivalisèrent, entre eux, à qui pourra récupérer les meilleures armes. Cette rivalité s'étendit aux autres zones. Quelle zone engagera le plus grand nombre de batailles et tendra le plus d'embuscades victorieuses, à l'ouest des Aurès, au centre ou à l'est ? Ainsi, les révolutionnaires passèrent de l'étape de la peur et de la clandestinité à l'étape de l'affrontement et du défi sur le terrain.

La bataille d'El Djeurf: Elle fut le fruit de pénibles efforts de la première année et de la volonté de défi et de vengeance, pour le prisonnier symbole, «Mostefa Ben Boulaïd», car l'ennemi croyait, à tort, que la révolution

s'éteindra avec sa capture et sa mort. Mais les hommes fidèles qu'il laissa derrière lui tinrent la promesse et firent perdre espoir à cet ennemi lorsqu'ils firent, des montagnes et des vallées des Aurès, les tombes pour ces occupants usurpateurs, tout comme ils en firent le théâtre de leur bravoure. nous nous référons, ici, au témoignage des aviateurs chargés de la surveillance aérienne de la région des Aurès, tel Michel Froget qui dit; «pendant l'accrochage, les rebelles des Aurès faisaient preuve d'un grand esprit de combativité et d'une capacité de manœuvre inouïe, ainsi qu'une discipline de feu sidérante, que ce fut durant les accrochages, par surprise, ou pendant les encerclements (…) Tout comme ils faisaient un choix judicieux pour le positionnement des armes automatiques, ce qui leur permettait de sortir aisément des accrochages. En cas d'encerclement, ils attendaient la nuit pour se débarrasser de nos forces.»[(1)]

Les causes de la bataille d'El Djeurf:

La bataille ne fut pas le fruit du hasard, ni parce que l'ennemi avait découvert les moudjahidines, ni, non plus, la conséquence d'un précédent accrochage ou la dénonciation d'un traître. Elle fut le résultat du défi à l'ennemi. En effet, les moudjahidines prirent l'initiative de sortir, en plein jour, sur les flancs nus des montagnes, au milieu de la population. Ce fut une opération préventive pour dénoncer les visées néfastes des renseignements français qui voulaient créer des sections administratives spécialisées (S.A.S), dans le cadre de la guerre psychologique. Pour contrer ce plan, le commandement révolutionnaire choisit, délibérément, d'organiser des journées ouvertes sur la révolution, au milieu des Arch, sur les coteaux plats et nus, en dehors des régions montagneuses, en vue de sensibiliser la population sur le danger des sections administratives spécialisées (S.A.S). Le haut commandement prit le risque de convoquer les notables et les élites parmi la population à un rassemblement général sous la protection de plus de 300 moudjahidines dotés des meilleures armes soutirées à l'ennemi, tout en sachant, pertinemment, que parmi les convoqués, il y aura, à coup sûr, des espions, agents de l'ennemi, et que l'armée française se mettra en mouvement pour encercler la zone. L'accrochage sera, alors, inévitable. Pour cela, toutes

(1) Michel Froget, La guerre froide et la guerre d'Algérie, p.146.

les dispositions furent prises pour affronter dans une bataille exemplaire, et dans un endroit qui réunissait toutes les conditions nécessaires à une bataille de longue durée, comme l'eau, la nourriture et les munitions. Ce fut, donc, un défi, aux conséquences calculées à l'avance.

Le but de ce rassemblement était de protéger les engagés avec la révolution, d'adresser un avertissement aux sceptiques et de montrer que la révolution avait la haute main sur quiconque prétendrait la défier, en coopérant avec les sections administratives spécialisées dans leur guerre psychologique. Le commandement ne rata pas l'occasion d'honorer les notables, les personnes respectables et les élites, en les faisant monter à la tribune dans le but de prouver à l'ennemi l'engagement des populations musulmanes, aux côtés de la révolution. Il saisit l'occasion pour les informer sur les rencontres secrètes que les occupants avaient commencé à tenir avec les représentants de la révolution, comme preuve de l'échec du plan sécuritaire suivi jusque là. Il leur expliqua, aussi, les causes de la menace de démission des députés musulmans du parlement français pour laisser la voie libre au F.L.N, seul représentant légitime du peuple dans les futures négociations.

Après le passage des notables de la ville à la tribune, le chef Chihani Bachir clôtura le rassemblement par un discours tranchant: «si vous vouliez vous assurer du succès de la révolution, il est là devant vous, le haut commandement en chair et en os qui vous éclaire la route, escorté par 300 moudjahidines. Et celui qui veut la défier n'a qu'à aller, sur le champ, prévenir l'ennemi sur ce qu'il a vu et entendu de la révolution. Et celui qui veut s'acquitter de son devoir envers elle, ce sera un honneur pour lui et pour elle. L'avenir le prouvera en temps opportun.»

La manière dont fut gérée la bataille d'El Djeurf:

Dès la fin de ce rassemblement populaire, tout le monde s'empressa de rejoindre la montagne à cheval, en compagnie de nombreux militants qui devaient remettre, au retour, les chevaux à leurs propriétaires. Mais, par malchance, l'ennemi les avaient précédés et s'accrocha avec les premiers arrivés de certaines unités, ce qui les obligea à se diriger vers Oued Hilal, lieu initialement prévu pour la bataille, en cas d'encerclement. Là, les

groupes furent déployés sur des positions stratégiques, en attendant le début de la bataille. L'ennemi ne tarda pas à venir, il avait tenté des escarmouches lors du premier jour. Ces accrochages avaient pour but de jauger les potentialités des deux camps et couper les communications avec l'extérieur. Le commandement reconsidéra, alors, son plan, s'assura de la justesse du déploiement, mit en place la communication avec les tranchées, sécurisa la logistique des moudjahidines (nourriture, eau et munitions) dans les tranchées sans qu'ils fussent obligés de se déplacer. Enfin, le commandement s'assura que l'aviation et l'artillerie ne présentaient aucun danger sur les positions des moudjahidines, tout comme il se rassura que les blindés étaient dans l'incapacité de détruire leurs positions, du fait de l'excellent retranchement derrière les masses rocheuses qui constituaient une bonne protection.

La bataille d'El Djeurf débuta la matinée du 22 septembre 1955, sous le commandement d'Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, en coordination avec leurs adjoints répartis sur les positions dont Bachir Ouertane, El Ouardi Kettal, Babana Saï et Chriet Lazhar, ainsi que le reste des célèbres chefs connus pour leur héroïsme légendaire dont les noms furent écrits en lettres d'or lors des batailles précédentes.

Quant au chef Chihani Bachir, il prit position dans une grotte bien protégée en vue de le ménager comme symbole de la révolution. Il était protégé par un groupe de «commandos». Tous les soirs, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul rejoignaient Chihani Bachir, à l'intérieur de sa grotte, pour évaluer les résultats de la bataille et prendre les mesures décisives, en vue d'affronter les défis du jour suivant et d'agir sur le déroulement de la bataille avec les décisions et prises de positions appropriées. Ensuite, les deux chefs, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, rejoignaient le champ de bataille pour poursuivre le déroulement des évènements (Là, Adjel Adjoul fut victime d'un regrettable incident, lui qui était de grande taille et avait une peau blanche légèrement teintée de rouge, lors de son passage dans les tranchées, il fut pris pour un espion français, infiltré parmi les moudjahidines. Ils le saisirent, ainsi que son compagnon Mohamed Ben Saad Beyouch qui portait un uniforme identique à celui des harkis. Les moudjahidines l'égorgèrent sur le champ. Ils allaient en faire de même avec Adjel Adjoul quand il leur

demanda de le présenter à leur responsable direct. Après s'être assurés qu'il était musulman (circoncis), ils le conduisirent à leur chef direct pour qu'il décidât de son sort. Dès leur arrivée à la tranchée de leur chef, celui-ci leur cria: «que faites-vous ? Celui que vous avez arrêté n'est autre que le chef Adjel Adjoul. Quel malheur, celui que vous avez égorgé est votre frère le moudjahid Mohamed Ben Saad Beyouch !»)

Après l'évaluation de la bataille, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul décidèrent de réunir tous les chefs, pour faire l'inventaire des résultats et ce qui restait, chez les combattants, comme munitions et comme nourriture dans les caches. Il s'avéra que l'ennemi, malgré tous les moyens dont il disposait, n'était guère enclin à lancer l'offensive: d'abord par souci d'éviter les pertes dans ses rangs, ensuite par sa volonté de faire durer la bataille jusqu'à épuisement de munitions et de ravitaillement chez les révolutionnaires, ainsi, il pourra les capturer vivants et sans résistance.

En conséquence de cette évaluation précise, les présents s'accordèrent à mettre un terme à la bataille et à se préparer à organiser une attaque nocturne leur permettant de briser l'encerclement et d'en sortir. Ils mirent le chef Chihani Bachir(1) au courant de leur décision. Celui-ci insista auprès d'Abbes Laghrour et Adjel Adjoul pour qu'ils restent avec lui dans la grotte, ce qu'ils refusèrent, tout net, et s'en allèrent préparer les moudjahidines à l'attaque nocturne. Ils se divisèrent en deux groupes: le premier groupe sous la direction d'Adjel Adjoul qui, à l'aide de pistolets mitrailleurs légers et autres armes individuelles devait ouvrir la voie, suivi d'Abbes Laghrour à la tête du deuxième groupe armé de pistolets mitrailleurs et d'armes lourdes.

(1) Le chef Chihani resta plusieurs jours dans sa grotte avant de découvrir un long passage qui lui permit de sortir loin des positions de l'ennemi qui le recherchait dans la grotte. Les militants faits prisonniers ayant avoué, sous la torture sa présence dans la grotte. Mais Chihani, en partant, laissa derrière lui une lettre envoyée par Ahmed Mahsas et que les renseignements français firent publier dans les journaux. Cette lettre avait failli provoquer une grave scission entre la délégation extérieure et le commandement à Alger puisque Abbane Ramdane écrivit à Mohammed Khider ceci: «Si la lettre provient d'Ahmed Ben Bella, il mérite la mort». Seulement, Mohammed Khider lui affirma qu'Ahmed Ben Bella était innocent. Mais celui-ci ne fit pas de démenti peut-être à cause de ses conditions particulières de détention. (Correspondances entre l'extérieur et l'intérieur- Mabrouk Belhocine).

Dès le début de l'attaque, des ALLAH AKBAR fusèrent de toutes parts, surtout de la gorge du moudjahid Bachir Ouertane qui lançait l'appel à la prière. A chaque fois qu'ils perçaient un cercle ennemi, ils tombaient sur un autre devant eux. Ce fut ainsi qu'ils purent franchir sept cercles ennemis. Les forces françaises continuèrent à les poursuivre durant 15 jours, jusqu'à ce qu'ils fussent obligés de se scinder en petites unités à nombre réduit. Les forces les poursuivirent jusqu'au mont El Djeurf et les monts Mahoula et ce, durant plus de 20 jours. Tout comme ils pourchassèrent Adjel Adjoul dans les profondeurs des Aurès par un grand encerclement.

Assurément, la bataille ne fut pas ordinaire, la victoire des révolutionnaires, non plus ne fut pas ordinaire. Ce qui est encore plus sûr, c'est que Dieu Le Tout Puissant avait envoyé ses anges pour conforter les cœurs des moudjahidines et pour guider leurs tirs. Car la bataille d'El Djeurf (un miracle) n'indique pas que ceux qui l'avaient faites et y avaient vaincu étaient des hommes ordinaires, mais c'était plutôt Dieu dans son infini bonté, qui leur donna la force et leur inspira le succès, la patience et la résistance dans les tranchées, lorsqu'ils reçurent l'ordre d'attaquer dans l'obscurité de cette fameuse nuit. Puissants, ils tombaient sur leurs adversaires pour disperser leurs rangs et fuir comme «le vent entre les plissements des doigts»[1]

La bienveillance divine avec les moudjahidines dans les batailles:

Etant donné que la révolution algérienne se fit sous le titre d'ALLAH AKBAR et le Djihad dans la voie de Dieu, et que l'amour de la patrie est un acte de foi, Dieu le Tout Puissant nous fit donc voir ses miracles, dans nos batailles, que l'esprit humain ne put concevoir. Plusieurs fois, nous avions pris part à de rudes et chaudes batailles qui duraient des journées complètes et

(1) L'aviateur Michel Froget, dans la page 146 de son livre «la guerre froide» dit ceci: «Le temps passait et l'étouffement dans la bataille s'accentuait. Les révoltés attendaient que nos soldats fussent proches à moins de 300m pour ouvrir le feu sur eux et sur nos avions dont ils touchèrent un certain nombre. Pendant la nuit un groupe de rebelles ouvrit la voie en forçant le cercle. Il en résulta la mort de 10 de nos soldats dont un officier. La même tactique fut utilisée dans une précédente bataille où nous perdîmes 22 de nos hommes. Nombreux sont les exemples qui montrent que nous affrontons un adversaire résolu et courageux. Il nous affronte intelligemment en contrant nos offensives surtout les offensives aériennes. Le nombre de nos avions touchés ou détruits augmentait sans cesse.

où furent utilisées toutes sortes d'armes de destruction. Malgré cela nous en sortions indemnes et victorieux. Que de fois nous nous trouvions encerclés par surprise, et Dieu Le Tout Puissant nous envoyait une pluie ou des nuages qui bouchaient l'horizon pour nous masquer aux yeux de l'ennemi, ce qui nous permettait de nous faufiler hors de l'encerclement. Aussitôt après, les nuages disparaissaient comme s'ils n'étaient jamais apparus. Que de fois des vents violents soufflaient et empêchaient les avions ennemis d'ajuster leurs tirs, en même temps, qu'ils gênaient leur vol, car les montagnes élevées et les versants ombragés gênent énormément le vol des avions et perturbent leurs manœuvres tout en diminuant leur efficacité et causant l'écrasement de beaucoup d'entre eux. Je cite, à titre d'exemple, la bataille qui provoqua la mort en martyr du commandant Ali Nemer et qui eut lieu, directement, sur le sommet du mont Chélia, connu pour son altitude. Dans cette bataille, les tirs des avions ne purent atteindre nos tranchées de la deuxième région au nord du sommet du Chélia à courte distance du groupe de la wilaya, même l'artillerie ne put toucher ses objectifs de la façon voulue. Nous avions vécu le même phénomène lors de la bataille où mourut en martyr le commandant Ali Souaï au milieu de la forêt de Béni Melloul. Des vents violents soufflèrent, ce qui empêcha l'aviation d'atteindre ses objectifs, mais les forces terrestres avaient réussi à s'imposer sur le terrain où tomba le commandant Ali Souaï, en martyr, et le commandant Tahar Zbiri reçut des blessures légères, mais réussit à sortir quand même indemne de la bataille en compagnie de Kouider, l'infirmier.

Les victoires de la révolution approfondissent les divergences entre les différentes couches sociales françaises:

En conséquence de l'incapacité de la campagne militaire française à s'accrocher avec les révolutionnaires qui reçurent les consignes d'éviter tout affrontement, et de la décision du commandement de la révolution d'affronter le siège par des assauts et des batailles, l'opinion publique française acquit la conviction que l'initiative était, désormais, aux mains des révoltés et que le siège sur lequel on comptait beaucoup, n'avait pas pu réaliser l'objectif de liquider la révolution qui commença à s'étendre en dehors de la région des Aurès. Même la presse française se mit à publier des commentaires sur

la déception causée par le mauvais rendement de l'armée et mettait en garde contre une éventuelle répétition de l'expérience de l'Indochine. De ceci, découla une divergence de vues sur ce qu'il fallait faire. Les extrémistes exigeaient plus de rigueur, les intellectuels mettaient en doute la solution militaire et demandaient des solutions politiques consensuelles. Tout ceci constituait un indicateur de succès pour la révolution qui provoqua ces fissurations dans la structure de la société française. Ces divergences apparaissaient clairement dans trois courants: le courant socialiste, le courant démocratique, enfin la position des généraux, des colons et des organisations extrémistes comme troisième courant.

Les chefs militaires commencèrent par revendiquer une augmentation des effectifs et la mobilisation de plus de forces supplémentaires parallèles de police, de gendarmerie, de harkis et d'agents civils. Car, ni les moyens militaires mobilisés dans des campagnes de nettoyage, aux noms ronflants comme «la recherche de l'aiguille», «opération tigre», «la souris», «violette», «Véronique» etc…, n'avaient pu imposer la supériorité sur les révolutionnaires dont les succès ne cessaient de frapper les imaginations, et ni les politiciens qui continuèrent à abuser des termes de réformes économiques et sociales n'arrivèrent à convaincre la société arabe et musulmane qui avait soif de liberté.

De ces déceptions répétées dans le domaine politico-militaire, certaines classes de la société avaient compris l'échec de la guerre et commencèrent à réclamer des solutions politiques pacifiques. Je citerai à titre d'exemple, le groupe des professeurs intellectuels qui présentèrent une motion en date du 06 avril 1956 au chef du gouvernement français, Guy Mollet, dans laquelle ils demandaient l'ouverture de négociations avec les révolutionnaires. Dans le même temps, l'association des droits de l'homme publia un manifeste où elle conseillait d'organiser des élections, après une trêve. Les étudiants n'étaient pas demeurés en reste quand ils publièrent un appel, dans le journal «Le Monde», où ils revendiquèrent l'ouverture de négociations. De plus, plusieurs voix s'élevèrent ici et là, appelant à user d'autres solutions en échange de la politique du feu et du fer, pratiquée jusque-là et qui contribua grandement à détériorer la situation.

Les Français contactent les révolutionnaires pour tâter le pouls:

Que l'aimable lecteur me permette de citer certaines rencontres secrètes qui trompèrent nos politiciens, durant l'année 1956:

En mars 1956 eut lieu une rencontre avec le concours du Caire et dont le résultat fut l'engagement des pourparlers avec des représentants élus dans des élections libres avec l'offre d'une garantie à l'A.L.N et la libération de tous les détenus.

Une autre rencontre eut lieu le mois d'avril 1956 avec Mohamed Khider qui exigea de ses vis-à-vis la reconnaissance totale de l'indépendance et la naissance de l'Etat algérien.

Suivit une autre rencontre, en avril 1956, avec Abbane Ramdane et Benyoucef Benkhedda à Alger par l'intermédiaire du professeur Mandouze.

Durant le mois de juillet 1956, une nouvelle rencontre fut organisée à Belgrade, sous l'égide du président yougoslave Tito, avec M'hamed Yazid et Ahmed Francis.

En août 1956, une rencontre à Rome avec M'hamed Yazid et Ahmed Francis.

Septembre 1956, une autre rencontre à Rome avec Ahmed Francis, M'hamed Yazid et Abderrahmane Kiouane.

Toutes ces rencontres trompeuses, voulues par les Français pour tâter le terrain durant l'année 1956, étaient le résultat des succès de l'A.L.N sur le terrain des combats. Ces succès avaient amené Abbane Ramdane et ses collègues politiciens à croire, à tort, que les Français étaient convaincus du règlement de l'affaire algérienne, que l'indépendance était proche et que l'étape actuelle était pour les négociateurs compétents c'est-à-dire eux-mêmes. Mais la bataille d'Alger anéantit leurs fausses espérances, ce qui les obligea à sortir de l'intérieur où ils faisaient de la surenchère, à un moment donné, sur les membres de la délégation extérieure (primauté de l'intérieur sur l'extérieur).

Guy Mollet recourt à des mesures d'exception:

Le parlement français approuva la formation du 3° gouvernement qui fera face à la révolution qui en était à son quatorzième mois depuis le déclenchement. Guy Mollet, le socialiste fut désigné à la tête de ce gouvernement, le 01/02/1956. Il déclara que son gouvernement adoptera une nouvelle politique fondée sur le concept «du bâton, et de la carotte», concept hérité de père en fils. Bien entendu, il se contenta, seulement, du gros bâton lorsqu'il équipa des bataillons modernes qu'il envoya au champ de bataille. De plus, il renforça les moyens de la guerre psychologique selon la proposition de George Parlange qui conseilla la généralisation des sections administratives spécialisées (S.A.S). Ces sections furent implantées dans les villes et les villages et autres agglomérations, dans l'espoir de provoquer la rupture entre la population algérienne et la révolution, et semer la discorde régionaliste et tribale parmi la société algérienne.

Guy Mollet augmenta le budget de la défense à hauteur de 120 milliards, à titre de soutien à l'effort de guerre, à la multiplication du nombre de combattants, et à l'introduction de la guerre psychologique, dans la pratique et, plus précisément, sur le terrain. Après tout cela, il demanda au parlement, une délégation totale des pouvoirs en vue d'instaurer une autorité d'exception sans contrôle, pour imposer sa volonté sur l'Algérie, en toute impunité et sans contrôle, épuisant par là les ressources de l'Etat français dans le but de satisfaire la cupidité des généraux et des colons au détriment du passé de la France, de son histoire et de sa civilisation.

En vérité, Guy Mollet ne dérogea pas à la règle lorsque, voulant rassurer les esprits, il déclara: «la politique de la France en Algérie est la politique du lien éternel et l'application de l'égalité absolue dans tous les droits et les devoirs et l'unification des élections qui seront uniques et qui toucheront particulièrement les Algériens musulmans et les Européens sur un même pied d'égalité, ainsi que le respect absolu des libertés électorales et enfin la libération des détenus non criminels.»

Il résuma sa politique en trois points essentiels ;

- Le cessez-le-feu.

- L'ouverture des négociations avec les nouveaux élus.
- L'organisation d'élections à collège unique aux Musulmans et aux Européens.

Un torrent de protestations suivit la publication du programme de Guy Mollet, tout particulièrement, de la part des colons ultras qui refusaient toute espèce d'égalité entre eux et les musulmans algériens. Ils défièrent Guy Mollet par les manifestations du 06/02/1956. Ce qui annula la désignation du vieux général Catroux à la place de Jacques Soustelle, comme ils le menacèrent de rejeter toute décision qui ne fut en faveur de leurs intérêts ou qui en fit les égaux des musulmans. Ce fut la première leçon donnée par les colons ultras à l'Etat français hésitant.

Face à ces défis, Guy Mollet se vit obligé de désigner son ami, le sanguinaire Lacoste comme ministre résident en Algérie. C'était une nouvelle nomination et un poste nouvellement créé sur mesure pour Lacoste. Malgré tout, le chef du gouvernement ne put démêler l'enchevêtrement de cette équation difficile. D'autant plus qu'il dut faire face aux sévères protestations d'un bloc de 61 députés arabes qu'il voulait recevoir, individuellement, et non en tant que groupe parlementaire. Ils le défièrent par un manifeste: «il est impossible d'arriver à une solution valable sans agir conformément à deux facteurs essentiels:

- La reconnaissance de la réalité nationale algérienne.
- L'ouverture de négociations sérieuses avec les véritables représentants du peuple algérien.»

Avec ce manifeste qui dissipa toute ambiguïté dans les idées et les attitudes, ils infligèrent une gifle au chef du gouvernement, pour leur adoption de la réalité, qu'ils avaient fuie pendant si longtemps. Ils avaient, aussi, ôté toute confusion sur leur position qui se distingua par la clarté, la netteté et le réalisme. Surtout lorsque le président de l'assemblée algérienne, Abdelkader Sayah, annonça sa démission, le 18/03/1956, en déclarant qu'il y avait d'autres personnes qui se chargeront de représenter le peuple algérien. Quant aux députés musulmans, ils refusèrent de cautionner la politique de répression et de torture.

Parallèlement à cela, les étudiants algériens affirmèrent clairement qu': «il n'y aura pas de solution sans la reconnaissance des droits de la nation algérienne et à l'établissement de l'Etat algérien.»

Quant au front de libération nationale, sa réponse aux idées de Guy Mollet ne se fit pas attendre. Elle fut choquante et pleine de défis: «nous n'attendons rien de nouveau de la politique de Guy Mollet tant qu'il reste soumis aux extrémistes, il ne diffère en rien de ses prédécesseurs. Notre opinion sur l'affaire, nous l'avons déjà exprimée en date du 02/03/1956 et le journal «Le Monde» l'a publiée. Elle se résume à ceci: le gouvernement français doit annoncer son acceptation de l'indépendance de l'Algérie, la libération des prisonniers politiques qui ont subi et subissent encore les affres des prisons depuis 1830, le retour des exilés, l'arrêt de toutes les opérations militaires et des poursuites, la formation d'un gouvernement ayant pour mission de conduire les négociations. Sans oublier la déclaration de Mohammed Khider au Caire, le 17/02/1956, où il était dit que: «le F.L.N n'attend du gouvernement de Guy Mollet aucune ouverture. Il est comme ses prédécesseurs, obstiné et arrogant, quant à nous, de notre côté, nous disons qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu, sans une reconnaissance claire par l'Etat français de l'indépendance de l'Algérie. Il n'y aura pas de négociations avant la formation d'un gouvernement algérien.»[1]

La réaction de la presse à la politique de Guy Mollet:

Le journal «L'Observateur» publia un article disant ceci: «Qu'êtes-vous en train de faire Mr. Guy Mollet ? Le complot colonial avait réussi, la tristesse s'est emparée des progressistes et des hommes de liberté. Quant aux musulmans, ils ont perdu tout espoir en nous et nous méprisent.»[2]

Quant au journal «Le Monde», du même jour, il s'exprima sur le sujet en ces termes: «les musulmans voient la politique de spoliation après le don. Il est impossible de les convaincre tant qu'ils ne sentent pas un réel changement des méthodes suivies jusqu'à présent et un changement des anciens styles de politique».

(1) Résumé par El Bassair N° 356 (1956)
(2) El Bassair N° 355 (1956)

Le journal «Ouvrier», à son tour, jugea «étrange» la politique de Guy Mollet: «Avant de boucler deux semaines au gouvernement, nous le voyons se diriger vers la catastrophe par sa politique de soumission aux colons, et ainsi, il fera disparaître le calme relatif encore existant.»

Ce qui caractérisa le mieux cette soumission de Guy Mollet aux colons, c'est lorsqu'il provoqua la colère des révolutionnaires pour les avoir classés en trois catégories, dans une tentative de tromperie visant à semer la discorde dans les rangs des moudjahidines. Selon lui:

- 1° catégorie: elle est constituée de ces hommes mus par un sentiment réel et dont nous avions formé la majorité dans nos écoles. Ceux-là combattent dans les rangs des insurgés sous l'influence d'un sentiment semblable au sentiment des hommes de la résistance française contre l'occupation allemande.
- 2° catégorie: son nombre est plus important que celui de la 1° catégorie, ceux-là sont tombés sous l'influence de l'étranger avec qui ils sont solidaires dans la foi religieuse, c'est la catégorie la plus active, car c'est elle qui commet les actes de violence meurtrière.
- 3° catégorie: elle est constituée de gens qui commettent des actes de banditisme et de vol, selon ses dires.

Les réactions de la presse et des politiques se sont succédées dans ce qui peut ressembler à une unanimité dans le sens de la nécessité d'accompagner la violence aveugle suivie par le gouvernement français, de réformes politiques et civiles profondes qui pussent réaliser quelques résultats, comme le fait de s'asseoir à la table des négociations, discuter de tous les problèmes restés en suspens, ce qui sera une évolution naturelle imposée par la réalité du terrain qui commençait à pencher progressivement du côté des insurgés.

Dans le même temps, le journal «L'Humanité» déclare: «la majorité des Français veulent le retour à la paix en Algérie et ce, par le cessez-le-feu qui ne peut se faire que par la reconnaissance par le gouvernement français du sentiment national algérien.». La même semaine, le journal «Le Monde» écrit: «depuis le début, la mission des gouvernements et des gouverneurs généraux consistait en la liquidation de la révolution et au changement de

la situation sociale ainsi que la recherche de négociateurs valables issus d'élections libres. Mais nous devons reconnaître que cette ligne a échoué.»

Quant au journal «El Bassair», dans son numéro 365, et sous le titre: «la force des armes est invincible», sut mettre la main sur les zones douloureuses de cette affaire complexe, dans une analyse englobant l'affaire et le déroulement des événements par ceci: «Depuis 18 mois de révolution, ils estimaient le nombre des insurgés à mille hommes armés de couteaux, et aujourd'hui, ils les estiment à vingt mille hommes avec leurs tenues militaires et leurs mitrailleuses ainsi que des canons. Ils reçoivent des populations rurales le ravitaillement et toutes sortes de facilités, ils disposent de médecins et de conseillers politiques.»

Si les politiques et les hommes d'affaire reconnaissent l'échec des efforts des gouvernements successifs à liquider la révolution, quand elle était encore faible, comment, donc, Guy Mollet peut-il s'imaginer réussir à éteindre cette révolution, maintenant, alors qu'elle s'est bien enracinée, bien renforcée et totalement répandue. Elle s'est consolidée militairement, politiquement, socialement et diplomatiquement. Il n'est nullement raisonnable que Guy Mollet refuse les propositions du F.L.N pour des solutions réalistes et de son point de vue sur le règlement de l'affaire algérienne. Ce refus amène l'opinion publique à juger que les gouvernements successifs qui ont pris en charge la gestion de l'affaire algérienne, ont réussi à réaliser un succès unique, mais dangereux: leur grande capacité à se faire des ennemis et à perdre les amis et les soutiens de leur politique boiteuse. Car, avec le temps, les gouvernements ont perdu le soutien interne et externe dont jouissait la France officielle. Ce soutien fut remplacé par une nouvelle alliance qui se développait sans cesse, jusqu'à devenir une lourde charge pour les dirigeants de la France et à obliger le gouvernement à jeter l'éponge, à fuir à moindre frais et à céder enfin devant une exigence qui était celle de millions d'Algériens avides d'en finir avec le colonialisme.

Les révolutionnaires poursuivent leurs victoires sur le terrain:

Comme dit précédemment, et conséquemment aux politiques boiteuses qui irritèrent des couches de la société française et exacerbèrent les

luttes intestines, sans espoir d'une véritable issue, la révolution continua à s'imposer, militairement et diplomatiquement, et enregistrait plus de victoires durant les deux premières années et ce, malgré les tentatives du gouvernement français d'accélérer l'application de certaines décisions pour sauver la situation dont:

L'intensification de l'action militaire, l'application de l'état d'urgence, avant son approbation par le parlement, en mars 1955, le recours à la formation d'unités de harkis, l'augmentation des effectifs de l'armée à plus de cent mille militaires durant les premiers mois et la mise en place de réformes politiques et sociales.

Mais, malgré toutes ces mesures, la révolution continua à s'imposer avec acharnement sur le terrain, ce qui amena les colons à manifester, bruyamment, en exigeant un dispositif de sécurité pour leurs personnes et leurs biens. Il est utile, ici, de citer quelques succès et victoires:

- *1ère victoire:* elle était essentiellement militaire car elle usa de l'élément de surprise dans les embuscades tendues par les révolutionnaires et qui réalisèrent, en un laps de temps, de grandes victoires, causant par-là, une sorte de frustration à l'armée française.
- *2ème victoire:* le limogeage du gouverneur général d'Algérie (Roger Léonard) qui fut relevé de ses fonctions le 24/01/1955, pour son manque d'anticipation du déclenchement de la révolution et son incapacité à l'étrangler dans son berceau, dès les trois premiers mois et qui fut remplacé par Jacques Soustelle le 25/02/1955.
- *3ème victoire:* le parlement retira sa confiance au gouvernement de Pierre Mendès France, en date du 04/02/1955, par 319 voix contre 273. Ainsi, après la chute de ce gouvernement (Pierre Mendès France), les choses se compliquèrent et de profondes divergences apparurent, au niveau du pouvoir français avec des opinions contradictoires. Christian Pineau, qui était contre la politique des colons et des généraux, fut dans l'incapacité de constituer un gouvernement de réformes, face à l'alliance des extrémistes, emmenés par le radical René Mayer. De ce fait, la France resta sans gouvernement, pendant 19 jours. Le président de la république dut recourir au leader radical

catholique (Pierre Pflimlin) qui, lui aussi échoua à constituer un gouvernement, face au refus du bloc dur des colons. Ces derniers provoquèrent une grave crise politique qui poussa à la désignation du chef radical, Edgar Faure. Celui-ci procéda à la politique d'escalade de la répression et de la violence aveugle, pour ne récolter, somme toute, que déception, regrets et récriminations.

- *4ème victoire*: elle se caractérisa par les réactions contre la politique de feu et de fer, tout particulièrement, de la part du groupe des libéraux français qui publièrent un manifeste dans lequel ils exigèrent l'arrêt de la violence et le respect des libertés, ainsi que l'application de la constitution de 1947. Ce qui approfondit le fossé entre les colons ultras et les Algériens qui avaient foi en la justesse et la sacralité de leur cause libératrice qui les mena vers une large adhésion et une totale intégration dans la bataille. Ils étaient, en cela, mus par le devoir religieux, patriotique et moral.
- *5ème victoire:* elle apparaît dans l'échec cuisant de l'armée qui fut obligée de retirer ses postes avancés du tréfonds du massif des Aurès qu'elle avait investi, auparavant, pour le nettoyer des insurgés et ce, durant l'été de l'année 1955. Depuis cette date, la région était devenue zone interdite pour l'armée française qui évitait d'y pénétrer, sauf par une grande campagne et pour un temps relativement court. Ce qui lui faisait perdre l'atout de la surprise dans cette région.
- *6ème victoire*: l'apparition d'organisations politiques en soutien à la révolution, comme l'UGEMA (Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens) qui tint son premier congrès le 09 Juillet 1955, la création de l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens), le 24/02/1956, après la réunion des représentants d'environ cinquante syndicats et la création de l'union générale des commerçants Algériens qui tint son congrès, les 13 et 14 septembre 1956.

De tout cela, il apparait que la révolution n'était pas un groupe de hors-la-loi, ni de fellaghas comme aimaient à les décrire les Français. C'était plutôt une organisation, bien structurée et solidaire, qui avait pu réaliser

des victoires successives, grâce à l'effort des différentes couches sociales, conscientes de leurs obligations. Ainsi la grève des étudiants, en date du 19/05/1956, fut une preuve éclatante sur le degré de conscience profonde qui fit perdre aux Français leur pari. En effet, ils misèrent sur la séparation des élites intellectuelles de la révolution algérienne, surtout au niveau des universités françaises que les étudiants algériens quittèrent pour la liberté qui était à leurs yeux, plus sacrée que le savoir. En fait, les étudiants réalisèrent deux objectifs: celui de faire connaître aux Français leurs revendications, et celui de faire profiter la révolution des énergies intellectuelles, qui joueront, par la suite, un rôle important dans sa marche.

- *7ème victoire:* la levée partielle du siège et de l'isolement imposés aux Aurès, depuis 1954 et ce, grâce à l'offensive historique du 20/08/1955 dans la zone «deux» (le Nord Constantinois), où les événements prirent une nouvelle tournure, avec l'extension de la révolution, hors des Aurès, pour, finalement, s'étendre sur tout le territoire national, à l'est comme à l'ouest du pays. Ainsi, elle entra dans une nouvelle ère qui dépassa l'étape locale.
- *8ème victoire:* la chute du gouvernement Pierre Mendès France, le 23/02/1955, quatre mois après le déclenchement de la révolution de libération. Le gouvernement Edgar Faure tomba, le 01/02/1956, et fut remplacé par le gouvernement Guy Mollet, le soi-disant socialiste. Ce gouvernement ne résista pas longtemps et tomba à son tour, le 13/06/1957. Ainsi, trois gouvernements se succédèrent pour faire tomber la révolution, mais c'était la révolution qui les fit tomber et certainement ceux qui viendront après.
- *9ème victoire:* Elle fut la synthèse de toutes les victoires sus-citées. Car elle se traduisit par l'internationalisation de l'affaire algérienne et son entrée dans les instances internationales, par son inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale des nations unies, durant le mois de septembre 1955, et par la revendication du congrès des non-alignés qui a eu lieu, à Bandoeng (Indonésie) du 18 au 24 avril 1955, de l'autodétermination pour les Algériens, ainsi que par la déclaration du F.L.N, le 03/02/1956, où il annonça sa disponibilité à entamer des négociations avec le gouvernement français sur la

base de l'autodétermination pour le peuple algérien et mettre fin aux hostilités en Algérie.

L'Importance de la zone interdite pour le fond des Aurès:

Depuis l'été de l'année 1955, le tréfonds du massif des Aurès, qui était sous la responsabilité du chef Adjel Adjoul, devint (zone interdite), en même temps qu'une base arrière pour l'A.L.N et le lieu privilégié pour ses centres secrets, les caches des provisions et des réserves stratégiques, en plus des centres de santé et de repos. Il devint, également, le refuge pour les civils qui avaient fui les camps de concentration, les regroupements forcés et les prisons.

Vu l'importance de cette zone et la nécessité de préserver sa sécurité, le chef, Adjel Adjoul, se hâta de créer des structures d'encadrement de la vie et de préservation de la sécurité.

Les buts recherchés visent à créer les conditions adéquates, à réunir les facteurs indispensables à l'activité révolutionnaire et à permettre aux structures de bien fonctionner et d'assurer correctement leurs missions:

a) Organisations militaires: le chef Adjel Adjoul sécurisa la zone interdite de tous les côtés par l'ouverture de fronts de combats sur tout le pourtour et en délimitant les frontières avec précision. Il désigna, pour chaque front, une unité de combat avec des missions claires, à même de permettre de déterminer les responsabilités. Ces fronts qui cernaient la zone interdite, formaient une sorte de chaine continue bloquant toutes les issues et empêchant, ainsi, toute infiltration extérieure susceptible de menacer les bases arrières stratégiques de l'A.L.N. Parmi les missions du chef du front de combat: la surveillance des postes de l'ennemi, le mouvement de ses unités, les activités de ses officiers et, le cas échéant, le lancement des assauts.

De plus, il confia la mission d'encadrer les civils algériens se trouvant dans le rayon du front de combat, à un chef politique adjoint au chef du front. Il encadrait les militants, les moussebiline, les fidayîn et les cellules populaires actives.

Par la suite, le chef Adjel Adjoul forma des unités mobiles de combat

(commando) dont la mission consistait en l'observation de l'ennemi et sa poursuite en tous lieux. Ces commandos avaient une grande liberté de mouvements. Ils pouvaient aller là où l'occasion se présentait, pour battre l'ennemi et lui soutirer des armes. Il est à rappeler que la première unité de commando fut créée à l'époque de Mostefa Ben Boulaïd, sous le commandement d'Azoui Ahmed et son adjoint Ahmed Boulekouas. Et ce fut Abbes Laghrour qui veilla à son organisation.

Adjel Adjoul créa, aussi, des centres d'accueil pour les militants nouvellement mobilisés, après que l'ennemi eut découvert leurs activités. A l'intérieur de ces centres, on effectuait les opérations de tri, d'entrainement ainsi que l'étude approfondie de tout un chacun, pour, enfin les orienter vers la mission qui correspondait à leurs aptitudes intellectuelles et physiques. C'est-à-dire, soit dans les unités de combat, soit dans les sections des services et de soutien. Pour ces dernières, le choix se portait sur les éléments sûrs, ayant une bonne connaissance des secrets du terrain, endurants et aptes à garder le secret.

Adjel Adjoul forma également, d'autres sections qu'il chargea de creuser des caches secrètes pour abriter les malades, conserver les provisions, préserver l'habillement et garder en bon état les armes.

De même qu'il créa des groupes chargés du stockage et de la distribution de tout le nécessaire des batailles. Ils devaient veiller à protéger les provisions de l'endommagement et du gaspillage. Et comme déjà montré, pour cette mission, le choix se portait, toujours sur des éléments aptes, se distinguant par des critères de confiance, de fidélité et d'endurance, ainsi que la parfaite connaissance du terrain et de ses entrailles comme les grottes, les forêts, les pistes secrètes et les sources d'eau. C'était un groupe sur qui l'on pouvait compter, pour la préservation des provisions entreposées.

b) L'organisation des services de soutien: Avec l'évolution des besoins de l'A.L.N, en habillement, en soins et autres services, Adjel Adjoul créa, à l'intérieur de la zone interdite, des ateliers de diverses spécialités qui fournissaient à l'A.L.N tout ce dont elle avait besoin. De ces ateliers, nous pouvons citer, à titre d'exemple:

1. L'atelier des artisans cordonniers qui couvrait les besoins de l'A.L.N en chaussures.
2. L'atelier des fabricants des mines qui joua un rôle très important. Il procurait aux unités de l'A.L.N. des précieuses mines qui terrifièrent l'ennemi et génèrent le déplacement de ses convois. A côté de cet atelier, s'activaient d'autres ateliers de réparation des armes.
3. L'équipe de médecins et infirmiers, ainsi que le personnel chargé de veiller sur les malades et les blessés.

   Dans ce contexte, je rappelle qu'Adjel Adjoul avait créé le premier hôpital de campagne, à l'intérieur de la zone interdite, vers la fin de l'année 1955. Ses activités se poursuivirent, d'une manière efficace jusqu'au cessez-le-feu. Il fut appelé, plus tard, l'hôpital de la Wilaya «I». Le premier à l'avoir dirigé fut Mahfoud Ismaïli qui le rejoignit, en provenance de la capitale, à sa sortie de prison. Il était spécialisé en pharmacie, il s'attela à la formation d'un grand nombre d'infirmiers qui eurent, par la suite, l'occasion d'accomplir d'importantes missions permettant de sauver la vie des blessés de l'A.L.N. L'hôpital se renforça par l'arrivée du docteur Mahmoud Athamna, en 1957, en provenance de Tunisie. Il devint le médecin en chef de la Wilaya «I». Par la suite se joignit à eux le docteur Abdessalam Ben Badis, ophtalmologiste. Il tomba, en martyr dans la ligne électrifiée Challe à la frontière Est.
4. La cellule d'impression et de diffusion, que j'avais précédemment citée, et dont le nombre des éléments ne dépassait pas les doigts d'une seule main. J'eus l'honneur de compter parmi ses membres et d'y activer, au début de l'année 1955, pendant un temps court. Cette cellule était dissimulée des regards puisqu'elle se trouvait au sud de la forêt de Kimel, à l'est d'Akaba El-Kébira et mitoyenne avec l'Oued Chorfa, à l'est. Elle était directement rattachée au commandement général, à qui elle transmettait les documents dans ses copies originales, écrites à la main. On se chargeait de les dactylographier et d'en faire le tirage en nombre limité par la demande, et ce, à l'aide d'une stencileuse à alcool. Au début de chaque mois, la cellule recevait du commandement des copies d'ordres militaires destinés, après

impression, aux responsables militaires. Il s'agissait du calendrier mensuel des opérations militaires. La cellule recevait également, les consignes politiques destinées aux responsables politiques concernés par l'organisation et la sensibilisation de la population, ainsi que des rapports mensuels et des tracts.

Le commandement adressait, en outre, à la cellule des ordres à caractère spécial, qui avaient des significations occasionnelles, en ce qu'ils précisaient aux exécutants militaires la date et l'heure d'attaquer tous les postes militaires français se trouvant dans la zone. En vérité, c'étaient des ordres qui avaient une signification plutôt symbolique, des messages adressés à l'ennemi, lui faisant comprendre que l'A.L.N était bien organisée et soumise à un commandement unique qui, seul, décidait du temps, du lieu et de la manière de lancer des attaques éclairs contre lui etc. …

5. La catégorie des politiques: ils étaient triés sur le volet, parmi ceux qui avaient une culture acceptable, une aptitude à convaincre ainsi qu'une bonne conduite qui faisait d'eux un modèle au regard des citoyens.
6. Le groupe des jeunes nouvellement recrutés qui, au début étaient répartis dans les sections et les postes comme secrétaires des responsables politiques ou militaires. Ensuite, on choisissait quelques uns à des responsabilités politiques ou militaires après une courte formation.
7. La catégorie chargée du courrier qui joua un rôle décisif dans la transmission de l'information sur laquelle reposait le succès ou l'échec. Que de batailles ont pu être remportées par l'A.L.N, grâce à une importante information arrivée à temps. Et que de campagnes faites par l'ennemi, sans résultat, parce que le commandement de l'A.L.N avait pu obtenir l'information suffisante et nécessaire en temps voulu. Mais aussi, que de fois l'ennemi avait pu surprendre une des unités de l'A.L.N qu'il décima complètement parce que l'information fut retardée et ne put arriver à temps. De ce fait, on choisissait pour cette catégorie des hommes dignes de confiance, habiles et courageux qui se distinguaient par la rapidité de discernement, la rapidité de mouvement, l'ouïe fine, la vue perçante

et le savoir-faire dans les moments difficiles. Ils avaient une bonne condition physique, connaissaient parfaitement les secrets de la région, ses pistes, ses sources d'eau, ses aliments et ses nutriments.

Et pour assurer une bonne communication et une fluidité dans les informations, il avait été demandé à chaque centre ou hôpital ou à chaque unité quel que soit le nombre, grand ou petit, de désigner deux moudjahidines spécialement chargés de transmettre le courrier de et vers elle. Il était capital de promouvoir un centre spécialisé dans les communications et connu par les moudjahidines chargés du courrier.

Et en complément du rôle des chargés du courrier, on employa une autre catégorie à transmettre l'information en temps réel. Il s'agissait des gardes fixes dans les endroits très élevés où ils dominaient de très grandes surfaces. Leur mission consistait à assurer une étroite et permanente surveillance de la zone, et à la moindre alerte, ils devaient informer sur-le-champ, le commandement au moyen de différentes transmissions rudimentaires convenues à l'avance (une espèce de codification chiffrée selon les moyens de bord). Par exemple, le signal du drapeau blanc signifiait que la voie est libre, le signal de la fumée sans feu symbolisait quelque chose de précis, un tir de balle signifiait un état quelconque et ainsi de suite.

Ceci se passait au niveau des zones interdites et au fin fond des forêts, mais au niveau des zones peuplées, c'étaient les militants ou les citoyens eux-mêmes qui se chargeaient d'alerter l'A.L.N, en cas d'assaut de l'ennemi en poussant le cri de: «ils arrivent !» Et toute personne ayant entendu ce cri se devait de le répercuter jusqu'à ce qu'il parvint à tous les moudjahidines mêlés à la population, ou aux militants, fidayîn et moussebiline pourchassés par l'armée ennemie, afin qu'ils puissent prendre les précautions nécessaires à la situation.

8. L'imposition d'un laisser-passer pour tous, en vue de protéger la zone de tout étranger et, par là-même, imposer la discipline et empêcher les déplacements inutiles. Pour cela, on obligeait chaque unité ou responsable, à exiger la présentation du laisser-passer pour toute personne se trouvant dans la zone. Tout individu n'ayant pas le précieux document dûment cacheté sera automatiquement arrêté.

Pari et provocations entre deux chefs français et deux chefs révolutionnaires:

En revenant à l'activité militaire, je me permets de rapporter le modèle d'une histoire qui s'était répétée dans toutes les régions du pays. Il s'agit de provocations, sur le terrain, entre des chefs de l'A.L.N et leurs vis-à-vis Français. C'est une histoire que j'avais vécue. Une provocation eut lieu entre deux chefs français, le colonel Miquel, dans la région de Kimel et le colonel Metzinger, dans la région des Nementchas et deux chefs de la révolution: Abbes Laghrour dans les Nementchas et Adjel Adjoul, au milieu de la zone interdite, dans la forêt de Kimel, Béni Melloul, El Bradja.

Le colonel Miquel était très imbu de soi-même et de son courage. Il avait fait la promesse de capturer Adjel Adjoul, mort ou vif. Celui-ci, à son tour, avait juré d'avoir la peau de Miquel, pour sa cruauté envers les habitants, tout particulièrement dans la région d'Oued El Arab. Le colonel Metzinger, de son côté, provoqua Abbes Laghrour dans les monts Nementchas.

La provocation entre les quatre hommes se termina au profit des révolutionnaires, puisque Adjel Adjoul avait pu avoir la tête du colonel Miquel et ses compagnons dans une embuscade près du village d'El Oueldja, sur le flanc d'Oued El Arab.

Dans cette embuscade, le colonel Miquel fut tué ainsi que tous les membres du groupe qui l'accompagnait, les véhicules détruits et toutes les armes récupérées. Et dans une autre embuscade tendue, non loin du lieu où fut tué Miquel, l'Aumônier Jacques qui sortait de la caserne Khirane avec une unité militaire fut blessé et succomba à ses blessures. Les deux furent enterrés lors de funérailles à Batna, le 18 mars 1956.

Quant au héros Abbes Laghrour, il avait pu, lui aussi, tuer son ennemi, le colonel Metzinger et le célèbre capitaine Krotof, ainsi que l'administrateur civil de Tébessa, Maurice Dupuy près de Guentiss. Ainsi, les chefs révolutionnaires purent, victorieusement, relever le défi, comme à leur habitude.

La provocation avait atteint son paroxysme entre ces quatre chefs que les circonstances avaient fait se rencontrer sur le même champ de bataille pour imposer leur suprématie sur le terrain.

L'interaction de la nature avec les moudjahidines durant la révolution:

La violence de la révolution de novembre 1954 était fondée. Elle était, également, morale, humaine et naturelle. Pour cela, Dieu l'avait bénie et sanctifiée. Il inspira la société pour interagir avec cette violence et atteindre l'objectif. Même les bêtes sauvages avaient positivement réagi et s'adaptèrent à la révolution et aux révolutionnaires. On voyait qu'elles se mettaient du côté des révolutionnaires, au milieu d'une forêt dense, encerclée par l'ennemi qu'elles fuyaient toujours et recherchaient la compagnie des moudjahidines. Les chacals qui, d'habitude craignent l'homme et le fuient, se sentaient très rapprochés des révolutionnaires. Ils se trouvaient là où ils sentaient l'odeur des moudjahidines, pour fuir le danger de l'armée française. Ils fixaient leur regard aigu vers les lignes françaises. Ce fut un comportement instinctif révélateur, presque du domaine de l'imaginaire. Ce phénomène amena les révolutionnaires dans différentes occasions à recourir à l'aide de ces bêtes qui avaient un odorat développé permettant de déterminer la distance qui les séparait de l'ennemi, dans le cas où la visibilité était nulle du fait de la densité forestière ou du mauvais temps. Ainsi, chaque fois que les chacals se calmaient, que leurs mouvements cessaient et qu'ils restaient tranquilles dans leur coin, sous un tronc d'arbre, cela voulait dire que la distance qui les séparait de l'ennemi était assez grande. Mais, si ces créatures se mettaient à changer de place et à s'approcher des moudjahidines en les observant furtivement, cela voulait dire que des éléments de l'armée française étaient en train de s'approcher. Dans ce cas, les moudjahidines comprenaient qu'ils devaient, soit affronter les soldats français, dans un accrochage d'où ils pourraient sortir vainqueurs, soit se replier là où les circonstances l'exigeaient.

Que de fois nous nous laissâmes guider par les chacals, lors de nos replis. Nous suivions prudemment leurs traces jusqu'à pouvoir nous échapper sans affronter les unités ennemies qui nous dépassaient en nombre et en moyens. Dans la plupart des cas, quelque fut la direction prise par les chacals, on y trouvait la sécurité.

Quant aux chiens, on peut beaucoup en dire. La nuit, ils savaient faire la différence entre l'odeur des révolutionnaires et celle des éléments

ennemis, ainsi que les éléments harkis. Ils n'aboyaient jamais contre les révolutionnaires, quand ils pénétraient, la nuit, dans la ville, mais leurs aboiements redoublaient, dès qu'ils sentaient l'odeur des soldats français ou quand ils les voyaient arriver. Ils aboyaient même contre les harkis malgré leur appartenance à la même race que les habitants. Et pour s'en débarrasser, l'ennemi adressa des consignes à la population où il interdisait l'adoption des chiens et ordonnait de les tuer en tous lieux.

Les ânes, aussi, étaient d'un grand secours pour les moudjahidines. Ils transportaient de lourdes charges, les blessés et les malades. Ils s'étaient adaptés, à leur tour, aux conditions de la guerre, grâce à leur instinct. Dès qu'un troupeau d'ânes entendait le bruit des moteurs d'avions, ils se hâtaient de se réfugier sous les arbres denses. Ils demeuraient cachés, dans leur coin, tête baissée, ressentant par leur ouïe fine, la poursuite du vol routinier des différents avions qui n'arrivaient pas à les dénicher car ils avaient une grande capacité de dissimulation. Et dès qu'ils s'assuraient de l'éloignement du bruit des avions, ils ressortaient pour brouter l'herbe comme si de rien n'était. Incroyable, mais vrai. Ainsi, l'expérience prouva que les animaux prennent leurs habitudes des situations répétées et de l'entrainement.

Si tout ceci était le cas des bêtes, que pourrions-nous dire du cas des humains dotés de raison, dans la bataille de libération de l'Algérie à laquelle ils réagirent, positivement, par leurs âmes, leur religion et leurs intérêts. Par une sainte inspiration divine, les cœurs s'attendrirent, la solidarité se renforça, l'amour de Dieu et du pays se développa. Tout le monde s'engagea dans le militantisme et la lutte pour libérer la patrie de la profanation de l'occupant. Toutes les personnes respectables s'empressèrent d'agir, positivement, avec la révolution et les révolutionnaires avec tout ce que cela impliquait. Avec une spontanéité qui ne laissait pas indifférent. Cela apparaissait clairement, au niveau de toutes les couches sociales, hommes, vieillards, femmes, mères, jeunes filles, et même les enfants. Personne ne se priva d'inscrire sa présence historique dans la bataille, avec des missions importantes accomplies par des enfants avec courage et abnégation dans des circonstances particulièrement graves, comme la mise en place des communications, la transmission de l'information, l'acheminement des médicaments aux blessés, ou bien, ouvrir

la voie, en éclaireurs, aux moudjahidines avant leur départ vers une attaque armée, ou d'autres missions qu'ils s'aventuraient à accomplir avec beaucoup de mérite.

Quant à la femme algérienne, elle aussi, ne demeura pas en reste et s'acquitta de son devoir militant dans différentes situations. Elle remplit son rôle sur le terrain de combat, le fida dans les villes, elle se distingua par des actes héroïques, comme la pose des bombes, la liquidation des traîtres dans les villes. Elle se porta volontaire pour prodiguer des soins et autres services humanitaires. Et la jeune fille exigeait l'action et le djihad, à celui qui la voulait comme épouse.

Tant de fois, les vieilles femmes s'apitoyèrent sur les moudjahidines dont elles prenaient les pieds en sang qu'elles soignaient à l'aide de pansements faits de sentiments et de compassion, elles les réchauffaient par de la nourriture qui redonnait de l'énergie à leurs corps fourbus. Elles veillaient des nuits entières à laver les vêtements et à préparer les repas pour des centaines d'hommes stationnés dans le proche périmètre. Certaines parmi elles, infatigables poussaient des youyous de joie en l'honneur de ceux qui tombaient en martyrs et encourageaient les hommes forts à se jeter dans la bataille en les rappelant à leur devoir.

Les hommes, particulièrement, au sein de la population, étaient les yeux éveillés des moudjahidines, soit dans leur repos, soit dans leurs mouvements pour accomplir leur mission. Ils étaient éclairants et examinateurs des lieux des opérations, ils étaient, aussi des guides qui aidaient à parcourir, de nuit, les grandes distances, par les sentiers cachés, ils étaient les organisateurs des convois de ravitaillement, sur le dos de leurs bêtes de somme ou à bord de leurs véhicules, ils étaient, aussi, les yeux des fedayin, des moussebéline et des militants au moment d'exécuter une opération contre un traître. Enfin, c'étaient eux les éléments efficaces dans les conseils populaires et les cellules secrètes qui constituaient le lien entre la population et la révolution.

La rudesse de la vie dans les zones interdites:

La vie, dans les zones interdites, n'était pas dénuée de soucis et de difficultés, ni même sécurisée contre les attaques par surprise, surtout après

que l'organisation du traité de l'atlantique nord (O.T.A.N) eut fourni, à l'armée française, des planeurs qui lui garantirent l'élément de surprise et des frappes rapides contre les unités de l'armée de libération nationale, de jour, comme de nuit. En plus des planeurs, les Français reçurent des avions de soutien, des avions de reconnaissance et des avions de chasse. La vie du moudjahid qui était près des agglomérations était plus aisée que celle de son collègue des montagnes et des zones interdites où il lui fallait prendre en charge, seul, tous les besoins de la vie, comme l'hébergement, la nourriture, l'habillement, la garde, le nettoyage, le déplacement et autres nécessités.

La nourriture, par exemple, était un des gros problèmes sur la ligne de feu puisque les moudjahidines ne disposaient pas de moyens leur permettant de préparer, eux-mêmes, les repas. La plupart du temps, ils se contentaient de ce qu'ils trouvaient devant eux comme les plantes ou les grains de céréales qu'ils s'efforçaient de griller ou de faire bouillir dans les débris des bombes qui leur tombaient des avions B26. Et dans les rares moments d'accalmie, les moudjahidines utilisaient, à tour de rôle, les moulins artisanaux laissés par les habitants dans les villages abandonnés, pour moudre ces grains dont ils extrayaient la farine et en faisaient des sortes de pains en forme de couronnes qu'ils mettaient à cuire sous les cendres.

Ceci m'amène à citer l'histoire étrange du moudjahid Haouili, chargé du ravitaillement sur la ligne de feu, il était natif de Oued Righ. Il était très calme, face aux critiques sévères de ses camarades. Que Dieu ait son âme. Il était bon économe, il distribuait avec parcimonie les grains de café à raison de sept grains, seulement, par personne. Le moudjahid avait le choix entre mâcher ces grains dans sa bouche, ou les piler entre deux pierres plates pour, ensuite, les faire bouillir dans un peu d'eau à l'aide parfois d'un récipient métallique abandonné par les soldats français. Bien souvent, les moudjahidines rassemblaient leurs parts de grains de café afin de les préparer de la manière citée précédemment, pour tromper la faim et la fatigue.

Dans les cas extrêmes, le moudjahid ne trouvait que les plantes non vénéneuses, comme dit plus haut, ou les fruits de quelques arbres comme les glands des montagnes, sinon, il avait recours au jeûne forcé, jusqu'à la

fin de la crise avec la sortie des forces ennemies de la zone encerclée, et dont le siège pouvait durer plus de deux semaines. Je me souviens d'une situation que j'avais personnellement vécue, au milieu des moudjahidines durant le mois de Ramadan de l'année 1957, une situation récurrente, lors de la révolution, dans les montagnes. Nous avions jeûné durant tout le mois de Ramadan, dans la forêt de Kimel, avec une petite quantité d'orge que nous avions trouvée dans une fosse à provisions appartenant à la population déportée au camp de Chenaoura. Nous passions à tour de rôle, dans les moments d'accalmie, au moulin pour moudre ces quelques grains d'orge. Nous séparions la pelure rugueuse que nous mettions à bouillir dans de l'eau avec du sel et un peu d'huile et on obtenait une sorte de soupe que nous avalions au moment de la rupture du jeûne. Quant à la fine farine d'orge, nous en faisions une pâte à pain en forme de couronne que nous mettions à cuire sous les cendres. Ceci dit, nous nous estimions heureux et fortunés d'avoir pu découvrir cette quantité d'orge. Nous avions aussi de la chance parce que les campagnes ennemies étaient devenues moins intenses dans notre région, en raison de l'expansion de la révolution vers d'autres régions, ce qui eut pour effet d'alléger le siège que nous subissions, surtout, après l'offensive du 20 août 1955, dans le Nord Constantinois.

J'avais vécu, aussi, un autre événement marquant, durant l'hiver de l'année 1955, lorsque l'ennemi assiégea notre région avec des forces gigantesques qui nous imposèrent de les éviter, car nous n'avions pas les moyens de les affronter. Nous nous dirigeâmes, alors, vers une région voisine plus ou moins sécurisée, mais elle était dépourvue de ravitaillement. Nous fûmes forcés d'y rester, pendant 15 jours, sans la moindre nourriture. Après le retrait de la campagne militaire française, nous retournâmes à notre région à la recherche de cette nourriture qui devait nous revigorer, quand, soudain, Dieu Le Seigneur des hommes, nous envoya une belle vache jaune. Lui Seul Sait comment elle fut conduite jusqu'à nous. Car, en fait la région était dépourvue de toute espèce ovine ou bovine, les avions ayant bombardé tout être vivant. De plus, l'armée française était sur les lieux, elle n'aurait jamais laissé ce qui pourrait être utile à la révolution. Et si ses soldats avaient trouvé cette vache, ils l'auraient, sans doute, mangée.

Nous tentâmes d'attraper la vache sans pouvoir y arriver, en raison de notre faiblesse due à la faim. Nous lui tirâmes dessus, nous la dépeçâmes et chacun de nous prit un morceau et le grilla. Nous fûmes atteints d'une diarrhée aigue. Ce qui causa en nous une grande surprise. Il sortait de nos corps une espèce de sang noir accompagné de graves douleurs. Et par bonheur, l'ennemi avait déjà quitté la région, autrement, notre destin aurait été la mort ou la captivité, à coup sûr, en raison de la maladie que nous avions contractée.

Nombreuses étaient les situations similaires auxquelles furent confrontés les moudjahidines des zones interdites. Mais malgré tout cela, notre état moral restait, toujours élevé, parce que ces souffrances faisaient partie de notre vie. Elles nous incitaient à braver l'ennemi dans toutes les conditions, notre existence n'aurait aucun sens si nous ne faisions pas ce combat qui devrait rester la préoccupation majeure du moudjahid.

En plus de l'affrontement continu avec l'ennemi, il nous fallait accomplir des tâches encore plus ardues que le devoir nous imposait dans toutes les situations difficiles, comme la mission d'acheminement du ravitaillement à dos de mulet pour le stocker dans les zones interdites, n'en déplaise à l'ennemi et ses avions. Nous n'avions pas le choix, nous devions faire passer ces colonnes de ravitaillement, en toute sécurité. Dans le cas où l'ennemi se mettait sur notre chemin, nous laissions quelques hommes s'accrocher avec lui jusqu'à ce que la colonne de mulets fut à l'abri.

Et lorsque j'étais responsable de la kasma de Remila qu'on surnomma la «matmora» (grenier) de la révolution, pour la fertilité de sa terre et la générosité de ses habitants qui accueillaient, de nuit, les moudjahidines par des plats froids qu'ils appelaient (Refiss), car, par crainte de la surveillance ennemie, ils évitaient d'allumer le feu. Nous faisions des emprunts en argent auprès des riches, à charge pour la révolution de les rembourser après l'indépendance. Parmi ces prêteurs, je me souviens du riche fellah (Ben Soltane) de Remila occidentale. Malheureusement, après l'indépendance, personne ne reconnut cette générosité dont les habitants avaient gratifié la révolution.

Le groupe de harkis, commandé par Mohamed Ouabbès, suivait notre trace, pas à pas. Ils observaient, de loin, nos activités et évitaient de nous affronter, leur but étant de transmettre à l'officier des renseignements, les informations sur nos activités, la nuit suivante. Nous, non plus, n'étions pas obligés de les combattre, car notre mission était plutôt politique et d'organisation. Elle consistait à collecter l'argent, à résoudre les différends entre les habitants et contrôler le fonctionnement des cellules secrètes et des conseils populaires, nos priorités étaient de fournir les besoins vitaux pour les moudjahidines au combat. Mais si le combat nous était imposé, nous ferions notre devoir.

Dans les zones interdites, le vol carnavalesque des avions de surveillance nous dérangeait énormément, surtout les avions T6, le bruit de leurs moteurs agissait sur les nerfs. Le but de l'ennemi était d'empêcher toute activité de notre part, comme l'avait affirmé le général d'aviation Michel Froget dans ses mémoires: «le Sud Constantinois, comme tout le monde savait, était plein de zones interdites, la plus vaste se trouvait au cœur des Aurès. Ces zones étaient hors de portée de nos forces terrestres, et nous savions que le F.L.N y avait installé ses bases de commandement et des dizaines de compagnies. Ces zones étaient devenues un refuge sûr pour les rebelles, ce que nous ne pouvions pas supporter, nous devions leur rendre la vie impossible, en leur imposant l'alerte permanente qui les oblige, tout le temps, à se cacher sous terre. La longue durée de survol de nos avions et malgré le coût que cela impliquait, nous avions continué à l'appliquer en plus du largage des lourdes bombes pesant 1000 livres. Certaines explosaient avec un retard. Notre espoir était immense de tomber sur une compagnie de rebelles allant dans un endroit découvert pour nous hâter à l'anéantir. Et à travers la poursuite de nos vols, nous exprimions notre volonté de les combattre dans les endroits où ils se trouvaient, même dans les zones interdites.[1]»

Il poursuit: «les rebelles se déplaçaient à pied et par petits groupes, alors que la compagnie se compose de cent combattants tout au plus, et la section[2]

(1) Michel Froget, la guerre froide et la guerre d'Algérie.
(2) Section (firka): elle se compose de 35 hommes c'est-à-dire 3 groupes plus le chef de section et son adjoint.

de vingt éléments, qui marchaient à pied. Nous effectuions nos missions de reconnaissances armées au moyen d'avions T6, parfois par de lourds avions de chasse. Nous devions nous concentrer, tout particulièrement sur les zones interdites des Aurès et ce qui s'y déroulait, dans la mesure où les aviateurs étaient les seuls capables de la surveillance approfondie de ces zones avec les différents avions légers et lourds……Nous connaissions même les noms des responsables, et avec l'expérience il était en notre pouvoir de déduire rapidement les preuves de la présence de rebelles dans ces zones, alors que nous n'en avions pas vu, durant les raids précédents.», Il poursuit toujours: «Ainsi, la France s'enfonça en 1956, dans l'affrontement du problème algérien, et l'effort fourni était immense… Tout particulièrement, les forces aériennes qui étaient à la hauteur de la situation, face à un adversaire résolu et courageux. Il faisait face à nos attaques avec intelligence et sang-froid ce qui nous fit subir beaucoup de pertes…. Nous avions beaucoup de respect pour cet adversaire qui affrontait nos avions avec des fusils mitrailleurs (FM 24/29), chaque fois qu'il le pouvait, ce qui obligeait nos avions légers à écourter leur mission…. Nous nous trouvions face à une rébellion qui se développait et s'agrandissait, ce qui nous obligea à mobiliser d'autres escadrilles d'avions. Nous fûmes obligés de procéder au blindage des cabines de pilotage par crainte de la défense au sol des rebelles.[(1)]»

De notre côté, nous étions très fiers du courage de notre peuple qui avait fui les camps de concentration pour trouver refuge sur la ligne de feu, au milieu de ces zones interdites, courant le risque du génocide et supportant le froid, le dénuement, la faim et les poursuites permanentes de l'ennemi et ce, jusqu'au cessez-le-feu (mars 1962). L'objet de notre fierté consistait dans le fait que, malgré leur situation dramatique, ils réagissaient à leur situation misérable en entrevoyant l'avenir avec optimisme. Ils n'avaient jamais négligé l'enseignement de leurs enfants dans ces rudes conditions, sous les bombes et les grandes campagnes de recherche. Cet enseignement était prodigué grâce à des maitres autodidactes et volontaires dont le but était la rétribution du djihad sacré et le secours des enfants réfugiés malgré eux. Parmi ces maitres, je citerai le Cheikh Mohamed Bedra qui put permettre à

(1) Michel Froget, La guerre froide et la guerre d'Algérie.

beaucoup d'enfants réfugiés de s'intégrer dans les écoles de l'indépendance et poursuivre leurs études universitaires, ce qui leur permit d'occuper de hautes fonctions dans les institutions de l'Etat moderne.

Puisque nous avions cité les enfants de la ligne de feu, nous devons, aussi, parler des vieux moudjahidines qui répondirent à l'appel du devoir du djihad, malgré leur âge avancé. Certains d'entre eux s'aventurèrent jusqu'en Tunisie pour ramener des armes. Cependant, et après que leurs pas fussent devenus lourds, et leurs dos courbés, l'A.L.N les dispensa des opérations de combat. Leur nombre dépassait 150 vieux moudjahidines, uniquement dans la 2° zone où le commandement leur avait spécialement crée un centre spécial disposant des quelques nécessités d'une vie décente, mais ils étaient des cibles faciles pour l'aviation ennemie et les grandes campagnes lancées par le général Challe, ceux qui l'avaient précédé et ceux qui lui avaient succédé.

Dans ce contexte, je signale que la révolution dans les Aurès, ainsi que dans toutes les autres régions du pays, s'était appuyée sur des familles dont tous les membres avaient rejoint le djihad, hommes, vieillards, femmes et enfants.

LES DIRIGEANTS QUI SE SUCCEDERENT A LA TETE DES AURÈS DE 1954 à 1962

Trois commandements se succédèrent à la tête de la région des Aurès, en quatre étapes, distinctes les unes des autres, de 1954 à 1962. Ces étapes sont:

1. La première étape et la deuxième étape: Elles furent gérées par les chefs historiques qui préparèrent la révolution et la déclenchèrent.
2. La troisième étape: elle fut gérée par le commandement issu du congrès de la Soummam, représenté par le premier et le deuxième comité de coordination et d'exécution (C.C.E).
3. La quatrième étape: elle fut gérée par les deux colonels qui avaient géré la Wilaya «I» de l'intérieur, à l'image de toutes les autres Wilayas.

Nous verrons, dans le détail, chaque étape et ses chefs.

I- LES DEUX ETAPES DES CHEFS HISTORIQUES 1954/1955/1956

Premièrement: l'étape de l'incomparable chef Mostefa Ben Boulaïd et ses adjoints: Chihani Bachir, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul

Grâce aux efforts du chef Mostefa Ben Boulaïd et des trois chefs de secteurs Abbes Laghrour, dans le périmètre de Khenchela, Adjel Adjoul dans la région d'Arris, Tahar Ghemras (Nouichi), dans le périmètre de Bouarif, à l'est de Batna, l'organisation secrète s'était infiltrée et répandue dans la région des Aurès et avait conservé sa clandestinité.

Par la sagesse et le génie du chef symbolique Mostefa Ben Boulaïd et de ses trois adjoints historiques, la région des Aurès avait pu honorer la promesse faite par Ben Boulaïd devant ses collègues à Alger, c'est-à-dire que la zone des Aurès devait résister à l'armée française quelle que fut la force mise en branle, afin de permettre aux autres zones de se préparer à entrer dans le combat avec efficacité.

Les conséquences de cette résistance légendaire furent supportées par les habitants de la région des Aurès qui subirent des chocs inimaginables. Ils furent arrachés à leur milieu naturel, après la destruction de tous les villages et dechras et le saccage. On les traina, sans pitié, dans les concentrations de la misère, de la frustration et des épidémies. Leur seul réconfort se trouvait dans l'expansion de la révolution et ce que leurs enfants révolutionnaires accomplissaient sur le terrain du combat, comme les coups durs qu'ils infligeaient à l'armée française assiégeante tout au long des journées et des nuits des années 1955 et 1956. Ces actes de bravoure avaient fait avorter le projet d'enterrement de la révolution dans son berceau, les Aurès, et amplifier le désespoir et la consternation au sein de la société française, sa presse et les tenants de «l'Algérie française».

Je rappelle à l'aimable lecteur, que j'avais déjà abordé, dans le détail, et dans les premières pages de mes mémoires l'étape de l'incomparable chef historique Mostefa Ben Boulaïd et comment il avait préparé la région à la révolution pour, ensuite en allumer la mèche, la nuit du 1er novembre 1954 et faire trembler la terre sous les pieds des occupants. Nous avions, aussi, montré comment il avait convoqué 280 braves parmi les militants du

secteur d'Arris, à l'insu de l'ennemi, durant la journée du 31 octobre 1954 dans les habitations des Ouled Ben Chaiba à El Hadjadj, au nord-est de la ville d'Arris, comment il leur distribua les armes, forma les groupes et leur désigna les objectifs des opérations, leur apprit le mot de passe secret (Khaled-Okba), comment il se dirigea vers le deuxième rassemblement constitué de 70 héros à la maison d'Ahmed Boulekouas dans la région de Bouarif (Grine), pour leur annoncer la bonne nouvelle en ce que leurs noms entreront dans l'histoire par leur exécution des premières attaques contre les postes de l'occupant.

Et comment il constitua le premier commandement général de l'A.L.N des Aurès, composé de ses trois adjoints: Chihani Bachir, Abbes Laghrour, Adjel Adjoul. Après avoir achevé toutes les dispositions et les mesures militaires et politiques qui garantissaient la pérennité de la révolution dans les Aurès, il décida de faire le voyage en Libye pour contacter Ahmed Ben Bella qui devait assurer la fourniture en armes et agir diplomatiquement pour faire connaître la révolution dans le monde. Nous avions, aussi, montré comment il fut arrêté à la frontière tuniso-libyenne (Ben Gardane) et comment il s'évada de la prison de Koudia, le 10/11/1955, et son retour au commandement des Aurès, durant le mois de mars 1956. Et comment il mourut, en martyr au djebel Lazrak des suites de l'explosion d'une mine larguée d'un avion par les renseignements français (poste émetteur-récepteur piégé).

Je renvoie l'aimable lecteur aux titres de la première et la deuxième étape de la première partie du livre où il trouvera tous les détails sur la conduite du grand Chef Mostefa Ben Boulaïd, ses travaux éternels que le grand penseur Malek Bennabi ne manqua pas de louer, en insistant sur les batailles héroïques enregistrées durant la période des chefs historiques 1955-1956, dans ses écrits célèbres.

Deuxièmement: L'étape du Chef Chihani Bachir (Surnommé Si Messaoud)

Chihani Bachir naquit à Khroubs (Constantine) le 22 avril 1929. Son père, Ramdane Chihani, le fit entrer à l'école française de Khroubs. Il reçut

son enseignement en langue arabe dans la Zaouïa de Sidi Hmida de la région. Il acheva son enseignement moyen en 1949. En 1952, il rejoignit le chef de daïra du M.T.L.D à Constantine, le militant Hachani Brahim, puis il fut affecté à Bechar. Après un séjour à Bechar, il revint à Batna aux côtés de Mostefa Ben Boulaïd et des trois chefs de secteurs du M.T.L.D pour les soutenir.

Chihani Bachir se trouvait aux côtés de Mostefa Ben Boulaïd, la nuit du déclenchement de la révolution. Il en fit son adjoint avec Adjel Adjoul et Abbes Laghrour. Le mois de février 1955, lorsqu'il fit le voyage de Libye, Mostefa lui laissa sa place de commandement de la première zone des Aurès, toujours en compagnie d'Abbes Laghrour et Adjel Adjoul. Il demeura à ce poste jusqu'à sa mort après la bataille historique d'El Djeurf.

Chihani Bachir prend plusieurs mesures structurelles:

Le chef Chihani Bachir et ses deux adjoints, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, continuèrent à assurer le commandement de la révolution dans les Aurès, en l'absence du chef Mostefa. Durant cette période, le rythme des embuscades et des attaques s'accéléra et la concurrence à soutirer les armes des mains ennemies était une caractéristique méritoire, ce qui aida à la grande extension de la révolution dans les régions avoisinantes. La sensibilisation révolutionnaire s'étendit au sein des habitants des flancs des montagnes et des plaines qui surent tirer la leçon du déplacement forcé de leurs frères des montagnes, trainés dans des regroupements dénués de toutes les commodités d'une vie ordinaire. Le but était de couper le lien avec la révolution.

Malheureusement, Chihani Bachir dut affronter plusieurs problèmes provoqués par quelques chefs, tout particulièrement Omar Ben Boulaïd qui revendiquait la place de son frère dans le commandement des Aurès. Egalement, Aïssi Messaoud qui exprima son mécontentement de la mission que lui confia Chihani Bachir et qui consistait en la collecte des provisions et leur distribution aux groupes car il ambitionnait d'être membre du commandement général. Les vœux d'Omar Ben Boulaïd et d'Aïssi

Messaoud s'étant croisés, ils se mirent d'accord contre Chihani Bachir au point de penser à le tuer, mais, malgré cela, Chihani Bachir essaya de s'attacher l'amitié d'Omar Ben Boulaïd en lui offrant le commandement de l'Est, mieux, encore, il lui promit la présidence de la république dans l'avenir, en vain, car, ni Omar ne se satisfit du commandement de l'Est, ni ses opposants n'acceptèrent la proposition irréelle arguant du fait que Mostefa Ben Boulaïd avait conseillé de ne confier aucune responsabilité à son frère Omar.

Et pour alléger cette pression qui pesait sur lui, Chihani Bachir entreprit de déplacer le siège du commandement général laissé par Mostefa Ben Boulaïd dans le fond de la forêt de Kimel - Béni Melloul au lieu-dit Lahwiya, vers le poste d'El Kalaa au sud de Khenchela pour s'éloigner de la pression des chefs cités plus haut. Il trouva le séjour agréable dans le poste d'El Kalaa, malgré les protestations et les accusations de vouloir abandonner le centre et l'ouest des Aurès.

Chihani Bachir riposta à ses adversaires en prenant de nouvelles mesures d'organisation susceptibles d'augmenter l'efficacité de l'A.L.N, surtout, après l'expansion de la révolution et l'extension de son influence, ainsi que l'intégration des révolutionnaires du Djebel El-Abiod (Mont Blanc), suite aux consignes de Mostefa Ben Boulaïd avant sa capture. Les mesures étaient comme suit:

Première mesure: la confirmation de la décision du transfert du poste de commandement de Lahwiya, dans le centre de la forêt de Béni Melloul, vers le centre d'El Kalaa à l'Est. Il fit paraître des consignes ordonnant l'expédition des correspondances au commandement au nouveau poste. Certains interprétèrent cette décision hâtive du chef Chihani Bachir comme exprimant sa volonté de se rapprocher davantage des frontières tunisiennes, ce qui lui facilitera le contact avec la délégation de l'extérieur au Caire, dans l'espoir de les rejoindre. Et pourquoi pas ? Alors qu'il était le commandant suprême des Aurès, la profondeur de la révolution à ce moment précis, cela aurait été une bonne affaire s'il l'avait mise en pratique, car s'il l'avait exécutée, elle aurait permis aux Aurès de sortir de la marginalité qui lui fut imposée.

Deuxième mesure: L'accord pour effectuer des changements organiques et désigner quelques responsables, particulièrement, au niveau de la région orientale. Je citerai, à titre d'exemple, Omar Bouksi à la tête de la région de Sedrata, Chriet Lazhar aux commandes du Mont Blanc, Bachir Ouertane à la tête de la région de Tebessa et Ouardi Kettal à la tête de la région de Souk Ahras. La responsabilité des frontières tunisiennes du Sud fut confiée à Salah Khenchli et Djillali Soufi, quant à la responsabilité des frontières du Nord, elle fut confiée à Ahmed Ben Othmane.

Troisième mesure: L'accord pour la division des Aurès en trois grandes régions, en fonction de la topographie du milieu, qui sont:

1. La région occidentale qui s'étend du pourtour de Batna jusqu'aux confins de la Kabylie, elle englobe Sétif, le Hodna et ce qui est entre eux.
2. La région centre qui inclut le mont Tamza, le mont Chélia, la forêt de Béni Melloul et Kimel, la forêt de Bradja, la chaine Ahmar Kheddou, le mont Lazrak et le Sahara.
3. La région orientale qui débute à l'est du Djebel Ali Nass, plus précisément sur la route reliant le village de Djellal à la ville de Khenchela. Cette région englobe le secteur des Souafas «Taleb Larbi» et «Abdel Haï» et s'étend au Sud jusqu'à la frontière tunisienne.

Quatrième mesure: Il était fort probable que le chef Chihani Bachir voulait éloigner ses deux adjoints, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, du centre de décision lorsqu'il créa la mission de contrôle dont il les chargea pour les occuper, car c'était une mission qui nécessitait des déplacements permanents. Il chargea, donc, Abbes Laghrour du contrôle de la région orientale, c'est-à-dire le périmètre où se trouvait le poste de commandement, et le champ naturel de la responsabilité d'Abbes Laghrour, depuis le déclenchement de la révolution, sachant que Chihani Bachir se sentait mieux avec Abbes Laghrour qu'avec Adjel Adjoul.

Il désigna, également Adjel Adjoul pour le contrôle du centre et de l'Ouest. De plus, il avait fait exprès de se rapprocher de ses adversaires, Omar Ben Boulaïd et Aïssi Messaoud, en leur offrant de prendre la région

occidentale et ce, afin de se libérer de leur harcèlement.

Cinquième mesure: elle était, dans son essence, une décision politico-économique puisqu'il s'agissait d'interdire de fumer aux civils comme aux moudjahidines, dans le but de nuire à l'économie française. Un bulletin d'information fut publié faisant état du fait que la révolution dominait la situation et que ses décisions étaient sans appel.

Sixième mesure: La riposte immédiate au complot de Bourguiba avec les Français sur «l'affaire Algérienne», par son acceptation de l'accord de l'autonomie interne qui, de facto, fit sortir la Tunisie de l'effort de la libération du Maghreb Arabe, ce qui permit à l'armée française de se consacrer, exclusivement à l'extirpation de la révolution algérienne.

En réponse à cela, le commandement de la révolution dans les Aurès décida, à l'unanimité de ses membres de punir Bourguiba sur le terrain en fournissant l'aide matérielle et morale aux révolutionnaires de Tunisie qui avaient rejeté l'accord sur l'autonomie interne, avec, à leur tête, Tahar Lessoued. Abbes Laghrour se chargea de remettre cette aide de 40 millions de centimes et une grande quantité d'armes aux révolutionnaires pour leur permettre de poursuivre la résistance contre le projet de Bourguiba. Il fut, également décidé d'intensifier et de coordonner les contacts avec l'opposant politique Salah Benyoucef.

Malheureusement, cette décision se retourna contre la région des Aurès et ses moudjahidines, après l'alliance contractée par Bourguiba auprès d'Abbane Ramdane. Les moudjahidines payèrent de leur vie ce soutien patriotique, durant la période du premier comité de coordination et d'exécution (C.C.E).

Omar Ben Boulaïd se détache du Commandement de Chihani Bachir:

Mostefa Ben Boulaïd avait chargé des moudjahidines appartenant à sa tribu de la mission de répandre la révolution dans les régions voisines durant les premiers mois. J'en cite quelques uns: son neveu Réaïli Mostefa à Sétif, Ben Akcha à Ain Touta, Abdelhafid Toreche à El Hodna, certains au mont Ouestili et au Djebel Lazrak, comme Ahmed Azoui, commandant du groupe des volontaires, Chérif Rabah et d'autres vers Arris.

Ceci permit à Omar Ben Boulaïd de rallier ces chefs, sus-cités, dans sa rébellion contre le chef Chihani Bachir.

Notons qu'Omar Ben Boulaïd n'eut pas le soutien de tous les chefs de la région occidentale, tels Hadj Lakhdar Abid, par exemple, qui n'était pas partisan pour que le commandement revienne à Omar, il n'était pas non plus satisfait de la présence d'Abbes Laghrour et Adjel Adjoul au commandement. Chihani Bachir était plus ou moins éloigné des combattants, en tant que symbole de commandement, ce qui le priva du contact direct avec les moudjahidines et de lier avec eux des liens amicaux et directs qu'il aurait pu utiliser contre ses adversaires de toutes sortes, en cas de besoin.

Chihani Bachir promulgue la condamnation à mort à l'encontre des moudjahidines:

Après la dissidence d'Omar Ben Boulaïd, la persistance d'Aïssi Messaoud dans sa rébellion dans le pourtour de Inoughissène et l'audace de Kerbadou qui osa assiéger le chef Chihani Bachir, après l'exécution du chef du secteur Maache Messaoud qui appartient au Arch, des Béni Ouedjana, pour venger son honneur, l'exécution également de Maammar Maafi, accusé de faute morale et l'exécution des femmes coupables (toutes ces affaires étaient des indicateurs qui laissaient entrevoir de dangereuses dérives), Chihani Bachir se vit contraint d'y faire face par des mesures radicales, à même d'imposer la discipline à tous. Il lui apparut que le dernier traitement était la cautérisation, en d'autres termes, il fallait user de la peine de mort aux réfractaires.

Et sans consulter ses adjoints, Chihani Bachir fit exécuter Mohamed Ghebrouri qui avait comploté avec Ammar Maache pour le tuer. Quand vint le tour d'exécuter Ammar Maache, Adjel Adjoul et Abbes Laghrour émirent leurs réserves à l'exécution de la sentence, car sa mort provoquerait la discorde, sans le moindre doute.

Et en fin de compte, Chihani Bachir se soumit aux réserves de ses deux adjoints parce qu'ils connaissaient mieux que lui, les sensibilités tribales. Ainsi, il reporta l'exécution de Ammar Maache jusqu'à l'arrivée des deux autres accusés Omar Ben Boulaïd et Aïssi Messaoud, pour enquête, mais ils refusèrent. Il fit paraître, alors, une circulaire faisant obligation de les

ramener de force, chose impossible à réaliser puisque les deux rebelles étaient contre toutes les autorités. Ainsi, la sentence de condamnation à mort contre les trois coupables demeura suspendue jusqu'à la mort de Chihani Bachir

En vérité, les sentences de Chihani Bachir de condamnation à mort ne concernaient pas seulement les moudjahidines déjà cités, elles avaient, aussi, touché deux jeunes tunisiens, sortis de l'université de La Sorbonne et qui avaient rejoint la révolution sous la devise du combat commun pour la libération des pays du Maghreb arabe. On rapporte que Chihani Bachir avait ordonné au moudjahid Fartas et à son collègue Farhani, de la tribu des Zrarmas, d'exécuter les deux jeunes, ce que confirma le chef Ouardi Kettal en disant: «j'avais tenté de conseiller Chihani Bachir de ne pas exécuter les deux jeunes, mais il rejeta mon conseil, je lui fis entendre le proverbe: celui qui tue sera tué». Pour celui qui veut s'assurer du témoignage d'Ouardi Kettal, il n'a qu'à se référer au livre (les Nementchas) de l'auteur Mohamed Zeroual page 232.

Ainsi, il apparait, clairement que les sentences de mort à l'encontre des moudjahidines furent adoptées à l'époque de Chihani Bachir. En cela, il pouvait avoir raison, dans le but de préserver la révolution, et depuis ce temps-là, cette sentence se répandit, par son application contre Adjel Adjoul et Abbes Laghrour et leurs collègues, contre le militant Abbane Ramdane, ensuite contre les trois colonels Mohamed Lamouri, Ahmed Nouaoura et Mohamed Aouechria à El Kef (Tunisie). Ces jugements se poursuivirent après l'indépendance avec des méthodes différentes touchant les symboles (Mohamed Khider, Kaïd Ahmed, et Krim Belkacem). Ce fut assurément une grande perte.

C'étaient des pratiques dont la nuisance dépassait l'utilité.

La fin du Chef Chihani Bachir:

Tout juste après la bataille légendaire d'El Djeurf, se répandirent des rumeurs à propos d'erreurs commises par le chef Chihani Bachir pour lesquelles il aurait été jugé, et comme je n'avais pas assisté à ce jugement, je ne peux ni nier, ni confirmer ces rumeurs, parce que, en ce temps-là, de la période révolutionnaire, on ne divulguait pas certaines affaires marquantes

qui restaient des secrets finissant, généralement, au niveau des hautes autorités. Toujours est-il qu'on rapporte que le chef Abbes Laghrour, qui était connu pour avoir toujours disculpé les moudjahidines, aurait confirmé l'existence de ces erreurs. Quant à moi, je ne l'avais pas entendu de sa bouche. Et malgré cela, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul endossent la responsabilité de la mort du chef Chihani Bachir. Avaient-ils raison ou avaient-ils tort ? Dieu, Seul le Sait.

Et dans ce contexte, je me souviens du témoignage de Djoudi Boussenna, rapporté par le grand écrivain Mohamed Larbi Madaci, dans son livre intitulé «Les tamiseurs de sable». C'est un livre intéressant qui avait présenté des informations d'une grande valeur avec un style attirant qui lui imposa un louable effort, tout particulièrement la première période dans les Aurès 1955/1956. Donc, le témoignage de Djoudi Boussenna résumait l'histoire du martyre du «chef Chihani Bachir», l'écrivain Mohamed Larbi Madaci l'aurait peut-être prise pour une vérité absolue. Il est à signaler que Djoudi Boussenna est un des oncles d'Adjel Adjoul et un de ses partisans fidèles dans le militantisme depuis le début des années 1950, il continua à le fréquenter durant la révolution en s'occupant de ses affaires privées, ce qui lui valut de connaître les grands chefs Mostefa Ben Boulaïd, Abbes Laghrour etc.… sans que cette proximité lui permît, en aucune manière de s'enquérir des secrets de la révolution. Ce qui est étrange dans l'affaire, c'est que Djoudi Boussenna prétendit avoir menacé de son arme, son chef Adjel Adjoul devant tout le monde, de manière théâtrale et que les moudjahidines n'avaient jamais osé faire, puisqu'il était connu chez eux que le manque de respect à un chef, pendant la révolution, constituait une affaire grave et non admise juridiquement, structurellement et moralement.

L'étape des deux Chefs Abbes Laghrour et Adjel Adjoul:

Après la mort de Chihani Bachir, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul prirent le commandement tirant leur légitimité de leur désignation par Mostefa Ben Boulaïd. Ainsi, ils poursuivirent leur mission de commandement de la région, s'appuyant sur les motifs suivants:

- **Le premier:** Tous les deux étaient responsables, dans la même région, avant la révolution, dans l'organisation du parti M.T.L.D et

continuèrent dans la même responsabilité pendant la révolution.

- **Le deuxième:** Que Mostefa Ben Boulaïd les avait désignés comme ses adjoints, à lui et à Chihani Bachir, directement, la nuit du déclenchement de la révolution.
- **Le troisième:** Que Mostefa Ben Boulaïd avait insisté sur leur désignation comme les deux adjoints du chef Chihani Bachir, avant son départ pour le Moyen-Orient et, il leur avait recommandé de prendre soin de Chihani Bachir et de la révolution.
- **Le quatrième:** A son retour au commandement, après son évasion de la prison, le 13 mars 1956, Mostefa les avait confirmés dans leurs postes et sont demeurés ses adjoints jusqu'à sa mort, en martyr, au Djebel Lazrak, la nuit du 22 mars 1956. Il était, donc, tout à fait naturel, qu'ils poursuivissent leur mission au commandement, jusqu'à la tenue d'une réunion générale, regroupant tous les chefs de la zone des Aurès-Nementchas, pour la désignation d'un nouveau chef suprême. Etant donné que la réunion n'avait pas eu lieu, ils continuèrent leur mission comme chefs légitimes de la zone, par fidélité au souvenir du véritable chef de la révolution, Mostefa Ben Boulaïd, qui les avait désignés de son vivant.

Ils étaient assistés dans cette responsabilité, par deux représentants de la région du centre et deux de la région de l'Ouest. Il s'agissait de Boucetta Mostefa et cheikh Meddour, pour l'Ouest, et Babana Saï et Chaib Ali Farhi, pour le centre.

Adjel Adjoul et Abbes Laghrour formaient un commandement unique et solidaire qui se caractérisait par une totale coordination. Ils se consultaient sur toutes les affaires essentielles, ce qui apparaissait, clairement, à travers leurs réunions périodiques de coordination et de consultation, en présence de leurs quatre conseillers, en cas de besoin. Ces rencontres avaient lieu, soit dans le secteur d'Adjel Adjoul, soit au cœur du secteur d'Abbes Laghrour. Souvent, ils participaient, ensemble dans les grandes batailles. Ils continuèrent, ainsi à représenter le commandement légitime de la région des Aurès jusqu'à ce qu'ils fussent liquidés par le premier comité de coordination et d'exécution (C.C.E). Le commandant Amirouche tenta d'assassiner Adjel

Adjoul, la nuit du 20 octobre 1956, à l'intérieur des Aurès. De la même manière, son collègue Abbes Laghrour fut victime d'un complot ourdi par les représentants d'Abbane Ramdane, en Tunisie, en collaboration avec des agents de sécurité tunisiens, durant le mois de septembre 1956.

Adjel Adjoul s'était taillé une grande réputation pour ses manœuvres politiques subtiles, et sa grande capacité d'organisation. De même que son collègue Abbes Laghrour se fit connaître par la conduite de batailles acharnées face à Bigeard qui, faisant abstraction de son courage, reconnaissait franchement la compétence des révolutionnaires menés par les deux chefs, en disant ceci: «ils savaient manœuvrer à merveille, ils étaient commandés par un chef incomparable.» Il faisait allusion, ici, à Abbes Laghrour.

Le témoignage suivant, paru dans le livre de l'officier de renseignements, Dominique Farale, (La bataille des Nementchas), est une sorte d'hommage aux deux chefs Adjel Adjoul et Abbes Laghrour: «Abbes Laghrour et Adjel Adjoul ne couraient pas derrière les responsabilités, autant qu'ils accomplissaient leur strict devoir du terrain, ce qui est à mettre à leur crédit», il poursuit: «Chihani Bachir est mort, il est fort probable qu'il ait été tué. La direction du F.L.N a pensé que le désordre régnait dans les rangs des rebelles des Aurès-Nementchas, ce qui n'était pas vrai. Abbes Laghrour tenait les groupes de la région des Nementchas, il se préparait à intensifier ses attaques contre les forces françaises. Et Adjel Adjoul maitrisait très bien la situation dans les monts de Beni Melloul, une partie de la zone des Aurès et le Djebel Ahmar Kheddou, il s'attelait à renforcer les rangs de ses groupes, mais il était moins offensif qu'Abbes Laghrour. Il semblerait qu'une entente mutuelle liait les deux hommes, personne ne cherchait à influencer l'autre, chacun se contentait de maitriser les affaires de sa propre région. Il n'y avait pas un commandement unifié dans les Aurès Nementchas, par contre, il y avait une coordination effective. La situation des rebelles dans ces deux contrées était, de loin, meilleure que celle des autres Wilayas, malgré leur gestion par des commandements unifiés. Ceci n'empêchait pas l'existence de désaccords et dissensions, à l'image de ce qui se passait en Kabylie et autres régions d'Algérie». Plus loin, Dominique Farale poursuit, à propos de la maitrise d'Abbes Laghrour et Adjel Adjoul de la situation

face à l'armée française: «Adjel Adjoul était un des principaux chefs de la rébellion dans les Aurès. Il commandait 400 rebelles, environ, il était à l'opposé d'Abbes Laghrour parce qu'il évitait l'affrontement direct. Pour lui, le plus important était de dominer le plus de terrain possible, ce qui n'était pas dénué d'intelligence.»[(1)].

Ces témoignages, faits par les officiers de l'ennemi qui affrontaient Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, nous fournissent la preuve de l'efficacité et de la coordination entre les chefs de la zone des Aurès, ce qui permit d'obtenir, très tôt, des succès sur le terrain qui aidèrent, sans aucun doute, avec l'audacieuse opération du 20 août 1955 dans le Nord Constantinois et ce qui suivit, en Kabylie et dans les autres zones, à inclure l'affaire algérienne à l'ordre du jour des travaux de l'O.N.U, et amena des parties françaises à prendre contact avec les révolutionnaires, pour tâter le terrain.

Mis à part ce qui a été dit, nous affirmons qu'Abbes Laghrour et Adjel Adjoul n'étaient pas infaillibles, ils étaient des êtres humains qui pouvaient se tromper. D'ailleurs il est bien évident que les responsables, dans les conditions de guerre sont beaucoup plus amenés à faire des erreurs, du fait de la pression doublée du souci majeur de préservation de l'intérêt supérieur de la révolution. Et quiconque voudrait émettre un jugement sur un responsable, dans les conditions de guerre et les moments difficiles, il devrait, d'abord, se placer au cœur de ces événements et chercher, de bonne foi, les causes qui avaient entouré ce responsable. Alors seulement, il pourra juger ses décisions, en toute objectivité, abstraction faite de toute influence et, en définitive, l'intention vaut l'action.

Et la vérité incontestable fut que l'étape des chefs historiques des Aurès Mostefa Ben Boulaïd, Chihani Bachir, Abbes Laghrour, et Adjel Adjoul demeure l'étape dorée. Car elle constitua le début des succès légendaires de toute la marche de la révolution. Celui qui doute et veut s'assurer, peut se référer aux journaux quotidiens français locaux de cette période, et les rapports expédiés par les différentes unités de l'armée française, au soir de chaque journée.

(1) Dominique Farale/ La bataille des Nemencha 1954/1962 - p.431.

Biographie sommaire du chef Abbes Laghrour:

Il naquit le 23/07/1926 au douar (Insigha), dans le périmètre de la commune mixte de Khenchela, au sein d'une famille pauvre et conservatrice. Son capital était le patriotisme sincère et la foi inébranlable. Il intégra l'école française où il obtint le certificat d'études primaires, mais il interrompit ses études pour travailler. Très tôt, en 1946, il adhéra au P.P.A. (Parti du Peuple Algérien), sous la responsabilité de Hachani Brahim. Il fut arrêté et mis en prison. A sa sortie de prison, il devint marchand de fruits et légumes. Son commerce était devenu le lieu de rencontre des militants du P.P.A, c'était là où se tenaient les réunions et d'où sortaient les consignes. Par la suite, Abbes Laghrour assura la responsabilité du secteur de Khenchela de l'organisation du P.P.A. Il participa aux manifestations du 08 mai 1945. Il coordonnait avec son collègue, Adjel Adjoul, chef du secteur d'Arris et Tahar Nouichi, le responsable du secteur de Bouarif. Ils préparaient la région à la révolution, en application des orientations de Mostefa Ben Boulaïd. Ils déclarèrent leur neutralité dans les différends entre partisans de Messali Hadj et les Centralistes.

La nuit du 1er novembre 1954, Abbes Laghrour attaqua les casernes de la ville de Khenchela en compagnie de Belabbes Ghazali et d'autres; cette attaque se solda par la mort d'un officier de l'armée française. Après l'annonce de la révolution, Abbes Laghrour continua son activité comme commandant de la région de Khenchela, et comme membre influent dans le commandement suprême de la zone des Aurès-Nementchas, et ce en vertu de la décision du commandant en chef Mostefa Ben Boulaïd. Et après la mort du commandant Chihani Bachir, Abbes Laghrour devint commandant de la zone des Aurès en compagnie de son camarade Adjel Adjoul jusqu'à ce qu'ils fussent victimes de liquidation de la part des représentants du comité de coordination et d'exécution, de manières similaires.

Les éléments qui conspiraient contre les Aurès dans ces circonstances transformèrent la réunion, Mathilde Ville (Tunisie), septembre 1956, en un deuil, un champ irrigué par le sang, alors qu'Abbes Laghrour était occupé

à organiser les services, coordonner son travail de façon efficace et à régler quelques litiges qui apparurent après le congrès de la Soummam entre les alliés et les opposants. La conspiration était tramée de sorte que la sureté tunisienne qui suivait ses pas, intervint de concert avec les représentants du comité de coordination et d'exécution pour l'arrêter. Cependant, ils ne réussirent pas à le prendre après ce carnage, et ils lui collèrent la responsabilité de la mort de ses compagnons et celle de la menace de la sécurité tunisienne. De cette façon, les hommes d'Abbane Ramdane réussirent à faire sortir Abbes Laghrour du commandement historique des Aurès, de la même façon que son collègue Adjel Adjoul. Ils purent alors disqualifier la volonté des Aurèssiens et soumettre la wilaya «I» à une tutelle extérieure.

Abbes Laghrour devenait un fugitif, et, puisqu'il n'était pas du genre de ceux qui acceptent l'accusation d'être un paria, il décida de se rendre, de son plein gré, à son compagnon et membre des six historiques «Krim Belkacem», croyant pouvoir se justifier des accusations gratuites. En vain, ses compagnons s'empressèrent de l'emprisonner et de le condamner, le 25 juillet 1957, pour son leadership et son influence politique éphémère.

Abbes Laghrour n'était pas un homme ordinaire au vu de ce qu'il consentit comme sacrifices au champ d'honneur, et personne de ceux qui le remplacèrent ne put livrer une bataille comme celles qu'il livrait contre Bigeard. Il se disait «si je ne vais pas à l'affrontement de l'ennemi pendant une semaine, alors j'aurai failli à mon pays».

Le plus désolant, ce fut que le symbole Krim Belkacem accepta de condamner Abbes Laghrour et que Lakhdar Bentobbal fut le président de son jugement et que ce fut lui qui prononça la condamnation de son compagnon, Abbes Laghrour, en présence d'un membre du groupe des 22, Benaouda Amar. Est-ce que cela fut une réponse au service qu'il leur avait rendu en les acceptant parmi les siens aux Aurès ? L'histoire aura son avis sur la question.

Bref aperçu sur le Commandant Adjel Adjoul:

Adjel Adjoul appartient à une tribu du milieu des Aurès, la tribu Serahna, appelée aussi Ârch Kimel, l'un des Ârouchs de la Daïra d'Arris. Et grâce à lui, 70 personnes de la population de Kimel participèrent à la nuit du déclenchement de la révolution. Il mobilisa aussi 700 jeunes combattants de la jeunesse de Kimel dans les rangs de l'armée de libération nationale, à l'instar des autres Ârouchs au niveau des Aurès.

Et, malgré tous les grands efforts qu'avait consentis Adjel Adjoul en tant que guide actif aux Aurès, il fut victime d'une tentative d'assassinat par le représentant du comité de coordination et d'exécution la nuit du 20 octobre 1956, ce qui le poussa à se rendre à l'ennemi suite à leur insistance à le tuer.

Adjel Adjoul eut son enseignement primaire à son domicile paternel, puis s'installa au village Khangat Sidi Nadji qui était un centre de rayonnement scientifique. Delà, il rejoignit l'institut de Benbadis à Constantine où son penchant politique trouva son essence. Ce qui l'amena au combat en commençant par son ralliement aux scouts musulmans, puis à l'association des oulémas musulmans algériens puis au parti du peuple algérien, en 1951, grâce à Messaoud Belagoun le responsable organique du parti au niveau d'Arris, celui qui fut arrêté par l'ennemi et remplacé par Mahmoud Ben Akcha, fonctionnaire de l'administration française qui émettait de faux documents aux combattants pourchassés (carte d'identité, passeport…). C'était de cette façon que le symbole, Aït Ahmed Hocine, put avoir un passeport au nom d'un natif d'Arris avec lequel il put fuir à l'étranger.

Ben Akcha Mahmoud fut dévoilé et emprisonné. Adjel Adjoul le remplaça en tant que premier responsable du secteur 2 d'Arris, en 1951, jusqu'à l'annonce du déclenchement de la révolution, le 1er novembre 1954, où il présenta 280 combattants issus de divers Arch qui participèrent à cet événement.

Reconnaissant son mérite, Mostefa Ben Boulaïd le nomma membre du premier commandement de la révolution, aux Aurès, jusqu'en 1956, le jour

où il fut victime d'une conspiration.

Adjel Adjoul naquit en 1922 au sein d'Ârch Kimel dans une famille conservatrice et aisée. Son père Abdelhafid Adjoul était estimé et respecté parmi les tribus de la région. Adjel profita de son aisance familiale pour se consacrer au combat politique, puisqu'il s'était libéré de toute contrainte familiale.

Sa mère Sahra Beyouch naquit dans le groupe de Ouled Herkat, une branche d'Ârch Kimel. Elle était l'une des plus belles filles de sa tribu. C'est grâce à la relation d'Adjel Adjoul avec ses oncles maternels, les Ouled Herkat, que la plupart de leurs jeunes s'affilièrent au parti du peuple algérien, en qualité de militants ou de sympathisants. Ce qui provoqua des harcèlements continus de la part de l'administration coloniale.

Adjel Adjoul put convaincre les jeunes des tribus du secteur d'Arris, grâce au dynamisme de sa responsabilité dans la section. Ils devinrent militants au parti, alors il s'attela à les former et les entrainer à prendre les armes.

L'administration coloniale découvrit l'activité d'Adjel Adjoul, très tôt. Elle s'efforça de l'arrêter, mais il se réfugia dans les grottes avec, ce que la France appelait, les «hors la loi». Il continua à être recherché par les commandants responsables d'encadrer la région.

Mostefa Ben Boulaïd s'évada de la prison et revint au commandement:

Pendant la direction d'Abbes Laghrour et d'Adjel Adjoul dans la zone des Aurès, le chef Mostefa put s'évader de la prison Koudia de manière spectaculaire. Et sans rentrer dans les détails, le 10 novembre 1955 était une journée historique, car Mostefa Ben Boulaïd recouvra sa liberté, ce qui réjouit tous les moudjahidines.

Dès son retour, Mostefa entreprit des actions pour le redressement de la situation qui commençait à dévier, quelque peu de son tracé correct, durant son absence; une déviation normale résultant de l'expansion de la révolution et de la multiplication des combattants.

Pour information, Mostefa, avant son incarcération, avait donné des recommandations selon lesquelles il fallait mettre tous les évadés des prisons

sous surveillance, pendant six mois au moins, avant de les affecter à des responsabilités importantes à nouveau. Ce fut une décision préventive qui protégeait la révolution des intrigues des services secrets français, services qui tentaient des lavages de cerveaux des prisonniers. Et, pour preuve, le pressentiment de Mostefa s'avéra juste, puisque certains prisonniers déclarèrent avoir subi des lavages de cerveau, puis libérés et chargés de missions d'espionnage au sein de la révolution. Citons, à titre d'exemple, le moudjahid Mostefa Athamna (le frère du docteur principal de la Wilaya «I» Mahmoud Athamna), un jeune bachelier, emprisonné alors qu'il était blessé. Il fut victime d'actes de torture extrêmes dans les cachots de la prison, puis il fut relâché et chargé de mission déterminée dans l'armée de libération nationale. Et dès son retour aux rangs de la révolution, il avertit les commandants des plans secrets ourdis pour détruire la révolution de l'intérieur.

Bien que le retour de Mostefa n'entacha ni sa réputation ni son honneur de la part de ses compagnons et malgré les doutes qu'il avait lui-même adoptés avant son incarcération, il ne chercha pas à se disculper, mais s'attela à appliquer ses propres recommandations, à savoir attendre quatre mois avant de demander à Adjel Adjoul de lui remettre les rênes du commandement, le 13 mars 1956. Il reprit alors le commandement en présence des commandants de l'Est, du centre et de l'Ouest, excepté Abbes Laghrour qui était blessé.

Etaient présents à cette cérémonie, de la région de Souk Ahras, El Ouardi Kettal, Nouaoura Abdellah, Djebbar Omar, et du côté de Tebessa, Bachir Ouartan et d'autres, de Khenchela Tidjani Othmani et d'autres, de la région de Kimel, Othmani Abdelouahab, Othmane Kaâbachi, et de la région d'Arris, Ali Ben Chaïba et d'autres personnalités parmi celles qui accompagnaient Mostefa pendant son voyage.

Mostefa reçut donc le commandement suprême, au lieu-dit «Hassi Meslem» près de Hammam Chaboura dans la forêt de Kimel. Adjel Adjoul entama les festivités avec un mot de bienvenue au commandant Mostefa évadé de la prison, lui souhaitant la réussite à nouveau dans la poursuite de sa mission suprême (en tant que commandant général de la zone des Aurès).

Puis, il le présenta aux personnes présentes. Le commandant déposa son arme de côté et se mit au milieu du groupe annonçant à ses membres sa décision de se soumettre à la période de probation réglementaire comme tout prisonnier, et qu'il ne prendrait le commandement que si tous l'approuvaient. Alors, tous les présents crièrent en chœur «Bienvenue au commandant». Après ce mouvement d'allégeance générale, il prononça un discours qui mit du baume aux cœurs des combattants qui avaient souffert de la dissidence de certains. Mostefa leur rendit l'espoir et la confiance pour la suite de la révolution.

Durant ce discours, Mostefa déclara son intention d'organiser un congrès de la révolution et qu'il allait se concerter avec les commandants des autres zônes dans ce contexte. Il avait constitué une commission présidée par Abdelouahab Othmani, avec Mohamed El-Aïfa et Mohamed Douna, dont la mission serait de se diriger vers la frontière tunisienne pour traiter quelques affaires réglementaires, puis réunir les conditions nécessaires et suffisantes pour l'organisation du congrès. Ce congrès qui était devenu urgent, selon l'orateur, était prévu aux frontières Est ou à l'intérieur du territoire tunisien ou à n'importe quel autre endroit pourvu qu'il assure la sécurité des congressistes.

A la fin de la cérémonie, où j'avais l'honneur d'assister par pure coïncidence, Mostefa ordonna aux commandants de retourner à leurs régions. Et, il se déplaça, en personne, avec Adjel Adjoul au poste de commandement situé à Oued Boudjedar aux fins fonds de la forêt Beni Melloul Sud, où il se retrouva en face du communiste Amrani et son camarade français.

Adjel Adjoul entreprit d'informer Mostefa Ben Boulaïd des différentes affaires administratives et réglementaires, ainsi que l'archive, les publications, les lettres d'encouragement, les lettres d'avertissement, les lettres de remerciement et également les ordres militaires et politiques publiés chaque trimestre. A la fin, Adjel Adjoul remit le cachet officiel à Mostefa Ben Boulaïd qui cacheta plusieurs feuilles blanches pour ses correspondances personnelles et le lui rendit aussitôt.

Après consultation des documents qui lui étaient remis par Adjel Adjoul, le commandant Mostefa décida de reprendre sa visite de contrôle. Et, avant

son départ du poste de commandement, il désigna Adjel Adjoul, à nouveau, pour assurer la permanence et de veiller à gérer les affaires courantes et urgentes durant son absence.

Mais le destin avait guidé, une deuxième fois, Mostefa du siège du commandement à Boudjedar (dans la forêt de Kimel – Béni Melloul) vers le Djebel Lazrak où il avait convoqué quelques commandants du Sud, pour mourir martyr le 22/03/1956, à cause d'un appareil de transmission, bourré d'explosifs, jeté de l'avion par les services secrets français, près du village Nara. C'est dire que la mort l'avait épargné durant les deux batailles précédentes livrées lors de son chemin vers le Djebel Lazrak.

Il était ravi de cet appareil car il avait l'intention de créer un réseau de communication avec l'intérieur et l'extérieur. Hadj Lakhdar Abid lui avait préalablement rappelé ce que l'ennemi préparait, mais ce dernier n'avait pas pris en considération ces craintes (Cf. *Qabasat mina Ethaoura*, page 184).(1)

Ceux qui prétendirent que Adjel Adjoul l'avait accompagné au Djebel Lazrak, lieu de son décès, se trompent.

Apparition d'ambition précoce de responsabilités:

Après l'évasion de Mostefa de la prison et sa reprise, à nouveau, du commandement général, la situation allait revenir à son état initial (pendant le premier trimestre de la révolution) où prévalaient la fraternité, la confiance mutuelle, la discipline, le respect et la pureté de conscience, ces qualités qui assurèrent la continuité et la cohésion entre tous. Seulement la mort de Mostefa avait provoqué quelques ambitions. Le frère de Ben Boulaïd,

(1) Mostefa m'avait dit que l'appareil nous permettrait de communiquer avec le Caire, Tunis et partout. Je lui conseillai de se débarrasser de cet appareil pour s'en assurer. Il me rétorqua que tout allait bien, que la batterie ramenée lui allait bien, qu'il avait fallu beaucoup d'efforts pour l'avoir. Je lui répétai encore de laisser cet appareil. Il me dit qu'il l'avait étudié à cent pour cent. Un moudjahid arriva vite et lui dit que le groupe voulait discuter avec lui. Il me laissa et entra dans la maison voisine. Je sus plus tard qu'il y avait dans la maison en question un technicien qui faisait le nécessaire pour faire fonctionner l'appareil, il appuya sur le bouton bleu, c'est alors que l'explosion retentit et tout s'effondra sur les occupants de la maison, Il pleuvait beaucoup et le vent soufflait fort, alors nous n'entendîmes que les cris et pleurs. J'avais pleuré plus que je ne l'avais fait toute ma vie...

Omar, osa demander l'héritage de la responsabilité de son frère sur la région, surtout dès la propagation de la rumeur selon laquelle c'était Adjel Adjoul qui avait tramé pour la mort de Mostefa.

L'absence définitive de Mostefa devint un facteur encourageant les ambitions, reniant du coup le principe prévalant «celui qui demande la responsabilité est un traître, et celui qui la refuse aussi». Mostefa était une véritable soupape de sécurité, contre tous les caprices personnels, ou toutes les ambitions démesurées néfastes.

Chriet Lazhar forme le commandement à Djebel Abiod (Mont Blanc):

Le décès du chahid Djebbar Omar[1] eut tous les effets sur le moral des moudjahidines. La sortie du commandant Ouardi Kettal de la région de Souk Ahras, voulue ou non, et d'autres incidents qui provoquèrent des contestations des contraintes de discipline, ainsi que quelques décisions obligeaient depuis le début de la révolution, le responsable d'accepter le travail loin de sa région natale. Quels que soient les réserves émises sur ces décisions, ses avantages étaient supérieurs à ses inconvénients car elles permettaient à ce responsable d'exercer son autorité morale et matérielle, le libéraient de toutes les contraintes régionales ou sentimentales, et apportaient à ses choix la crédibilité et l'obligation d'exécution, au service général.

Mais, après l'élargissement de la révolution et la multiplication du nombre d'unités de l'armée de libération nationale, et les louanges sur les actes de bravoure de certains responsables (louanges qui s'étaient transformées en chants populaires), certains commencèrent à espérer travailler dans leurs régions respectives dont ils connaissaient les secrets, au sein de leurs familles, dans le but de recruter encore plus parmi les siens, et lutter pour que leur nom soit célèbre dans la postérité. Cette attitude ne sied pas à un moudjahid qui avait offert sa vie pour que vive sa patrie, volontaire à l'action là où le service de la révolution l'exigeait.

(1) Il est exécuté par Ouardi Kettal selon le témoignage de son secrétaire Hamma Chouchane.

Il faudrait également citer, à ce propos, que le commandant et le grand moudjahid Chriet Lazhar qui était déjà rebelle avant la révolution, avait pensé installer un nouveau commandement au niveau de Djebel Abiod et ses environs. Il invita quelques commandants appartenant à la région du Djebel Abiod à une réunion de consensus général, insistant qu'ils apportent leurs principales et meilleures armes, en vue de procéder à une action qualitative dans la région. Le commandant Chriet Lazhar présida la rencontre qu'il entama par quelques critiques de ce qu'il avait remarqué sur quelques membres du commandement général, rappelant certaines exécutions injustifiées. A la fin, les présents s'étaient mis d'accord pour la formation d'un commandement, sous sa direction, composé d'autres commandants connus, sans l'aval du commandant général Abbes Laghrour qui était occupé, à cette époque, à réaménager la wilaya «I», pour contrer ce qui se tramait à son insu. Ce dernier tenta d'attirer l'attention du commandant Chriet Lazhar sur les dangereuses conspirations qui visaient la wilaya «I» et son commandement, l'accusant de rejeter les décisions du congrès de la Soummam pour soutenir Ahmed Ben Bella et de coordonner avec le représentant de la délégation extérieure Ahmed Mahsas, en Tunisie et en Libye.

Heureusement, Abbes Laghrour put convaincre ses subalternes d'organiser une réunion en Tunisie, pour traiter quelques infractions et dissensions apparues entre les membres du groupe de Nementchas et celui des Souafas, l'accusant de ne pas distribuer équitablement armes et munitions. Tous étaient présents à cette importante réunion pour affronter les exigences de la période, et ce qu'exigeait le devoir comme comportement réglementaire avec les membres du comité de coordination et d'exécution au service de la révolution. Abbes Laghrour fut surpris par le revirement de la réunion de consensus en une tragédie, ce que nous allons voir dans un autre sujet.

Les racines de la discorde entre le Commandement des Aurès et le président Bourguiba:

En raison de la création du bureau maghrébin, fondé pour la libération des trois territoires composant le Maghreb arabe, ainsi de ce qui suivit plus tard (communication entre les territoires concernés), la lutte commença très tôt

au Maroc, suivie par celle de la Tunisie. Et pour des raisons de force majeure, la révolution algérienne fut retardée jusqu'au 1er novembre 1954. Avec le déclenchement de la révolution algérienne, l'unité de lutte dans le grand Maghreb arabe fut réalisée. Les avis, les efforts et les plans s'unifièrent autour de la réalisation de l'objectif suprême. Mostefa Ben Boulaïd et ses compagnons avaient cherché à créer, bien avant le déclenchement de la révolution, une arrière-base en Tunisie et en Libye pour sécuriser l'approvisionnement (en armes et en tout ce dont avait besoin la lutte de libération). Ils se sont exposés à de fâcheuses situations durant le voyage en Libye dans le but de contacter Ahmed Ben Bella et ses compagnons de la délégation extérieure qui assurait les apports logistiques, nécessaires au long combat.

Les prémices d'une cohésion de lutte commune apparurent entre l'armée de libération tunisienne et l'armée de libération algérienne. Une complémentarité qui ne faisait pas les affaires de la France qui abrégea la guerre en Indochine, et tenta de séparer les deux luttes, marocaine et tunisienne de la révolution algérienne. Elle libéra le Roi Mohamed V de son exil le 16/11/1955, et permit au Maroc de recouvrer sa liberté, le 02/03/1956. Puis, elle entama des pourparlers avec le leader Bourguiba, en exil dans les environs de Paris. Connaissant ses orientations idéologiques et ses penchants laïcs francophones, elle tenta de le convaincre que son intérêt résidait dans sa coopération avec la France, et qu'elle était disposée à concéder l'indépendance interne de la Tunisie, dans le cadre de la coopération bilatérale, l'assurant que son adhésion au nationalisme arabo-musulman ne réaliserait pas ses objectifs et ne servirait pas ses intérêts économiques et politiques.

Bourguiba était prêt à accepter l'offre française, et il fit la déclaration suivante: «ce qui reliait la Tunisie aux Arabes n'était pas plus que des souvenirs historiques, et qu'il était de notre intérêt de se lier à l'Occident et avec la France en particulier, car Marseille est plus proche de nous que Baghdad, Damas ou le Caire, et que la traversée de la Méditerranée est plus aisée que celle du Sahara libyen».

De cette manière, Bourguiba renia, tout simplement, le principe de la

complémentarité entre les militants des trois territoires maghrébins, et tourna le dos à la lutte commune. Il donnait l'occasion aux Français de se consacrer à l'étouffement de la révolution algérienne, à l'extinction de sa flamme dans son berceau à sa première année d'existence, avant qu'elle ne s'épanouisse et qu'elle se renforce. La panique envahit la population tunisienne combattante, et s'agrandit, car les résultats des négociations de Bourguiba avec les Français, n'aboutissaient pas à l'indépendance totale de la Tunisie, le 20/03/1956, mais réduisaient le sort du peuple tunisien à une autonomie restreinte par ses engagements entiers à la France, en vertu des accords de juillet 1955.

Surpris, Salah Ben Youcef, le secrétaire général du rassemblement constitutionnel qui dirigeait une délégation au sommet de Bandoeng, sortit de sa réserve, récusant franchement tous les résultats de la dite négociation, assurant que le peuple arabe tunisien refusait entièrement d'accorder à la France le droit de décider du devenir de la Tunisie, et déclinait «l'obligation de la Tunisie d'asservir son pays, son peuple et ses ressources à la France à chaque fois qu'elle en avait le besoin».

Le rassemblement constitutionnel se divisa, et des dissensions apparurent entre les ailes actives en Tunisie, ce qui engendra des attentats et des poursuites de la part de l'aile officielle. Ceci poussa Bourguiba à instaurer «le tribunal du peuple» qui condamna ceux qui refusaient l'accord. Il ordonna d'arrêter l'opposant Salah Ben Youcef qui dut s'exiler en Libye pour continuer sa lutte.

En raison de la détérioration de la situation, le commandant de la lutte armée tunisienne Tahar Lessoued, déclara lui aussi son refus des accords, annonçant à la société tunisienne qu'il avait formé une armée de libération tunisienne, dont la prérogative était d'assainir la Tunisie de la colonisation et de ses alliés, assurant sa fidélité au principe de l'unité de la lutte avec les peuples du Maghreb arabe, et son engagement à coopérer et s'entraider avec l'armée de libération nationale algérienne ainsi que les combattants du Maroc.

Le commandement des Aurès affronte le plan Bourguiba avec des décisions strictes:

Le commandement de l'armée de libération algérienne, aux Aurès, comprit le danger de la conspiration de Bourguiba et des Français sur le devenir de la révolution algérienne. Il décida alors ce qui suit:

1. Attirer l'attention de l'opinion publique, locale et internationale, sur le dangereux complot de Bourguiba avec la France sur la révolution algérienne et son combat légitime.
2. Continuer à soutenir le commandant de l'armée de libération tunisienne «Tahar Lessoued», et le doter d'une subvention de la somme de quarante millions de centimes et d'une quantité d'armes (Abbes Laghrour en personne avait remis au chef de l'armée de libération tunisienne cette subvention afin de renforcer les efforts de combat conjoint surtout au niveau de la frontière entre les deux pays).
3. Coordonner les efforts avec les opposants tunisiens, déclarés ou non, en particulier Salah Ben Youcef qui devint pratiquement le relais avec les représentants de l'armée de libération algérienne, et les membres de la délégation algérienne à l'extérieur et activer le rythme des réunions communes de coordination en Tunisie et en Libye. Abbes Laghrour, étant le représentant des Aurès, assistait à certaines de ces réunions de coordination et dans beaucoup de cas il recevait ainsi que Amara Bouguellaz Laskri des correspondances d'Ahmed Ben Bella en leur qualité de responsables. Amara Bouguellaz Laskri avait conservé quelques-unes de ces correspondances qui furent publiées par la revue du 1er Novembre, dans son numéro 112, daté des mois de janvier et février 1990, après un entretien spécial avec lui. Malheureusement, les correspondances d'Ahmed Ben Bella au commandement des Aurès avaient disparu avec Abbes Laghrour, sachant qu'elles furent parmi les causes ayant précipité son exécution par les hommes d'Abbane Ramdane.

De cette façon, Bourguiba avait poussé le commandement des Aurès et la délégation algérienne à l'extérieur, à défier sa politique dangereuse pour l'Algérie et la Tunisie, et il ne leur laissa le choix que de continuer le

combat pour leur cause commune, avec tout ce qu'ils avaient de moyens. Cette complémentarité, entre révolutionnaires algériens et tunisiens leur permit d'intensifier leurs combats contre l'armée française pour contrôler la frontière commune et l'intérieur tunisien, spécialement le Sud qui était sous le contrôle des bataillons Taleb Larbi et Abdel Haï.

La résultante était que Bourguiba commença à penser comment affaiblir les combattants des Aurès, alliés de l'opposition tunisienne politique et militaire, et à la manière d'en purger la Tunisie. La première action qu'il entreprit était d'avoir une main mise sur les approvisionnements logistiques, et la saisie des convois d'armes qui leur étaient destinés.

Heureusement, pour Bourguiba, la possibilité d'organiser le congrès de la Soummam apparut à l'horizon, congrès qui dut affronter des réserves et des dissensions, à l'exception d'un seul point: la mise sur pied d'un conseil national de la révolution algérienne en tant qu'organisme de direction de la révolution, donnant légitimité au combat.

De cette manière, les intérêts du comité de coordination et d'exécution d'Abbane Ramdane et ceux du président Bourguiba (qui souffraient des combattants de l'Est), se croisèrent, alors, ils se liguèrent afin de s'en débarrasser. Prétextant se renforcer avec l'étranger sur ses subordonnés, le président Bourguiba put s'ingérer absolument dans les affaires de la révolution algérienne, et liquider ses comptes avec le président Djamel Abdennacer et la poussée du nationalisme arabe.

LA TROISIEME ETAPE:
LES COMMANDEMENTS D'APRÈS LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

L'étape Abbane Ramdane et la provocation du vide dans le Commandement historique des Aurès.

La mise de la Wilaya «I» sous la tutelle extérieure

Durant la troisième étape qui débuta, tout juste, après le congrès de la Soummam, la Wilaya «I» traversa une situation dramatique, causée par l'intervention des hommes d'Abbane Ramdane, le coordonnateur du premier comité de coordination et d'exécution (C.C.E) qui firent **volontairement tomber le commandement historique et légitime de la région des Aurès Nementchas**, afin d'imposer leur tutelle à la Wilaya «I». Ces hommes sont le colonel Amar Ouamrane, le colonel Mohammedi Saïd, le commandant Amirouche, le commandant Kaci et autres adjoints.

Le président Ahmed Benbella confirme dans «témoin de l'ère», programme diffusé par le canal Qatari Al-jazeera, que les assassinats et les liquidations des chefs de la wilaya des Aurès se sont déroulés après le congrès de la Soummam. Les Aurès étaient la plus importante région pour nous. La position de ses responsables était identique à la notre. Pour cela ils ont entrepris la liquidation des chefs des Aurès.(1)

A travers cette courte étape du pouvoir d'Abbane Ramdane qui fut le principal instigateur des décisions du congrès de la Soummam, il apparait qu'il s'était trompé, en croyant avoir réalisé deux principaux objectifs, à savoir: la réalisation de son ambition effective et durable sur la direction de la révolution et l'intégration de ses alliés politiques, tout particulièrement, les centralistes, au premier comité de coordination et d'exécution (C.C.E), au détriment de ceux qui avaient déclenché la révolution, des militaires dans l'absolue majorité, (trois politiques contre deux militaires parmi ceux qui avaient déclenché la révolution, telle était la composition du premier

(1) Ahmed Mansour/ Le président Ben Bella révèle les secrets de la révolution Algérienne/ Maison Arabe des sciences – Beyrouth, Maison Ibn Hazm, Beyrouth, 2007 p. 130.

C.C.E[1]), ceci, en exécution des deux décisions du congrès, c'est-à-dire la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur.

Cependant, il fut surpris par l'insatisfaction causée par le congrès qui ignora la nécessité de mettre en accord les chefs actifs de la révolution, aussi bien que par l'abandon du principe de la direction collégiale adopté par les premiers auteurs de la révolution. Cette ignorance, volontaire, fit apparaître des réserves et des revendications, ici et là, sur le déroulement du congrès et certaines de ses décisions et même sur la direction de l'exécutif représentée par le premier comité de coordination et d'exécution (C.C.E), sous la direction politique d'Abbane Ramdane.

Abbane Ramdane ne fit guère attention à ces réserves, et au lieu d'ouvrir un dialogue avec les intéressés, il adopta, sciemment, la méthode des menaces et des liquidations. Ceci apparaissait, clairement, dans le texte de la correspondance par laquelle il répondit à Ahmed Ben Bella qui lui demanda de temporiser avant de publier les décisions du congrès en attendant qu'il y eût consensus, ou révision de quelques décisions.

Abbane Ramdane se hâta de mettre à exécution ses menaces sur la wilaya «I» pour quatre raisons, à savoir:

- **La première:** sa force numérique et sa domination sur les frontières orientales et même à l'intérieur de la Tunisie par sa coopération avec les révolutionnaires de la région de Souk Ahras et avec les opposants tunisiens, militaires et politiques.
- **La deuxième:** son accusation de fidélité à Ahmed Ben Bella et aux membres de la délégation extérieure, ainsi que son accusation de coopérer avec le représentant de la révolution au niveau de la Tunisie et de la Libye, le grand militant Ahmed Mahsas.
- **La troisième:** la main mise du chef Abdelhaï Soufi, désigné par Mostefa Ben Boulaïd sur les apports logistiques, leurs routes, et leurs stocks.

(1) Il est composé de trois politiques Abbane Ramdane, Benyoucef Benkhedda, Saad Dahleb et deux militaires Larbi Ben M'Hidi et Krim Belkacem. Les membres ont pouvoir de contrôler toutes les activités des organismes à l'intérieur et l'extérieur de pays.

- **La quatrième:** Abbane Ramdane manquait cruellement de forces numériques sur le terrain à même de lui permettre d'imposer sa domination sur les récalcitrants au niveau de la frontière Est où il espérait s'installer.

Ces quatre raisons poussèrent Abbane Ramdane à s'allier avec le président Bourguiba qui se plaignait, également, de la connivence des révolutionnaires algériens avec leurs homologues tunisiens et même avec l'opposant politique Salah Benyoucef.

Ainsi, l'intérêt commun d'Abbane Ramdane et Bourguiba les poussa à coopérer, en vue de liquider leur ennemi commun. De ce fait, Abbane Ramdane se hâta de prendre trois mesures:

a. l'élaboration, avec l'aide des militaires proches de lui, d'un plan visant à imposer sa domination sur la wilaya des Aurès-Nementchas, tout particulièrement la zone qui souffrait de l'absence de Mostefa Ben Boulaïd.
b. la désignation rapide de quatre officiers, parmi les chefs kabyles, connus pour leur dévouement, pour se répartir la tâche, en vue d'imposer leur domination sur les chefs des Aurès, de manière à pouvoir réaliser le but escompté. Ces officiers sont: le colonel Amar Ouamrane, le colonel Mohammedi Saïd, le commandant Amirouche et le commandant Kaci.
c. conformément à l'accord conclu avec le président Bourguiba, Abbane Ramdane adressa, le 25/12/1956, sa célèbre correspondance à Tellili coordonnateur du parti destour, dans laquelle il demandait l'aide nécessaire pour ses représentants en Tunisie et aux frontières orientales pour imposer la soumission aux adversaires des deux camps.

En conséquence de cette alliance et du complot ourdi contre les révolutionnaires de la Wilaya «I», le commandant Amirouche réussit à accomplir sa mission qui était de créer le vide à l'intérieur du commandement des Aurès par l'élimination d'Adjel Adjoul. Tout comme des représentants d'Abbane Ramdane, en Tunisie, avaient éliminé l'autre membre du

commandement historique Abbes Laghrour, en lui faisant échouer la réunion de réconciliation entre les Nementchas et les Soufis. Ils transformèrent cette réunion en deuil et en effusion de sang.

Avec l'élimination d'Adjel Adjoul et d'Abbes Laghrour, ils remplissent la condition de vacation dans le commandement historique des Aurès, désigné par le symbole Mostefa Ben Boulaïd et son successeur Chihani Bachir.

Ce qui fut à déplorer, c'était lorsqu'Abbes Laghrour se rendit au C.C.E. Il fut automatiquement exécuté, avec plus de 45 chefs parmi les meilleurs chefs historiques des Aurès qui firent répandre les nouvelles des Aurès dans le monde.

Ces tragédies eurent lieu, tout juste, après l'arrestation de Mohammed Larbi Ben M'Hidi et de Rabah Bitat et la mort, en martyr de Zighout Youcef. Nous avons la ferme conviction que ces tragédies ne se seraient pas produites, si ces symboles ne s'étaient pas absentés, malgré eux, laissant l'occasion aux politiciens d'exécuter cette basse besogne et dont la responsabilité est partagée par le duo composé du grand politicien Abbane Ramdane et du président Bourguiba, l'homme aux penchants laïcs et à la culture francophone, ennemi du panarabisme prôné par Djamel Abdennasser et Ahmed Ben Bella.

Ce que nous déplorons, davantage, encore, c'est qu'Abbane Ramdane, l'entêté, alla, dans son obstination, jusqu'à défier ses pairs du congrès de la Soummam (Krim Belkacem et Lakhdar Bentobbal), en les traitant ainsi que leurs compagnons les déclencheurs de la révolution, d'infantilisme politique. Ils l'écartèrent, alors, de la mission de coordonnateur par des décisions de la première session du C.N.R.A. tenue au Caire, en 1957 et dominèrent, après lui, le deuxième C.C.E. et même le gouvernement provisoire de la république algérienne (G.P.R.A) par la suite.

L'amère réalité qui nécessite que l'on s'y attarde, résidait dans ces pratiques et ces méthodes anti-démocratiques héritées du congrès de la Soummam qui consacrèrent l'hérésie des coups d'Etat. Abbane Ramdane avait fait, en sorte, de l'enraciner, pratiquement, durant sa gouvernance. Cette pratique se retourna contre lui, par la suite, car elle lui fut, personnellement

appliquée, tout comme elle s'appliqua contre les symboles immortels qui l'approuvèrent à un moment donné, ils en furent fatalement les victimes (quiconque condamne sera condamné).

Abbane Ramdane coordonnateur du comité de coordination et d'exécution:

Tout le monde reconnaissait qu'Abbane Ramdane était un homme intelligent, patriote, cultivé et de forte personnalité. Mais sa trop grande confiance en soi aiguisa son ambition jusqu'à dépasser les limites du raisonnable. Ce qui lui attirera des ennuis, par la suite, comme on le verra. Personne ne doutait du patriotisme et du militantisme d'Abbane Ramdane, qui lui valurent la prison. Il est possible qu'il soit sorti de prison grâce aux efforts du professeur Vincent Monteil qui avait rendu visite à quelques prisonniers, tel Benyoucef Benkhedda et qui furent libérés, par la suite, dans le but d'entamer avec eux des négociations, en tant qu'éléments modérés.

Cependant, certains notèrent le retard mis par Abbane Ramdane à rejoindre la révolution, à sa sortie de prison, en 1955, et crurent qu'il pensait que c'était le leader Messali Hadj qui l'avait déclenchée. Ce qui expliquait cette hésitation et même lorsque le colonel Amar Ouamrane, dans une rencontre privée, lui affirma que Messali n'avait aucun lien avec la révolution, il ne se hâta pas de la rallier. Il a rejoint ses rangs, sur instructions de Krim Belkacem, responsable de la zone 3 (Kabylie), par l'intermédiaire de l'officier Dehiles Slimane (Si Saddek) (la majorité des politiciens sont attirés par le leadership).

On remarquera chez lui, après son entrée en activité, aux côtés de Rabah Bitat dans la capitale, qu'il aimait avoir le monopole de la parole au nom de l'aile politique (le F.L.N), en tant que partie opposée à l'aile militaire (l'A.L.N). Progressivement, on commençait à entendre des critiques indirectes sur la compétence des premiers révolutionnaires, comme l'accusation de naïveté politique ou d'incapacité à gérer la révolution.

Et en se rapprochant de Krim Belkacem et Mohammed Larbi Ben M'Hidi, il s'arrogea le rôle de porte-parole officiel de la direction de l'intérieur. Ceci apparaissait clairement dans les correspondances qu'il adressait aux

membres de la délégation extérieure qu'il ne craignait pas de critiquer ou de menacer de rupture. Plus tard, il chargea le docteur Lamine Debbaghine d'exercer les pouvoirs de la délégation extérieure.

De plus, Abbane Ramdane n'accordait pas d'importance aux chefs de wilayas de l'intérieur, car, à ses yeux, ils ne faisaient pas partie de la direction de l'intérieur qu'il parlait en son nom. Cette direction se limitait, selon lui, à sa personne, à celle de Krim Belkacem, de Mohammed Larbi Ben M'Hidi et parfois le colonel Amar Ouamrane. C'était un comportement découlant des pratiques consacrées par le congrès de la Soummam, pratiques qui ne bénéficièrent à personne, en fin de compte.

Abbane Ramdane fait face à ses adversaires par des mesures urgentes:

Dès la fin des travaux du congrès de la Soummam, et comme cela a été dit plus haut, les voix des parties privées de participation s'élevèrent ainsi que les protestations des éléments insatisfaits par certaines décisions, comme l'intégration des politiques dans l'exécutif central (C.C.E) avec une majorité absolue: trois politiques contre deux colonels, ceux-ci, en plus de ceux qui avaient protesté contre la présence d'Abbane Ramdane à la tête de l'exécutif, au milieu de symboles autrement plus compétents, tels Krim Belkacem, Mohammed Larbi Ben M'Hidi et Zighout Youcef. Abbane Ramdane ne prêta pas l'oreille à ces réserves et protestations, même si certaines n'étaient pas fondées (comme la demande de création de nouvelles Wilayas) et décida d'affronter ses adversaires et concurrents par la prise de mesures urgentes dont:

- Il prit des sanctions contre les membres de la délégation extérieure sans prendre en considération leur passé glorieux et désigna, à leur tête, son allié politique, Lamine Debaghine, avec comme adjoint le colonel Ammar Ouamrane.

- Il exempta Ahmed Ben Bella de l'obligation des affaires militaires dont il se chargeait depuis le déclenchement de la révolution armée et le remplaça par le colonel Ammar Ouamrane.
- Il dispensa Ahmed Mehsas de la représentation de la révolution auprès du gouvernement tunisien, exonéra des dépôts d'armes et

de munitions et condamna à mort par la suite comme nous l'avions expliqué auparavant.

- Il surprit les présents au congrès de la Soummam par l'annonce de la condamnation à mort des membres du commandement historique de la zone des Aurès-Nementchas, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, sans les juger. Tout juste après la tentative d'assassinat perpétrée contre Adjel Adjoul par le commandant Amirouche, Abbane Ramdane désigna quatre de ses éléments à la tête de wilaya «I» à savoir les colonels Mohammedi Saïd et Ammar Ouamrane et les commandants Amirouche et Kaci.
- Le commandant Amirouche se chargea de deux missions:
    * Tenter d'assassiner Adjel Adjoul.
    * Porter assistance au colonel Ammar Oamrane dans la gestion des affaires de la wilaya des Aurès-Nementchas à partir de la Tunisie de telle sorte que cette wilaya passerait sous la souveraineté de la wilaya «III».
- Le retrait des grands chefs militaires de la wilaya «III» (Kabylie) pour l'aider à affronter ses adversaires qu'il avait menacés de les anéantir, comme nous l'avions, déjà, écrit.
- Il adressa de sévères menaces aux membres de la délégation extérieure, dans la correspondance par laquelle il répondit à Ahmed Ben Bella et où il disait: «la révolution a pris ses décisions et ne reviendra pas dessus, et elle anéantira quiconque se mettra en travers de son chemin».
- Il se hâta d'envoyer des émissaires du C.C.E. dans la région de l'Est et en Tunisie pour se concilier avec ses contradicteurs ou, sinon, les punir. Ce que ne manquèrent pas de faire ses représentants dans la région de Souk-Ahras et dans la Wilaya «I». Et parmi ses représentants les plus importants, on trouvait l'un des membres du groupe des «22», le militant Amar Benaouda, en plus de Brahim Mezhoudi et Ait Ahcène et son équipe.
- Il introduira la nouveauté de dominer ses subordonnés par la force de frappe du président Bourguiba qui ne supportait pas de voir la

coopération entre les révolutionnaires des Aurès et leurs collègues de Tunisie qui avaient rejeté l'accord d'autonomie interne. Il sollicita de l'aide pour ses représentants en Tunisie, lui permettant d'imposer la discipline aux révolutionnaires algériens protestataires, au niveau des frontières orientales, ainsi qu'à ceux qui accordaient leur allégeance au représentant de la délégation extérieure Ahmed Mahsas. Le résultat de cette alliance fut le complot contre Abbes Laghrour, le chef légitime des Aurès qui était, alors occupé à réaménager la Wilaya «I» sur de nouvelles bases, afin de l'adapter aux exigences tactiques. Ils suivirent ses mouvements et transformèrent la réunion de réconciliation en deuil et effusions de sang.

- Il priva le chef de la Wilaya «IV», le grand moudjahid, le colonel Amar Ouamrane de l'honneur de combattre l'ennemi et lui fit endosser le crime de combattre ses frères révolutionnaires.
- Enfin, Abbane Ramdane décida de confier la charge du renfort logistique, qui était à la charge d'Abdelhaï Soufi, par ordre de Mostefa Ben Boulaïd, au colonel Amar Ouamrane et ses hommes, pour l'utiliser à imposer l'obéissance aux combattants protestataires et aux réservés. Et comme Abdelhaï Soufi refusa de se soumettre, il fut condamné à mort, ainsi qu'Ahmed Mahsas, exactement, comme leurs collègues, les chefs historiques des Aurès, condamnés à la prison, puis à la peine capitale et exécutés en Tunisie. Tout comme le chef Adjel Adjoul qui fit, également, l'objet d'une tentative d'assassinat à l'intérieur du pays.

Pour l'histoire, nous dirons que certaines causes de ces liquidations et sanctions étaient dues à la relation organique qui liait le commandement des Aurès et celui de la région de Souk Ahras à la délégation extérieure au Caire, tout particulièrement, Ahmed Ben Bella et son représentant à Tunis Ahmed Mahsas et, ce, dès le début de l'année 1955. La preuve en était les multiples correspondances qui leur parvenaient signées par Ahmed Ben Bella en personne.(1)

(1) Le numéro 112 de la revue du 1er Novembre/ Janvier et février 1990.

Toutes ces mesures eurent lieu après l'arrestation de Rabah Bitat et de Mohammed Larbi Ben M'Hidi et la mort de Zighout Youcef, martyr, dans le but d'accaparer la tête de la pyramide du pouvoir révolutionnaire par la force. Ce fut un acte antirévolutionnaire, immoral et illégal qui fit endosser à ses auteurs la responsabilité de l'effusion du sang des moudjahidines qui avaient sacrifié leurs vies à la patrie, uniquement.

Abbane Ramdane et le congrès de la Soummam:

Il était notoire que les leaders qui avaient déclenché la révolution, avaient désigné Mohamed Boudiaf comme coordonnateur, jusqu'à la tenue d'une réunion d'évaluation, après six mois, mais les batailles infernales, la mort et l'arrestation de certains, empêchèrent la réalisation de cet accord. Toutefois, à son évasion de la prison, Mostefa Ben Boulaïd, essaya, quand même, de combler ce retard en envoyant à la région de Souk Ahras, une commission dirigée par Othmani Abdelouahab, en vue de réunir les conditions nécessaires à la tenue du congrès sur les frontières orientales, ou à l'intérieur du territoire tunisien. A ce sujet, il adressa une lettre à Krim Belkacem que lui remit Mohamed Lamouri. Mostefa Ben Boulaïd avait l'intention de visiter la zone «deux» (le Nord Constantinois) pour étudier, avec ses chefs, l'affaire de la tenue du congrès, mais la mort l'en empêcha.

Ses adjoints, après lui, devaient poursuivre la même entreprise avec les chefs des autres zones et la délégation extérieure, pour faire aboutir l'initiative, mais ils n'avaient pas persévéré. S'ils étaient allés jusqu'au bout, ils auraient bénéficié de l'honneur de l'initiative et auraient marqué de leur empreinte, les décisions engageant l'avenir de la révolution. Ils n'auraient pas, non plus, subi les exactions de leurs collègues du commandement issu du congrès de la Soummam, qui les avaient accusés de désobéissance.

Nous rappelons que la zone «deux» avait proposé, de son côté, au groupe d'Alger sa disponibilité à accueillir le congrès sur son territoire, mais malheureusement, cette offre fut, également ignorée.

Ainsi donc, Abbane Ramdane et le groupe de la capitale exploitèrent le retard de la tenue du congrès qui était devenu plus qu'une nécessité, tout comme ils exploitèrent le non ralliement des partis à la révolution, et le

retard de leur fusion dans le creuset du front de libération nationale (F.L.N), pour être en harmonie avec la proclamation du 1er novembre 1954. Et du fait de tous ces retards injustifiés, l'occupant tenta de former une troisième force parallèle au F.L.N. Il exploita, également, l'opposition d'opinions entre Abbane Ramdane et la délégation extérieure et les conflits entre les membres de la délégation extérieure (qui sera le n° 1 ?), d'après l'expression de Mohamed Boudiaf. Progressivement, les divergences s'approfondissaient entre Abbane Ramdane et les trois B (Belkacem Krim, Boussouf Abdelhafid et Bentobbal Lakhdar).

Ceci, sans oublier l'intention des Français de contacter directement les révolutionnaires pour tâter le terrain. Ce qu'Abbane Ramdane, lui-même, disqualifia dans une lettre adressée à Mohamed Khider, le 13 mars 1956(1). Ce qui apparut clairement dans les manœuvres du professeur Vincent Monteil, lors de ses contacts avec les principaux politiciens incarcérés, dont Benyoucef Benkhedda à la prison de Barberousse, où il lui annonça l'intention du gouvernement français à négocier: «la France émet le désir du dialogue, mais elle ne le fera pas avec les tueurs, elle peut dialoguer avec vous parce que vous êtes modérés et imprégnés de culture française».

Je rappelle à l'aimable lecteur, que le professeur Vincent Monteil avait joué un rôle grave dans le pourtour d'Arris, au service de l'armée française, durant les trois premiers mois de la révolution où il mit son savoir au service du crédo colonial. Puisqu'il se chargea, personnellement, de convaincre certains fils de la région à prendre les armes contre les révolutionnaires. En conséquence des efforts du Professeur Vincent Monteil, on libéra certains prisonniers, dont Benyoucef Benkhedda et Abderrahmane Kiouane, ce qui précipita la tenue du congrès de la Soummam.

Parallèlement à ces nouveaux développements, des rumeurs commencèrent à circuler, mettant en doute la crédibilité des chefs historiques de la révolution. Ces rumeurs prétendirent que les chefs militaires faisaient de la violence militaire, leur doctrine et leur référence essentielle, au détriment de

(1) Voir l'article de Mohamed Abbes dans le journal Echorouk n°1446 du 02/08/2005. Et le livre de Mabrouk Belhocine: correspondances entre l'intérieur et l'extérieur.

l'action politique, et de s'appuyer sur les enfants des campagnes beaucoup plus que sur les enfants des villes.

Ainsi, les politiciens prirent les commandes de la révolution, à la majorité, tirant leur légitimité d'un congrès à la légitimité amoindrie, et où Abbane Ramdane initia la devise: «il faut transformer la révolution en un mouvement nationaliste.». Ce à quoi répondit Mohamed Boudiaf, sans tarder: «vous avez fait du F.L.N le lieu de toutes les contradictions».

Les aspects de la déviation de la ligne révolutionnaire commençaient à apparaître dans la plate-forme de la Soummam aux contours gauchistes et laïques, si éloignés de la portée islamique et patriotique. Cette plate-forme fut rédigée par le secrétaire général du parti communiste algérien depuis 1943, Amar Ouzegane qui insista sur la classification des couches sociales (classes sociales, militantisme de classe, justice sociale, travailleurs, paysans, petits bourgeois etc…). Cette plate-forme du congrès de la Soummam au lieu d'être complémentaire à la proclamation du 1er novembre 1954, et explicative de ses portées intellectuelles, politiques et idéologiques, ce à quoi appelait le P.P.A tout au long de sa marche militante, elle en fut l'exact contraire. Pire, encore, on en fit la référence unique de la révolution.

Les membres du congrès de la Soummam avaient bien réfléchi, en choisissant délibérément de tenir leurs assises dans une région où il sera impossible aux autres parties d'y accéder. Le plus important pour eux, consistait à tenir le congrès et de surprendre les absents, malgré eux, par des décisions, face auxquelles, ils se trouveront devant un fait accompli.

Il est bon, ici, de rappeler la lettre adressée par Benyoucef Benkhedda à Mohamed Khider qui attendait la désignation du lieu du congrès: «Nous n'avons pas pu déléguer un représentant à San Remo, comme prévu, car nous avions fourni au délégué une autorisation de sortie sans autorisation de rentrée».(1)

Donc, le congrès siégea avec la participation des zones «deux» et «trois», seulement, si l'on considère le colonel Amar Ouamrane, adjoint de Krim

(1) Id.

Belkacem dans la zone «trois», de 1954 à 1956. Quant à Larbi Ben M'Hidi, il fut chargé de prendre attache avec la délégation extérieure, au Caire, et il n'était pas mandaté par le chef de la zone «cinq» le colonel Abdelhafid Boussouf, après consultation de Mohamed Boudiaf, pour représenter l'Oranie parce qu'ils étaient mécontents de tenir le congrès dans des circonstances pareilles et de cette manière en l'absence de la délégation extérieure, de quelques zones de l'intérieur, de la fédération de France et des organisations nationales. Bien entendu, ces dirigeants sont venus avec une partie de leur état-major, mais il ne s'agit pas de délégués.

Les admirateurs de l'intelligence d'Abbane Ramdane considèrent que les astuces politiques pratiquées avec brio étaient méritoires, d'après l'auteur du livre (Abbane Ramdane), Hamid Abdelkader qui dit mot pour mot en page 11, ceci: «grâce à son intelligence politique, Abbane Ramdane avait réussi à arracher la légitimité au premier noyau de la révolution, après l'avoir sévèrement critiqué, et réussi à placer ses principes dans la plate-forme de la Soummam comme référence politique». Mais la vérité, telle que nous la connaissons révèle que le F.L.N, depuis le début jusqu'au 20 août 1956, était une entité unifiée, homogène et imprégnée d'une idéologie unique, visant à préserver les orientations révolutionnaires qui cherchaient à éviter les déviances, mais le congrès de la Soummam le transforma en une (coalition dispersée) regroupant toutes les formations politiques qui ne renoncèrent ni à leurs principes, ni à leurs intérêts propres.

Et la question qui se pose: Abbane Ramdane était-il vraiment, politiquement plus intelligent que Larbi Ben M'Hidi, Mostefa Ben Boulaïd, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, Mohamed Khider, Aït Ahmed Hocine, Didouche Mourad, Rabah Bitat et Ahmed Ben Bella dans le domaine du militantisme politique, la compétence, l'expérience et la ruse ? Laissons la réponse aux historiens et aux analystes.

Les conflits avant et après le congrès de la Soummam:

Donc, les luttes pour le pouvoir avaient commencé très tôt, suite aux succès réalisés par la révolution dans les domaines militaire, politique, médiatique et diplomatique. Certainement, lors des premiers mois de la

révolution, alors que le danger était permanent, les politiciens n'osaient pas montrer leurs têtes. Mais après que la révolution eût franchi cette étape dangereuse, leur patriotisme s'affermit et ils mobilisèrent leurs énergies.

Je disais, donc, qu'au début, les luttes apparaissaient clairement, entre le groupe de l'intérieur (Mohammed Larbi Ben M'Hidi, Krim Belkacem, Abbane Ramdane, Benyoucef Benkhedda, Mohamed Bedjaoui et Amar Ouzegane) et le groupe de l'extérieur (Ahmed Ben Bella, Mohammed Khider, Aït Ahmed Hocine, et Mohamed Boudiaf), et après que le congrès eût exclu les membres de la délégation extérieure du C.C.E. Après leur arrestation par les Français, lors du détournement de l'avion les transportant, le 22/10/1956, un autre conflit éclata entre les membres du congrès eux-mêmes, surtout, après l'arrestation de Mohammed Larbi Ben M'Hidi.

Des neuf chefs historiques de la révolution (y compris les membres de la délégation extérieure), Krim Belkacem était le seul homme libre, et il était, tout à fait naturel qu'il aspirât à la direction de la révolution, mais il fut surpris de voir Abbane Ramdane se mettre à rêver de prendre le rôle de Messali Hadj, en tant que leader de la révolution, et faire circuler des rumeurs méprisantes sur les déclencheurs de la révolution, concernant leur naïveté politique et leur incapacité à imposer leurs points de vue par le dialogue et l'argumentation scientifique. Alors, Krim Belkacem comprit les penchants d'Abbane Ramdane pour le leadership, et remarqua ses comportements violents qui mettaient, souvent ses collègues dans l'embarras dont Larbi Ben M'Hidi qui, lui aussi, avait fait les mêmes remarques, d'après le témoignage de Saad Dahleb. Même Abdelhafid Boussouf se sentait contrarié par les interventions brutales d'Abbane Ramdane et il s'en plaignit à Krim Belkacem à plusieurs reprises.

Ainsi, Abbane Ramdane, par son obstination à vouloir défier tout le monde, poussa son allié naturel, l'historique Krim Belkacem, à revoir son opinion sur lui, au point de regretter, amèrement, de l'avoir désigné comme responsable de la capitale, qu'il eut l'impertinence de séparer des autres Wilayas sans demander son consentement et en fit une zone autonome, la Zone Autonome d'Alger (Z.A.A). En conséquence, Krim Belkacem annonça

devant ses collègues la responsabilité d'Abbane Ramdane dans l'échec de la bataille d'Alger qui ruina les rêves de tous, y compris Abbane Ramdane lui-même. Et quand le duo Lakhdar Bentobbal–Abdelhafid Boussouf rejoignit Krim Belkacem, ils se liguèrent contre Abbane Ramdane pour devenir plus actifs dans la prise des décisions.

Et progressivement, le conflit se déplaça, à nouveau, pour opposer l'aile militaire représentée par les trois B (Belkacem Krim, Boussouf Abdelhafid, Bentobbal Lakhdar), et l'aile politique menée par Abbane Ramdane. Ce furent de dangereux conflits qui agirent, négativement, sur la révolution. Lors de la réunion du C.N.R.A, dans sa première session, au Caire, en 1957, le conseil remit en cause certaines décisions du congrès de la Soummam, ainsi que le nombre des membres du C.C.E. et celui du C.N.R.A.

Dès lors, Abbane Ramdane et les politiques perdirent le leadership sur la révolution, et la majorité revint aux colonels, chefs des Wilayas, aux dépens des politiques (Abbane Ramdane, Lamine Debbaghine, Ferhat Abbes et Abdelhamid Mehri). Abbane Ramdane, l'obstiné, ne céda pas aux décisions du C.N.R.A. qui avait fait avorter son projet et stopper son ambition. Il menaça, donc, ses adversaires: «jamais, nous n'accepterons la majorité pour les militaires pour qu'ils deviennent des féodaux», dit-il. Il se servit de la tribune du journal El moudjahid pour dénoncer et condamner ses adversaires militaires. Il les accusa, devant Ferhat Abbes, d'être des attardés mentaux et des faibles de caractère et de jugement.

Il était clair que l'erreur fatale d'Abbane Ramdane fut de ne pas avoir pensé à créer une force militaire pour protéger ses arrières, en cas de besoin. Il croyait, probablement, et à tort, que l'axe des politiques, soutenu par différentes parties de l'intérieur et de l'extérieur, ne pouvait se laisser abattre. Et quand il fut surpris par le retournement des militaires contre lui, il alla demander de l'aide aux parties militaires qui avaient souffert, également de la nouvelle alliance militaire, appliquant par-là, le principe; «l'ennemi de mon ennemi est mon ami». Ainsi, il ne trouva que le groupe des Aurès et ceux de la base de l'Est, ses victimes d'hier, pour le soutenir, malgré les dégâts qu'il leur avait causés, sans résultats. Car, le faible ne saurait secourir le faible comme lui.

Le conflit d'Abbane Ramdane avec les colonels, s'acheva, au Maroc, par sa mort, le 27 décembre 1957. Ce qui est à déplorer, mais c'était une conséquence fatale, car Abbane Ramdane et ses collègues n'avaient pas respecté les règles démocratiques, pendant le congrès de la Soummam. A la fin, Abbane Ramdane fut la cause de l'aggravation des sanctions à l'encontre de ceux qui l'avaient soutenu. Ainsi, on tua son allié principal le commandant Ali El-Harkati, sous la torture, de la main de Krim Belkacem et d'Abdelhafid Boussouf. Ce que confirma Mohammed Harbi dans son livre (une vie de défi et de résistance), également le commandant Saïdani qui écrivit: «nous avions pensé prendre Abbane Ramdane avec nous dans le commandement de la base de l'Est. Par cela, nous avions imposé son retour au C.C.E.(1) On disait qu'Abbane Ramdane, lors de son conflit avec les militaires, avait voulu empêcher Amirouche d'assister aux séances du congrès. Ce qui provoqua la colère d'Amirouche qui demanda à Krim Belkacem l'autorisation de le liquider physiquement, en lui affirmant qu'il sera un danger pour lui aussi. Mais la sagesse de Krim Belkacem empêcha Amirouche d'aller au bout de ses idées. Il conserva toujours Abbane Ramdane avec lui, malgré ses violentes attaques et ses critiques acerbes qui s'étendaient au-delà de la limite.

On disait, aussi qu'Abbane Ramdane et Ferhat Abbes avaient critiqué les offensives du 20 août 1955 dans le Nord Constantinois, Lakhdar Bentobbal leur répondit en disant: «je n'ai pas de leçons à recevoir des politiques qui veulent une guerre propre».

Ainsi, l'écart était clair entre les points de vue des politiciens et ceux des militaires révolutionnaires, pendant le congrès, autour de plusieurs points, à l'instar de ceux qui sont les alliés de la révolution ? Sont–ils les paysans et la campagne, ou la ville avec ses différentes catégories et classes de travailleurs, petits bourgeois et patriotes ?

Abbane Ramdane était partisan de porter la révolution dans la ville, quant aux chefs militaires, ils voyaient que les fellahs étaient plus aptes à supporter le poids de cette responsabilité.

(1) Saidani, la base de l'Est.

Les démarches de Abbane Ramdane tendent à accaparer la révolution:

Nous avions, déjà dit qu'après les victoires remportées par la révolution sur le terrain du combat, et les résultats positifs des membres de la délégation extérieure dans le domaine diplomatique visant à faire connaître l'affaire algérienne, au niveau international, l'acheminement des armes, la collecte des fonds et la mobilisation des jeunes algériens, issus de la communauté algérienne résidente à l'étranger pour se ranger sous la bannière de l'A.L.N, Abbane Ramdane perçut, comme précédemment montré, que la révolution avait dépassé l'étape du danger et que 11 mois seulement après son déclenchement, elle avait réalisé des succès extraordinaires dans les domaines militaire, politique, diplomatique et médiatique. Les généraux français furent incapables d'éteindre, la flamme de la révolution sur le terrain, malgré les moyens gigantesques mis à leur disposition. Le gouvernement français, de son côté, ne put réaliser ses plans militaires, politiques, économiques et sociaux. Quant à la société française, elle commençait à se rendre compte que «l'Algérie française» appartient, désormais, au passé. Même les colons ultras avaient compris que leur sécurité n'était plus garantie, que leurs biens n'étaient plus protégés, et que leur obstination à refuser l'égalité avec les Algériens musulmans était vaine. Et au-dessus de tout, la réalité commença à imposer aux officiels l'option de la négociation avec les révolutionnaires, en vue de préparer progressivement les esprits à cette nouvelle réalité.

Tous ces développements amenèrent Abbane Ramdane et ses compagnons politiciens dans la capitale, à saisir l'occasion favorable pour faire autorité intellectuellement et politiquement et sortir avec quelque chose de nouveau, capable de servir la cause nationale commune et de réaliser le rêve et l'ambition des politiques conduits par Abbane Ramdane à prendre les devants de la scène comme alternative modérée pouvant rassurer toutes les parties, aux dépens des déclencheurs de la révolution accusés d'extrémisme pour leurs idées et leurs choix rejetés par les Français et même par les politiciens des partis qui s'étaient retrouvés dans le couloir de l'attente.

Abbane Ramdane tenta d'introduire une innovation, celle d'une méthode qui rassure les modérés de la société française, dans l'espoir de l'adoption d'une voie autre que celle du fer et du feu et qui favorise le rapprochement

entre les deux peuples, sans abandonner le principe de l'indépendance, ligne rouge qui ne tolérait aucune concession. Cette idée pouvait être juste et acceptable de sa part. Mais ce qui ne l'était pas à ce moment précis, c'était de croire, à tort, que l'action militaire avait fini sa mission et que dès lors, nous rentrions dans l'étape des politiques par excellence, c'est-à-dire sa propre phase.

Cette tentative alla en harmonie et en conformité avec la citation de Ferhat Abbes «La lutte armée a assumé son rôle» et suite aux décisions du congrès de la Soummam quatre français ont été désignés comme membres du C.N.R.A. Dans ce contexte Ammar Benaouda raconta que le colonel Zirout Youcef est sorti du congrès déçu. Il m'affirma qu'il souhaitait mourir martyr au lieu d'appliquer des décisions qui vont à l'encontre de ses principes et il espère ne pas rencontrer Amirouche dans les Aurès.

Ahmed Ben Bella souligne dans ce contexte: «je ne révélerai jamais certains secrets pour préserver l'intérêt de l'Algérie telle que la libération par la France des frères Benyoucef Benkhedda, Salah Elouanchi et Temmam Abdelmalek après six ou sept mois du déclenchement de la révolution et cela à la suite des négociations avec eux en prison. Ils se sont déplacés à Saint Rémo (Italie) pour prendre contact avec Mohamed Khider parce qu'ils ont confiance en lui. Je me suis déplacé pour les rencontrer à sa place. Ils étaient mécontents de ma présence et ils m'ont affirmé qu'ils étaient en contact avec le gouvernement Français. Ce dernier leur a demandé de constituer un parti pour négocier avec lui à l'insu du F.L.N. Je leur avais dit que vous avez offert aux Français la troisième force. Ils m'ont déclaré que Abbane Ramdane[1] les soutenait et c'est lui qui les a envoyés, ce qui m'a poussé à l'inculper de trahison.[2]»

Larbi Ben M'Hidi a envoyé une lettre à Mostefa Ben Boulaïd lui déclarant que des contacts secrets en violation de la collégialité ont eu lieu avec le gouvernement Français. Les membres de la délégation extérieure

(1) Il est libéré lui aussi en 1955.

(2) Ahmed Mansour/ Le président Ben Bella révèle les secrets de la révolution Algérienne/ Maison Arabe des sciences Beyrouth, Maison Ibn Hazm, Beyrouth, 2007 p. 135, 136, 324, 325.

ne connaissent pas les personnalités qui ont pris contact en l'absence des vrais meneurs de la révolution du 1er novembre 1954. Il souligne qu'il a averti Abbane Ramdane de renoncer, dorénavant, à la prise de toute décision importante sans consulter tous les frères qui sont les responsables du destin de notre lutte libératrice.(1)

Abbane Ramdane se concentra pour la réalisation de deux buts essentiels:

Premièrement: La nécessité de hâter la tenue du congrès reporté qui lui permettrait d'occuper les devants de la scène avec légitimité, et, aussi, faire sortir la révolution de son état d'absence d'une autorité nationale officielle qui accordait la légitimité au combat libérateur et à l'auto-détermination, et enfin faire renaitre l'espoir d'une coopération commune entre les deux peuples.

Sur ce dernier point, on disait que le congrès avait désigné quatre français dans la formation du C.N.R.A, leurs noms furent tenus secrets. Nous, de notre côté, nous laissons cette information aux analystes et aux historiens pour la confirmer ou l'infirmer.

Deuxièmement: contenir les partis qui se trouvaient dans l'expectative, tout particulièrement après les opérations décisives du 20 août 1955, quand l'ennemi tenta de les exploiter pour former une coalition concurrente au F.L.N, qui envoya un avertissement clair par la décision d'exécuter quelques éléments.

Si Abbane Ramdane était vraiment plus performant que les symboles de la révolution (les six historiques et les membres de la délégation extérieure) par son éveil politique et son intuition, il aurait dû leur proposer une conception convaincante qui aurait pu rapprocher sa vision de la leur, et par conséquent, parvenir à l'accord pour la tenue d'un congrès rassembleur allant dans le sens de l'unification, non de la division, et dans un lieu sûr. Mais l'ambition lui avait voilé cette vérité, ou bien il l'avait fait pour sa satisfaction personnelle non celle de la révolution.

Pour encore plus de clarté, on peut se référer à l'opinion d'Ahmed Mahsas,

(1) Quotidien Echorouk du 31/10/2019.

qu'il émit récemment dans le journal «El Khabar», en plusieurs épisodes[1], ou à celle du membre du groupe des **22**, Amar Benaouda qui divulgua dans les pages du journal, «Echorouk», numéro 4541, en date du 30 octobre 2014, ou encore l'opinion du grand penseur Malek Bennabi qui critiqua ces pratiques et les considéra comme des fautes volontaires à l'encontre de la révolution parmi lesquelles: la séparation de la capitale des autres Wilayas, la tenue du congrès de la Soummam sans consultations préalables et en l'absence du commandement des Aurès, également le commandement bicéphale dans la direction qui avait pour principe essentiel (l'unité de direction). Pour Malek Bennabi, tout ceci relevait du gaspillage des énergies de la révolution, et du renversement du système révolutionnaire, sens dessus, dessous.

N.B.: Pour plus de clarté, nous présentons en référence le texte intégral de Malek Bennabi[2].

Abbane Ramdane a pu réunir les centralistes qui étaient, au début, contre le déclenchement de la révolution. Il les a rassemblés pour en constituer son groupe. Ils sont devenus membres du comité de coordination et d'exécution qu'il a formé. De ce fait le pouvoir de décision est devenu entre les mains

(1) El Khabar Hebdomadaire n°588 - juin 2010.

(2) «Pour un million de martyrs, on suggéra la tenue d'un congrès urgent dans le cimetière qui accueillit le corps de Mostefa Ben Boulaïd, en vue de former des comités d'enquête sur des points importants et douteux. Depuis Avril 1955 le commandement de la Zone Autonome d'Alger (Z.A.A), devint séparé du commandement de la Révolution du Mont des Aurès et confirmant son autonomie par son nom d'emprunt (Zone autonome) ce comportement va complètement à l'encontre du principe de l'unité de commandement qu'il faut toujours conserver dans les guerres ordinaires et dans les guerres révolutionnaires plus particulièrement. Toute dualité dans le commandement ne peut mener qu'au gaspillage des énergies révolutionnaires, même à supposer que les deux directions émettent les mêmes orientations alors que nous avions vu le commandement de la capitale prendre des mesures complètement opposées à la ligne du commandement comme l'appel à la tenue du congrès de la Soummam le 20 août 1956 et la création du C.C.E. qui exprima le renversement du système révolutionnaire sens dessus dessous, et dont le premier résultat fut d'accorder la primauté au côté politique sur le côté militaire dans le commandement de la Révolution et son orientation, autrement dit, mettre le destin de Ben Boulaïd et ses frères Moudjahidine sous l'autorité de Ferhat Abbes, Benyoucef Benkhedda, etc...jusqu'à ce que la révolution s'échappe des mains des héros qui avaient créé l'A.L.N, pour aller aux mains de ces politiciens qui étaient un syndicat veillant sur leurs intérêts.» Malek Bennabi.

de ceux qui étaient contre la révolution tels que Benyoucef Benkhedda et les autres.[1]

Ahmed Ben Bella considère le congrès de la Soummam comme un coup fatal qui vient en frapper la révolution. Il confirme qu'il vise leur marginalisation.[2]

La personnalité d'Abbane Ramdane:

Il n'est guère inutile, ici, de mettre en évidence, la mentalité d'Abbane Ramdane, comme répété, plusieurs fois, qui se caractérisait par une forte personnalité, un abus d'égoïsme, une ambition démesurée au point de virer à l'orgueil, dans certains cas, et aussi les railleries sur autrui, tout particulièrement les révolutionnaires qui avaient lancé la révolution. Après l'arrestation de Rabah Bitat, il entra dans l'action politique, dans la capitale, accompagna les deux personnalités connues que furent Krim Belkacem et Mohammed Larbi Ben M'Hidi. Par la suite, il commença à donner l'impression que c'était lui le porte-parole de la révolution de l'intérieur, ignorant le principe de la décentralisation sur laquelle étaient convenus les promoteurs de la révolution en ce qui concerne la direction et la gestion des zones, de la manière jugée utile, avec la possibilité de coordination, chaque fois que l'occasion pouvait se présenter. On commençait, également à remarquer, chez lui, l'excès de satisfaction personnelle, à travers la prétention de sa supériorité intellectuelle sur ses compagnons révolutionnaires, et la remise en cause de la compétence, du patriotisme, du génie et de l'humilité de Mostefa Ben Boulaïd, de Krim Belkacem et Zighout Youcef. Il se moquait, aussi, de la culture de Larbi Ben M'Hidi, de sa vision globale, de ses ruses politiques, de son calme et sa sagesse à agir sur les événements avec clairvoyance et réalisme.

Lakhdar Bentobbal manifeste clairement que Abbane Ramdane mérite plus que la mort. C'était un dictateur qui ne prenait pas en considération les opinions de ses compagnons même en ce qui concerne les affaires sensibles

(1) Ahmed Mansour/ Le président Ben Bella divulgue les secrets de la révolution Algérienne/ Maison Arabe des sciences - Beyrouth, Maison Ibn Hazm, Beyrouth, 2007 p. 134.
(2) Ahmed Mansour/ Le président Ben Bella divulgue les secrets de la révolution Algérienne/ Maison Arabe des sciences - Beyrouth, Maison Ibn Hazm, Beyrouth, 2007 p. 129.

dont personne ne pouvait décider unilatéralement. Il humiliait les autres avec des propos blessants.(1)

Il n'était nullement sage qu'Abbane Ramdane outrepasse le symbole Krim Belkacem qui lui offrit tout pour le hisser au-devant de la scène des événements. Il n'était pas sage, non plus, de le taxer d'un faible niveau politique et intellectuel, alors qu'il réussit à mobiliser toute la Kabylie derrière lui et à l'engager dans la révolution, dans des conditions très difficiles. C'était lui, aussi, le négociateur redoutable qui sidéra les Français.

Pour celui qui voudrait découvrir le sentiment de supériorité politique et d'organisation chez le politicien professionnel, Abbane Ramdane, il devrait revoir les correspondances qu'il adressait aux membres de la délégation extérieure, pour découvrir le dur langage par lequel il les bravait, sans tenir compte du fait qu'ils étaient dans la révolution, bien avant lui, ou du moins, ils étaient d'accord pour son déclenchement, avant qu'il n'en sût rien. Il osa, en plus, mettre fin à leur délégation attribuée à Mohamed Boudiaf, le 29 octobre 1954.

Après avoir fait des propositions concernant la formation d'une direction collégiale composée de 12 membres: six membres de l'intérieur, les six autres pour l'extérieur, les membres de la délégation extérieure furent blâmés par Abbane Ramdane en ces termes: «à longueur de journée, vous ne faites que parler de direction collégiale, et toutes vos analyses sont fausses».

Et dans la lettre, datée du 14 novembre 1955, il les méprisa, volontairement, par ces mots durs: «vous n'êtes que de simples chargés d'une mission qui n'est pas la vôtre, vous n'avez rien à voir avec la direction, une seule chose devrait vous occuper, c'est l'envoi des armes, sinon, on ne pourra pas éviter la rupture entre nous».

Tout comme il surenchérissait sur eux, du fait de sa présence à l'intérieur, en disant: «la perte d'un élément de l'extérieur est de moindre gravité pour l'Algérie que la perte d'un responsable de l'intérieur et si vous ne faites pas ce qu'on vous demande, entrez, donc au pays pour mourir avec nous !»

(1) Ahmed Mansour/ Le président Ben Bella divulgue les secrets de la révolution Algérienne/ Maison Arabe des sciences - Beyrouth, Maison Ibn Hazm, Beyrouth, 2007 p. 396.

Dans une autre lettre datée du 20 janvier 1956, il appelait à être reconnu comme le responsable de l'aile politique en affirmant: «les groupes du Nord Constantinois ont accepté d'être sous la direction politique de la capitale», c'est-à-dire sous sa direction à lui, en même temps qu'il les attaquait: «le département de Constantine manque de gens compétents, ils font des fautes aux conséquences graves au niveau psychologique». Plus loin, il poursuit son attaque contre les révolutionnaires des Aurès en disant: «les Aurès donnent l'impression d'un manque de maturité politique, ils ne citent, jamais le F.L.N dans leurs correspondances», méprisant, par-là, la culture de Mostefa Ben Boulaïd.

Dans une autre lettre datée du 15 mars 1956, il empêcha les membres de la délégation extérieure de penser à la formation d'un gouvernement, en leur écrivant: «la réflexion sur la formation d'un gouvernement ne vous concerne pas. Si cette formation est décidée, elle se fera à l'intérieur, et non pas à l'extérieur».

Et dans une correspondance à Mohamed Khider, datée du 20 septembre 1956, il leur intima l'ordre de ne plus s'exprimer au nom de la révolution à l'étranger: «Ahmed Ben Bella n'est pas le représentant de l'armée de libération nationale et du front de libération nationale, écrit-il, ni Mohamed Boudiaf, ni Aït Ahmed Hocine, ni Mohamed Khider, ni Mhamed Yazid, ni Hocine Lahouel, ni personne». Il poursuivit son avertissement par ceci: «désormais, vous ne devez plus jouer les rôles d'ambassadeurs, de ministres ou de hauts dirigeants».[1]

Ces correspondances et autres pratiques reflétaient la véritable nature d'Abbane Ramdane qui faisait montre d'une autosatisfaction abusive, tout comme il abusait dans ses railleries sur les chefs révolutionnaires, et faisait de la surenchère aux politiciens de la délégation extérieure, à qui, il préféra les centralistes (Benyoucef Benkhedda, Saad Dahleb), malgré leur refus de déclencher la révolution.

(1) Correspondances de l'intérieur avec l'extérieur de Mabrouk Belhocine.

Le secret de la préférence des frontières orientales aux frontières occidentales:

Après que la zone d'Alger fut investie par l'armée française, le premier comité de coordination et d'exécution (C.C.E) fut contraint de la quitter. Son choix se porta sur la frontière orientale, car la frontière occidentale (la Wilaya «V») était sous la responsabilité d'Abdelhafid Boussouf, l'homme fort qui n'acceptait ni la soumission, ni les concessions, et derrière lui, il y avait Houari Boumediene qui pensait à l'après Abbane Ramdane et Krim Belkacem. De plus, la Wilaya «V» était liée au concurrent Ahmed Ben Bella, ce qui amena Abbane Ramdane et Krim Belkacem à s'orienter vers la région des frontières orientales et ce, pour différentes raisons:

- **Premièrement:** la position stratégique des frontières Est qui jouissaient d'une nature favorable au positionnement et au combat.
- **Deuxièmement:** l'ouverture de la région sur les pays arabes, source d'aide et de soutien diplomatique.
- **Troisièmement:** les frontières orientales étaient, également intégrées avec le territoire de l'allié de circonstance, le président Bourguiba, connu pour ses orientations politiques et idéologiques particulières, et qui permettait à Abbane Ramdane, privé de la force numérique, d'imposer sa domination sur les révolutionnaires de la base de l'Est et sur ceux de la Wilaya «I», ainsi que sur le représentant de la délégation extérieure en Libye et en Tunisie, Ahmed Mahsas. Tout ceci fut appliqué conformément à la lettre adressée par Abbane Ramdane au coordonnateur du destour tunisien, Tellili, lettre que Abbane Ramdane insista pour qu'elle fut émargée par tous ses collègues. En application de cette stratégie, le colonel Amar Ouamrane se hâta de sortir de la Wilaya «III» pour rejoindre la Tunisie. Durant son passage par la zone de Souk Ahras, il se fit passer pour son responsable à la place du chef préféré Bouguellaz. Il rencontra des difficultés et des résistances. Alors, il proposa à Amara Bouguellaz Laskri le grade de colonel contre son consentement pour le transfert de la zone (qui revendiquait la promotion au rang de wilaya), en base spéciale nommée «la base de l'Est» pour qu'elle constituât la base arrière de la Wilaya «III», le prolongement stratégique du commandement

général représenté par le C.C.E et le lieu sûr pour le stockage des approvisionnements logistiques qui devaient être sous contrôle pour couper les aides aux opposants, aux protestataires et aux insurgés contre l'autorité d'Abbane Ramdane.

La base de l'Est[1]:

Historiquement, la zone géographique qui englobe les régions orientales plus connues sous le nom de région de Souk Ahras et qui devint, plus tard, la base de l'Est, était, au départ incluse dans la zone «une», conformément à la lettre officielle de Zighout Youcef. A la lumière de cette lettre, la zone «une» assuma sa responsabilité sur cette région, indiqua, par la suite, ses limites, à savoir, au Nord, la ligne de chemin de fer reliant Ain Abid à Guelma et l'étendue de terrain jusqu'à Khroubs. Elle y affecta plusieurs responsables dont Ahmed Aurassi, et après sa mort, elle désigna un autre chef, nommé Mokhtar, qui disparut dans des circonstances obscures, avec une grosse somme d'argent. Il aurait été, probablement tué, par perfidie, pour l'argent. On nomma, après lui, Ghezali Belabbes qui, la nuit du 1er novembre 1954, participa à l'attaque de Khenchela, aux côtés d'Abbes Laghrour. Après son arrestation, sur dénonciation d'un agent de l'ennemi, Ouardi Kettal et Djebbar Omar furent désignés en remplacement.

Par la suite, la région de Souk Ahras devint presque autonome, et Amara Bouguellaz Laskri assura son commandement. Elle séparait la zone «une» de la zone «deux». A la veille du congrès de la Soummam, Bouguellaz dépêcha des délégués avec des rapports pour y assister, mais ils furent détournés par le groupe de la zone «deux», dont Tahar Bouderbala qui prétendit que le congrès avait déjà siégé et qu'il avait pris fin. Ils leur remirent leurs rapports et retournèrent vers leur responsable Bouguellaz qui comprit que le congrès n'avait pas encore siégé, et que c'était une ruse pour les empêcher d'y assister, étant considérés appartenant à la zone «deux». Ce fut ainsi que les moudjahidines d'El Kala, Souk Ahras commencèrent à revendiquer une nouvelle Wilaya, sous le commandement de Amara Bouguellaz Laskri et regroupant les représentants de Sedrata, Meskiana et El Kala.

(1) Colonel Amara Bouguellaz Laskri Revue du premier novembre N° 112 année 1990.

Pour plus de précision, je présente, ici, le témoignage d'un des membres de l'accord visant à la création d'une nouvelle Wilaya, le moudjahid Tolba Maayouf, qui me déclara ceci: «nous avions contacté Amara Bouguellaz Laskri et nous nous accordâmes à réunifier toutes les régions de la zone: Souk Ahras, Sedrata, Meskiana, Harakta, pour en constituer une nouvelle Wilaya, nous nous accordâmes, également sur les points suivants:

- La création d'une Wilaya nouvelle, autonome et disposant du même statut qui régit les autres Wilayas, son conseil se composant de Bouguellaz avec le grade de colonel, et un représentant unique pour la zone de Souk Ahras, avec le grade de commandant et trois (03) représentants des autres zones: Sedrata, Meskiana et Harakta avec le grade de commandant.
- La non reconnaissance de la direction issue du congrès de la Soummam et l'interdiction à son représentant Amar Ouamrane de passer en Tunisie. (Il passa beaucoup de temps, essayant de nous convaincre de le laisser entrer en Tunisie, mais en vain)».

Dans son témoignage, le président Chadli Ben Djedid dit qu'Amar Ouamrane leur avait proposé d'être leur responsable direct à la place de Bouguellaz[1], mais sans résultat, non plus. L'officier Tolba Maayouf affirme que: «Amar Ouamrane réussit à nouer une relation discrète avec les deux adjoints de Amara Bouguellaz Laskri, et par sentiment régionaliste, Amar Ouamrane réussit à les convaincre d'influencer leur chef Amara Bouguellaz Laskri pour lui permettre de passer, contre la promesse de promotion au grade de colonel, à la tête de la zone qui s'appellera, désormais «la base de l'Est». Bouguellaz accepta cette offre, reniant par là, l'accord conclu avec le groupe de Sedrata, Meskiana et Harakta. Ainsi fut créée la «base de l'Est», sur l'instigation du colonel Amar Ouamrane, et par décision d'Abbane Ramdane et Krim Belkacem, pour devenir, dans la réalité des faits, la base avancée de la Wilaya «III», sur les frontières orientales, protégée par des bataillons spéciaux que Krim Belkacem fit venir avec lui de la Wilaya «III». Ces bataillons étaient dispensés de tous les services, excepté la garde du commandement central.

(1) Mémoires du président Chadli Ben Djedid, Tome I, Editions Casbah, Alger - 2011, p92.

Et après avoir pris la responsabilité du ministère de la défense, Krim Belkacem ne renonça pas au «projet d'Abbane Ramdane»; il désigna le colonel Mohammedi Saïd, au poste de chef des opérations. Ainsi, tout ce qui se trouvait aux frontières de l'est comme centres, unités ou moyens était sous le commandement direct du colonel Mohammedi Saïd, surnommé Si Nasser.

Bouguellaz fit paraître un certain désappointement des suites de sa dépossession de ses attributions accaparées par le commandement des opérations militaires de la base de l'Est, comme, par exemple, son empêchement de superviser les stocks. Krim Belkacem décida de le relever du commandement de la base de l'Est et l'affecta comme membre du commandement des opérations, représentant la base de l'Est, à titre formel. Ce qui signifiait son écartement volontaire, à l'image de son collègue Mohamed Lamouri de la Wilaya «I», et Amar Benaouda de la Wilaya «II». A nouveau et progressivement, les relations commençaient à se détériorer entre le duo Lamouri-Bouguellaz et leur chef Mohammedi Saïd. Les différends se développèrent entre les membres de ce commandement manquant d'homogénéité, alors, Krim Belkacem perçut la gravité de la situation et décida d'écarter définitivement Lamouri et Bouguellaz de l'intérieur algérien pour couper les liens avec leurs subordonnés du front. Il se mit d'accord avec le ministre Lakhdar Bentobbal pour dissoudre le commandement des opérations militaires (C.O.M) à l'exil au Caire. Ils ont poussé Lamouri Mohamed et Amara Bouguellaz Laskri à l'exil loin de l'influence entre les punis et leurs partisans. Cette décision aurait pu être juste si elle avait touché tous les concernés, mais elle ne s'appliqua qu'au duo Lamouri-Bouguellaz, seulement, par leur dégradation et leur exil. Quant à Mohammedi Saïd, Krim Belkacem, et selon le plan, on le garda au commandement, comme auparavant. Benaouda Amar, bénéficia de la protection de Lakhdar Bentobbal, et obtint une nouvelle mission en Libye. Ainsi, le duo Krim Belkacem – Lakhdar Bentobbal fit montre de régionalisme, ce qui approfondit le sentiment d'injustice et d'inégalité entre les fils de la base de l'Est et ceux de la Wilaya «I». Ce sentiment d'injustice continua à se perpétuer jusqu'à ce qu'il apparût avec la détresse

de Lamouri Mohammed, Nouaoura Ahmed et Aouechria Mohammed à El Kef (Tunisie), avec l'aide de l'étranger Bourguiba, comme d'habitude et sur ordre de quelques ministres du G.P.R.A qui réussirent à capturer la victime Lamouri Mohammed dans un filet tissé au Caire et en Libye et achevé en Tunisie où se déroula le crime infâme de l'exécution des grands chefs et l'emprisonnement de plus de 80 officiers, parmi les meilleurs des officiers des Aurès, s'ajoutant à d'autres condamnés ou exilés et à ceux qui furent renvoyés à la vie civile dans une étape précédente. Avec ceci se confirma la réalité que la Wilaya «I» s'était résignée au fait accompli avec ses pertes matérielles et morales (si elle était restée aux autres, elle ne serait pas parvenue jusqu'à toi).

Dans ce contexte, il est bon de présenter un fait à faire rire et pleurer, en même temps et que racontaient les victimes des Aurès dans leur prison. Il s'agit d'un groupe de chefs influents qui s'amusaient avec délectation, pendant leurs veillées nocturnes, sur le deuil qu'ils avaient provoqué dans les Aurès, ils répétaient: «l'Aurès était inconnu, il commença à s'enfler et à se dilater, jusqu'à déborder, nous avons décidé de le diminuer et le réduire à zéro, et puis, nous l'avons soufflé dans l'air comme de la poussière». Je rapporte cette citation sans commentaire.

Questions supposées sur l'étape d'Abbane Ramdane:

Nous posons, ici, avec objectivité, des questions sur un ensemble de suppositions qui, si elles s'étaient réalisées, auraient, peut-être changé la situation.

1. Si Amara Bouguellaz Laskri et le groupe d'El Kala, Sedrata avaient respecté leur accord en rejetant le C.C.E, en persistant à ne pas accepter que leur zone fut la base arrière de la Wilaya «III» et le domaine du commandement général, en empêchant le passage d'Amar Ouamrane en Tunisie, en continuant à observer leurs relations organiques anciennes avec la délégation extérieure et le représentant légitime de la révolution Ahmed Mahsas ?
2. Et puis, si la France n'avait pas eu l'occasion de détourner l'avion des membres de la délégation extérieure et que ceux-ci auraient pu poursuivre leur mission à l'étranger, en supervisant moralement et

matériellement les Wilaya «I» et «cinq» et la base de l'Est ?

3. Si Bourguiba n'avait pas eu de ressentiment contre les Aurèssiens, et si les relations amicales qui existaient avec lui du temps de Ben Boulaïd s'étaient poursuivies. Et si les révoltés de Tunisie, avec à leur tête Tahar Lessoued ne s'étaient pas rebellés contre lui et si Salah Benyoucef ne fut pas contraint de s'opposer à Bourguiba ?

Assurément, si ces événements et ces circonstances n'étaient pas intervenus, Abbane Ramdane et ses alliés n'auraient jamais pu prendre la tête de la pyramide de la manière brutale qui fut la leur et dont Abbane Ramdane lui-même, fut la victime par la suite. Nous aurions, à coup sûr, vécu une situation complètement opposée à celle vécue durant les deux étapes, celle d'Abbane Ramdane et celle des trois B (Belkacem Krim, Boussouf Abdelhafid, Bentobbal Lakhdar). Nous n'aurions, non plus, pas perdu nos gloires parmi les chefs émergents, tous les efforts fournis et un temps précieux dans la bataille pour la course à une hypothétique influence politique destructrice. L'armée française n'aurait pas pu installer les deux lignes de la mort (Morice et Challe), en l'absence des héros, et dans la rupture entre l'intérieur et l'extérieur, et, enfin, la révolution n'aurait pas connu cette plaie des coups d'Etat que nous avions héritée des politiques du congrès de la Soummam, et qui nous poursuit toujours.

Les causes ayant poussé Abbane Ramdane à s'allier à Bourguiba:

- Abbane Ramdane, le coordonnateur du C.C.E, et après lui, Krim Belkacem, manquaient cruellement d'une force militaire qui aurait pu les aider à imposer leur domination sur les forces numériques ascendantes de la région de Souk Ahras et de la Wilaya «I», sur les frontières orientales et même à l'intérieur du territoire tunisien.
- L'escalade du danger de la solide coopération entre les révolutionnaires des Aurès et les révoltés tunisiens contre le projet de Bourguiba.
- La position géographique stratégique des frontières orientales sous la domination de la Wilaya «I» et les unités de la région de Souk Ahras.
- Les approvisionnements logistiques emmagasinés dans les stocks, sous l'autorité de Abdelhaï Soufi et Ahmed Mahsas et qu'il fallait utiliser comme arme pour imposer l'obéissance aux opposants et aux

réservés sur le congrès de la Soummam et à la direction issue de ce même congrès.

- L'existence d'une ancienne communauté algérienne sur le territoire tunisien, originaire des côtés est et sud de l'Algérie qui avait mobilisé ses enfants et ses biens au profit des chefs chargés par Mostefa Ben Boulaïd de créer des bases pour la révolution, en Libye et en Tunisie.
- Les relations de coordination entre les révolutionnaires de la Wilaya «I» et la région de Souk Ahras, d'une part, et les membres de la délégation extérieure, au Caire, par l'intermédiaire de leur représentant Ahmed Mahsas, en Tunisie.

Toutes ces données et d'autres étaient considérées comme des obstacles sérieux par le coordonnateur du C.C.E, Abbane Ramdane, obstacles susceptibles de l'empêcher d'imposer son autorité sur ces régions frontalières qui étaient plus qu'essentielles pour quiconque nourrissait le rêve de domination du commandement de la révolution. Et pour tout cela, Abbane Ramdane fut obligé de s'allier au président Bourguiba.

Abbane Ramdane charge ses hommes d'accomplir les sales besognes dans les Aurès:

Le coordonnateur du C.C.E accorda la priorité à son pouvoir politique et autoritaire, au détriment du combat contre l'ennemi, surtout lorsqu'il prit le risque de retirer des officiers supérieurs et des héros des fronts de combat de Kabylie. Il les détourna du combat contre l'ennemi, vers le combat contre leurs collègues, sur les frontières Est et à l'intérieur de la capitale tunisienne. Il maitrisa ses subordonnés et ses opposants grâce à la force numérique de l'allié Bourguiba. Assurément, ce furent des missions déshonorantes, immorales et contre révolutionnaires. Et le moins que l'on puisse en dire, c'est qu'elles avaient causé des dommages à la révolution, et avec le temps, elles allaient se retourner contre leurs commanditaires.

Ainsi, les politiciens qui rallièrent la révolution avec un retard de 20 mois, ne voyaient leur intérêt que dans la prise du pouvoir. A ce sujet, référons-nous aux écrits du moudjahid Mohamed Harbi, autour de la mission des quatre officiers cités plus haut, et qu'Abbane Ramdane avait choisis pour ces

missions indignes. Il écrit: «le C.C.E avait réussi à imposer sa domination sur ses adversaires, ce qui apparaissait, clairement, à travers la formation désignée par ce même C.C.E, en vue de réorganiser la région des Aurès et les zones frontalières avec la Tunisie. Le rôle principal dans cette mission échut en partage à deux membres: le colonel Amar Ouamrane, et le commandant Amirouche, parmi les quatre membres constituant cette formation.»[1]

La première mission fut confiée au commandant Amirouche, à l'intérieur des Aurès. Une mission dont les buts étaient bien définis, car c'était sur elle que reposait le succès ou l'échec du plan préparé à Alger, et qui consistait à soumettre la Wilaya «I», la base de l'Est, ainsi que tous les opposants. Le but essentiel de la mission d'Amirouche, dans les Aurès, était de (**créer le vide dans le commandement historique des Aurès)**. En d'autres termes, cette mission n'avait aucun lien avec l'affaire de l'enquête sur le meurtre du symbole Mostefa Ben Boulaïd, et encore moins, la communication de la plate-forme de la Soummam.

La deuxième mission fut, provisoirement, confiée au chef de la Wilaya «III», le colonel Mohammedi Saïd, dans le but d'occuper les Aurèssiens, après la tentative d'assassinat d'Adjel Adjoul, et les empêcher de réfléchir à ce qui pourrait déjouer le plan de domination des Aurès, comme leur accord de nommer un chef appartenant à leur Wilaya, en remplacement du commandement historique des Aurès qui fut évincé d'une manière éhontée.

La troisième mission complémentaire de la première: elle fut confiée à une personnalité historique et respectable, de qui nous n'espérions pas qu'il fasse du tort à son prestige historique, en acceptant une mission préjudiciable à ses collègues historiques des Aurès. Il s'agit du colonel Amar Ouamrane qui combina avec l'exécutant principal, le commandant Amirouche, devenu, à l'occasion, expert dans les affaires des Aurèssiens, après avoir réussi à évincer Adjel Adjoul. Il s'appuya, aussi, dans cette mission, sur une équipe composée d'adjoints tels les commandants Kaci et Ait Ahcène et même un membre du groupe des 22, Amar Benaouda, que je ne savais nullement quelle conviction le poussa à s'immiscer dans cette infamie.

(1) Les écrits de Mohamed Harbi sur le complot de Mohamed Lamouri. Chap. 14

Affaire troublante que celle de grands chefs, connus pour leur esprit révolutionnaire et leur brillant passé de militants, qui se mettent à jouer le jeu indigne des politiques contre leurs collègues révolutionnaires, au profit de gens ayant pris le train de la révolution en marche.

J'exposerai, dans le détail, la mission de chacun des quatre chefs militaires déjà cités, et selon l'importance. Commençons par la première mission, celle du commandant Amirouche.

Les détails de la première mission d'Amirouche:

Il était bien connu, que les congressistes de la Soummam, avaient envisagé l'envoi de deux commissions de contrôle. La première commission devait se composer du colonel Zighout Youcef et du commandant Brahim Mezhoudi avec les pouvoirs étendus pour visiter le centre et l'Est des Aurès. La deuxième commission devait se composer des colonels Amar Ouamrane et Mellah Ali (Si Cherif) avec les pouvoirs étendus pour visiter le Sud des Aurès. La deuxième commission rejoindra la première, au centre des Aurès. L'envoi de trois colonels et un commandant pour solutionner le problème des Aurès, respecte les usages dans cette affaire délicate et incarne le principe de la direction collégiale. Le comité de coordination et d'exécution (C.C.E) veillera et sera tenu au courant de toutes les situations par ces délégués. Le comité de coordination et d'exécution (C.C.E) est seul habilité pour trancher en dernier ressort(1). Après la mort du pivot, le colonel Zighout Youcef martyr, et la nomination d'Abbane Ramdane à la tête du comité de coordination et d'exécution, la stratégie a changé et la mission à l'intérieur des Aurès a été confiée au commandant Amirouche sous le patronage de son chef, le colonel Mohammedi Saïd, quant à la mission du colonel Ammar Ouamrane, elle s'est orientée du Sud des Aurès vers la Tunisie afin que le commandant Amirouche se consacre, après l'achèvement de sa première mission dans les Aurès à la restructuration de la wilaya «I» et le transfert des dirigeants du centre des Aurès vers la Tunisie par l'intermédiaire du colonel Mohammedi Saïd, commandant de la wilaya 3. Il est évident que la désignation de ce collectif pour assurer une tache politique de manière

(1) Henri Alleg et autres - La guerre d'Algérie - Tome 3, Temps Actuels, Paris, 1981, page 535.

concertée était une initiative sage qui avait pris en considération l'intérêt de la révolution, mais le deuxième plan axé sur Amirouche était conçu avec arrière-pensée.

Les Aurèssiens étaient disposés à collaborer, positivement, avec les membres de la commission, mais ils furent surpris par le changement de plan qui n'était pas pour les rassurer, lorsque l'on désigna le commandant Amirouche seul à entrer dans les Aurès.

Ainsi donc, le noble but de la mission de contrôle fut, mystérieusement, détourné en un but politique personnel et dont la finalité consistait à s'accaparer le commandement de la révolution et de soumettre tous les réticents aux décisions de la Soummam, le C.C.E. et son coordonnateur, Abbane Ramdane, plus précisément. Les réserves émises par les Aurèssiens sur le commandant Amirouche n'étaient pas faites pour diminuer de sa valeur ou de ses sacrifices, mais elles relevaient du fait qu'il ne pourra jamais se hisser au niveau historique des symboles déclencheurs de la révolution qui l'avaient précédé dans le militantisme, les sacrifices et le commandement dans les moments les plus difficiles. Assurément, cela équivaudrait à les dévaloriser, à réduire leur capital historique et à faire fi de leurs premiers sacrifices face au plus grand siège militaire qui avait mobilisé tous les moyens de l'Etat français pour éteindre la flamme de la révolution dans son bastion le plus imprenable.

Après la mort de Zighout Youcef, Abbane Ramdane confia à Amirouche deux missions essentielles:

- La première mission, à l'intérieur des Aurès, et de laquelle dépendait le succès ou l'échec de la deuxième mission.
- La deuxième mission qu'il devait accomplir à Tunis, et sera le couronnement de la première mission dans les Aurès.

Et sur la base de ce plan, Amirouche fit le déplacement dans les Aurès où il fut cordialement accueilli par les Aurèssiens, malgré leur déception, comme nous l'avons déjà montrée. Mais Amirouche, de par sa nature et veillant à l'exécution de la mission qui n'admettait pas l'échec, n'accorda aucune importance à cet accueil. Il commença à agir comme s'il était le

commandant en chef de la Wilaya «I», il abandonna, complètement, sa mission de contrôleur qui consistait à collecter les renseignements pour les transmettre au commandement qui l'avait chargé de les recueillir. Sa peur d'échouer à créer le vide dans le commandement des Aurès et à liquider ceux qui le représentaient, l'incita à bafouer toutes les règles. Pour lui, le plus important était de réaliser le but essentiel pour lequel il avait fait le déplacement aux Aurès, à savoir créer le vide autour du commandement historique des Aurès, et justifier l'intervention extérieure. Il réussit à accomplir la première mission, objet de son rêve, c'est-à-dire, la vacance du commandement et le complot fomenté contre Adjel Adjoul, la victime qui dormait paisiblement, sous sa protection. Tout ceci, sans le moindre regret pour les conséquences dramatiques dues à ses agissements, telle la rupture de la cadence normale du rythme des combats qui donnaient du fil à retordre à l'armée française, selon les témoignages des uns et des autres. De ceci, Adjel Adjoul paya le prix car il représentait le commandement légitime avec Abbes Laghrour, et tout cela, sans tenir compte de la chaleur de l'accueil, ni de la généreuse hospitalité dont Adjel Adjoul gratifia son hôte Amirouche qui prétendit être entré dans les Aurès sous le prétexte de résoudre l'énigme de la mort de Mostefa Ben Boulaïd, le symbole, et transmettre les décisions du congrès de la Soummam. Au lieu de tout cela, il commit le plus ignoble des crimes, en faisant couler le sang du grand chef Adjel Adjoul, en violation flagrante avec les décisions du congrès de la Soummam, qui stipulaient, clairement, que la sanction ou la récompense des responsables des zones est du seul ressort du C.C.E. Ce que nous déplorons le plus, c'est qu'au lieu qu'Amirouche fut sanctionné pour son crime abject, il reçut du coordonnateur Abbane Ramdane distinctions et encouragements. Ce qui importait le plus à Abbane Ramdane était de réaliser le plan établi avec grand soin. Ainsi, l'objectif étant concrétisé, Abbane Ramdane s'empressa d'annoncer la bonne nouvelle à ses représentants en Tunisie. Il se fit un grand plaisir en rédigeant cette lettre, le 03/12/1956, lettre qui fut citée par Hocine Benmaallem dans un de ses articles de presse.

Amirouche démontra, preuve en main, qu'il n'était guère venu dans les Aurès pour connaître l'assassin du chef Mostefa Ben Boulaïd, ni pour

transmettre les décisions du congrès de la Soummam, mais bien au contraire, il était venu pour assassiner les chefs légitimes, avec à leur tête le chef Adjel Adjoul, et faire, ainsi, le vide dans le commandement historique de la wilaya «I».

La question essentielle est: pourquoi le représentant du C.C.E, Amirouche n'avait-il pas constitué une commission d'enquête composée de gens sages et compétents qui auraient eu pour mission d'enquêter avec Adjel Adjoul ?, ensuite le déférer devant un tribunal militaire qui le jugera en fonction des résultats de l'enquête, dans un procès public, ordonné et règlementaire, dûment consigné dans des procès-verbaux officiels et portant cachet officiel et légal, en application des nouvelles décisions émanant du congrès de la Soummam, et qu'Amirouche était venu pour en expliquer les chapitres qui stipulaient, clairement: «pas de condamnation sans jugement légal» ?

De plus, pourquoi Amirouche refusa-t-il la main tendue d'Adjel Adjoul pour le dialogue, en dépit de la trahison perpétrée contre lui, si Amirouche n'était pas déterminé à l'abattre coûte que coûte ? Car celui qui ne respecte pas la discipline de la révolution et les procédures légales consacrées par la Soummam, ne saurait se prévaloir d'une quelconque crédibilité, ni d'aucune légitimité, ni d'authenticité, et encore moins d'humanisme, n'en déplaise à ceux qui tentent vainement de trouver des justifications. Les historiens dignes de ce nom auront leur mot à dire, dussions-nous attendre encore longtemps.

L'autre question évidente est: «N'y avait-il pas parmi les Aurèssiens, des gens compétents, capables d'assurer le commandement de la Wilaya «I», pour qu'Abbane Ramdane fut obligé de faire appel aux colonels Mohammedi Saïd et Amar Ouamrane, les commandants Amirouche, Kaci, Ait Ahcène et d'autres adjoints appartenant tous à une certaine Wilaya, pour les placer à la tête du commandement de la Wilaya «I» ?

N'y avait-il pas un autre chef apte parmi les officiers des autres Wilayas, pour assurer provisoirement le commandement des Aurès, s'il n'y avait pas une intention inavouée ? D'autant plus que les frontières de la Wilaya «II» (le Nord Constantinois) par exemple, avec la Wilaya «I» (Aurès-Nementchas),

faisaient le double des frontières de la Wilaya «III» (la Kabylie) avec la Wilaya «I», ce qui aurait facilité les contacts et les communications, en toute sécurité, d'une part, et d'autre part, aucun des quatre émissaires d'Abbane Ramdane ne connaissait les mentalités, les coutumes, les traditions et les aspirations des Aurèssiens et ne jouissait de charisme historique, ils n'étaient ni membres du C.R.U.A, ni membres du groupe des 22. Ou bien, était-ce l'esprit paternaliste sur la Wilaya «I» qui animait les chefs de la Kabylie ?

Et même à supposer qu'Abbane Ramdane, le coordonnateur ne faisait confiance à aucun des chefs des Aurès, il aurait pu, alors, lui, le coordonnateur général du C.C.E, choisir une commission composée de différentes Wilayas pour assurer la gestion de la Wilaya sinistrée, de manière provisoire, en attendant de lui trouver un chef rassembleur et apte, à l'image de Chihani Bachir et Mostefa Ben Boulaïd. S'il avait tenté cette possibilité, il aurait évité la confusion et l'accusation d'accaparer le pouvoir à des fins personnelles et avec des penchants régionalistes.

Malheureusement, il était apparu qu'Abbane Ramdane qui rêvait du commandement de la révolution ne faisait confiance qu'en ses hommes les plus proches. Et à ce propos, le commandant Mostefa Merarda nous dit ceci: «Le commandant Amirouche entra dans les Aurès par l'Ouest, il fut entouré par un certain nombre de chefs de la zone 1…», Il poursuit: «Amirouche n'était pas un grand chef, mais l'accueil que nous lui réservâmes était du niveau des grands chefs. Etant donné que les cadres de la Wilaya «I» étaient en désaccord, ils avaient vu en Amirouche le moudjahid sincère qui allait résoudre tous leurs problèmes. De ce fait, ils s'en remirent à lui en lui fournissant toutes sortes d'informations ainsi que les secrets les concernant. Ce qui fit de lui le chef suprême qui ordonne, interdit et impose ce qu'il veut.'(1)

Le commandant Amirouche traversa rapidement la zone 1, car son objectif était Adjel Adjoul (membre du commandement historique et légitime des Aurès), à l'intérieur. Par courrier spécial, il demanda à le rencontrer. Adjel

(1) Mémoires du Commandant Mostefa Merarda, Editions Dar El Houda (Ain Melila), 2003. P.64.

Adjoul y répondit aussitôt, s'empressant de contacter Amirouche à cœur ouvert. La rencontre s'est produite au lieu-dit Tamdinet, à Draa Chorfa, dans le pourtour de la commune actuelle de Kimel. L'entrevue se déroula dans la sérénité et l'espoir, en plus de la chaleur de l'accueil, selon le témoignage de Hocine Benmaallem, dans l'un de ses commentaires de presse sur le sujet.

Après le repas du soir, nous amenâmes à notre hôte Amirouche une monture, un mulet, en l'occurrence, et nous quittâmes Draa Chorfa vers le Sud, en direction du centre de Feyd Lekbor, au fond de la forêt pour assurer la sécurité à l'hôte respectable. Le matin du jour suivant, Amirouche et Adjel Adjoul entamèrent des discussions en aparté, Adjel Adjoul exprima sa déception de ne pas avoir pu assister aux assises du congrès de la Soummam, de même que pour Abbes Laghrour. Mais ceci ne les empêchait pas d'exprimer leur avis sur les décisions du congrès, par le biais de la lettre adressée personnellement par Adjel Adjoul au C.C.E qui siégeait à la Wilaya «III». Il chargea le grand militant, Messaoud Belaggoun, de la remettre à Krim Belkacem, en compagnie de son guide, le moudjahid Djebali qui était originaire de la Kabylie. Il joignit à la lettre plusieurs documents ainsi que le cachet officiel de la zone laissé par Mostefa Ben Boulaïd pour son changement, selon la nouvelle organisation des Wilayas. Adjel Adjoul fit exprès de joindre cette quantité de documents pour permettre aux membres du C.C.E de se faire une idée claire de la gestion de la 1ère zone depuis le 1er novembre 1954.

Amirouche confirma à Adjel Adjoul avoir pris connaissance du contenu de la lettre ainsi que des documents saisis par Omar Ben Boulaïd, tout comme il entreprit personnellement de faire libérer les porteurs de la lettre, Belaggoun, Djebali et leurs compagnons, de la prison d'Omar Ben Boulaïd.

Après avoir épuisé tous les sujets, Amirouche proposa à Adjel Adjoul de céder le commandement, et de faire le voyage, en sa compagnie, vers le côté Est de la Wilaya pour contacter Abbes Laghrour qui se trouvait à la frontière tunisienne. L'idée avait beaucoup plu à Adjel Adjoul, car elle répondait à son aspiration de voir Abbes Laghrour et les membres du C.C.E, partant du fait qu'il était conscient du poids de la responsabilité de la révolution dans

les Aurès dont le chargea Mostefa Ben Boulaïd, avec son collègue Abbes Laghrour. Avant le départ, Amirouche désigna Mohamed Bouazza Arrar responsable de la région de Kimel, et Salah Goudjil, son adjoint politique. De son côté, Adjel Adjoul nomma Othmane Kaâbachi pour une mission militaire dans la région, adjoint d'Abdelouahab Othmani El Oueldji qui fut chargé par Mostefa Ben Boulaïd de présider une commission de contrôle à l'est de la zone, tout près de la frontière tunisienne. Rappelons qu'avant l'arrivée d'Amirouche, Kaabachi était le réel responsable de cette région et, après un certain temps, Bouazza Sadek nomma Boukricha à sa place.

Le départ de tous fut décidé. Direction: la région des Nementchas, à l'Est. Amirouche, Adjel Adjoul, Hadj Lakhdar Abid et leurs compagnons prirent la route du Sud tandis qu'Omar Ben Boulaïd et les siens partirent par la route du Nord. Dans le premier groupe, nous quittâmes la forêt de Kimel Béni Melloul en direction de Djebel Barka qui domine la ville de Khengat Sidi Nadji, nous passâmes la nuit dans un village appelé Teghlissia, au milieu d'une montagne gratifiée d'une source à l'eau douce et fraiche. Ensuite, nous entreprîmes la deuxième partie du voyage à partir de Teghlissia vers le mont Ali Nass, nous traversâmes Oued El Arab, au point où les hommes d'Adjel Adjoul tuèrent l'officier français, le colonel Miquel, surnommé le «Barbu». Avant la prière de l'aube, nous atteignîmes le lieu-dit «Oul Hadj», au mont Ali Nass. Dans cet endroit, le chef Sahraoui Beyouch tomba en martyr et avec lui, cinquante autres martyrs, durant l'été de l'année 1955. Je me chargeai, personnellement, d'inhumer les corps, tout comme j'entrepris la réorganisation de la région, en remplacement du chef Sahraoui Beyouch, pour quelques mois, seulement.

Par la suite, nous nous apprêtâmes à entamer la troisième partie du voyage, du centre d'Oul Hadj vers le centre d'El Kalaa, au Sud de Khenchela. C'était une route extrêmement dangereuse, car se trouvant entre deux postes ennemis: le poste de Taberdga, au Nord, et le poste de Djellal, au Sud. Le lecteur aura probablement pris connaissance de l'embuscade où les moudjahidines décimèrent un convoi entier de l'ennemi, brûlèrent tous les véhicules et s'emparèrent de toutes les armes. Cette embuscade eut lieu le 27/07/1955, en application des consignes concernant les embuscades.

Malheureusement, avant le départ pour la troisième étape du voyage, nous commencions à entrevoir les contours du complot contre Adjel Adjoul, avant son entrée dans la région des Nementchas, où il sera imposé à ses adversaires de le faire tomber devant les braves et fidèles révolutionnaires de la région. Ainsi, et tout juste après la sortie de la patrouille partie en reconnaissance de la route, l'un de ses membres revint avec une lettre pour Amirouche, la lettre, en question, était écrite sur une feuille de calepin, avec une très mauvaise écriture: «Amirouche, tu ne pourras pas passer, tant qu'Adjel Adjoul est en ta compagnie». Le porteur de la lettre prétendit qu'elle provenait du groupe des Nementchas. C'était une pure invention, puisque dans cette direction, il n'y avait pas de groupe Nementchas, la région étant, en fait, sous le contrôle d'Adjel Adjoul. La vérité était que la lettre en question était le fait d'un des accompagnateurs d'Amirouche qui l'attribua, délibérément aux Nementchas, dans le but de tromper Adjel Adjoul et les siens.

Le but de la lettre visait à empêcher Adjel Adjoul de rencontrer le C.C.E et Abbes Laghrour qui était, lui aussi, pourchassé en Tunisie, à l'insu d'Adjel Adjoul. Ce dernier avait une confiance absolue en le C.C.E. La preuve était la fameuse lettre qu'il adressa à Krim Belkacem et qui fut interceptée par Omar Ben Boulaïd et qu'Amirouche s'en assura personnellement, comme nous l'avions déjà mentionné, et qu'il cita dans son rapport au C.C.E.

Pendant ce temps, Adjel Adjoul avait hâte de voir ses alliés en Tunisie, Abbes Laghrour et aussi, Abdelhaï Soufi, Taleb Larbi, Ahmed Mahsas et les autres, parce que la vision d'Adjel Adjoul transcendait le conflit pour un commandement local, dans la région des Aurès avec l'objectif d'une participation effective pour tracer les contours de l'avenir de la révolution, aux côtés des chefs des autres Wilayas, en plus du désir de collaboration avec les membres du C.C.E allant dans le sens de l'intérêt de la révolution.

Certes, telle était la vision d'Adjel Adjoul et sa finalité qu'il essayait de réaliser, quand il fut empêché, en compagnie d'Amirouche, de passer à l'Est de la Wilaya. Il décida, alors, de passer en Tunisie par le Sahara, pour rejoindre ses alliés et les alliés d'Abbes Laghrour, et permettre à l'ensemble,

d'éclairer les repères de la voie, mais la chance ne lui avait pas souri, car les planificateurs tueurs avaient trompé sa confiance, comme c'est connu.

Après le retour d'Adjel Adjoul au fond de la forêt de Kimel Béni Melloul muni d'un laisser-passer vers la wilaya «III» ou Tunis, signé par Amirouche, nous apprîmes qu'Amirouche ne continuera pas son chemin vers l'Est comme c'était prévu, mais il décida, lui aussi, d'y retourner à la forêt de Kimel Béni Melloul, où il adressa, à nouveau, une convocation à Adjel Adjoul pour assister à la réunion du 19 octobre 1956 au lieu-dit Oueldjat Nchem à Sidi Ali, l'actuel siège de la commune de Kimel. Nous nous hâtâmes avec Adjel Adjoul pour lui permettre d'assister à la réunion. Nous arrivâmes au lieu prévu, le 19 octobre 1956 à deux heures de l'après-midi, environ. L'escorte qui accompagnait Adjel Adjoul se composait de vingt-six (26) moudjahidines dotés d'excellentes armes soutirées à l'ennemi, dont une mitrailleuse 24/29. J'insiste, ici, sur le nombre de l'escorte, car il y eut, par la suite, des gens pour prétendre qu'Adjel Adjoul, en arrivant sur le lieu de la réunion, disposa sa garde face au groupe des réunis avec l'intention d'attaquer Amirouche et les chefs aurésiens qui l'accompagnaient. Ce fut une contre vérité visant à escamoter la réelle traîtrise perpétrée contre Adjel Adjoul. Un esprit sain ne croira, jamais, que vingt-six (26) hommes armés puissent attaquer trois cent (300) combattants, en présence des chefs en réunion.

La nuit de l'attentat contre Adjel Adjoul:

Adjel Adjoul se joignit au groupe d'Amirouche dans cette fameuse réunion qui se poursuivit, durant toute l'après-midi du 19 octobre 1956, jusqu'au coucher du soleil. Après la levée de la séance, Adjel Adjoul revint vers nous, qui étions un groupe à l'attendre. Il demanda à voir le reste du groupe, Othmane Kaâbachi lui affirma les avoir orientés vers une cabane distante de 800 m ou un peu plus, après avoir été dans l'impossibilité de leur trouver un lieu proche pouvant les accueillir. Adjel Adjoul n'était pas rassuré par l'éloignement de son groupe du lieu de la réunion. Cependant, il nous accompagna vers la cabane où le groupe en question, nous avait précédés. Nous les trouvâmes en train de préparer du pain en couronnes, nous dînâmes avec eux, puis nous retournâmes, nous trois et Adjel Adjoul,

au milieu du groupe d'Amirouche parce qu'Adjel Adjoul avait décidé de dormir parmi les responsables qui accompagnaient Amirouche, pour leur faire plaisir, le devoir d'hospitalité le lui imposait. Arrivés sur les lieux, Adjel Adjoul chercha la cabane de Hadj Lakhdar Abid. Ce dernier se trouvait dans une cabane éloignée, préparant du thé, avec, à ses côtés Hihi Mekki, nouvellement rallié à l'A.L.N, après son évasion du camp de concentration. Nous prîmes place dans un coin de la cabane, nous nous couvrîmes d'une unique couverture contre le froid intense et la fatigue. Pendant que le sommeil alourdissait mes paupières, j'entendis Hadj Lakhdar Abid dire à Adjel Adjoul: «Adjoul, ne dors pas, avant d'avoir pris un verre de thé avec moi». Ce à quoi Adjel Adjoul répondit: «je suis exténué. Si je m'endors, je te prie de ne pas me réveiller, dans le cas contraire on partagera volontiers le thé». Ensuite, nous nous glissâmes dans un profond sommeil pendant je ne sais combien d'heures ou de minutes, lorsque je fus, brusquement, réveillé par le crépitement des mitraillettes qui nous arrosaient de balles à partir d'une distance assez courte. Inconsciemment, je me mis debout, ils m'arrosèrent, alors d'un feu nourri, les balles transperçaient mes habits, puis, et à la vitesse de l'éclair je me remis à plat ventre, posant ma main gauche sur mon collègue Sadek Badsi, et ma main droite sur mon deuxième collègue Abderrahim Thenia, pour les réveiller, croyant qu'ils dormaient toujours. Je fus surpris par mes mains noyées dans leur sang, et je sentis avec beaucoup de désolation et de tristesse des parties de leur chair déchirée entre mes doigts. Je cherchai Adjel Adjoul, que je ne trouvai pas à mes côtés, et pendant que je me dirigeai vers la porte donnant sur l'Est, j'aperçus un homme debout, dans le coin opposé. C'était lui, Adjel Adjoul, le blessé. Il était probablement éveillé, au moment de l'attaque, car, dès qu'Ahmed Azeroual se jeta sur lui pour le tuer, Adjel Adjoul lui tira, à bout portant, une balle de son pistolet qui le fit tomber, raide mort. Il rejoignit sa place, par la suite, et après un certain temps, il sortit à l'extérieur sans que personne ne le reconnût. Cette nuit-là, il eut miraculeusement la vie sauve. Et moi de même, Dieu me sauva d'une manière que je ne pouvais croire, n'était-ce ma foi en la puissance de Dieu: les balles avaient traversé mes habits et brûlé les cheveux sur ma tête, mais ces mêmes balles glissaient sur ma peau sans la pénétrer, par la volonté du Tout Puissant. J'étais ahuri par la Puissance

Divine qui m'avait bien protégé, et à ce moment, me revint à l'esprit cette citation divine: «Quand leur terme arrive, ils ne peuvent ni le retarder d'une heure ni l'avancer». Coran (Younes, 49).

Entretemps, je m'introduisis dans une petite pièce à l'intérieur d'un préau, pour éviter les balles, ensuite je m'apprêtais à sortir, mais en disposant mon arme, un PM Matt 49, en position de tir, elle émit un son de l'ouverture par laquelle s'échappent les douilles des balles tirées, soudain, un homme derrière moi, appuyé sur un des piliers de la cabane, et dont je n'avais pas remarqué sa présence, m'intima cet ordre: «Ne tire pas !». Avant d'entendre cette voix, je croyais que l'attaque était le fait de l'ennemi, mais dès que je reconnus la voix de l'homme, le nommé Ahmed Ben El Hadj Tifourghi, je compris instantanément qu'il s'agissait d'un complot contre Adjel Adjoul, car Ahmed Ben El Hadj Tifourghi était l'un des opposants à Adjel Adjoul et que c'était lui-même qui remit la lettre à Amirouche et qui fut la cause nous empêchant de poursuivre le voyage vers l'Est, avec Amirouche, comme c'était prévu. Je dis à l'homme derrière moi: «qui sont ces gens qui nous attaquent si férocement ?» Il me répondit: «Sors vers eux et tu les reconnaîtras.»

A ce moment, le groupe qui était juché sur le toit de notre cabane entendit notre dialogue et nous ordonna de sortir immédiatement, en nous menaçant de jets de grenades par la cheminée si l'on ne sortait pas en vitesse. Sur ce, Ahmed Ben El Hadj Tifourghi leur cria: «non, non, ne jetez pas de grenades ! Celui que vous cherchez n'est plus là». Je compris, alors, qu'ils l'avaient placé, spécialement, dans cette pièce pour tirer sur Adjel Adjoul, au cas où il viendrait s'y réfugier. Ici, j'ouvre une parenthèse pour commenter le témoignage du colonel Tahar Zbiri, dans ses mémoires (Les Derniers Chefs des Aurès) où il affirme littéralement ceci: «Adjel Adjoul, par son intelligence aigue et par son souci de garder la vie sauve, disposa sa garde sur le toit de la cabane dans laquelle il dormit la nuit où l'on attenta à sa vie.». Ce témoignage est infondé, la preuve en est que ceux qui avaient décidé de tuer Adjel Adjoul, avaient pris position sur le toit de la cabane. Je ferme la parenthèse.

C'était la pleine lune, et l'on pouvait distinguer, clairement, tous les mouvements du dehors. Quand Ahmed Ben El Hadj Tifourghi s'apprêta à sortir de la cabane, en exécution des ordres venus du toit, je me collais à lui, dans l'espoir de pouvoir sortir, à l'insu des assaillants, mais il avait compris mon manège et fit signe, discrètement à son compagnon Ali Mechiche qui se trouvait face à lui, devant la porte. Et sans m'en apercevoir, Ali Mechiche passa son pistolet de sous son aisselle gauche à Ahmed Ben El Hadj Tifourghi qui pointa son canon sur ma poitrine, tandis que son autre main prenait mon arme en me disant sur un ton arrogant: donne ton arme !». Je ne pouvais rien faire d'autre que de la lui remettre. Ensuite, il se mit à répéter sur un ton visiblement hypocrite: «qu'êtes-vous en train d'endurer, enfants d'Algérie ?». Ces termes m'avaient insufflé un peu d'assurance et m'avaient motivé pour me rapprocher de lui en disant: «Oncle Ahmed, rends-moi mon arme», il me cria au visage, menaçant: «où sont les chargés des prisonniers ?» Un groupe, en position de tir, à plat ventre, dans des semblants de tranchées, face à la cabane, leurs armes dirigées vers nous, répondit: «nous sommes là». Il me conduisit vers eux, ils m'attrapèrent en tremblant de peur. Visiblement, ils devaient ignorer les détails du complot. De l'endroit où je me trouvais, je vis des fusils jetés à terre, j'en connaissais certains propriétaires par leurs noms car c'étaient des fusils performants et leurs propriétaires l'étaient davantage encore.

La surprise était grande. Ali Mechiche commença à se mordre les doigts et cria: «Ah ! Ah ! Le traître a échappé à la mort, le traître s'est sauvé !». Visiblement, Ali Mechiche était dépité de voir Adjel Adjoul échapper à la mort et leur filer entre les mains. Vingt minutes, environ, après la fuite d'Adjel Adjoul, et après que le calme fut revenu, Amirouche nous rassembla dans une place face à la cabane où il résidait et commença son discours par ceci: «Dieu a éprouvé l'Aurès par des calamités qui veulent l'accaparer, il faut les abattre par tous les moyens.».

Le sens des expressions d'Amirouche nous rappelle celui des expressions de Hocine Benmaallem, lorsqu'il dit dans ses articles: nous refusions l'existence des petits Etats dans les Aurès.». L'on comprend des deux personnages que les calamités et les petits Etats menaçaient le projet

d'Abbane Ramdane dans les Aurès. Tout comme la formule plurielle dans le discours d'Amirouche ne concernait pas seulement Adjel Adjoul, mais elle concernait, aussi, les chefs aurésiens qui étaient engagés avec lui, même parmi ceux qui avaient exécuté, naïvement l'opération contre Adjel Adjoul.

La plate-forme du congrès de la Soummam qui interdit formellement l'égorgement et la mutilation et qui prévoit des sanctions sévères pour les exactions commises, fut violée par Amirouche dans l'affaire Adjel Adjoul.

Cette ignominie était en contradiction flagrante avec une des recommandations du congrès de la Soummam, qui exigeait de mener les batailles conformément au droit international, en interdisant les égorgements et les mutilations. Cette recommandation prévoit des sanctions sévères contre tout dépassement. Ceci était la décision du congrès de la Soummam, avec l'ennemi, qu'en est-il, alors, de cette forfaiture perpétrée contre les patriotes révolutionnaires. Dans quelle rubrique peut-on la ranger ?

La sanction d'Amirouche n'avait-elle pas touché ceux-là même qui lui facilitèrent sa première mission dans les Aurès ? Ne les avait-il pas soumis, au début, à l'autorité du commandement de la Wilaya 3 ? Ne les avait-il pas exilés en Tunisie pour les trouver devant lui, lors de son déplacement là-bas, dans l'exil, loin de leurs bases et de leurs subordonnés. Il les humilia, emprisonna certains d'entre eux, et exécuta les meilleurs parmi eux. Et celui qui ignore ces faits immoraux devrait se référer aux archives des années 1957 et 1958 à Tunis.

Amirouche poursuivit son discours, en pensant quitter rapidement cet endroit pour un lieu sûr, craignant un imprévu ou l'intervention des partisans d'Adjel Adjoul. Il mit fin à son discours par ceci: «ce traître Adjel Adjoul qui avait fui entre vos mains, durant cette nuit, vous devez le pourchasser jusqu'à l'abattre, ou bien, le pousser à se rendre à l'ennemi.» Amirouche était très explicite dans son jugement sur Adjel Adjoul (meurtre ou trahison), ce qui représentait la preuve incisive que la tête d'Adjel Adjoul était au centre de sa mission. Mais il recherchait des justifications et des volontaires parmi le commandement local pour l'exécuter. Ce qu'il pût obtenir, aisément, en fin de compte. Donc, félicitons le moudjahid Amirouche pour sa tentative

d'assassinat contre sa victime le moudjahid Adjel Adjoul, en toute confiance et sécurité.

Chose incroyable ! le seul fait de fuir une mort par traîtrise, range la victime Adjel Adjoul parmi les coupables de trahison, aux yeux d'Amirouche qui prétendait être venu dans les Aurès avec l'unique intention de contrôle et de règlement des conflits de personnes, et subitement le voilà qui commet un autre crime d'assassinat qui aggrava, davantage, les causes de la discorde, par l'effusion du sang du chef des Aurès, par intérim, Adjel Adjoul qui, à peine quelques heures, auparavant, était aux côtés d'Amirouche dans la réunion, en tant que moudjahid, comme lui.

Quelle pouvait, donc, être cette trahison commise par Adjel Adjoul, pendant les courtes heures où il quitta son hôte Amirouche pour aller dormir aux côtés de son compagnon Hadj Lakhdar Abid ?

Nous répèterons, toujours la vérité suivante: De éléments étaient infiltrés par Amirouche et parmi eux Ahmed Azeroual à fin d'assassiner Adjel Adjoul et répandre la nouvelle que c'est une lutte intestinale intérieure. D'autre part si Adjel Adjoul et Abbes Laghrour ne représentaient pas ce commandement légitime, ils n'auraient pas été visés par la liquidation physique.

Quant au témoignage de Salah Goudjil au canal El Bilad, ce dernier révèle que Ahmed Azeroual est tombé entre ses mains à la suite d'une balle du pistolet de Adjel Adjoul et qu'il n'a pas pu laver les taches de sang du défunt de ses vêtements qu'après trois jours sans exposer et expliquer les causes, les dessous, les phases, les péripéties et sa position à l'égard de la tentative d'assassinat de Adjel Adjoul, d'autant plus que ses réponses témoignent de sa bonne connaissance du sujet. Il était le seul soldat choisi par le commandant Amirouche parmi les moudjahidines de la zone une pour se faire accompagner en vue de rencontrer Adjel Adjoul au fond de la zone «deux» puis il l'a désigné membre du commandement de la région de Kimel Beni Melloul, lieu de naissance et fief du dirigeant Adjel Adjoul.

En vérité, l'objectif essentiel, derrière tout cela, c'était la région des Aurès qui devait être soumise à l'influence politique, après l'assassinat de ses chefs historiques, par une décision politique émanant de chefs moudjahidines que

nous considérions comme des êtres infaillibles. Ils furent animés par le sentiment régionaliste dans la révolution sacrée. Ils furent, aussi, trompés par les conditions qui leur ont permis d'exécuter leurs victimes. Mais, en fin de compte, ils furent obligés de boire de la même coupe que celle dont ils abreuvèrent leurs victimes, les héros des Aurès, au nom de la révolution et de la discipline mais ces deux concepts sont totalement étrangers à leurs crimes parce que les Aurèssiens savaient leurs obligations envers la patrie.

Quant à l'argument concernant la tentative **d'enchaîner Adjel Adjoul,** sans envisager de le tuer, comme cela fut propagé, c'était un pur mensonge et une plaisanterie de mauvais goût, car les exécutants de cette mission, savaient très bien qu'ils ne pouvaient pas mettre les chaînes à Adjel Adjoul, et l'arracher à ses partisans en le traînant facilement, tel un agneau. Pour cela le recours à l'assassinat, par traîtrise, constituait, à leurs yeux, le meilleur moyen, durant cette réunion dont le but essentiel était de surprendre Adjel Adjoul par traîtrise, et avoir le champ libre pour enfin mettre les Aurès sous tutelle.

Et dès qu'Amirouche réalisa ces deux objectifs, il mit fin à cette réunion, sans ordre du jour, ni décisions enregistrées, ni recommandations, et encore moins de procès-verbal dûment enregistré et approuvé à fin de nier son crime historiquement.

Et la question qu'il faut poser à quiconque voudrait innocenter Amirouche du sang d'Adjel Adjoul est la suivante: «Pourquoi les Aurèssiens n'avaient-ils pas osé enchaîner Adjel Adjoul, ou bien le tuer, ou même l'écarter du commandement avant l'arrivée d'Amirouche dans les Aurès ?»

Adjel Adjoul, la victime, demande à voir Amirouche qui refuse:

Après avoir été atteint de blessures graves dues à l'attaque qu'il avait essuyée, Adjel Adjoul parvint difficilement à rejoindre ses adjoints, au lieu-dit Ghasdis, pour voir avec eux les circonstances de l'attaque, ses dessous et ce qui pouvait en découler comme résultats négatifs, à l'avenir. Ils se mirent d'accord, aux dires de quelques collègues, pour qu'Adjel Adjoul adressât une lettre à Amirouche lui demandant une deuxième rencontre, en vue de poursuivre le dialogue, clarifier les positions des uns et des autres et

mettre fin à l'ambigüité et aux crispations. Ils chargèrent Ahmed Charara de porter la lettre. Et le jour suivant, à une heure de l'après-midi, l'envoyé d'Adjel Adjoul apparut au sommet de la montagne qui donnait sur le lieu de l'événement, du côté Est, où j'étais moi-même fait prisonnier, sous la garde de quelques djounoud. Lorsque les gardes l'aperçurent et le reconnurent, ils l'autorisèrent à avancer vers nous. Et sur son chemin, en allant vers le chef des gardes, il passa, exprès, à côté de moi pour s'enquérir sur mes deux compagnons Sadek Badsi et Abderrahim Thenia, je lui confirmai leur mort, et il continua son chemin vers le responsable de la garde à qui il présenta sa mission qui se résumait en deux points:

- **Premier point**: Remettre une lettre d'Adjel Adjoul à Amirouche en vue d'une nouvelle rencontre entre les deux.
- **Deuxième point**: Demander le retour de nos «enfants», selon l'expression de Charara Ahmed, ensuite, il s'en alla, après s'être assuré de l'inhumation des deux martyrs Sadek Badsi et Abderrahim Thenia, sans essayer de me libérer, comme si je n'étais pas un de leurs «enfants» qu'il était venu pour emmener avec lui. Et par un dessein que Dieu Seul Sait, il m'ignora délibérément (que Dieu lui pardonne) et retourna vers Adjel Adjoul.

De cette ignorance de Charara Ahmed envers moi, je décidai de changer, complètement, de région, car le moudjahid n'a pas de région. Après que mes chaînes fussent détachées, je rejoignis les moudjahidines du Arch des Béni Ouedjana, à Chélia, la 2° région de la 2° zone où l'ami de mon père, le Cheikh Ibrahim Mazouzi était responsable de cette région et je devins son secrétaire particulier. J'y suis resté sans revenir à ma région de Kimel jusqu'à ma désignation à sa tête, après la bataille de Ferghous qui décima tous les membres du commandement de la quatrième région, devenue sinistrée, durant la campagne du général Challe sur les Aurès, en 1960.

Amirouche active son départ après l'éviction d'Adjel Adjoul:

Amirouche et le groupe qui l'accompagnait quittèrent le lieu de la tentative d'assassinat d'Adjel Adjoul, en direction de la région de Chélia. Plus tard, on me dit qu'El Hadj Lakhdar Abid était désappointé par les agissements d'Amirouche à l'encontre d'Adjel Adjoul, la victime, et même

par ceux qui l'aidèrent dans cette perfidie, car Adjel Adjoul lui avait fait confiance personnellement. Et nous avons dit, précédemment, qu'Adjel Adjoul recherchait la cabane de Hadj Lakhdar Abid pour y dormir sous sa protection. Les témoins affirment que Hadj Lakhdar Abid se mit violemment en colère contre Amirouche: «pourquoi avez-vous ordonné le meurtre d'Adjel Adjoul ?», Cria-t-il. Amirouche tenta de donner des raisons qui ne convainquirent personne. Sur ce, Hadj Lakhdar Abid fit un serment avec un ton solennel: «si vous aviez tué Adjel Adjoul, je jure que moi-même, je vous aurais combattus !». Il poursuivit à l'intention d'Amirouche: «A partir d'aujourd'hui, je ne peux assurer ta sécurité personnelle». Évidemment, les présents ne purent admettre cette violente diatribe de Hadj Lakhdar Abid à l'encontre d'Amirouche, mais il n'y accorda aucune importance, car il se considérait comme responsable de la sécurité d'Adjel Adjoul qui avait confiance en lui. On avait trahi sa confiance. Celui qui veut connaître la position de Hadj Lakhdar Abid, de façon précise, doit se référer à ses témoignages récurrents, sur le sujet, dans plusieurs entretiens et autres publications, tout particulièrement le livre de Zeroual (la problématique du commandement, p: 291).

Amirouche interdit Omar Ben Boulaïd de commandement:

Après l'éviction d'Adjel Adjoul, la Wilaya «I» entra dans une zone de turbulence et d'incertitude, des suites de ce que laissa Amirouche derrière lui, comme tragédie provoquée par le vide fait dans le commandement. Omar Ben Boulaïd tenta de convaincre certains chefs en vue de prendre le commandement. Ils lui signèrent un mandat qu'il présenta à Amirouche. Celui-ci le refusa. Il insista auprès de lui pour l'adresser au C.C.E, pour avoir son avis. Amirouche refusa à nouveau d'envoyer ce mandat au C.C.E, car les clauses du plan de la capitale interdisaient l'attribution de missions aux chefs des Aurès avant la liquidation des chefs honnis (par le C.C.E). Ce qui explique, également, le refus du colonel Mohammedi Saïd d'approuver l'accord des dirigeants de la zone «une» pour placer Mohamed Lamouri à leur tête. Amirouche lui-même ne cacha pas son refus du mandat accordé à Omar Ben Boulaïd au commandement de la Wilaya «I». Chose qu'il précisa clairement dans le rapport adressé au C.C.E, concernant sa mission dans

les Aurès. Il écrivit ceci: «lorsque j'ai rencontré Ben Boulaïd Omar, il me déclara que les responsables lui avaient signé un mandat lui permettant d'être leur chef, ce que je refusai, il me demanda mon autorisation pour adresser ce mandat au C.C.E, que je refusai, aussi.». Ce passage contenu dans son rapport nous donne la preuve cinglante que le commandement à Alger avait imposé à Amirouche une feuille de route délimitant son action dans la Wilaya «I» et lui avait délégué des pouvoirs absolus lui permettant de prendre n'importe quelle décision jugée utile, y compris le meurtre, la destitution ou l'affectation. Cependant, il ne put tuer Aïssi Messaoud qui l'apostropha ironiquement en ces termes: «je comprends parfaitement que vous voulez couper la tête des calamités que vous avez citées dans votre discours, devant nous, et maintenant vous voulez couper la tête de la deuxième, Aïssi Messaoud, après avoir coupé la tête de la première, Adjel Adjoul, mais je ne le vous permettrai pas». Durant cette nuit-là, Aïssi Messaoud réussit à s'éloigner du groupe qui accompagnait Amirouche, en faisant exprès de subtiliser un fusil des mains d'Ali Nemer pour montrer son refus de la désignation d'Ali Nemer à la tête de la deuxième zone. Aïssi Messaoud, grâce à sa perspicacité, comprit les détails du plan d'Abbane Ramdane et de ses hommes dans les Aurès. Et même après son déplacement en Tunisie, ils n'arrivèrent pas à l'attraper, il leur fila entre les mains, pour la deuxième fois. Ensuite, Il encadra malgré soi les dissidents dans les montagnes tout en sachant que cela ne saurait faire son bonheur.

Adjel Adjoul se préparait à entrer en Tunisie avant la trahison:

Le moudjahid Hocine Benmaallem assura dans un article de presse que lorsqu'ils revinrent du djebel Ali Nass, ils furent surpris de voir qu'Adjel Adjoul n'avait pas fait le voyage à la Wilaya «III». C'était une surprise infondée, car Adjel Adjoul quitta Amirouche le 11/10/1956, et la réunion était prévue pour le 17/10/1956, cette courte durée ne permettait pas à Adjel Adjoul de faire le déplacement, pour différentes raisons objectives telles que:

Premièrement: Adjel Adjoul avait une famille composée de deux parents, d'une femme et des enfants qui vivaient tous dans la ligne de feu, dans la zone interdite, sous la protection de l'A.L.N et fuyant les exactions des Français et de leurs sbires. Dans ces conditions, il ne pouvait se permettre

le déplacement avant de leur garantir le minimum nécessaire de la vie et d'assurer leur sécurité, par devoir religieux et humain.

Deuxièmement: Adjel Adjoul savait très bien, que la route de l'Ouest menant à la Wilaya «III» lui était coupée par Omar Ben Boulaïd et Messaoud Aïssi. Pour cela, il décida de faire le voyage en Tunisie en passant par le Sahara. Cette voie nécessitait des dispositions essentielles dont:

a. La recherche d'un guide connaissant parfaitement le désert.
b. L'achat de dromadaires, genre Méhari, ce qui exigeait un certain temps.
c. Le choix des compagnons de route.

Ces trois conditions nécessitaient, au moins, un mois. Adjel Adjoul n'était lié par aucun engagement (l'autorisation que lui signa Amirouche était illimitée), mais malgré cela, il avait hâte de rejoindre son collègue du commandement, Abbes Laghrour et les groupes des Souafas (Abdelhaï Soufi, Taleb Larbi et Abdelkrim Hali), ainsi que Mahsas Ahmed pour prendre connaissance des nouveaux développements survenus après le congrès de la Soummam. C'était à la lumière de ces développements que lui et Abbes Laghrour pouvaient agir avec le C.C.E, selon ce que leur dictait la responsabilité, en tant que chefs adjoints de la zone des Aurès (la Wilaya «I»).

Il est bon de rappeler la déclaration de la femme d'Adjel Adjoul à Mohamed Larbi Madaci, l'auteur du livre (les tamiseurs de sable): «mon mari m'avait annoncé qu'il comptait partir en Tunisie par le Sahara, mais la tentative de son assassinat l'en avait empêché».

La synthèse des succès d'Amirouche dans les Aurès:

Le commandant Amirouche n'avait pas, seulement, réussi à liquider Adjel Adjoul pour justifier l'intervention dans les affaires internes de la Wilaya «I», et la soumettre à la tutelle de la Wilaya «III». Il avait, aussi, réussi à faire l'étude psychologique des chefs aurésiens qui l'adoptèrent et le considérèrent comme le «Mehdi espéré», selon le mot du commandant Mostefa Merarda, dans ses «mémoires». Et comme ces vérités étaient voilées à la conscience des chefs des Aurès, il était, donc, du droit d'Abbane Ramdane, Krim Belkacem, Amirouche, Amar Ouamrane, Kaci, Ait Ahcène,

Mohammedi Saïd, le commandant Idir Mouloud et leurs sbires, de mettre fin à la volonté des chefs aurésiens pour les soumettre à leur tutelle.

Et par là, Amirouche réussit à réaliser trois objectifs, dans le long parcours vers la domination des Aurès et de ses moyens:

- **Premièrement:** le vide dans le commandement historique et légitime des Aurès. Ce même vide qui justifia la tutelle sur la Wilaya «I».
- **Deuxièmement:** faire endosser la tentative d'assassinat d'Adjel Adjoul aux Aurèssiens eux-mêmes, sans préciser la partie responsable de l'effusion de son sang.
- **Troisièmement:** faire croire à tous que l'intervention rapide dans les affaires de la Wilaya «I» était faite dans l'intention de régler les contentieux, et d'enquêter sur l'énigme de la mort de Mostefa Ben Boulaïd (le kamis de Othmane c'est-à-dire l'argument fallacieux) et, enfin, faire part aux chefs, des décisions du congrès de la Soummam. Mais l'avenir prouva que la véritable intention était tout à fait contraire. Et la question essentielle qui s'impose est: «qui a donné à des hommes d'une Wilaya donnée le droit d'imposer leur autorité sur des hommes comme eux d'une autre Wilaya, surtout, si celle-ci est la Wilaya des Aurès, la première à avoir consenti des sacrifices ?»

Les interventions d'Amirouche dans les Aurès brisèrent les épopées guerrières dans les Aurès:

La réussite des plans du représentant du comité de coordination et d'exécution (C.C.E), le commandant Amirouche, à savoir:

- Faire tomber le commandement légitime des Aurès après l'éviction d'Adjel Adjoul.
- Orienter et déplacer les chefs des Aurès vers la Wilaya «III», puis vers la Tunisie.
- Laisser la Wilaya «I» sans encadrement et délaisser les unités de combat.

Après tout cela, la Wilaya «I» entra dans l'anarchie, le désarroi et la dislocation. Ce qui lui valut l'arrêt net des épopées guerrières sur le terrain. Ces épopées qui avaient atteint leur apogée avant les interventions

d'Amirouche. Le chef de la Wilaya «III» fut chargé de gérer la Wilaya «I», et d'arrêter les chefs aurésiens par l'entremise du colonel Amar Ouamrane et ses adjoints en Tunisie, durant les années 1957 et 1958.

Nous avions insisté sur ces épopées légendaires sur le champ de bataille par la reconnaissance des officiers ennemis qui affrontaient les révolutionnaires des Aurès, durant les années 1955 et 1956, dans notre chapitre, la réponse au témoignage de Hocine Benmaallem.

Malheureusement, cette dislocation des unités de combat, due à la terrible intervention du colonel Amirouche, n'inquiéta pas, outre mesure, le coordonnateur du C.C.E. Abbane Ramdane, parce que sa préoccupation majeure, du moment, n'était pas orientée vers le combat contre l'ennemi, mais elle visait, plutôt la manière d'imposer sa domination et son influence contre ses opposants de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Pour cela, il annonça à ses représentants de Tunisie, la bonne nouvelle du succès de la mission d'Amirouche, dans une lettre, datée du 03/12/1956, et dont nous avions déjà parlé dans un sujet précédent et dont voici un extrait: «Amirouche est rentré des Aurès, il a réussi à regrouper la majorité des chefs des Aurès qui se sont réorganisés selon les nouvelles dispositions.»

Il est utile, ici, de rapporter l'étude faite par la professeur Amrani Djamila, étude faite sous l'égide du centre national des études historiques, pendant les années 1980, et dans laquelle elle affirme que, parmi les 143 Français, tués durant la période, allant de novembre 1954 à juillet 1955: 119 le furent dans la Wilaya «I» (plus de 83%) et dont 81 tombèrent dans le pourtour de Batna (plus de 68%). En contrepartie, parmi les 544 martyrs tombés dans le champ de bataille durant la même période, 382 appartiennent à la Wilaya «I» (plus de 70%). Quant à la souffrance de la population, 4700 habitants furent déplacés de force de leurs villages des profondeurs des Aurès, durant les trois premiers mois, novembre, décembre 1954, et janvier 1955. De plus 2214 personnes furent arrêtées dans la période allant de novembre 1954 à juillet 1955[(1)], d'une part et d'autre part Henri Alleg confirme que Adjel Adjoul connaissait et comprenait ses djounouds aurassiens. Eux l'estimaient

(1) Echorouk numéro 4563 du 21/11/2014. Salah Laghrour.

et l'aidaient. Ils opéraient avec force et rapidité dans le massif boisé des Beni Melloul. L'état-major français de la zone opérationnelle du Sud Constantinois qui, malgré ses paras, ses légionnaires, son infanterie, son régiment blindé, son artillerie, ses escadrons de gardes mobiles et ses avions, ne parvient pas à réduire les guerriers Chaouis des Aurès-Nementchas. En tout cas, les grandes opérations militaires ne brisent pas les maquis. Si Parlange est sorti général des Aurès où il était entré avec le grade de capitaine, c'est surtout, grâce à une campagne d'intox, à des infiltrations et des délations. Il est parvenu à instaurer un climat de méfiance et d'espionnite.[1]

L'énigme de l'arrestation d'Adjel Adjoul ou sa reddition[2]:

Adjel Adjoul, le militant endurci, réussit à surmonter ses blessures corporelles et morales et décida d'adresser une lettre au commandant Amirouche, dans laquelle il insistait pour une nouvelle rencontre en vue de poursuivre le dialogue, mais Amirouche, comme déjà montré, refusa cette main tendue. Il était clairement apparu que si Adjel Adjoul restait vivant, dans les rangs de l'A.L.N des Aurès, il représenterait un danger pour le plan du coordonnateur du C.C.E, Abbane Ramdane. Plan pour lequel, il avait mobilisé les meilleurs chefs de la Kabylie qu'il avait privés de l'honneur du djihad et chargés de combattre leurs collègues des Aurès. Car les intérêts et les finalités qui unissaient les moudjahidines des deux régions, dans les étapes précédentes, furent détournés par l'ambition de prendre les commandes du pouvoir de la révolution.

Amirouche refusa le dialogue avec Adjel Adjoul, la victime. Il lui bloqua toutes les issues. Le père d'Adjel Adjoul qui voyait les blessures de son fils, victime, tarder à se cicatriser, comprit que l'accusation injuste de trahison décrétée par Amirouche à son encontre, le poursuivra dans tous les cas, mort ou vif. Dès lors, le sentiment paternel le poussa à sauver la vie de son fils trahi, et pour un certain temps, dans l'espoir que l'avenir le réhabilitât par un

(1) Henri Alleg et autres - La guerre d'Algérie - Tome 2, Temps Actuels, Paris, 1981, p 339 et 340.

(2) Quoted in Barberot, Mésaventure en Algérie avec le Général Jacques Paris de Bollardiaire, p115:
Adjel-Adjoul, a captured rebel leader, made the following statement which was mimeographed and distributed by French military authorities…

procès juste, avec des chefs justes. Ainsi et à l'insu de son fils, Adjel Adjoul, gémissant de douleur, il se dirigea directement vers le chef militaire français de la caserne de Zribet El Oued pour lui annoncer l'endroit où se trouvait son fils blessé, dans un état semi comateux. Quel bonheur pour ce chef français qui allait commencer sa journée par la capture d'Adjel Adjoul blessé ! Quel joli présent allait lui offrir le chef patriote, le moudjahid Amirouche par un comportement qui brisa l'épine dorsale de la wilaya «I» des Aurès qui était une épine en travers de la gorge des chefs français. Nous laisserons le soin, à l'aimable lecteur de déduire, par lui-même, les véritables causes qui poussèrent Amirouche à agir de cette façon étrange.

Adjel Adjoul, ses petits enfants et son père furent assaillis de questions par les Français. Les enfants furent emmenés par leur père par crainte pour eux des représailles qui touchèrent le grand frère d'Adjel Adjoul, le nommé Adjel Ahmed, tué, trois ans après la remise d'Adjel Adjoul blessé à l'ennemi (Chaque âme n'est responsable que de ce qui lui incombe. Aucune n'est chargée de porter le fardeau d'une autre) Al-Isrâ, 15.

La réponse d'Adjel Adjoul aux questions insistantes des hommes des renseignements français était simple: «Je suis un grand chef, je ne sais rien sur les centres ou les organisations civiles ou militaires, car elles relèvent des responsables locaux. Moi, je planifie, je donne les ordres, et les autres, sur le terrain exécutent.». Tout ce qu'Adjel Adjoul savait, il n'en dit mot à l'ennemi, comme l'argent, que personne, à part lui n'en connaissait la cache. D'ailleurs, cet argent était resté à sa place jusqu'à ce qu'il divulgua son emplacement après le cessez-le-feu. Nous avions trouvé les billets complètement endommagés. Il en fut de même pour certaines armes lourdes que la rouille avait rongées sans que l'ennemi ne put s'en emparer parce qu'Adjel Adjoul n'en parla pas.

Et sans perdre espoir, Adjel Adjoul continua à revendiquer un procès équitable à travers les lettres récurrentes adressées aux chefs de la Wilaya. Personne ne lui répondit. Si Adjel Adjoul était vraiment fautif, ou avait causé du tort à la révolution, il n'aurait pas continué dans son insistance à demander un procès équitable, surtout, après l'indépendance. Egalement,

dans ses correspondances aux chefs de la Wilaya, Adjel Adjoul leur assurait sa disponibilité à rejoindre, à nouveau, la révolution, si sa vie n'était pas en danger, et avec lui tous les supplétifs (harkis) du pourtour d'Arris: leurs chefs caïd Sebti et Salah Ben Ammar Ferroudji, ainsi que plus de six cent hommes armés, mais personne ne répondit à cette offre.

Et parmi les responsables auxquels Adjel Adjoul avait adressé ses correspondances, à ce sujet, le commandant Abdallah Belhouchet, membre du commandement de la Wilaya «I» qui entra de Tunisie, l'été 1957 pour une mission de contrôle au milieu des Aurès et le commandant de la Wilaya «I» Hadj Lakhdar Abid. Mais, il ne reçut aucune réponse, toutefois, il ne perdit pas l'espoir et continua à revendiquer ce procès après le cessez-le-feu, et encore jusqu'à sa mort en 1993 avec un destin digne d'une tragédie antique.

Il faudrait savoir que le président de la république française, De Gaulle, avait proposé à Adjel Adjoul son transfert en France. Adjel Adjoul refusa cette offre dans sa détermination à se placer sous la justice algérienne. Il demeura, patiemment, dans la prison de Lambèse jusqu'à ce que les autorités algériennes le libèrent malade. Il mourut emportant avec lui la déception du refus d'un procès équitable qui aurait pu le libérer de l'injustice des fausses accusations qui le poursuivirent et noircirent son passé devant ceux qu'il avait recrutés pour la révolution, et surtout son accusation d'avoir tué le symbole Mostefa Ben Boulaïd (que la Miséricorde de Dieu l'accompagne).

Pourtant, certains continuent, encore, à dessein, d'exploiter bêtement l'affaire de la mort de Mostefa Ben Boulaïd, alors que les services de renseignements français avaient bien reconnu que c'étaient eux les responsables de la mort de Mostefa Ben Boulaïd en lui lançant d'un avion un engin explosif de leur fabrication (poste émetteur-récepteur piégé).

Ils ignorent, de ce fait, qu'ils sont en train de diminuer de la valeur symbolique de Mostefa lui-même. Leur persistance à accuser ses adjoints d'avoir causé sa mort revient à diminuer la personnalité de Ben Boulaïd, sa portée philosophique, son génie ainsi que son capital historique. Ô créatures de Dieu ! Mostefa Ben Boulaïd est plus grand, beaucoup plus grand que

d'être confiné à un obscur chef, le jalousant en compagnie de ses collègues pour une responsabilité qui les pousserait à comploter contre lui.

N'est-il pas encore temps pour eux de percevoir la vérité ?

Malheureusement, les chefs qui avaient été injustes envers Adjel Adjoul et ses collègues, à un moment donné, n'ont jamais pensé à se remettre en cause en implorant le pardon devant Dieu et devant l'histoire. Le ministre des moudjahidines Mohammedi Saïd qui était parmi les injustes envers les Aurès et envers Adjel Adjoul, et après avoir été nommé ministre des moudjahidines, s'en alla voir Adjel Adjoul, pour le narguer, lui qui, pourtant était connu pour sa ferveur religieuse. Il fit le déplacement à Batna et ordonna de le faire venir à lui. Lorsqu'on le lui ramena, le pieux ministre entra voir Adjel Adjoul dans une grande pièce, et sans lui adresser le salut de l'Islam, il l'aborda par une question provocatrice qui en disait long sur le mépris de son auteur:

C'est toi Adjel Adjoul ? demanda-t-il

Oui, c'est moi Adjel Adjoul, répondit-il. Il posa une deuxième question narquoise:

Sais-tu que l'Algérie est devenue indépendante ?

Oui, je le sais parfaitement bien, et la preuve en est que tu es face à moi en tant que ministre.

Cette déplorable scène déplut aux membres du bureau de coordination de la wilaya qui accompagnaient le ministre. Ils décidèrent de quitter la salle, laissant son excellence le ministre déverser sa haine sur son pauvre collègue Adjel Adjoul, la victime[1].

Le ministre Mohammedi Saïd ne comprit pas la leçon du tort qu'il avait causé au malheureux Adjel Adjoul, l'opprimé, lorsque ses sbires avaient attenté à sa vie, alors qu'il dormait paisiblement, croyant être sous leur protection (la nuit du 20 octobre 1956), et le poussèrent vers l'ennemi, souffrant de ses blessures corporelles et morales, lui qui avait consacré sa

(1) Le Commandant Ammar Mellah, Adjoint au Chef de la Région Militaire.

jeunesse à se révolter contre ce même ennemi. Pire, le ministre est allé se moquer de lui jusque dans sa prison pour aggraver son chagrin, creuser ses plaies morales et lui rappeler sa tragédie, au lieu de lui demander des excuses.

Alors qu'il est du devoir du ministre des moudjahidines, le premier concerné par l'écriture de l'histoire de permettre à Adjel Adjoul, un procès équitable, procès qu'il avait passé le restant de sa vie à demander vainement. Ainsi s'il est condamné, le ministre pourra, alors, normalement, déverser sa colère sur lui et satisfaire sa vanité.

Mais, son excellence continua à tenir rancune à Adjel Adjoul, la victime qui ne lui fit aucun tort, ni à lui, ni à personne.

Si la sanction des actes est obligatoire, le colonel Mohammedi Saïd lui-même avait tué pour le chef Krim Belkacem. Il se retourna contre lui, quand il tomba en disgrâce. Lorsque la balance pencha du côté des adversaires de Krim Belkacem, le colonel Mohammedi Saïd tourna le dos à son bienfaiteur, le grand chef Krim Belkacem, et rejoignit les forts du moment qui le gratifièrent du poste de ministre qui lui permit de se moquer de son compagnon Adjel Adjoul, le prisonnier impuissant.

Commentaire critique sur ce qu'avait publié Hocine Benmaallem concernant l'affaire d'Adjel Adjoul:

Je trouve qu'il faut ouvrir une parenthèse pour mettre la lumière sur ce qu'a publié Hocine Benmaallem à propos des détails de la mission d'Amirouche et l'attentat contre Adjel Adjoul.(1)

Mais, avant, je voudrais d'abord, affirmer que je tiens Hocine Benmaallem en très haute estime. En effet, c'est le collègue de combat, un homme bon et patriote, il est issu d'une famille respectable dont la tribu est connue pour son parcours militant et pour laquelle j'ai beaucoup de considération. Mais cela ne m'empêche pas de répondre à ce qu'il a publié dans les journaux au sujet d'Adjel Adjoul et son insistance à y revenir fréquemment à tout propos, au moment où nous, nous voudrions oublier ce sujet fâcheux.

Je rappelle des faits contenus dans l'article de Hocine Benmaallem,

(1) Echorouk n°2861 du 28/02/2010.

qui ne reflètent nullement la vérité. Soit parce qu'il ignore les détails de l'incident, comme les autres qui étaient présents, cette nuit-là et furent surpris par l'attaque, soit parce qu'il connaît quelques détails et faits mais il est venu, tout exprès, pour changer la réalité afin de justifier l'incident, historiquement, humainement et moralement, par des témoignages confus, comme, par exemple:

Hocine Benmaallem s'est concentré sur deux points, la nuit de l'attentat contre Adjel Adjoul:

Le premier: il prétend que quelqu'un s'avança vers Adjel Adjoul et le prit à deux mains pour le faire basculer.

Le deuxième: Toujours selon ce qu'il prétend: les hommes d'Adjel Adjoul étaient prêts, ils étaient les premiers à tirer.

Et la question évidente qui vient à l'esprit: Hocine Benmaallem, où était-il, en ce moment, pour pouvoir être en sécurité, hors du danger et voir les échanges de tir, en détail, sans craindre d'être blessé ? Malgré le fait qu'il était le secrétaire du décideur Amirouche, il ne savait rien sur la décision d'attaquer Adjel Adjoul, parce que cette décision fut prise, secrètement, et avec un groupe très restreint, d'où le fait que Hocine Benmaallem aurait entendu les détails de la bouche d'une tierce personne décidée à vouloir changer délibérément la vérité dans le but de dégager les auteurs du crime de toute responsabilité. Signalons, au passage, que ce crime fit cinq victimes parmi les moudjahidines: Le chef Adjel Adjoul gravement blessé, Ahmed Azeroual, l'un des assaillants tué (je ne sais par quelle conviction il a manifesté sa détermination et sa volonté de tuer le chef Adjel Adjoul), Sadek Badsi et Abderrahim Thénia ont péri dans le complot et le cinquième, moi-même, le faible serviteur de Dieu, l'auteur de ces mémoires. Les militaires professionnels, comme Hocine Benmaallem, savent, très bien que celui qui tire le premier provoque le plus de dégâts chez son adversaire. Et dans cet incident, il s'est produit le contraire, puisque les pertes étaient dans le camp d'Adjel Adjoul où trois personnes furent touchées parmi les quatre. Est-il possible, alors, qu'ils soient les premiers à tirer et que leurs balles ne touchent personne ?

Le deuxième point que je voudrais éclaircir: puisque le groupe d'Adjel Adjoul était préparé, d'après les dires de Hocine Benmaallem, comment la personne dont il parle avait pu prendre Adjel Adjoul de ses mains, alors que celui qui est alerté ne laisse aucune occasion à l'adversaire parce qu'il est invité à prendre les mesures pour y faire face.

La vérité constante est:

- 1°/ Nous étions profondément endormis, plutôt confiants, jusqu'à ce que nous fussions surpris par une pluie de balles provenant de plusieurs mitrailleurs à courte distance. Dès le début, Adjel Adjoul fut touché à la main et au pied, les gardes Sadek Badsi et Abderrahim Thénia furent tués sur le coup, alors qu'ils dormaient (de la mort du sommeil à la mort éternelle). J'étais le seul rescapé parmi les quatre personnes trahies que Dieu avait sauvé par je ne sais quel miracle et que je n'ai pu comprendre, jusqu'à ce jour, que par ma foi en Dieu, Loué Soit-Il.
- 2°/ Hocine Benmaallem affirme que dès son arrivée sur le lieu de la réunion, Adjel Adjoul disposa un groupe de ses hommes sur le côté opposé à l'endroit où se trouvait Amirouche, dans le but de l'attaquer. Etrange témoignage que celui-là. Comment vingt-six (26) combattants peuvent-ils attaquer plus de trois cent (300) hommes armés ? Cela aurait été de la pure folie, s'il y avait pensé. Si Adjel Adjoul avait vraiment voulu attaquer le groupe d'Amirouche, il aurait amené avec lui une force supérieure, numériquement au groupe qu'il voulait attaquer. D'ailleurs, il possédait, bien sûr, la force suffisante pour le faire. Mais il ne pensait pas à cela, la preuve en était qu'il avait laissé ses gardes et dormait en toute confiance au milieu du groupe d'Amirouche croyant être en sécurité parmi eux.
- 3°/ Hocine Benmaallem affirme, aussi, qu'Adjel Adjoul «avait changé d'avis sur son accord avec Amirouche puisqu'il décida de reprendre le commandement des mains de Arrar Bouazza», il ajoute: «il était résolu à le tuer», et aussi qu'il avait renoncé au déplacement à la Wilaya «III».

Si l'on supposait qu'Adjel Adjoul avait cédé le commandement,

et puis revenu sur sa décision, il n'aurait pas assisté à la réunion. Et lorsqu'il décida de dormir, loin de son commandement, au milieu même du groupe d'Amirouche, il lui était possible de garder ce commandement sans crainte. Mais la confiance qu'il avait dans le représentant du nouveau commandement central, Amirouche, l'amena à agir avec lui avec sincérité, fidélité et discipline, tout en gardant en vue l'intérêt de la révolution.

- 4°/ Hocine Benmaallem prétend dans ses mémoires qu'après la mort du chef Mostefa Ben Boulaïd, la wilaya «I» connut des conflits tribaux et une rude guerre de succession entre les ambitieux, sans montrer aucun indice de cette guerre et ce qu'il en résulta comme destruction, dévastation, tuerie et barbarie. Lui, le militaire professionnel qui doit parfaitement savoir faire la différence entre des évènements qui eurent lieu dans toutes les wilayas, et la «guerre» dont il connaît très bien le sens et la portée. Alors que dans ces mêmes mémoires il avait décrit les évènements survenus, durant l'été 1962, en Algérie, comme étant des affrontements armés, des accrochages violents et des évènements tragiques. Sur quel critère se base-t-il, donc, pour évaluer les évènements ?
- 5°/ Hocine Benmaallem affirme qu'il faisait nuit et qu'un grand bloc de pierre l'abritait et après cinq minutes de l'évènement il a reconnu des soldats, ce qui prouve que l'endroit était encerclé par les hommes d'Amirouche et qu'ils étaient sur le pied de guerre et l'affaire était préméditée depuis leur départ de la wilaya «III».
- 6°/ Hocine Benmaallem souligne qu'Adjel Adjoul voulait neutraliser tous les présents. Etrange témoignage, pourtant toutes les pertes humaines étaient de son camp, à l'exception de celui qui a tiré sur lui.

En dépit de tout cela, posons cette question au collègue Hocine Benmaallem, au révolutionnaire et au patriote: «est-ce-que vraiment tu étais convaincu de ce que tu disais sur Adjel Adjoul, en ton âme et conscience ?». Quant à moi, j'en doute, à coup sûr.

Autre question: quelle aurait pu être votre position si le groupe des Aurès, pris de folie, avait tué Amirouche dans sa tournée ?

Ensuite, vos convictions et justifications de l'assassinat des symboles des Aurès Adjel Adjoul, Abbes Laghrour et leurs compagnons sont-elles les mêmes que pour le crime de l'assassinat du symbole, Krim Belkacem et l'exécution du militant, Abbane Ramdane ?

Hocine Benmaallem, en utilisant la première personne du pluriel dit: «*Nous* refusions les petits Etats dans les Aurès, alors que l'armée coloniale semait le désordre sur terre», sans que l'on sache ce que représente ce nous. C'est une accusation claire de Hocine Benmaallem envers ses frères aurésiens de vouloir faire la trêve avec l'ennemi. Et à propos de ces accusations, allons voir les témoignages des officiers ennemis, il n'y a pas plus sûr à ce sujet sensible.

Commençons par le général d'aviation Michel Froget qui était chargé du contrôle aérien des zones interdites, hors de la domination des forces terrestres françaises. Il dit ceci: «le Massif des Aurès était vraiment majestueux, mais difficile à vivre, l'accueil qui nous fut réservé était loin d'être cordial… Les rebelles des Aurès comptent parmi les plus durs combattants que nous avions affrontés, vu leurs capacités combatives», il poursuit: «Les Aurès étaient un bastion imprenable. Ce qui renforça, davantage cette situation, c'était que les trois quarts de la région étaient hors du contrôle et transformés en zones interdites pour nos forces terrestres».

Dans d'autres extraits il affirme: «le nombre mensuel des attaques rebelles contre nous, dans les Aurès, durant la deuxième moitié de l'année 1955, était acceptable, mais il s'éleva, aussitôt, pour atteindre 2540 attaques par mois en 1956.

L'aviateur français poursuit ses aveux et révèle: «… Quant aux accrochages, ils sont devenus plus âpres, au point où le nombre d'avions touchés était en augmentation en raison de sollicitations en appui plus fréquentes … A la fin de l'année 1955 et au début de l'année 1956, le nombre de nos avions, totalement détruits, s'est trouvé multiplié par trois». A la page 162 de son livre, traduit en arabe, il affirme: «… Nous procédons tous les jours à des vols d'observation, à des opérations de couverture et, également, à des poursuites, et sans que la cadence baisse durant les week-

ends et les jours de fête; ceci est encore plus avéré sur une zone vaste, telle que la nôtre dans les Aurès, où, pratiquement, il ne passe pas un jour sans qu'il y ait un accrochage quelque part et sans qu'il nous soit demandé une rapide intervention en appui à une unité au sol !»[(1)].

Nous attirons l'attention du lecteur que cette période, évoquée par l'aviateur français, correspond à la même période indiquée par Hocine Benmaallem lorsqu'il entra avec «Amirouche» dans les Aurès; mais, est-ce que toutes les vérités rapportées par l'aviateur français correspondent à ses accusations envers ses frères aurésiens ? Ceux-ci, suivant les propos de Hocine Benmaallem, étaient surtout préoccupés par les affaires de leurs «principautés», laissant libre cours à l'ennemi dans ses comportements despotiques.

Laissons de côté le témoignage du général d'aviation Michel Froget, et faisons lecture de passages du discours du grand chef, le général Bigeard, dont les Aurès furent un des théâtres de ses actions; s'adressant à ses subordonnés, il dit: «Soldats ! Comprenez bien qu'avec les combattants de cette contrée des Nementchas, il sera difficile pour nous de jouer aux héros dans les combats avec des dissidents qui cherchent l'affrontement pour engager des batailles; les monts des Nementchas sont les terrains de prédilection des rebelles et constituent un foyer d'épouvante dans l'Est Constantinois».

Dans les Aurès, Bigeard ne s'est pas laissé leurrer par son courage et son audace, mais reconnaissait et exaltait plutôt le courage de ses adversaires sur le terrain, notamment Abbes Laghrour, à propos duquel il disait: «Dans les Nementchas, les rebelles manœuvrent d'une manière qui force l'admiration, entre des positions bien organisées, sous le commandement d'un chef exceptionnel, Abbes Laghrour, au point où la moindre erreur commise, de notre part, pouvait nous coûter de lourdes pertes».

Ce qui est navrant et déplorable, c'est quand un chef français, Bigeard en l'occurrence, reconnait la compétence et le courage de son ennemi,

(1) *Général Michel Froget*/ La guerre froide et la guerre d'Algérie, pages traduites en langue arabe nº: 60, 88, 90, 137, 162.

Abbes Laghrour, et met en exergue ses actes de bravoure, alors que les néo-dirigeants de la révolution l'accusent de traîtrise et l'exécutent lui et ses compagnons.

Enfin, nous exposons trois témoignages de l'officier de service de renseignements, Dominique Farale qui activait dans les monts des Nementchas et la partie orientale de la chaîne des Aurès. Il était chargé de suivre les traces d'Abbes Laghrour et dont il disait:«Abbes Laghrour mettait, au grand jour, Bigeard au défi, bien que celui-ci ait pu éliminer une grande partie des groupes rebelles dans les Aurès, et au niveau de la zone des Nementchas; cette contrée constitua, entre 1954 et le début de l'année 1957, l'une des plus fortes et des plus redoutées des citadelles de l'A.L.N.»; il ajoute, plus loin: «… Durant trois périodes consécutives, Abbes Laghrour continuait à faire preuve d'un esprit combatif intact; la première période se situe entre novembre 1954 et les environs de septembre 1955; durant cette période, Abbes Laghrour a pu raffermir son emprise sur la population, et a tendu aux forces françaises nombre d'embuscades ayant entraîné la mort d'une soixantaine de français dont deux commandants de compagnie; la période suivante, qui s'étale de septembre 1955 au début septembre 1956, fut marquée par d'âpres batailles et la perte de plus de 100 soldats français, dont 8 officiers; la troisième période, dont le commencement correspond au début de l'année 1957, fut celle de la poursuite des rebelles après la désagrégation de leur organisation…»[(1)].

L'officier français, Dominique Farale, vise, à travers la troisième période, celle qui suivit directement l'immixtion, dans les Aurès, des hommes d'Abbane Ramdane contre le dirigeant Adjel Adjoul, en octobre 1956, ensuite en Tunisie, de septembre 1956 à 1958, contre Abbes Laghrour et ses compagnons !; Selon les dires de l'officier de service de renseignements français Dominique Farale, que des débâcles ont découlé de ces immixtions qui ont brisé la wilaya «I» et déstructuré ses rangs. Enfin ils détournèrent les valeureux combattants des fiers Aurès de la véritable nature de leur mission qui consistait à affronter l'ennemi dans des batailles historiques que

(1) Colonel Dominique Farale / La bataille des monts des Nemencha, page 143.

tout le monde apprécia. Ils leur imposèrent, en contrepartie, des services incompatibles avec leur tempérament et leur dignité, comme le transport des armes, tels des prisonniers pour les maitres de l'étape, les hommes d'Abbane Ramdane: Amirouche, Mohammedi Saïd et les sbires du commandant Idir Mouloud, le chef de cabinet du symbole historique, Krim Belkacem.

Enfin nous présentons un extrait d'un article paru en juin 1956 dans le numéro 1 du journal ELMOUDJAHID, l'organe central du F.L.N., titré «les années héroïques, de victoire en victoire, brillant bilan de l'A.L.N.» pour dissiper les doutes tramés avec préméditation par ceux qui désirent entacher l'ampleur de la révolution dans la zone de l'Aurès avant la tenue du congrès de la Soummam. Mais la vérité est là, plus puissante que leurs mensonges et leur creuse prétention:

Personne ne croit plus aux communiqués ronflants créés de toutes pièces et façonnés par le bureau psychologique de l'armée française et transmis avec beaucoup de complaisance aux agences de presse du monde entier. Mis à part le porte-parole du colonialisme en Algérie et les trois chaines de radio-Algérie toujours aussi fidèles à elles-mêmes. Les journalistes, les lecteurs, les auditeurs de la radio n'ajoutent plus foi à ces informations composées et nuancées pour maintenir le moral de l'armée… Notre but est de vous donner simplement à l'occasion de chaque numéro un aperçu assez bref sur les opérations les plus importantes et les plus susceptibles de vous donner une idée sur l'ampleur des succès remportés par notre jeune armée et de démontrer la fragilité et l'inconséquence de ces information bien confectionnées qui essaient de camoufler la vérité sur les pertes très sévères qu'infligent nos moudjahidines à l'armée des mercenaires de l'impérialisme qui se retournent la rage au cœur sur une innocente population civile complètement désarmée et se vengent sur elle par de révoltantes exactions et d'abjectes atrocités… Si les opérations de l'année 1955 dans la zone de l'Aurès ont été très meurtrières pour l'ennemi qui enregistra des pertes considérables au cours des batailles telles que celle de Djeniene où il perdit 95 morts et 65 blessés, celle d'El-Ouldja qui vit la mort de 3 officiers dont un commandant, 8 soldats tués et 10 autres blessés, cette autre de Lemsara-Oulosa où 40 légionnaires trouvèrent la mort et 30 furent blessés, celle de

Zellatou qui se solda par 50 morts et un grand nombre de blessés, pour 6 morts dans nos rangs, et cette autre à El-Ouldja aussi où les pertes ennemies en tués dépassent la cinquantaine tandis que nous déplorions la mort de 3 moudjahidines, celle de Taffessour avec les 130 mercenaires tués dont un lieutenant-major et 5 officiers et nos 8 tués, mais qui coûta la vie à 61 personnes dont 4 femmes et un enfant qui furent tous fusillés, puis celle de Djeurf intitulée le désastre du colonialisme où l'ennemi perdit 400 tués, 8 avions abattus, 3 blindés endommagés et abandonna un important armement… Les nouvelles qui nous sont parvenues au cours de ces six premiers mois de l'année 1956 font état de batailles de plus en plus importantes et d'actions de grande envergure au cours desquelles les chefs de notre armée et les Moudjahidines font preuve d'une connaissance parfaite de l'art militaire et d'une assurance au combat qui effraient les troupes colonialistes et leur font présager de futurs Dien-Bien-Phu… Les principales batailles qui se sont déroulées dans cette zone depuis le début de l'année 1956 sont celles de:

- Daoued Loumi: elle dura 3 jours et l'ennemi y perdit 300 morts, une centaine de blessés, 3 avions sur les 12 qui ont participé à la bataille furent abattus. Nos pertes se chiffrent à 15 morts et 6 blessés.
- Embuscade entre Edgar-Quinet et Khenchela: 2 avions furent abattus, 7 camions brulés. Nous n'avons pas pu dénombrer les morts et blessés ennemis mais leur nombre était certainement très élevé.
- Zaouia: elle se chiffra pour l'ennemi par 189 tués dont 4 officiers. Un armement important nous a été laissé sur le terrain. Nous perdîmes 15 morts et 5 blessés. 4 mercenaires de l'impérialisme ayant contraint la population civile à marcher au-devant de leur ligne et de leur servir ainsi de bouclier, plusieurs civils ont trouvé la mort, plusieurs mechtas furent rasées, une centaine de personnes fusillées et d'autres emprisonnées ou déportées, 11 femmes et 4 enfants tués.
- Temagra: l'ennemi y perdit 38 morts et 7 camions brulés…[1]

Pour conclure cette brève réaction, nous disons à Hocine Benmaallem que la réponse à l'affaire du complot qui attenta à la vie d'Adjel Adjoul se

(1) Le journal El Moudjahid organe central du F.L.N., Tome 1 imprimé en Yougoslavie, juin 1962, p. 9 et 10.

trouve dans tes mémoires où tu reconnais, clairement, que les décideurs, durant la révolution étaient largement impliqués dans les complots internes et les conflits, et que toi-même, tu avais argumenté par une citation de Ferhat Abbes, dans laquelle il disait: «les enfants d'Algérie se complaisaient dans l'atmosphère des intrigues et qu'ils se détestaient et se jalousaient allègrement.»

Les vraies causes de la dispersion, selon le témoignage d'un officier français:

- **Premièrement:** Les conséquences négatives et graves qui ont découlé de l'incident perpétré par le groupe d'Amirouche (coups de feu visant Adjel Adjoul alors qu'il dormait), survenu dans la nuit du 20 octobre 1956.
- **Deuxièmement:** Le complot visant, en septembre 1956, à saboter la réunion de réconciliation présidée par Abbes Laghrour afin de rétablir l'ordre à l'intérieur de la wilaya «I».
- **Troisièmement:** La soumission de la wilaya «I» à la tutelle exclusive du commandant de la wilaya «III», Mohammedi Saïd, durant les mois de novembre et décembre 1956 et janvier 1957; en conséquence, les commandants des Aurès reçurent pour instructions de se rendre en Tunisie au motif que de nouveaux commandements sont prévus pour eux; ce fut une grave décision qui a laissé la wilaya sans encadrement dans une période de guerre acharnée, ce qui influa, négativement, sur le rythme de combat face à l'ennemi qui en avait souffert. Le but principal des décisions de Mohammedi Saïd était, avant tout, l'affaiblissement des chefs à qui on imposa l'exil en Tunisie pour purger leurs rangs des éléments novembristes, devenus indésirables, briser la volonté des autres, et, enfin, imposer le fait accompli à l'ensemble, là-bas, en Tunisie loin de leur combattants avec qui ils engageaient des batailles dans leur milieu naturel. Tout ceci se déroula conformément à leur feuille de route concoctée, d'avance, pour la wilaya «I» et ses hommes par Abbane Ramdane, les siens et l'allié de circonstance le président Bourguiba.
- **Quatrièmement:** Le tarissement des dotations en moyens de combat,

que ce soit en armes, munitions et habillement, pour les combattants de la wilaya «I», accusés de sédition; Abdelhaï Soufi, avant d'être poursuivi et ensuite exécuté, fut dépouillé des clés des dépôts des équipements logistiques.

- **Cinquièmement:** Les simples combattants des Aurès, qui escortaient leurs chefs, furent mis en détention, par mesure de rétorsion pour s'être élevés contre l'arrestation et l'exécution de leurs chefs dans la ville de Tunis; ils furent utilisés, ensuite, comme bêtes de somme pour transporter de l'armement à la wilaya «III».
- **Sixièmement:** Les résultats de ces situations déplorables furent que 3.000 combattants parmi les révolutionnaires des Aurès se sont cantonnés le long de la frontière Est, autour du centre Chaânbi; ils sont rentrés dans une protestation continue sur la dégradation de leurs conditions, les mauvais traitements et l'arrestation de leurs chefs directs.

Qui est, dès lors, responsable de cette situation catastrophique imposée aux enfants de la wilaya «I», eux qui, pour l'armée française, constituaient, suivant le témoignage de ses officiers, la pierre d'achoppement ?

Hocine Benmaallem a vécu, avec nous, certaines de ces situations, alors qu'il accompagnait le colonel Amirouche durant le mois d'octobre 1956, avec toutefois une différence profonde entre nous; alors que cette période a été vécue par nous en tant que victimes que les circonstances ont poussées à un état de résignation, Hocine Benmaallem l'a vécue en tant que spectateur, soit insensible à nos souffrances ou ne lui donnant pas la signification que nous en avions.

Hocine Benmaallem était le secrétaire du colonel Amirouche, et l'humble serviteur que je suis se trouvait être le secrétaire de la victime, Adjel Adjoul.

Notre camarade, Hocine Benmaallem, ne se préoccupait pas de ma situation dramatique en ces moments, lorsqu'ils ont abattu, à mes côtés, deux compagnons et mis fin au parcours de mon chef Adjel Adjoul. Ayant échappé, par miracle, au massacre, ils m'ont désarmé et laissé en proie à l'ennemi pour le simple fait d'être un moudjahid des Aurès, et secrétaire

d'Adjel Adjoul, la victime.

En résumé, on constate que l'agressé Adjel Adjoul est devenu agresseur, selon Hocine Benmaallem.

En revanche je cite quelques témoignages pour dissiper toute nuance:

Le colonel Amar Benaouda cite dans le quotidien Echorouk, numéro 4841, du 28/08/2015, que: «Zighout Youcef, après sa sortie du congrès de la Soummam lui a divulgué un secret:

- Larbi Ben M'Hidi, Abbane Ramdane et leur groupe ne sont pas loyaux envers les principes du 1er novembre 1954, et qu'il espère mourir martyr, avant qu'il ne soit contraint d'accepter des décisions qui ne vont pas en harmonie avec les principes de la proclamation du 1er novembre 1954 et ses principes.
- Il espère aussi ne pas se déplacer aux Aurès et rencontrer Amirouche».

Nous laissons le soin à Hocine Benmaallem de chercher les causes profondes qui ont poussé Zighout Youcef à faire ces deux vœux.

Le colonel Amar Benaouda confirme dans un article publié par le quotidien Echorouk n° 4904 du 1er novembre 2015 que: «Adjel Adjoul ne trahit pas et ne peut pas trahir c'est un nationaliste qui ne révélera jamais les secrets de la révolution et de ses chefs. Il était contraint et forcé de se retirer, il avait peur d'être assassiné par Amirouche. Il a choisi la reddition. Amirouche a agi en dépit du bon sens, il n'avait pas une idée juste de la région et de la mentalité des aurésiens. Il s'est conduit d'une manière brutale. Il a laissé, derrière lui, la région des Aurès divisée plus que jamais».

Le Moudjahid et homme de terrain Ouardi Kettal souligne dans ses mémoires édités par la maison d'édition Kounouz (Tlemcen) en 2018 à la page 184 que: «Adjel Adjoul est un politicien chevronné. Il se conduisait en père de famille envers tous les moudjahidines. Il ne mangeait pas avant qu'ils mangent à leur faim. Quand il observe un Moudjahid avec une paire de chaussures déchirées il se déchausse en sa faveur. Il se délasse lorsque leur majeure partie se détend.»

- Jean-Pierre Marin dans son ouvrage «Au forgeron de Batna»,[1] confirme qu'Adjel Adjoul est agressé..., il ajoute que Hadj Lakhdar Abid ne tarda pas à comprendre qui avait attaqué et qu'il fit savoir à Amirouche qu'il n'était pas venu en homme de paix et qu'il ne reconnaissait plus son autorité.
- Raymond Nart dans «Histoire intérieure de la rébellion dans les Aurès: Adjel Adjoul»[2]: «Les mobiles ne sont pas clairs. Quant à son véritable commanditaire, difficile d'exempter Amirouche. A-t-il utilisé les adversaires d'Adjoul pour le liquider ? Il est tout à fait impossible que ces derniers aient agi de leur propre initiative, en présence sur les lieux d'Amirouche... Reste qu'Amirouche qui avait offert l'hospitalité à Adjel Adjoul ne s'est pas précipité pour faire la lumière sur ce qu'il considère juste comme un regrettable incident».
- Le secrétaire d'Etat au sein du premier G.P.R.A, le docteur Lamine Khane rapporte dans le quotidien Echorouk, numéro 4882, du 10/10/2015 que: «Dans le cadre de l'opération Bleuite, les services secrets français font croire au colonel Amirouche qu'il est entouré d'espions. Amirouche et Bougara Ahmed (Si M'Hammed) le chef de la wilaya quatre sont convaincus que des traîtres se sont infiltrés dans les maquis. Ils prennent des mesures brutales et révoltantes pour épurer les rangs. La sanglante chaîne a décimé entre cinq cent et six cent victimes qui viennent d'horizons les plus divers et parmi eux des intellectuels et des étudiants qui ont rejoint récemment les maquis. Les chefs d'autres wilayate n'ont pas tous partagé les craintes d'Amirouche, malgré ses écrits pour les alerter et leur indiquer les mesures qu'il a prises. Ils ont mis leur entière confiance dans leurs éléments. Il était difficile de les suspecter».

Ce témoignage reflète les traits caractéristiques de la personne d'Amirouche et met en doute les écrits de Hocine Benmaallem dans ces mémoires, publiés par les éditions Casbah, Alger 2014, page 139.

Quel crime a commis Adjel Adjoul ? Qui est le responsable de la mort de

(1) Editions l'Harmattan, Paris 2005, pages 258 et 259.
(2) Editions l'Harmattan, Paris 2015, pages 165 et 171.

ceux qui ont été assassinés lors de ce massacre ? S'agissant de ma personne, quel a été mon tort pour subir, la mort dans l'âme, l'amertume de ces abus ? Je préfère refermer la parenthèse et revenir à l'exposé de certains épisodes importants se rapportant à la période d'Amirouche à l'intérieur des Aurès.

La naïveté et le manque de vision de certains dirigeants locaux des Aurès:

Nul n'ignore que Tahar Nouichi était l'un des trois chefs de secteur qui ont préparé la révolution dans les Aurès; un passé glorieux sans conteste. Cependant, le comportement excessif du colonel Amirouche dans la recherche de son assentiment, ainsi qu'attesté par Hadj Lakhdar Abid, et la manifestation d'une forme de complot contre les camarades de ce dernier, égratigne le caractère sacré de cette histoire glorieuse. Amirouche, avant son entrée dans les Aurès, pour demander des comptes à ceux qui l'ont précédé dans le déclenchement de la révolution, avait bénéficié d'un haut rang de la part de ses supérieurs; ceux-ci, lui ont explicité les détails de sa mission dans les Aurès, mais ont également fait bénéficier nombre d'officiers de la wilaya «III» du grade de colonel, ce qui, en soi, est un droit légitime, sauf que c'était pour être, ensuite, nommé en qualité de membres du conseil national de la révolution algérienne; ce fut, là, un acte à portée politique ultérieure, qu'il n'y a donc pas lieu de jalouser. Cependant, Abbane Ramdane aurait dû, ne serait-ce que du sens de la responsabilité nationale, faire bénéficier les dirigeants des Aurès de grades équivalents. Pourquoi, alors, ignorer ce droit dû, mais se hâter de punir ? Est-ce que les nobles sacrifices des révolutionnaires des Aurès ne méritent pas ces promotions ?

Malheureusement, Tahar Nouichi et ses compagnons n'ont pas saisi cette réalité, tout comme ils ne se sont pas trop attachés à ces promotions dans la wilaya «III»; ne jalousant en rien leurs frères et voisins dirigeants de cette wilaya. Ils ne cherchèrent point à les suivre dans leur démarche calculée, alors qu'ils préparaient leurs hommes pour les étapes décisives; ce fut une action intelligente qui comptera (ils ont réservé à leurs gradés un bon nombre de sièges en tant que membres titulaires dans le conseil national de la révolution algérienne).

Les dirigeants des Aurès, au lieu d'unifier leurs rangs derrière leurs symboles, protéger leurs flancs et renforcer leurs positions, face au jeu des équilibres qui se manifestait après le congrès de la Soummam, n'ont, non seulement, rien entrepris, mais se sont mis, malheureusement, à conspirer sur l'avenir de leur wilaya, se renvoyant, mutuellement, des accusations arbitraires. Le résultat fut l'offense et le châtiment par la marginalisation, l'emprisonnement et les inévitables exécutions inhérentes à cette soumission avilissante qu'ils ont acceptée et à laquelle ils se sont résignés aux heures décisives.

Malgré tout cela, nous disons à ceux qui continuent à s'appuyer sur l'inattention des autres, s'obstinant dans la voie de la falsification de la réalité: «Craignez Dieu, cessez de pratiquer ouvertement la dérision, et laissons, comme il se dit, le puits à couvert». Nous, nous savons bien qu'Abbes Laghrour, Adjel Adjoul et leurs compagnons exécutés, après avoir été marginalisés, pourchassés et déportés, sont victimes d'un grave complot qui les visa eux et leur wilaya, en représailles à leurs positions et à leurs sacrifices. Le complot, dont ils payèrent le tribut dans des conditions particulières, avait une dimension qui les dépassait, à une période que nous laissons aux soins d'historiens intègres.

En cela, nous devons souligner pour l'histoire et les générations futures que la responsabilité revient au président tunisien, Bourguiba.

La seconde mission des hommes d'Abbane Ramdane dans les Aurès:

En conformité avec le plan prévu pour les Aurès et établi, à Alger, par Abbane Ramdane et les quatre dirigeants militaires, le commandant Amirouche a réussi à concrétiser la première mission qui consistait à définir le sort futur de la wilaya «I». Aussitôt après la sortie d'Amirouche des Aurès, le colonel Mohammedi Saïd s'est empressé d'exécuter ce dont il était chargé, à savoir, la convocation des dirigeants des Aurès visés, leur demandant de se rendre dans la wilaya «III».

Au début, les dirigeants aurésiens de l'Ouest et du centre des Aurès refusèrent de répondre à ses convocations, en raison des désastres causés par Amirouche, suite à l'affaire Adjel Adjoul; mais, Mohamed Lamouri leur

conseilla d'éviter toute insubordination envers le nouveau commandement du comité de coordination et d'exécution. Sur la base de ce conseil, certains ont fini par répondre, d'autres refusèrent; parmi ceux qui se sont abstenus de le faire, figurent évidemment, Aïssi Messaoud et Omar Ben Boulaïd.

Le colonel Mohammedi Saïd commença le travail avec ceux qui ont répondu à son appel, faisant occuper les temps vides par des regroupements routiniers, afin de ne pas leur donner l'occasion de réfléchir, de tirer des conclusions sur les résultats catastrophiques découlant des interventions d'Amirouche et, surtout, les empêcher de prendre une décision souveraine leur permettant de désigner leur nouveau commandement, en remplacement des deux victimes, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul.

Le plus important dans l'affaire, c'était de leur communiquer la décision du coordonnateur du comité de coordination et d'exécution qui mettait leur wilaya sous le commandement direct du dit comité, lequel, à son tour, le mandate, lui personnellement, pour gérer, provisoirement, les affaires de la wilaya «I» jusqu'à l'arrivée de Tunisie de son compagnon, le colonel Amar Ouamrane et ses adjoints, les commandants Amirouche et Kaci, pour prendre en charge la structuration de la wilaya «I» et la débarrasser de ses dirigeants historiques, non agréés par Abbane Ramdane et ses hommes.

Enfin, leur communiquer le rejet de la décision prise d'un commun accord, portant sur la désignation de Mohamed Lamouri comme nouveau chef de la wilaya «I». Il s'agit d'une décision d'interdiction claire qui s'accorde avec la décision d'Amirouche qui refuse que Omar Ben Boulaïd prenne le commandement de la wilaya «I» malgré les délégations obtenues auprès de certains de ses compagnons, lesquels furent surpris par ce qu'ils ont entendu; Hadj Lakhdar Abid, à propos de ce choc, dit: «Lorsque j'entendis le contenu des décisions de la bouche du colonel, je fus pris d'étourdissement et j'eus la sensation de recevoir une puissante gifle.»[1].

(1) A ce sujet, je rapporte le témoignage de **Hadj Lakhdar Abid**, qui dit: «Après l'épisode de l'assassinat de **Adjoul**, et étant sans commandement, nous avons décidé de désigner notre responsable; le choix s'est porté sur **Mohamed Lamouri**; celui-ci, après avoir hésité au début, a finalement accepté. Nous avons commencé à panser nos plaies par la vision des choses et la réflexion; c'est alors que nous avons été surpris d'être

Le commandant Amirouche, après avoir réussi à exécuter la première mission, se préparait, en sa qualité d'adjoint du colonel Amar Ouamrane, à l'achèvement de la deuxième mission à Tunis; à cet effet, il sollicita l'autorisation de son chef, Mohammedi Saïd, d'entreprendre le voyage, accompagné par Mohamed Lamouri, en vue de l'éloigner et de le mettre à l'écart.

Le commandant Amirouche est donc devenu le chargé en titre des affaires de la wilaya «I», et un expert dans la lecture des pensées de ses officiers et de ce que peut représenter chacun d'entre eux comme danger menaçant le plan convenu à Alger pour les Aurès. C'est, d'ailleurs, ce que confirme son secrétaire particulier Hocine Benmaallem qui dit: «le comité de coordination et d'exécution, après le succès de la mission d'Amirouche dans les Aurès, le chargea, à nouveau, là-bas à Tunis, d'assister le colonel Amar Ouamrane dans la poursuite de la mise en place de l'encadrement de la wilaya «I»[(1)]**.**

Ainsi, les sages parmi les dirigeants des Aurès se sont rendus compte de leur profonde déconvenue, à laquelle ils ont participé, en permettant eux-mêmes, au commandant Amirouche de destituer leur camarade Adjel Adjoul; s'ils étaient convaincus de son incapacité, ils n'avaient qu'à l'écarter eux-mêmes.

---

convoqués par le colonel **Mohammedi Saïd**, commandant de la wilaya «III»; celui-ci insiste sur la nécessité de le rejoindre et d'assister aux réunions prévues à l'intérieur de la wilaya «III» sur ordre du coordonnateur du C.C.E qui nous a mis sous la tutelle du commandant de cette wilaya. En fin de compte, certains d'entre nous refusèrent de répondre à la convocation, les autres ont rejoint la wilaya «III». Parmi ceux qui ont refusé se trouvaient **Omar Ben Boulaïd** et **Aïssi Messaoud**. Une fois arrivés dans la wilaya «III», nous nous sommes réunis plusieurs fois sous l'égide du colonel **Nacer**; la réunion la plus importante fut celle des 4 et 5 janvier 1957 au cours de laquelle nous fûmes surpris par **Mohammedi Saïd** qui dit que la direction de la wilaya «I» restera sous l'autorité du C.C.E, lequel m'a directement mandaté pour la diriger; à cet effet, vous êtes tenus d'exécuter mes instructions suivantes: en premier, il y a nécessité à ce que **Mohamed Lamouri** se rende à Tunis avec **Amirouche** afin de rencontrer le colonel **Ouamrane** qui sera, ensuite, en charge de vos affaires là-bas. J'ai senti, à cet instant, que ce que j'ai entendu du colonel **Nacer** reflétait une véritable gifle sur nos visages, particulièrement l'éloignement à Tunis de **Mohamed Lamouri**, que nous avons choisi comme chef; une fois encore, ils nous ont spoliés le choix qui convenait à notre commandement. (*composé pour le livre de Zéroual □'La problématique du commandement''* page 312).

(1) Hocine BENMAALLEM «Revue du Premier Novembre», nº 169, année 2006, page 55.

Il est intéressant de rappeler quelques unes des réunions tenues sous l'égide du commandant de la wilaya «III», notamment celles des 04 et 05/01/1957.

Les présents: Le colonel Mohammedi Saïd (Si Nasser), et le commandant Amirouche, tandis que parmi les Aurèssiens, se trouvaient Mohamed Lamouri, Abdelhafid Toreche, Mekki Hihi, Hadj Lakhdar Abid, Ahmed Kadri, Saïd Aoufi, Salah Abdessemad, Tahar Nouichi, Ahmed Nouaoura, Kabouya, Ali Nemer, Ali Hadj Ben Machich et Amar Aggoun.

Les principaux points à l'ordre du jour concernaient: Adjel Adjoul, les Nementchas, l'accusation de messalisme portée à l'encontre du dirigeant El Haouès.

Quant à la réunion du 11/01/1957, elle fut réservée uniquement à la question d'Ahmed Ben Abderrazak (El Haouès), accusé de messalisme; on dit qu'il aurait répondu à plus de 25 questions; en cela, il est utile de se référer à ce qu'a écrit Mohamed Harbi sur le sujet: «L'organisation de la wilaya des Aurès-Nementchas connut une deuxième étape, en un lieu en Kabylie, en présence de Mohammedi Saïd, le délégué du comité de coordination et d'exécution, et du commandant Amirouche, au cours des mois de décembre 1956 et janvier 1957; El Haouès (Ahmed Ben Abderrazak) assistait à cette réunion[1]».

La troisième mission des hommes d'Abbane Ramdane fut confiée au colonel Amar Ouamrane:

En conformité avec le plan élaboré par Abbane Ramdane et dont la mise en œuvre fut confiée aux quatre officiers, le colonel Amar Ouamrane a rejoint Tunis pour exécuter la mission qui lui a été assignée. A cet effet, il s'est joint aux représentants du coordonnateur du comité de coordination et d'exécution, Abbane Ramdane, à savoir: Amar Benaouda, Hamdi, Aït Ahcene et Brahim Mezhoudi. Ce dernier, à qui ils ont attribué le rang de commandant, a été chargé de recueillir l'allégeance des révolutionnaires de la région des Nementchas, et de les inciter à désobéir à leur chef historique, Abbes Laghrour. Brahim Mezhoudi s'employa, avec beaucoup de zèle à

(1) Mohamed Harbi «Une vie de défi et de résistance».

jouer ce rôle qui n'était guère fait pour l'honorer; d'ailleurs, il est même allé jusqu'à impliquer les étudiants de la région des Aurès dans le jeu mal sain des frictions, les chargeant de la mission toute fictive, appelée «surveillance et admonitions aux perturbateurs qui ont fui la potence pour se soumettre à la nouvelle autorité qui a été la cause de leur désobéissance envers elle». Au lieu de diriger les étudiants des Aurès vers les universités, ainsi que le faisait le colonel Amirouche, ils les ont marginalisés et, même, exécutés; en cela, ils ont privé la région de compétences scientifiques acquises dans les instituts et universités et, pour l'Algérie, ce fut une perte irréfléchie; tout comme la perte d'Abbes Laghrour suite au complot dit «de Mathilde ville», dans la ville de Tunis, au courant du mois de septembre 1956.

Le colonel Amar Ouamrane entama sa mission, à Tunis, avec les dirigeants des Aurès convoqués par son camarade Mohammedi Saïd. Aussitôt arrivés à Tunis sur ordre du chef de la wilaya «III», certains d'entre eux ont compris que leur déplacement à Tunis n'avait pas pour but l'entente sur la désignation d'un commandement pour leur wilaya, mais que c'était une simple ruse pour les isoler en un lieu d'exil, loin de leurs combattants, afin de liquider, parmi ceux-ci, les opposants et les réticents, et répartir les résignés; viendra ensuite la structuration de leur wilaya, conformément au plan, déjà établi par Abbane Ramdane et ses hommes.

Lorsque le colonel Amar Ouamrane et ses adjoints se rendirent compte de l'état de désolation des concernés quant à ce qu'il leur est imposé, il fit parvenir des instructions à la sécurité tunisienne afin de procéder à l'arrestation de quiconque s'insurge contre le fait accompli. Commença alors la chasse aux suspects par la sécurité tunisienne; toute personne arrêtée était emprisonnée dans l'attente de son jugement et de son exécution; ceux qui ont pu échapper aux arrestations se sont réfugiés dans les montagnes, brouillant les pistes, à l'exemple d'Aïssi Messaoud Benaïssa, Azoui Ahmed et d'autres encore. Une autre partie d'entre eux a pris refuge à l'Est, le long de la frontière, dans une vaine tentative de libérer Abbes Laghrour et ses compagnons détenus; mais, exténués par les poursuites, affamés et désespérés par leur situation, ils se rendirent à la sécurité tunisienne qui, à son tour, les remit aux services du colonel Amar Ouamrane et de ses

adjoints, et rejoignirent, ainsi, leurs camarades emprisonnés. Commencèrent alors des simulacres de procès à l'issue desquels fut décidée l'exécution immédiate du héros, le chef Abbes Laghrour, et de Chriet Lazhar, Abelhaï, Taleb Larbi, Abdelkrim Hani, Houha Bélaïd, Abdelhafid Soufi, Tidjani, le jeune Mentouri et d'autres encore suivant la longue liste des suppliciés. Quant à Omar Ben Boulaïd, arrêté avec Houha Bélaïd et Abdelhafid Soufi à un barrage de police tunisienne, ainsi que relaté dans un autre épisode, il fut exilé en dehors de Tunis, soit sur sa demande soit sur ordre du nouveau commandement pour éviter de s'impliquer dans cette action humiliante eu égard au passé de son frère, le martyr Mostefa Ben Boulaïd. Ainsi fut menée, suivant le témoignage de ceux qui ont vécu ces terribles moments, l'élimination de plus de 45 victimes et l'emprisonnement des djounoud, venus à Tunis en qualité de gardes de leurs chefs châtiés; ils furent ensuite libérés, non pour combattre l'ennemi, mais pour porter, comme des bêtes de somme, de l'armement pour la wilaya «III», exclusivement.

Ainsi prend fin l'infâme mission dont le coordonnateur, Abbane Ramdane, a chargé de preux combattants, pour lesquels nous ne souhaitions pas une implication aussi répugnante qui leur a fait couler le noble sang de leurs camarades aurésiens.

Quiconque, ignorant les liens enracinés dans le temps entre la Kabylie et les Aurès, s'imagine qu'il y avait quelque part une vengeance entre les deux zones et qu'est arrivé le moment de l'assouvir par l'intermédiaire des révolutionnaires de la Kabylie auxquels les circonstances ont permis d'exercer un contrôle sur leurs camarades aurésiens. Nous en trouvons son expression dans les écrits de certains moudjahidines, dont l'officier Hachemaoui Mostefa qui a vécu de près ces événements et dit à leur propos: «Certaines erreurs ont été expliquées comme étant une volonté de la Kabylie de prendre possession des Aurès, profitant de l'absence de commandement de la wilaya «I»»[1] .

Pourtant, les repères historiques ne reflètent en rien ce comportement incompréhensible de la part de nos frères dirigeants kabyles, durant la

(1) Mostefa Hachemaoui «Les origines de novembre», page 131.

révolution, à l'encontre de leurs camarades aurésiens, même ceux vivants et détenant le leadership.

La preuve, nous la puisons du témoignage du grand militant, Aït Ahmed Hocine, lorsqu'il invoque dans la ville de Batna, à l'occasion de sa candidature aux élections présidentielles, en compétition avec le président Bouteflika, les relations cordiales qui unissaient les enfants de Kabylie aux enfants des Aurès. C'était quand le militantisme était pour l'amour de Dieu et pour la patrie. Il nous relate son cas avec les Aurèssiens, lorsque, poursuivi par les services secrets français, il s'est réfugié auprès de son camarade, Mostefa Ben Boulaïd, figure symbolique des Aurès. Celui-ci lui procura, au nom d'un citoyen originaire d'Arris, un passeport avec lequel il a pu quitter le pays en toute quiétude.

J'use à dessein du témoignage d'Aït Ahmed Hocine, pour démontrer les bonnes relations de proximité ancrées chez les militants des deux zones, lorsque les militants kabyles trouvaient refuge dans les Aurès; je rappelle, à titre d'exemple, le cas d'un militant fugitif dénommé «Antar» transféré par le militant «Krim Belkacem» dans les Aurès; mais «Antar» commit un meurtre à l'encontre d'un hors-la-loi dans les Aurès, «Antar» se rendit à l'ennemi avec, dans les mains, l'index de la victime qu'il remit à l'administrateur français en preuve de sa culpabilité dans le meurtre de la victime afin de lui épargner les conséquences des poursuites judiciaires antérieures. En conséquence, les dirigeants kabyles, de par leur sagesse, ont entrepris de l'éliminer physiquement par eux-mêmes afin que les Aurèssiens ne tombent pas dans l'embarras de son sacrifice et ternir les relations ancestrales entre les deux zones.

Il n'y a aucun mal à réitérer la question suivante, et dont la réponse demeure en suspens: est-ce que les fautes des dirigeants des Aurès suppliciés ont atteint un degré de gravité tel que seule convenait l'exécution, au lieu de l'emprisonnement ou de l'exil, d'autant plus qu'on les avait éloignés de leur commandement pour se retrouver, pratiquement, comme de simples prisonniers dans un pays frère indépendant ?

Aujourd'hui, leurs enfants, leurs veuves, et même les historiens n'ont pas

accordé crédit à ces procès-verbaux sur la base desquels ils ont été inculpés, et sur la base desquels ils ont été ensuite condamnés à mort sous le chef d'inculpation de trahison, une peine qui ne peut être infligée qu'à ceux, rentrés en intelligence avec l'ennemi au moment où les effets des actions de ces victimes restaient au travers de la gorge de l'occupant.

Le temps n'est-il pas venu, après que soient reconnues les erreurs commises durant la révolution et dont ont été victimes d'innocents martyrs, de les réhabiliter ? Il incombe, dans l'écriture de l'histoire de la révolution, de lever cette infamie qui pèse sur leurs enfants et petits-enfants et, ainsi, les libérer des retombées d'une exécution injuste sur une accusation de traîtrise qui les poursuivra chaque fois qu'il est dit que leurs parents ont été exécutés par la révolution !

Le fait de rappeler ces vérités ne signifie pas que nous demandons des représailles. Nous souhaitons, simplement une vie dans la réconciliation et la concorde et que le ministère des moudjahidines, au nom de l'Etat, rectifie ces contre-vérités affligeantes dans l'histoire de la révolution. Que soit levée l'injustice envers les victimes suppliciées, à tort, sur une accusation de traîtrise, par un communiqué officiel. Qu'il libère l'échine de leurs enfants, petits-enfants et veuves de cette accusation mensongère. Qu'il réhabilite les victimes citées. Dans ce cadre, nous soutenons les revendications des militants du front des forces socialistes (F.F.S) visant la réhabilitation des victimes de l'année 1962 dans les wilayas «trois» et «quatre»; nous les estimons objectives, parce que la responsabilité relève des politiques.

Témoignages des victimes du transport d'armes pour la wilaya «III»:

Afin de ne pas être accusé d'incriminer, à tort, le colonel Amirouche qui libéra les djounoud emprisonnés, après l'arrestation de leurs chefs, à l'effet de transporter de l'armement pour ses troupes à l'intérieur de la wilaya «III», je propose, à titre d'exemples représentatifs, trois témoignages, pris parmi d'autres:

La première victime: Il s'agit de Beghami Tayeb Ezzelmati qui, dans son témoignage, rapporte en ces termes ce qui suit: «… Ils se sont servi de nous en tant que djounoud captifs, pour constituer une caravane de 300

personnes, organisée en trois compagnies (katibas); le chef de notre katiba était «Slimane Lasso»; chacun de nous portait deux fusils et quatre cent cinquante (450) cartouches…»; Le contenu du témoignage de Beghami est reproduit, in extenso, sur les pages de ces mémoires, dans un autre chapitre[1]!

La deuxième victime: est Boudouh Sebti; celui-ci a enregistré, dans le détail, ses souffrances morales, dans ses mémoires. Nous avons pris ce paragraphe où il est dit: «… J'étais avec 13 moudjahidines dans la prison «El Brichni»; l'enquête, menée contre nous, était assurée par Benaouda Amar, Hadj Ali et le commissaire tunisien, le nommé Benchâbane; après un certain temps, on nous ordonnait de porter de l'armement pour la wilaya «III», en passant par la wilaya «II»»[2].

La troisième victime: Il s'agit de l'officier Moussa Taïri, lui aussi porteur d'armement vers la wilaya «III», et qui dit: «… Notre groupe, constitué de 45 moudjahidines de la wilaya «I», a été contacté à Tidjarouine par le colonel Amirouche et Mohamed Lamouri; il nous a été demandé de nous tenir prêts pour rejoindre Souk Larabaâ et, de là, aller vers Ghardimaou; nous avons été organisés en trois compagnies (katibas), pour transporter de l'armement à la wilaya «III»; la première katiba était sous les ordres d'Ahmed Kébaïli, la deuxième était commandée par El-Besbassi et la troisième par Slimane Lasso; notre effectif comptait entre 300 et 350 éléments dont soixante moudjahidines parmi les hommes de Taleb Larbi. Nous avons pu faire parvenir l'armement à la wilaya «III», lequel a été réceptionné, sur ordre du colonel Amirouche, par l'officier Hamimi; malheureusement, nous fûmes renvoyés ensuite, sans armes, vers la wilaya «I» après un parcours de 700 kilomètres !...»[3].

Il existe d'autres victimes dont nous n'avons pas mentionné ici le témoignage à l'exemple de celui de Ali Ayad, un enfant de la ville de Khenchela qui affirme avoir été utilisé pour le transport de l'armement vers la wilaya «III», avec d'autres moudjahidines, en passant par la wilaya «II».

---

(1) Mémoires du commandant Mostefa Merarda/ Dar El Houda, Ain Melila, 2003, page 82.
(2) Mémoires de Boudouh Sebti, pages 66 et 67.
(3) Témoignage de Taïri dans le livre de Amar Mellah «Les dirigeants de l'armée de libération», page 139.

Celui qui, au nom de la révolution, de la discipline et de l'obéissance aux structures, utilise des moudjahidines pour le transport d'armement à leurs homologues moudjahidines d'une autre wilaya, ne peut être considéré que comme exploiteur de ceux que le sort a mis sous son autorité.

Amar Ouamrane sacrifie les chefs historiques des Aurès à ses intérêts et nomme d'autres:

Nous retenons, comme résultat des agissements, déjà cités, qu'Abbane Ramdane et ses hommes se sont arrogés le droit de s'ingérer à leur guise, et sans légitimité aucune, dans les affaires internes de la wilaya «I»; de plus, ils se sont permis d'exécuter leurs camarades, symboles historiques des Aurès, en toute quiétude et avec une conscience tranquille, au nom de la révolution, alors que celle-ci est innocente de ces faits, tout comme est innocent le loup du sang du patriarche Youcef (Joseph), que le salut de Dieu soit sur lui.

Quant à nous, pour ne pas s'appesantir sur ce point, nous soulignons que Abbes Laghrour qui a infligé de lourdes pertes aux soldats français et a frappé de terreur les éléments de la légion étrangère a été exécuté par les hommes de Abbane Ramdane, que Adjel Adjoul qui a mené des batailles rangées, tendu des embuscades, facilité l'organisation de la désertion de légionnaires étrangers par des tracts rédigés en espagnol et en allemand et qui disait à ses djounouds «si au cours du prochain combat, la moitié d'entre vous ne périt pas, je ne peux l'accepter, cela signifierait que vous n'êtes pas battus» était contraint de se rendre à l'ennemi pour ne pas subir le sort de l'exécution arbitraire par les mêmes hommes qui voulaient l'évincer à tout prix, et que Abdelhai Saidi qui supervisait la logistique et assurait l'acheminement des armes et des munitions à partir des frontières Est a été lui aussi exécuté par les éléments du même groupe et que Ahmed Mehsas, le représentant du comité extérieur de la révolution algérienne, échappe à un sort peu enviable grâce à l'intercession des autorités tunisiennes. Il a été obligé de se retirer pour vivre et participer à la révolution à partir de Rome (Italie).

Lorsque Abbane Ramdane a révélé, durant la tenue du congrès de la Soummam, son intention à exécuter Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, l'opinion de Mezhoudi Ibrahim, Zighout Youcef et Ben M'Hidi Mohamed

était contraire. Abbane Ramdane a inculpé le premier de partialité et régionalisme, le deuxième d'aventurier à cause des attaques du 20 aout 1955 et il a mis en cause le commandement du troisième en faisant référence aux opérations militaires dans l'oranie. De ce fait Lamine Debbaghine, Ibrahim Mezhoudi, Benaouda Ben Mostefa et Mahmoud Chérif se retrouvent à Tunis, leur représentativité n'est plus contestée. Les tensions dans l'organisme dirigeant du F.L.N. deviennent insupportables, Belkacem Krim et Abdelhafid Boussouf ont hâte d'en finir, un piège est tendu. Il fonctionne. Au Maroc Abbane Ramdane tombera, assassiné dans des conditions encore mal élucidées.

L'organe central du F.L.N., El Moudjahid, dans son numéro 24 du 29 mai 1958, titre: «Abbane Ramdane est mort au champ d'honneur», et indique: «C'est en décembre 1957 que le frère Abbane Ramdane s'était chargé d'une mission importante et urgente de contrôle à l'intérieur du pays… Malheureusement dans la première quinzaine d'avril, un violent accrochage entre nos troupes et celles de l'ennemi devait mettre la compagnie de protection de notre frère Abbane dans l'obligation de participer à l'engagement… au cours du combat qui dura plusieurs heures Abbane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste de Abbane finirait par l'emporter… Hélas ! une grave hémorragie devait lui être fatale… le F.L.N. perd un de ses meilleurs organisateurs et l'Algérie combattante un de ses enfants les plus valeureux…».

Les faits relatés nous incitent à méditer la déclaration du président, Ali Kafi, rapportée dans ses mémoires dans les termes suivants: «Le souci principal d'Abbane Ramdane était d'étendre son autorité sur la révolution, le retrait de ses rênes des mains des membres de la délégation de l'extérieur qu'il considérait comme de simples chargés de mission; c'était là, l'idée entretenue lors du congrès de la Soummam quant à la primauté de l'intérieur sur l'extérieur, ainsi que le retrait de l'autorité aux commandements militaires et sa mise entre les mains des dirigeants politiques. Abbane Ramdane s'est rallié aux politiques qui n'ont pas foi en la révolution à l'exemple de Ferhat

Abbes et Cheikh Abbes Ibn Cheikh El Hocine[1].

Le nouveau commandement désigné tente d'apaiser la colère:

Après que le colonel Amar Ouamrane et le commandant Amirouche eurent désigné le nouveau commandement de la wilaya «I», sans consultation des intéressés, le nouveau chef, Mahmoud Chérif, et ses adjoints, Mohamed Lamouri, Ahmed Nouaoura et Abdellah Belhouchet, tentèrent d'apaiser la colère des récalcitrants mécontents et furieux de la méthode de désignation. Là, je me permets d'ouvrir une parenthèse pour louer la perspicacité, toute naturelle de Hadj Lakhdar Abid, qui s'est rendu compte que l'encadrement, l'organisation et la structuration de la wilaya «I», en terre d'exil, en Tunisie, donc en dehors de son environnement géographique, ne sont point un fait naturel. Ils ne peuvent, en aucun cas, être dans l'intérêt de la révolution, mais laisseront, par contre, des traces néfastes dans les esprits. C'est pour cela qu'il s'est abstenu de rentrer en Tunisie avec ceux qui ont répondu à l'appel, préférant demeurer dans son milieu naturel et persévérer dans la lutte contre l'ennemi.

Hadj Lakhdar Abid, avec sa franchise connue, a compris qu'il se retrouverait devant une alternative: ou bien le refus, ce qui le mènera devant le peloton d'exécution, avec Abbes Laghrour et ses compagnons, ou bien se retrancher, comme perturbateur, dans les monts des Aurès aux côtés d'Aïssi Messaoud, Ahmed Azoui, Chérif Rabah et d'autres encore. Hadj Lakhdar Abid n'avait aucune autre voie intermédiaire; et là, je ferme la parenthèse et je reviens au récit sur la désignation, en exil, en Tunisie, par le colonel Amar Ouamrane, du nouveau commandement de la wilaya «I», en l'absence de nombreux dirigeants concernés par l'affaire.

Le commandement en question fut désigné, sans qu'il y ait unanimité ou consensus. Il tint plusieurs réunions à l'effet d'apaiser la colère, et en l'absence de la majorité des dirigeants essentiels, notamment, parmi eux, ceux qui rejettent à la base l'opération, comme Aïssi Messaoud, Omar Ben Boulaïd, Azoui Ahmed, Ouardi Kettal, Saï et le groupe des soufis: Abdelhaï Soufi, Taleb Larbi et d'autres encore.

(1) Mémoires du président Ali Kafi, Editions Casbah Alger - 1999, pages 121,122.

La première réunion du nouveau commandement fut ouverte, sous les auspices de Mahmoud Chérif qui s'est efforcé de donner un aperçu sur la situation que vit la wilaya «I» à des participants dont les visages exprimaient la colère; parmi eux, il y avait Salah Goudjil qui eut le courage d'apostropher le colonel Mahmoud Chérif pour lui dire qu'il n'était pas qualifié pour diriger la wilaya «I» et remplacer, dans le concert des dirigeants qui l'ont précédé dans la lutte et le commandement, un Mostefa Ben Boulaïd; pour lui, Mohamed Lamouri est plus apte à ce poste.

Devant l'emballement de l'antagonisme et la montée de la fureur, El Haouès (Ahmed Ben Abderrazak) s'est trouvé dans l'obligation d'intervenir, pour atténuer la colère des intervenants, notamment Salah Goudjil, mais en vain. Lamouri Mohamed, membre du nouveau commandement, prit la parole pour demander à Mahmoud Chérif de lever la séance. Il s'isole, ensuite, avec Salah Goudjil à qui, il conseilla d'éviter les interventions intempestives, vu que les réserves sur la désignation de Mahmoud Chérif ne proviennent pas, uniquement, des groupes de l'Ouest et du centre des Aurès, mais également des groupes de la zone «six» qui n'étaient pas représentés à cette réunion.

A la fin, les personnes sensées ont réalisé que cet état de fait leur est imposé. Leur sort n'étant plus entre leurs mains, ils ne pouvaient que se soumettre au fait accompli; ainsi, ceux qui se sont résignés, et ont fait preuve de soumission aveugle, sont rentrés dans les rangs, tête baissée; pour les autres, tout contestataire n'avait plus que deux choix: un emprisonnement, suivi de procès et d'exécution, ou la désobéissance dans les montagnes, sous le titre de «sédition».

A ce sujet, nous relevons le témoignage de l'officier, Mohamed El-Hadi Rézaïmia, qui a vécu la tragédie des dirigeants des Aurès, pourchassés le long de la frontière tunisienne et à l'intérieur de la Tunisie; il dit à ce propos: «… Je suis rentré en Tunisie avant les dirigeants des Aurès; j'ai été rejoint par Houha Bélaïd, Soufi Abdelhafid, Omar Ben Boulaïd et Aïssi Messaoud; poursuivis par Amar Ouamrane et ses adjoints, ils m'ont contacté pour me demander de leur acheter des provisions; ils mirent à la disposition d'Omar Ben Boulaïd une somme d'argent d'un montant d'environ quatre-

vingt millions de centimes et m'ont demandé de prélever ce qui convenait pour l'achat du nécessaire à leurs besoins ordinaires; un jour, j'ai décidé de rendre visite au wali tunisien, représentant accrédité, en compagnie de Houha Bélaïd, mais sans qu'il sache que c'était l'un des recherchés; au cours de l'entretien, le représentant, remarqua le pistolet de Houha Bélaïd et en fut surpris; pour le mettre en confiance, celui-ci le lui offrit; une semaine après, Houha et son groupe me demandèrent de leur procurer une voiture pour les transporter à Tunis; je n'avais d'autre choix que mon ami tunisien, le représentant accrédité, pour emprunter une voiture; il a fait preuve de générosité et m'a procuré une voiture, du type «Land Rover», dont j'ai remis les clés à Bélaïd Houha, Soufi Abdelhafid et Omar Ben Boulaïd. Par malchance, ils furent arrêtés, en cours de route, par les services de sécurité tunisiens; après s'être assurés de leurs identités, ils furent conduits auprès d'Amar Ouamrane qui les mit aussitôt en détention. Quant à mon ami, cela lui valut un blâme sévère de la part du ministre de l'intérieur tunisien, pour avoir mis un véhicule de l'Etat à la disposition de personnes recherchées; mon ami, le représentant tunisien, prit, en conséquence, la décision de me mettre en prison où je fis la rencontre avec un grand nombre de combattants des Aurès qui se trouvaient dans un état pitoyable».

Je rapporte, également, le témoignage du secrétaire particulier de Messaoud Aïssi, le djoundi Tayeb Beghami Zelmati, dont j'ai déjà cité un extrait de son témoignage, sur le sujet des victimes de l'opération de transport de l'armement pour la wilaya «III»: «j'étais secrétaire particulier de Messaoud Aïssi; nous sommes rentrés en Tunisie, le 20 mars 1957, sur ordre du chef de la wilaya «III», en personne, le colonel Mohammedi Saïd; aussitôt arrivés à Tunis, nous avons entrepris une visite chez Ahmed Mahsas et ensuite chez Abdelhaï Soufi; nous avons tenu ensuite trois réunions avec le colonel Amar Ouamrane et Amar Benaouda; au cours de ces réunions, Aïssi Messaoud a donné son point de vue, déclarant refuser la primauté des politiques sur les militaires; sa déclaration mit en colère le colonel Amar Ouamrane; sur le coup, il se rendit compte qu'il se trouvait maintenant menacé de mort; il décida alors de se réfugier dans les montagnes, avec son escorte et son infirmière; aussitôt sorti, en cachette, nous sommes surpris de

nous retrouver encerclés par les gendarmes tunisiens avec comme indicateur le cousin d'Aïssi Messaoud, Ali Mechiche; ne l'ayant pas trouvé avec nous, ils nous ont tous conduits à la prison de Téboursouk; là, nous avons trouvé plus de 200 prisonniers, tous des révolutionnaires des Aurès; Amar Benaouda, présent sur les lieux, procédait à notre interrogatoire, répétant en furie: «… Vous êtes rentrés en Tunisie pour tuer des moudjahidines, il est impérieux que vous soyez exécutés; vous devez donner donc les noms de ceux dont vous projetiez l'assassinat !…». Chaque nuit, on faisait sortir quatre d'entre nous pour procéder à leur exécution; les victimes étaient transportées vers le champ de tir dans une voiture que conduisait Ahmed Maoûche; après l'exécution d'environ trente (30) martyrs parmi les plus importants dirigeants des Aurès, ils nous ont fait sortir, mais c'était pour nous faire transporter de l'armement. Je rappelle, à titre d'exemple, quelques noms parmi les personnes retirées de la prison pour être exécutées: Soufi Abdelhafid, Laïd Bouhdiji, Houha Bélaïd, Bahi Chouchane, Guerfi Rabeï, ainsi que des éléments du groupe d'Abbes Laghrour qui se trouvaient dans une autre prison et, eux, aussi, exécutés.

Tayeb Beghami Zelmati, dans son témoignage, dit encore: un certain soir, alors qu'on était dans l'attente de qui serait le tour d'être exécuté cette nuit-là, Amirouche fit irruption disant: «Ici des gens sont exposés à la mort, alors que nous avons besoin d'eux pour transporter de l'armement à l'intérieur !».

Sur le champ, Amirouche ordonna de nous transférer à «El-hammam»; de là, ils nous ont, précipitamment, déplacés dans un centre à Souk-El-Arbaâ (Tunisie); là, il fut remis à chacun d'entre nous deux fusils et 450 cartouches; nous étions, environ, 300 moudjahid; le commandant de notre colonne était Slimane Lasso; après avoir effectué le parcours entre la Tunisie et la wilaya «III» et leur avoir remis les armes et les munitions, ils nous ordonnèrent de retourner, sans armes, à notre point de départ[1].

Etait-il possible que, s'il y avait le moindre doute sur le militantisme et

(1) Témoignage rapporté dans les mémoires du commandant Mostefa Merarda, Editions Dar El Houda (Ain Melila), 2003. Page 82, et également dans le livre «Problématique du commandement» de Zéroual, page 355.

le djihed sincère de ces moudjahdine, qu'on leur confiât la chose la plus précieuse, c'est-à-dire les armes qu'ils étaient chargés de transporter à la wilaya «III», exclusivement, à travers les champs de mines et au milieu d'un ennemi vigilant.

Que de faits, difficiles à croire, avec des moudjahidines qui se sont portés volontaires pour libérer le pays, et qui se retrouvent, en fin de compte, manutentionnaires, esclaves et persécutés au nom de la révolution ! Nous soutenons que si les intentions étaient sincères, envers Dieu et la patrie, dans l'intérêt de la révolution, loin des viles prétentions de leadership, personnelles ou régionales, et si les esprits étaient empreints de pureté et de considération, pour l'esprit de corps dans le combat et les liens fraternels qui unissaient les fils des deux contrées, la Kabylie et les Aurès, ceux qui ont commis ces injustices envers les révolutionnaires des Aurès, berceau du courage et de la dignité, auraient dû traiter les affaires des Aurès par un des membres du comité de coordination et d'exécution et les appliquer dans les fins fonds géographiques de la wilaya «I», au sein de ses moudjahidines et de ses couches sociales; malheureusement, ils n'entreprirent rien de cela, mais se sont plutôt impliqués dans une ignominie qui a fait couler un sang pur, approfondir les plaies et amplifier les obstacles.

Aperçu succinct sur le colonel El-Haouès:

Ahmed Ben Abderrezak Hamouda, connu sous le nom de colonel El-Haouès, est né en 1923, dans la localité de Mchounèche; son père Abderrezak était le cheikh de la section de la Zaouïa Errahmania, adepte de Cheikh Sadek Belhadj, à Tïbermassine.

Ahmed Ben Abderrezak reçut son éducation directement de son père. Une fois adulte, il entama une carrière dans le commerce, profession qui élargit son horizon et lui fit connaître beaucoup de commerçants, de lettrés et de politiciens. Cela lui permit d'embrasser, très tôt, la politique, par un militantisme engagé dès 1947, mais lui valut, aussi, d'être poursuivi par l'administration coloniale. Il eut recours à l'émigration et, à l'été 1948, il se réfugie en France; là-bas, il continue son militantisme jusqu'en 1953, avant de retourner chez lui. Au déclenchement de la révolution, par l'intermédiaire

de son chef, Mostefa Ben Boulaïd, il demanda à rejoindre ses rangs. Au cours du mois de février 1955, il reprit contact avec le dirigeant Mostefa Ben Boulaïd. Etant donné son activisme, ses vastes relations et son dynamisme, Mostefa Ben Boulaïd s'est avisé que son travail, comme militant au sein des couches civiles, est plus bénéfique à la révolution que porter une arme. Il lui conseilla, alors, de poursuivre son militantisme dans la vie civile jusqu'à nouvel ordre. D'autres personnes disent que le report de son incorporation est dû à son attachement au leader Messali Hadj, fait qu'il a personnellement nié au cours de son interrogatoire par le chef de la wilaya «III», au courant du mois d'octobre 1956.

Une avenante anecdote a circulé à propos de l'intelligence d'El-Haouès. Evadé de prison, le dirigeant Mostefa Ben Boulaïd trouva que son frère avait recruté El-Haouès. Interrogé sur la raison, Omar répondit: «El-Haouès est un homme intelligent qui peut nous être utile». Mostefa, le dirigeant qu'il était, sourit et dit à son frère: «Ne sais-tu pas, Omar, que Si Ahmed Ben Abderrazak El Haouès peut, usant de son intelligence, manger ta chair, sucer ton sang et avaler tes os»; il s'agit, là, d'un témoignage au sens aigu sur la vivacité de son intelligence et sur ses capacités mentales.

Ahmed Ben Abderrazak a vécu les crises de la wilaya «I», aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur; lorsque le colonel Amar Ouamrane et le commandant Amirouche prirent en charge les affaires de la wilaya «I», à Tunis, sur ordre d'Abbane Ramdane, El-Haouès avait le rôle conciliatoire entre les dirigeants des Aurès et le colonel Amar Ouamrane et ses adjoints; avec sa finesse d'esprit, il conseillait aux dirigeants des Aurès d'user de la maturité d'esprit, pour surmonter l'épreuve qui s'est abattue sur eux.

Rien d'étonnant à cela, pour un homme aux qualités de rassembleur et doué d'une expérience politique, lui qui a vécu dans un environnement ouvert sous les auspices de son père qui était l'imam, l'éducateur et le guide.

Au cours du mois d'octobre 1956, El-Haouès ne fut pas parmi ceux qui ont reçu, à l'intérieur des Aurès, l'envoyé du comité de coordination et d'exécution, Amirouche; mais, il fut convoqué ultérieurement pour se justifier de son inculpation du Messalisme et il vécut corps et âme le

malheur des Aurèssiens; avec sa perspicacité habituelle, il se rendit compte qu'il n'avait aucune chance de prendre le commandement des Aurès; en premier lieu, en raison des prétendants et, en deuxième lieu, parce que leur sort se trouvait entre des mains extérieures; ni lui, ni quelqu'un d'autre, ne pouvait changer une situation imposée par la force. Pour ces raisons, il dirigea sa vision sur une autre voie; il commença, dès lors, à entrevoir le commandement de la wilaya «VI», connue auparavant comme étant la région «trois», relevant de la zone des Aurès, et dont le chef était Mohamed Ben Messaoud, un des adjoints d'Adjel Adjoul.

Au cours du congrès de la Soummam, la région «trois» est devenue la wilaya «VI»; à sa tête fut nommé Mellah Ali (Si Cherif) qui mourut martyr. La wilaya étant restée sans commandant en chef. El-Haouès entreprit d'en prendre le commandement; c'est ce qui advint en raison de sa proximité avec les décideurs, en particulier Amirouche, dont il a eu l'occasion de faire la connaissance en France et de tisser avec lui d'utiles liens d'amitié. El-Haouès, le dirigeant, a pu, en tout état de cause, concrétiser ses prétentions, d'une façon aisée et accommodante, et se mettre à la tête de la wilaya «VI». Il était, que Dieu ait son âme, à la fois dur et souple, très attaché à la discipline, autoritaire, sans concession avec ceux qui n'appliquent pas à la lettre les instructions.

Dès lors, il fut l'un des plus importants dirigeants de la révolution. Il était influent, notamment au niveau de la réunion de coordination des commandants en chef de l'intérieur des wilayas initiée par le colonel Amirouche et tenue, à la fin du mois de décembre 1959, au niveau de la wilaya «II». Durant cette réunion, il fut procédé à une évaluation minutieuse de l'activité du gouvernement provisoire qui s'avéra empreinte de négativisme mortel; en conséquence, le gouvernement provisoire s'est empressé de convoquer les dirigeants de l'intérieur des wilayas pour une réunion, en Tunisie, regroupant les commandants en chef des wilayas. Cette convocation fut la cause de la perte de la plupart d'entre eux; El-Haouès et Amirouche eurent l'honneur de tomber au champ d'honneur à l'issue d'une bataille avec l'ennemi, au djebel Thamer, dans les environs de Boussaâda; Dieu, dans sa magnanimité, les accueillit, eux et leurs autres compagnons, en héros éternels. El-Haouès

laissa deux fils et une fille qui décéda dans un accident de la circulation avec feu l'officier Hammouda Achouri. Ses deux fils sont: Abderrézak, l'aîné, un universitaire qui a bien réussi dans sa vie; le cadet est le professeur Chaâbane qui se distingue par son sérieux, son intelligence et son sens de l'honneur; il occupe actuellement les fonctions de chef de département au niveau de l'université de Batna. Il a procédé à un jumelage avec une université allemande; il y a lieu de reconnaître que les capacités intellectuelles et les autres qualités du professeur Chaâbane Hamouda sont une fierté de l'Algérie indépendante; puisse Dieu en faire profiter la communauté.

Bref aperçu sur le nouveau commandement:

1)- Le commandant en chef, Mahmoud Chérif: il est originaire de la région de Tébessa, issu d'une famille jouissant d'un statut appréciable; engagé volontaire dans l'armée française, il atteint le grade d'officier; sa tendance politique penchait vers l'union démocratique du manifeste algérien (U.D.M.A) dont le leader était Ferhat Abbes. A sa retraite, dans l'armée française, au début de la révolution, il est nommé surveillant du cercle des officiers français dans la ville de Tébessa. En raison des allées et venues à ce cercle des officiers français, il est accusé d'espionner la révolution; enlevé par l'armée de libération nationale, c'est grâce à l'intercession de certains responsables influents desquels le rapprochent des liens de parenté, que lui fut offerte l'occasion de procéder, en partisan à une opération pour prouver sa loyauté envers la révolution. A l'issue de cette opération, il fut atteint de blessures et transféré dans un hôpital en Tunisie. Il eut la chance d'être présent à une période où Krim Belkacem recherchait, pour encadrer l'armée de libération, des officiers de carrière qui, fuyant l'armée française, ont rejoint la révolution; d'autre part, le colonel Amar Ouamrane, chargé des affaires de la wilaya «I» cherchait, en personne, un dirigeant qui n'avait pas de liens avec ceux qui ont déclenché la révolution. Ils ont trouvé ce qu'ils cherchaient en Mahmoud Chérif, en sa qualité d'officier de carrière; il fut donc nommé commandant en chef de la wilaya «I», au détriment de ceux qui l'ont précédé à sa tête. Ils étaient persuadés que sa nomination allait engendrer des frictions entre les personnalités et les membres, ainsi que des

frictions entre les régions ouest, centre et est; il a été installé dans le cadre d'une situation espérée par les adeptes du principe «diviser pour régner» et découvrir ce qui se passe en dessous comme interactions.

Le colonel Amar Ouamrane savait parfaitement qu'il y avait des personnes qui se considéraient plus dignes, que Mahmoud Chérif, pour le commandement. D'une part, celui-ci ne faisait pas partie des dirigeants historiques qui ont déclenché la révolution, et n'est pas connu par des exploits sur le terrain où sa présence est toute récente, d'autre part, il n'est affilié ni au mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D) ni à l'organisation spéciale (O.S) qui a déclenché la révolution; malgré tout ce qui précède, il a été choisi, au détriment d'autres, pour que sa position reste fragile, envers ses tuteurs, et être tributaire de qui l'a nommé.

Mahmoud Chérif s'est heurté à des réserves sur sa désignation de la part de dirigeants de la première heure; on peut citer, parmi ceux qui l'ont précédé sur le terrain de la lutte: Aïssi Messaoud, Omar Ben Boulaïd, Hadj Lakhdar Abid, Mohamed Lamouri, Tahar Nouichi, Ahmed Azoui, Chriet Lazhar, Babana Saï, Guenez Mahmoud, Kettal Ouardi, Abdelhaï Soufi, Taleb Larbi, Abdelkrim Hali, Boughzala et d'autres encore.

La désignation de Mahmoud Chérif correspondait à la concrétisation de la nouvelle vision politique d'Abbane Ramdane qui s'évertuait à éloigner les dirigeants révolutionnaires historiques des postes de commandement dans la wilaya «I».

Les nominations étaient donc étudiées avec une attention particulière, à l'effet de rester maître de la wilaya martyrisée, et éviter que ne remontent, en surface, les conjurations et insubordinations qui ramèneraient les choses à l'ère d'Adjel Adjoul, d'Abbes Laghrour et de leurs compagnons.

Après un certain temps, Mahmoud Chérif s'est rendu compte, par lui-même, de la supercherie politique mise en œuvre avec les fils de la wilaya «I» et avec lui, personnellement; une fois utilisé, ils lui ont appliqué, ouvertement, ce qu'ils ont déjà entrepris avec ses prédécesseurs (les suppliciés) sous sa responsabilité; Mahmoud Chérif fut marginalisé et, même, menacé de mort.

Dans un quotidien, le professeur Salah Laghrour a rapporté le dialogue tendu qui a eu lieu entre les deux dirigeants, **Mahmoud Chérif** et **Krim Belkacem**, extrait du livre du président Ferhat Abbes. Lorsque la coupe de Mahmoud Chérif déborda, Krim Belkacem, la figure symbolique, avoua ses fautes répétées, lesquelles causèrent, en son temps, anarchie et mutineries dans les unités stationnées à la frontière «Est»; il lui fit endosser la responsabilité de l'emprisonnement et de l'exécution de Mohamed Lamouri et de son groupe, de la reddition à l'ennemi de Ali Hambli, de la non-remise des fonds aux wilayas à l'intérieur. C'étaient des accusations, très graves, que ne pouvait admettre Krim Belkacem qui répondit violemment: «C'est comme ça ! Je te jure que je te détruirai, espèce de… !». Le colonel Mahmoud Chérif lui rétorque sur un ton plus élevé encore: «Et moi, je te ferai disparaître !»[(1)].

Ce dialogue violent nous rappelle les propos d'un dirigeant, parmi les trois influents «**B**», enivré par l'évolution du pouvoir, qui disait: «Les Aurès ont commencé à partir de zéro; ils ont évolué ensuite et se sont enflés jusqu'à déborder; nous devions les ramener à zéro». C'est ce qu'ils ont appliqué sur le terrain, que Dieu leur pardonne !

L'homme de terrain, le chef El Ouardi Kettal rapporte que Mahmoud Chérif lui a dit: «Je ne suis ni lâche, ni faible de caractère mais je n'ai pas réalisé la gravité de la situation et pris conscience de la réalité des faits… J'étais à l'origine de l'exécution entre 52 et 55 moudjahid parmi les braves et les intrépides. Si j'avais laissé ces braves hommes vivants même dans des geôles j'intimiderais ceux qui tramaient des conspirations et je ne serais pas sans soutien… J'avais des différends avec Krim Belkacem et nous sommes arrivés à l'injure…» Je lui répondis: «Si Mahmoud tu a exécuté tes hommes et Krim Belkacem a rassemblé les Kabyles autour de lui, il ramenait à l'unité…».

2)- Le premier adjoint, Mohamed Lamouri, est né à Aïn-Yagout, au Nord de la ville de Batna, en 1929; dans sa jeunesse, il assimila une certaine partie du Saint Coran et acquit un certain niveau scolaire à l'école d'Aïn-Yagout;

(1) Ferhat Abbas/ Autopsie d'une guerre/ Editions Garnier, Paris 1980.

après la deuxième guerre mondiale, il se rendit au royaume du Maroc; il retourna, ensuite, à son lieu de naissance pour s'occuper d'agriculture et de commerce.

Au cours de l'année 1946, il rejoignit l'institut Ibn Badis qu'il fréquenta jusqu'en 1949, date à laquelle il se rendit en France. Là-bas, il adhéra au mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D); en 1950, il est interpellé, incarcéré et condamné à six mois de prison ferme; par la suite, il rejoignit la France et retournera à nouveau en Algérie. Au cours du mois de mars 1955, il rejoignit la révolution; il côtoya les dirigeants historiques, et fut chargé par Mostefa de plusieurs missions. Après la tentative d'assassinat d'Adjel Adjoul, ses compagnons le choisirent comme chef de la zone «une»; mais comme cette désignation ne s'accordait pas avec le plan d'Abbane Ramdane et des hommes de celui-ci, dans les Aurès, elle fut rejetée par le commandant en chef de la wilaya «III», Mohammedi Saïd. Mohamed Lamouri reçut l'ordre de se rendre à Tunis avec Amirouche, mais ce n'était en fait qu'une mesure d'éloignement concertée. Une fois à Tunis, il a continué, comme le lui ont conseillé ses compagnons de l'intérieur de la wilaya, à amadouer Amirouche et le colonel Amar Ouamrane afin d'éviter toute coupure avec eux (le fil de Mouaouya !).

Les compétences de Mohamed Lamouri le mettaient en confiance et l'autorisaient à prétendre remplacer Mostefa Ben Boulaïd dans le commandement des Aurès. Il fut même accusé, par certains de ses proches, d'avoir «vendu» les Aurès à Krim Belkacem pour assurer son maintien; malgré tout cela, il encourut la colère de son chef direct, le colonel Mohammedi Saïd, pour avoir exprimé ouvertement son avis sur les questions organisationnelles et sociales dans certaines unités et, également, pour sa partialité dans les relations avec la wilaya «I» et ses combattants, ce qui a été interprété comme un affront à la figure du commandement et une source de discorde. Il fut donc sanctionné et, ainsi, écarté du commandement des opérations, dégradé et envoyé dans la ville sainte de Médine.

Le colonel Krim Belkacem se devait de tirer la leçon de l'affaire Mohamed Lamouri. Il changea de style avec les contestataires, ce qui laissa planer une

certaine satisfaction, sauf qu'il s'est mis, une fois encore, à recourir aux sanctions coercitives envers les groupes de la base de l'Est et de la wilaya «I». Ces sanctions firent remonter des sentiments d'injustice et de frustration qui continuèrent à évoluer, d'une façon latente, jusqu'à apparaître au grand jour dans ce qui est appelé «l'affaire des colonels» qui s'acheva par quatre condamnations à mort: les colonels Mohamed Lamouri et Ahmed Nouaoura et les commandants Mohamed Aouechria et Mostefa Lakhal. Ils seront fusillés le 16 mars 1959 à El Kef (Tunisie) et plus de quatre-vingt officiers seront emprisonnés.

Des témoins attestent que les amis proches de la victime Mohamed Lamouri, qui auparavant, le poussaient à exploiter l'influence dont il jouissait, le discréditaient lorsqu'ils ont su sa fin tragique et que deux parmi eux ont adressé une lettre secrète au commandement l'avisant de l'objet de la réunion tenue à El Kef (Tunisie) ce qui a abouti à son exécution ainsi que ses compagnons colonels.

3)- Le deuxième adjoint, Ahmed Nouaoura, est né à Ghassira El-Oued El-Abiod, en 1920, dans une famille conservatrice. Il fit partie des classes d'apprenants du Coran et, vers 1939, suivit l'école française. Il fut contraint, par la suite, de travailler pour subvenir aux besoins de sa famille. Il connut le militantisme dans le parti du peuple algérien (P.P.A) sous la responsabilité de Mostefa Ben Boulaïd; dans ce parti, il émergea par ses capacités intellectuelles qui lui permirent, en 1951, d'être nommé à la tête d'un groupe dans l'organisation spéciale (O.S).

Au cours de son activité dans la mine d'Ichmoul, il eut en charge la responsabilité de la poudrière; il fut accusé d'avoir fourni, à l'organisation spéciale, les explosifs utilisés dans la fabrication des bombes qui ont explosé dans un dépôt à Batna et, à ce titre, arrêté par la police et condamné à trois mois de prison. Il sera libéré grâce aux efforts de Mostefa Ben Boulaïd. A l'automne 1953, sur insistance de Mostefa Ben Boulaïd, selon certains témoignages, il partit en France pour y rester plusieurs mois avant de retourner au pays. Il poursuivit ses activités militantes à la tête du groupe chargé

des opérations dans la ville d'Arris, avec Mostefa Ben Boulaïd, jusqu'à l'annonce du déclenchement de la révolution; il gardera la responsabilité sur ce groupe, dans les environs de la ville d'Arris, jusqu'à l'évasion de Mostefa Ben Boulaïd de la prison et sa prise en charge, à nouveau, du commandement.

Quand Amirouche pénétra les Aurès, Ahmed Nouaoura était parmi les dirigeants qui l'ont accueilli, comme il faisait également partie du groupe de dirigeants convoqués, à la fin du mois de décembre 1956, par le commandant en chef de la wilaya «III», pour participer, sous son égide, aux réunions prévues à l'intérieur de cette wilaya, avant de leur ordonner de rejoindre la Tunisie. Ahmed Nouaoura était parmi ceux qui ont rejoint la Tunisie au cours du printemps de l'année 1957, dans le but, tel que prévu, de s'entendre sur la désignation d'un commandement pour la wilaya «I».

Lorsque Mahmoud Chérif fut nommé chef de la wilaya «I», Ahmed Nouaoura, Mohamed Lamouri et Abdellah Belhouchet furent désignés, en leur qualité de membres du conseil de wilaya, chefs-adjoints. Mahmoud Chérif, une fois devenu membre du deuxième comité de coordination et d'exécution, fut remplacé par Lamouri Mohamed à la tête de la wilaya; Ahmed Nouaoura demeura auprès de Lamouri Mohamed, en qualité de membre dans le conseil de wilaya, jusqu'à son affectation au commandement des opérations militaires; il fut alors remplacé par Ahmed Nouaoura à la tête de la wilaya «I» avec le grade de colonel.

Dès la prise de ses nouvelles fonctions, il se heurta aux mêmes difficultés que son prédécesseur, Mohamed Lamouri, en raison de la mésentente entre lui et les hommes du ministre de la défense, Krim Belkacem. Ahmed Nouaoura y fit face avec tout le courage dû à sa responsabilité sur la wilaya «I» et sur ses hommes. Lorsque Mohamed Lamouri fut écarté et sanctionné par l'exil et la dégradation, Nouaoura Ahmed fit part de son indignation à propos de cette sanction empreinte de régionalisme; dès lors, Krim Belkacem fit revenir, à nouveau, le colonel Mohammedi Saïd à la tête du commandement, et Lakhdar Bentobbal étendit sa protection à Amar Benaouda à qui fut confiée une nouvelle mission. Ainsi, les sanctions, comme à l'accoutumée,

ne touchèrent que les représentants de la base de l'Est et de la wilaya «I»; la conséquence de la politique des «deux poids et deux mesures», fut qu'Ahmed Nouaoura et Mohamed Aouechria refusèrent leur nomination au commandement des opérations militaires, en remplacement de Mohamed Lamouri et Bouguellaz Amara, en protestation contre les agissements de Krim Belkacem et de Lakhdar Bentobbal. Ahmed Nouaoura fit alors parvenir une lettre au président du gouvernement provisoire, Ferhat Abbes, lui endossant la responsabilité de ce qui pourrait arriver aux sanctionnés: Amara Bouguellaz Laskri et Mohamed Lamouri. Cette prise de position ne fut point pardonnée au colonel Ahmed Nouaoura; il devint, à l'instar de son camarade Mohamed Lamouri, un pestiféré accusé de séditieux et de semeur de troubles; en fin de compte, Ahmed Nouaoura, Mohamed Aouechria, Mohamed Lamouri, et Mostefa Lakehal furent exécutés sous le chef d'accusation de tentative de coup d'Etat contre le gouvernement provisoire et quatre-vingt officiers, parmi les meilleurs de la wilaya «I» furent emprisonnés.

Le colonel Krim Belkacem ne tira aucune leçon de l'exécution des dirigeants historiques des Aurès, tel qu'Abbes Laghrour et ses camarades, et de l'obligation d'Adjel Adjoul à aller vers l'ennemi avec ses blessures physiques et morales.

Krim Belkacem, le dirigeant, ne tira aucune leçon, une seconde fois, des sanctions infligées aux colonels Amara Bouguellaz Laskri et Mohamed Lamouri, et du pardon accordé à Mohammedi Saïd et à Amar Benaouda, usant ainsi de deux poids et deux mesures envers ses subordonnés; pour la troisième fois, il ne tira aucune leçon des protestations des colonels Ahmed Nouaoura et Mohamed Aouechria, protestations qui aboutirent au crime perpétré par l'exécution des colonels dans la ville d'El Kef (Tunisie) le 16/03/1959 et l'emprisonnement de nombreux officiers jusqu'en 1960.

Tous ces arbitraires, ne sont-ils pas le résultat inévitable de la déviance du congrès de la Soummam de la ligne de conduite révolutionnaire qui repose sur le principe de la direction collégiale, du dialogue démocratique, lorsqu'il a enraciné la voie du bouleversement qui spolia la révolution de ses

adeptes par la ruse, la violence et l'hérésie consistant à se sentir fort par les autres ? Le résultat ne fut-il pas le sacrifice de groupes entiers de dirigeants illustres, durant tout un enchaînement de périodes, dont l'artisan du congrès lui-même, Abbane Ramdane, et ses victimes, les symboles historiques des Aurès, Adjel Adjoul, Abbes Laghrour et leurs camarades, en passant par le complot d'El Kef et, enfin, Krim Belkacem, Kaïd Ahmed, Mohamed Khider dans leur exil, la marginalisation de Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf, Aït Ahmed Hocine, Mohamed Boudiaf et d'autres encore, tous victimes de la propension autoritariste ?

4)- Le troisième adjoint, Abdellah Belhouchet, qui rejoignit la révolution après l'exécution d'une audacieuse opération contre l'armée française pour laquelle, et par chance, il remplissait le critère apprécié; bien que son grade de sous-officier ne le permettait pas, il fut quand même choisi pour être membre du commandement de la wilaya.

Abdellah Belhouchet représentait la région nord de la wilaya, aux côtés d'un grand nombre de combattants, originaires de cette région et qui ont rejoint la révolution à ses débuts; il est à remarquer qu'à chaque fois, Abdellah Belhouchet gardait son rang dans toutes les formations successives du commandement de la wilaya «I», pour des raisons que nous laissons à l'appréciation de celui qui détient la clé de cette énigme.

Les nominations relevaient parfois de l'attrait, parfois du rapprochement de celui-ci ou de l'éloignement de celui-là, de la promotion de celui-ci ou de la mise à l'écart de celui-là.

Le critère d'attribution de la responsabilité est devenu l'allégeance, l'obéissance, la soumission, l'adulation, la perte de dignité et l'anéantissement de l'âme; c'était une manière d'agir qui n'avait nulle place dans une révolution sacrée mais, malheureusement, ce fut bien le cas !

Il est imposé au nouveau commandement des Aurès de rester en Tunisie:

Contrairement à ce qui se pratiquait dans les autres wilayas (les wilayas «deux», «trois», «quatre», «cinq» et «six»), la wilaya «I» se distingua par la nécessité d'avoir à maintenir son commandement en terre d'exil, à l'intérieur de la Tunisie, loin de son contexte géographique, afin de demeurer sous une

surveillance directe, et éviter ainsi toute sédition; cette situation fut la cause de:

Premièrement: la nécessité pour les compagnies et les bataillons de se rapprocher des frontières pour se cantonner au plus près du poste du nouveau commandement afin de garder les possibilités de communication et d'approvisionnement pour la satisfaction des besoins en habillement, équipement, armement, munition, santé et autres nécessités. La conséquence fut l'immobilisation de plus de trois mille combattants aux alentours des centres de: Chaânbi, Boughar, El Kef, Ghardimaou…

Le mauvais comportement envers les moudjahidines, la partialité et la décision d'isoler le commandement local révolutionnaire de ses unités et son remplacement par des officiers étrangers à eux ont poussé les bataillons à désobéir à leur chef le colonel Mohammedi Saïd et derrière lui le ministre Krim Belkacem. Ce refus de s'y soumettre était parmi les causes de l'exécution des colonels Mohamed Lamouri et ses compagnons cités plus haut.

Le colonel Mohammedi Saïd, après sa nomination à la tête du commandement des opérations militaires, intégra ces unités sous ses ordres; de cette décision, la wilaya «I» s'est vue dépouillée de ses combattants et affaiblie dans ses positions, face au jeu des équilibres.

Deuxièmement: l'exil, en Tunisie, imposé au commandement de la wilaya «I», a eu pour conséquence de le mettre à l'écart de ses bases et de l'empêcher de se fondre dans le groupe des combattants, au point où ses membres pouvaient aller jusqu'à ignorer les noms des chefs de zones, régions et secteurs ainsi que les noms des chefs de bataillons, compagnies et sections; ils se sont donc retrouvés coupés sur les plans affectif, physique, social et organisationnel des masses de l'intérieur de la wilaya; ils n'assumaient plus leur responsabilité dirigeante que par liaisons radio.

Il est inconcevable que le commandant en chef de la wilaya, le colonel Mahmoud Chérif, ignore la nature géographique de la wilaya dont il a pris le commandement; son honneur ne le poussa pas, une seule fois, à visiter la tombe d'un symbole de la révolution, Mostefa Ben Boulaïd dans le djebel Lazrak; il ne lui vint pas à l'esprit d'organiser un rassemblement général des

cadres de la wilaya dans les profondeurs de celle-ci, dans la zone interdite (la forêt de Béni Melloul) ou ailleurs; il n'eut également pas l'honneur de mener une grande bataille à la tête de ses hommes, dans les fins fonds de la wilaya, qui immortaliserait sa mémoire, comme le faisait Abbes Laghrour.

Même Mohamed Lamouri et Ahmed Nouaoura, qui quittèrent les profondeurs de la wilaya, n'y sont plus retournés jusqu'à ce qu'ils soient jugés et exécutés en terre d'exil par ceux qui les ont, en particulier, désignés; ils n'eurent pas l'occasion d'inscrire à leur honneur la direction d'une seule bataille après leur désignation comme membres du nouveau commandement du fier Aurès. Quelle comparaison peut-on faire avec un commandement préoccupé par des calculs d'intérêt et de pouvoir et un commandement qui, après avoir déclenché la révolution, l'a guidée vers des victoires par des sacrifices immortalisés par l'histoire !

La période de l'homme historique, Krim Belkacem:

Le symbole historique, Krim Belkacem, est né dans la région de Kabylie, le 14/12/1922, dans la daïra de Draâ-El-Mizan; il eut un passé glorieux, aussi bien avant que pendant la révolution; Krim Belkacem est devenu le modèle à suivre pour les militants, aussi bien dans les rues de la capitale qu'à l'intérieur des djebels de la Kabylie. Deux fois condamné à mort, il a pu rassembler et encadrer idéologiquement un grand nombre de militants convaincus; Krim Belkacem, par ses nombreuses qualités et son courage, fut hautement apprécié par Mostefa Ben Boulaïd qui paria beaucoup sur son rôle de guide idéologique en tant que chef de la zone de Kabylie, pendant la guerre de libération nationale.

C'est pourquoi Mostefa Ben Boulaïd mena d'intenses efforts pour le convaincre de choisir la voie de l'action armée et de se joindre aux côtés des membres du secrétariat (comité des cinq), élus par le groupe des «22», et de se démarquer de Messali Hadj à qui ne convenait pas le choix de l'action armée. Mostefa Ben Boulaïd a pu convaincre Krim Belkacem et l'intégrer, comme membre actif, dans le comité des «six» historiques, grâce aux concours du militant Amar Ouamrane; ceci dit, il est à déplorer que Messali Hadj n'ait pas saisi l'occasion d'avoir l'honneur de prendre le leadership de la révolution.

Krim Belkacem joua des rôles prépondérants dans la marche de la révolution, aussi bien avant qu'après le congrès de la Soummam, particulièrement quand il prit en charge le ministère de la défense dans le gouvernement provisoire de la république algérienne; de par son alliance avec les deux colonels, les plus en vue, Lakhdar Bentobbal et Abdelhafid Boussouf, ils constituèrent à eux trois le commandement effectif de la révolution algérienne et, ce, durant les années 1957, 1958 et 1959. Leur suprématie persista jusqu'à la tenue, à Tripoli, de la deuxième session du conseil national de la révolution algérienne, du 16 décembre 1959 au 18 janvier 1960; leur influence diminua, avec la mise en place d'un état-major général, avec à sa tête Houari Boumediene.

Krim Belkacem poursuivit ses activités au sein du comité interministériel de guerre (C.I.G) constitué par les trois «**B**»; toutefois, ce comité «à trois» ne put poursuivre ses missions plus longtemps, pour diverses raisons. Ainsi, Krim Belkacem, après être passé au ministère des affaires étrangères, joua des rôles très importants dont le résultat fut les accords d'Evian qui mirent fin à la guerre et concrétisèrent l'indépendance.

Krim Belkacem s'exila en Allemagne jusqu'à son assassinat à Francfort, fin 1970.

Abbane Ramdane joua un rôle important qu'il mit au service du symbole «Krim Belkacem»; ce rôle est l'aboutissement de son ambition démesurée, de son audace qui lui permit d'occuper les positions, et, ce, après la mise à l'écart des membres historiques du groupe de l'extérieur et l'assujettissement de la zone orientale, une zone éminemment stratégique (base de l'Est), et de la wilaya «I» à son autorité, avec l'appui du gouvernement tunisien et les efforts des militaires à sa solde durant le mandat du premier comité de coordination et d'exécution.

Mais les excès d'Abbane Ramdane, quant à sa façon d'imposer son autorité à l'ensemble, particulièrement aux trois colonels, commandants militaires de wilayas, ont précipité sa marginalisation, puis son écartement suite, aux résolutions du conseil national de la révolution algérienne lors de sa première session au Caire, en 1957. Celui-ci (Le C.N.R.A) a remis

en question certaines décisions du congrès de la Soummam, a maintenu la légitime priorité aux hommes de la première heure qui ont déclenché la révolution; cette dernière résolution profita, grandement, à Krim Belkacem, qui se trouve être le seul encore en activité parmi les chefs historiques.

Cette symbolique «novembriste» dont jouissait Krim Belkacem a généré en lui l'ambition de prendre le commandement de la révolution; lors de la constitution du gouvernement provisoire, il s'est efforcé à maintes reprises d'en prendre la présidence, mais ses alliés, Abdelhafid Boussouf et Lakhdar Bentobbal, ne le lui ont pas permis, de crainte qu'il ne les marginalise.

Les trois «**B**» furent accusés d'avoir fait preuve d'excès, pour garder leur pouvoir au détriment des institutions de la révolution, des wilayas qui souffraient du manque d'armes et de la paralysie de l'armée de libération nationale, stationnée aux frontières et qui avait un besoin impérieux en moyens de combat. Cette situation, insupportable, a poussé les colonels, non-membres du gouvernement provisoire, à tirer la sonnette d'alarme et à incriminer les membres du gouvernement provisoire de dilapidation des fonds de la révolution et de s'adonner aux plaisirs au lieu de se consacrer aux unités combattantes de l'armée de libération nationale qui se trouvent immobilisées, à l'Est et à l'Ouest, derrière le barrage électrifié(1).

C'est dans ces conditions que se sont réunis durant le deuxième semestre de 1959, les chefs de l'A.L.N. Y assistaient dix colonels: les trois «B» qui appartiennent au G.P.R.A et sept autres dont deux chefs d'état-major de l'A.L.N, à la frontière Est et la frontière Ouest, et cinq commandants de wilayas. Aux colonels se sont joints quelques commandants(2).

---

(1) - Malek BENNABI a toujours insisté dans ses écrits sur la nécessité d'enquêter sur la gestion des fonds de la révolution par le gouvernement provisoire algérien:
- Sur le plan technique afin d'établir une comparaison entre les besoins de l'appareil politique et l'état de fonds accordés effectivement.
- Sur le plan moral afin de dresser les décomptes des charges que ce gouvernement accordait à ses membres durant les dernières années de la révolution armée, etc. (L'hebdomadaire El Khabar El Ousbouï nº 588 de juin 2010).

(2) Les sept colonels sont: le colonel Hadj Lakhdar Abid (Wilaya «I»), le colonel Ali Kafi (Wilaya 2), le colonel Yazourene Mohamed (Wilaya 3), le colonel Slimane Dehilès (Wilaya 4), le colonel Lotfi (Wilaya 5), le colonel Houari Boumediene (comité de

Est apparue alors la résolution portant désignation d'un nouveau C.N.R.A, et la création du corps de l'état-major général de l'armée de libération nationale qui créa un certain nouvel équilibre, entre le commandement de l'état-major et le gouvernement provisoire de la république algérienne.

Ces résolutions eurent pour conséquence le passage de Krim Belkacem du ministère de la défense à celui des affaires étrangères; lorsque les colonels (les trois «**B**») ressentirent la marginalisation, ils constituèrent «le comité de guerre» dont ils étaient les membres, mais le temps ne leur permit pas d'étendre à nouveau leur influence; en effet, le commandement de l'état-major leur coupa la route en imposant son autorité sur le terrain à l'armée et, à l'intérieur, aux wilayas; ainsi, l'autorité de Houari Boumediene se renforça.

Parmi les faits qui préoccupaient, en premier lieu, Krim Belkacem, c'était la constitution d'une armée forte, d'une grande efficacité, conforme aux règles professionnelles, à la discipline et à l'allégeance absolue au pouvoir central. Pour concrétiser cette ambition légitime, il a pensé à exploiter les officiers déserteurs de l'armée française, mais avec un excès et un esprit revanchard.

Krim Belkacem, le symbole, ne fut pas, au point de vue style, tellement différent d'Abbane Ramdane. Pour asseoir son emprise sur les institutions, Krim Belkacem a adopté, à la lettre, la méthode Abbane Ramdane. Il s'est également appuyé sur les mêmes hommes d'Abbane Ramdane, les quatre militaires qu'il a choisis pour affronter ses adversaires sur le critère de l'allégeance régionale, au détriment de la compétence, de la crédibilité, de l'efficacité et de l'égalité dans une révolution sacrée; cette stratégie, qui ne fut pas à la hauteur de sa symbolique historique de grand dirigeant, l'a beaucoup plus desservi que servi.

Il suffit, en cela, de se référer aux propos du chef de cabinet de Krim Belkacem, en charge des affaires civiles, Mohamed Harbi qui disait: «le ministère de la défense, durant l'ère de Krim Belkacem, était une forteresse

---

coordination militaire de l'ouest) et le colonel Mohammedi Saïd (comité de coordination militaire de l'est).

fermée aux intrus».

Si Krim Belkacem, le guide révolutionnaire, s'était entouré de dirigeants choisis à travers l'ensemble des wilayas, il aurait gagné, avec amour et respect, la sympathie et la fidélité de tous; or, il s'est retrouvé, selon son chef de cabinet pour les affaires civiles, Mohamed Harbi, contraint de s'allier au président Bourguiba pour asseoir son autorité sur la base de l'Est et sur la wilaya «I», rééditant, en cela, l'hérésie d'Abbane Ramdane, le politique (s'appuyer sur des étrangers pour dominer ses subordonnés). Historiquement, Krim Belkacem, le révolutionnaire, n'aurait pas dû s'y empêtrer.

Mohamed Harbi a tenté de trouver des justificatifs au dirigeant Krim Belkacem sur ce sujet; à ce propos, il dit: «étant donné que les forces relevant des wilayas «deux», «trois» et «quatre» stationnées à la frontière tunisienne ne représentaient qu'une minorité, comparée aux forces dissidentes de la wilaya «I», difficilement contrôlable, Krim Belkacem, en sa qualité de ministre de la défense, s'est retrouvé dans la gêne et face à une situation très difficile; il n'avait à sa disposition que deux choix; soit le recours à l'appui tunisien, et il serait alors vu comme étant l'homme de Bourguiba, soit aller à l'aventure avec le risque d'empoignades entre Algériens; c'est à contrecœur que Krim Belkacem opta pour le premier choix».

En réalité Krim Belkacem disposait de divers choix pour éviter cette méprise envers des combattants qui mettaient en péril leurs vies pour la révolution. Il devait prendre la voie du dialogue, de la médiation qui est une pratique en usage chez les Algériens, de l'exploitation des avis des sages, de l'instauration de la justice et de l'égalité, tout en se mettant hors de toutes les contingences susceptibles d'être néfastes à sa personne et, de là, se situer au-dessus de tous et en être la référence.

Krim Belkacem, le dirigeant choisit ses proches dans trois cercles:

Le premier cercle: il se constitue, comme nous l'avons indiqué, des militaires du front qu'Abbane Ramdane a retirés; ils furent chargés d'assurer la maîtrise des zones de la frontière Est (la wilaya «I» et la base de l'Est); il s'agit de:

1. **Le colonel Mohammedi Saïd** qui fut désigné commandant général

à la tête du commandement des opérations militaires (C.O.M) deux fois, l'une à la suite de l'autre, malgré ses échecs flagrants.

2. **Le colonel Dehilès Slimane (Si Sadek)** que Krim Belkacem a tenté de désigner, également, comme commandant général à la tête du commandement du front ouest, mais Abdelhafid Boussouf refusa le colonel Si Sadek, le relégua aux fonctions de second, et désigna à sa place son adjoint, Houari Boumediene. Une fois que Si Sadek s'est rendu compte de sa marginalisation, il est retourné, à nouveau, auprès du ministre Krim Belkacem, à Tunis.
3. **Le colonel Amar Ouamrane et ses adjoints, en Tunisie.**
4. **Le commandant Amirouche**, lequel a tenu trois rôles importants; son premier rôle, dans les Aurès, le second, en Tunisie, en qualité d'adjoint du colonel Amar Ouamrane dans l'ossature de la wilaya des Aurès, quant au troisième rôle, il eut à le tenir comme coordonnateur des wilayas, à l'intérieur, lors de sa réunion avec certains dirigeants de wilayas, dans la région montagneuse d'El Milia (Nord Constantinois), du 06 au 12 décembre 1958. Y participaient les colonels Hadj Lakhdar Abid de la wilaya «I», Si M'Hamed de la wilaya 4 et Si El Houas de la wilaya 6, quant au colonel Ali Kafi de la wilaya 2, il n'enverra que des observateurs et le colonel Lotfi de la wilaya 5 sera absent. L'ordre du jour portait sur l'éloignement de la direction installée hors du territoire national, l'isolement dans lequel ils se trouvent, le manque d'armes, de munitions, de moyens matériels et le renforcement par l'armée française des fameux barrages sur les frontières.

Amirouche met l'action sur les mesures à prendre contre les traîtres, sur les relations avec ceux de l'extérieur et la situation dans la wilaya «I». Il cède pour un temps, à charge de restituer, avec Si M'Hamed, deux compagnies chacun pour combattre les «dissidents» dans cette wilaya et rétablir l'ordre.

Le deuxième cercle: il est composé d'un ensemble d'officiers déserteurs de l'armée française à qui il accorda une attention particulière, empreinte d'allégeance à caractère régionaliste; les plus influents d'entre eux furent son chef de cabinet, le commandant Idir Mouloud et son frère, Abdelmoumen,

Zerguini et d'autres encore. Le professeur Malek Bennabi avait son appréciation sur le sujet[1].

Le troisième cercle: il se constitue des cadres civils et militaires qui se sont rapprochés de Krim Belkacem, le ministre, bien que certains d'entre eux n'aient aucun lien avec les deux ministères qu'il dirigeait.

Comportement des Aurèssiens envers les deux dirigeants, Krim Belkacem et Lakhdar Bentobbal:

Le comportement des Aurèssiens envers Krim Belkacem, Lakhdar Bentobbal et Abdelhafid Boussouf fut empreint de respect sacré, dû à des symboles de la révolution, à des dirigeants émérites qui ont servi la révolution avec abnégation, malgré les reproches qu'on peut leur faire quant aux excès commis pour garder leur pouvoir dont, d'ailleurs, les Aurèssiens furent les premières victimes.

Les Aurèssiens font endosser au symbole, Krim Belkacem, l'erreur de n'avoir pas visité la zone des Aurès après l'emprisonnement du dirigeant Mostefa Ben Boulaïd, premièrement en raison du voisinage et, deuxièmement, en raison du rang historique dont il jouit à leurs yeux et, plus encore, en raison de la responsabilité historique que les circonstances ont mise à sa charge, lui, l'un des chefs historiques.

---

(1) Malek BENNABI suggère encore dans ses écrits de faire une enquête sur les conditions douteuses dans lesquelles certains officiers algériens en service dans l'armée française ont rejoint l'armée de libération, et pourquoi l'intégration de certains, à l'exemple du nommé «Le commandant Idir», s'est faite à partir du commandement de la capitale au lieu que ce soit par la voie du commandement des monts des Aurès, alors que cet officier servait dans une unité française cantonnée dans la ville de Khenchela; il est à souligner que ces officiers bénéficièrent de postes de choix dans l'armée de libération nationale, des postes spoliés à ceux à qui ils devaient revenir en raison de leurs services dans les rangs de la révolution depuis son déclenchement; mais, on voit plutôt ceux-ci éliminés dans des complots assassins abjects, à l'exemple de Mostefa Lakhal tué par les services de Boussouf dans les environs de la ville tunisienne d'El Kef; d'autres furent évincés de leurs postes et laissés à l'abandon, sans moyens ni ressources, dans les rues de Tunis ou de Rabat. Une enquête s'impose également dans le cas de l'assassinat d'Amira Alaoua dans le siège du gouvernement provisoire algérien au Caire parce qu'au cours d'une mission qui l'a mené à Beyrouth, il aurait découvert des contacts suspects concernant Ferhat Abbas (El Khabar el-ousbouï, nº 588, juin 2010).

Il en fut de même avec le dirigeant Bentobbal Lakhdar que lient aux Aurèssiens des souvenirs historiques qui remontent à une période d'avant la révolution, quand il vivait parmi eux; ils attendaient de lui qu'il les traite avec équité dans leurs épreuves avec Abbane Ramdane et ses hommes et, également, avec le président Bourguiba; il est à déplorer malheureusement qu'un membre du groupe des «22», Amar Benaouda, soit un acteur agissant dans cette épreuve.

Il n'y a pas de mal à rappeler aux symboles Bentobbal Lakhdar et Benaouda Amar le cas de Mostefa Boucetta qui a été chargé par Mostefa Ben Boulaïd de veiller sur les dirigeants qui ont cherché protection dans les Aurès après leur évasion de la prison, et dont Lakhdar Bentobbal et Amar Benaouda faisaient partie: ce militant, novembriste, durant la période des trois «**B**» ministres, fut exécuté, sous l'inculpation de perturbateur.

Alors que le blessé agonisait encore, un berger, qui se trouvait dans les parages, informa l'armée française de son emplacement; celle-ci s'empressa de le transporter par avion spécial à l'hôpital de Constantine pour des soins.

L'histoire de l'exécution de Mostefa Boucetta ressemble, grandement, à celle de l'exécution du dirigeant, Chriet Lazhar, de la part du commandement de la révolution en Tunisie: au moment où Chriet Lazhar agonisait dans une mare de sang, un berger tunisien, s'est empressé d'informer le poste de la révolution le plus proche; au lieu d'être évacué pour des soins, ainsi que l'ont fait les Français avec son camarade blessé, Mostefa Boucetta, ils lui ont envoyé celui qui devait l'exécuter une deuxième fois ! Dire que ces deux faits ont eu lieu durant l'époque des ministres révolutionnaires (Krim Belkacem, Lakhdar Bentobbal et Abdelhafid Boussouf) et en toute connaissance d'Amar Benaouda !

Les dessous de l'affaire des colonels exécutés à El Kef (Tunisie):

Dès le départ, la structuration de la wilaya «I» et de la base de l'Est par les représentants d'Abbane Ramdane était bâtie sur des arrière-pensées malsaines, non-méthodiques et non-révolutionnaires; pour en saisir le sens, il y a lieu de poser l'hypothèse suivante:

Que serait-il advenu si les dirigeants de la première zone (les Aurès),

aveuglés, à une époque donnée, par l'impétuosité et la vanité, avaient tenté d'imposer leur domination à des régions voisines de la Kabylie, et en supposant que cette attaque aurait provoqué l'élimination de dirigeants historiques connus tels que Krim Belkacem, Amar Ouamrane, Mohammedi Saïd et Amirouche, suite à des exécutions dans des conditions similaires à celles de Abbes Laghrour et de ses compagnons ? Qu'elle aurait été la réaction des dirigeants et des révolutionnaires de la zone de Kabylie et de la société kabyle ?

La réponse à une telle question, on la retrouve clairement exprimée par Abbane Ramdane, en personne, lorsqu'il rejeta les résolutions prises par le conseil national de la révolution algérienne dans sa session tenue, entre le 20 et 28 août 1957, au Caire qui lui retire la qualité de coordonnateur du deuxième comité de coordination et d'exécution. Il refusa d'admettre ces résolutions malgré leur légitimité. Il fera preuve d'excès dans ses défis à ses compagnons, lesquels s'accordèrent à l'exécuter pour des motifs que nous ignorons; quel que soit le motif, nous rejetons par principe le recours aux exécutions au sein d'une révolution sacrée, d'autant plus que la possibilité d'emprisonnement est devenue possible.

La réponse se dégage aussi des positions du colonel Mohand Ouel Hadj et du grand militant, Aït Ahmed Hocine, à l'occasion des différends survenus au congrès tenu à Tripoli, entre le 25 mai et le 07 juin 1962, et où ils rejetèrent le point de vue des coalisés du groupe de Tlemcen.

Elle se dégage également de l'opposition des symboles, Krim Belkacem et Mohamed Boudiaf, qui quittèrent l'Algérie après lui avoir sacrifié leur jeunesse et leur âge mûr.

Il s'agit donc de témoignages vivants et réitérés de dirigeants, bien en vue, qui rejetaient l'injustice, l'arbitraire et l'usage du pouvoir pour asservir les autres.

Il n'y a pire souffrance pour l'être humain que de subir l'humiliation et l'injustice, lesquelles furent, malheureusement, infligées aux dirigeants aurésiens, «novembristes», pour refus des faits accomplis, alors qu'ils se trouvaient dans l'aire sacrée de la révolution et de la patrie.

Afin de mieux éclaircir la situation sur les causes qui ont poussé Mohamed Lamouri et ses compagnons à tomber dans le piège qui leur était tendu, dans le but, au départ, de s'en débarrasser, je cite ce qu'a écrit Mohamed Harbi sur le sujet, lorsqu'il dit: «… Le 21 octobre 1957, le commandant Mohamed Aouechria a rassemblé ses partisans au niveau de la base de l'Est pour conclure un accord avec la wilaya «I» sur les bases suivantes:

1. Ne pas abandonner la base frontalière ;
2. Déterminer les responsabilités en ce qui concerne la ligne Morice ;
3. Unifier les sections chargées de faire parvenir les produits et les armes sous la responsabilité de la base de l'Est et de la wilaya «I» ;
4. Revoir les causes qui ont mené à la création d'un «commandement des opérations militaires», et ensuite à la décision de sa dissolution, ainsi que les motifs qui ont provoqué l'écartement de trois de ses membres et procéder au retour de Mohammedi Saïd, uniquement, à son poste à la tête de ce commandement dissous ;
5. Nécessité du retour des trois éléments, mis à l'écart, et, le cas échéant, leur jugement par l'armée de libération nationale ;
6. Eclaircir les causes qui ont mené à l'élimination d'Abbane Ramdane;
7. Elucider les causes de la discrimination entre Algériens ;
8. L'obligation de la tenue d'une réunion avec le gouvernement provisoire de la république algérienne, en présence de Krim Belkacem, en personne.

Le complot contre Abbes Laghrour en Tunisie:

Nous faisons un retour sur le complot tramé par les représentants d'Abbane Ramdane en Tunisie, et qui sont Benaouda Amar, Brahim Mezhoudi et d'autres encore; ils ont participé au complot en vue de faire tomber le dirigeant Abbes Laghrour et ses compagnons qui étaient en pleine réunion de conciliation, entre la fraction des «Nementchas» et la fraction des «Souafas»; il a même été répandu, à cette occasion, qu'Ahmed Ben Bella et Ahmed Mahsas allaient assister à la réunion, pour raffermir l'unité des rangs sur le front.

Abbane Ramdane et ses représentants ont considéré que la présence, en Tunisie, d'Ahmed Ben Bella, le rival, est une menace pour leur projet

et le projet de leur allié, le président Bourguiba. Des instructions ont été alors données pour, d'une part, faire échouer la réunion d'Abbes Laghrour et couper la route devant Ahmed Ben Bella et son représentant, Ahmed Mahsas, accusés dans ces circonstances de provocation et, d'autre part, pour demander la tenue d'un autre congrès qui serait plus représentatif et plus crédible.

Ils ont utilisé un combattant faible d'esprit, obnubilé par les préjugés, pour le pousser à commettre l'acte criminel consistant à tirer sur ses frères combattants des Nementchas à l'intérieur de la salle; puisque l'affaire était minutieusement préparée, les services de sécurité tunisiens ont intervenu, pratiquement, au moment des tirs sur les victimes; ils ont procédé à l'arrestation du tireur et des victimes; par chance, ils n'ont pu mettre la main sur Abbes Laghrour, mais ils l'ont accusé à tort d'avoir fait des victimes parmi ses subordonnés et d'avoir menacé les services de sécurité tunisiens.

Le complot contre Abbes Laghrour présentait une parfaite similitude avec l'accusation visant son compagnon Adjel Adjoul, à l'intérieur des Aurès, et conduite par le représentant du coordonnateur du comité de coordination et d'exécution, le commandant Amirouche, dans le but de créer une vacance dans le commandement historique de la zone des Aurès. Le dessein était le même, avec les mêmes exécutants et les mêmes victimes (la wilaya «I» et ses combattants).

Abbes Laghrour ne pouvait supporter sa situation de poursuivi et d'accusé, aussi il recherchait le sacrifice à l'issue d'une bataille avec l'ennemi et faisait le vœu de tomber en martyr sur le champ d'honneur et être, ainsi, épargné d'affronter ses compagnons moudjahidines ! C'est pourquoi, il rassembla ses hommes et entreprit un assaut sur une unité militaire française sur la frontière, à l'intérieur du territoire tunisien; au cours de cet assaut, Abbes Laghrour, que Dieu ait son âme, combattait debout, dans l'éventualité qu'une balle prenne la direction de son cœur et lui épargne un affrontement à des accusations mensongères, dans une révolution sacrée pour laquelle des hommes fidèles tombent comme les feuilles d'automne sur l'autel dédié à la liberté.

Comme notre destin est entre les Mains de Dieu, le héros, Abbes Laghrour, ne mourut pas martyr, il fut seulement blessé; par contre, il a élargi le champ de ses «crimes» (il est accusé d'avoir combattu son ennemi sur le territoire d'un pays souverain); une fois guéri de ses blessures, il a décidé de se livrer à son ami, et son partenaire dans la cause sacrée, le grand militant Krim Belkacem, étant persuadé qu'il lui offrirait l'occasion de se défendre et de lever les accusations prononcées à son encontre.

Les compagnons d'Abbes Laghrour ont tenté de le mettre en garde contre l'excès de confiance dont il faisait preuve envers Krim Belkacem, lui disant que Krim Belkacem, le révolutionnaire qu'il connaissait a été changé par la politique et l'appât du pouvoir, et que, s'il a le pouvoir de l'étrangler, il le fera; mais Abbes Laghrour ne changea pas d'avis sur son compagnon, le moudjahed Krim Belkacem; en fait, il s'est livré au préfet tunisien qui le remit aux hommes de Krim Belkacem, lesquels s'empressèrent de le mettre dans un semblant de prison sous l'échelle d'une Villa, près de Souk Larbâa (Tunisie) avec un groupe réduit parmi ses compagnons arrêtés, et exécutés comme lui, plus tard.

De quelle traîtrise sont-ils coupables, pour les éliminer physiquement au lieu d'un emprisonnement ou d'un exil ?

Il est regrettable que Krim Belkacem, le dirigeant historique, ait créé un tribunal fictif où la peine de mort était une sentence rendue avant sa constitution !

Il apparaît que Krim Belkacem a désigné, à dessein, Lakhdar Bentobbal et Amar Benaouda comme, respectivement, président et vice-président du tribunal afin d'épargner, à lui et à ses hommes de la wilaya «III», le sang d'Aurèssiens qui ont combattu en braves pour le triomphe de la révolution (et la liste est longue[1]).

(1) Encore une fois, Malek Bennabi insiste sur la nécessité de mener une enquête sur les conditions suspectes de disparition de ces hommes qui ont guidé la révolution dès ses premiers pas; il s'agit, entre autres, de: Mostefa Ben Boulaïd, Abbas Laghrour, Youcef Zighout, Larbi Ben M'Hidi, Amirouche, le colonel Mohamed Bahi, Abdelhaï Soufi. Il est possible que les investigations puissent déboucher sur un lien entre l'assassinat de ces hommes et ceux qui se sont autoproclamés «commandement autonome» dans la

Il n'est pas de trop de faire le résumé des quatre graves opérations qui ont fissuré la dorsale de la zone des Aurès et dispersé ses rangs; il s'agit de:

- **La première:** La perte de Mostefa Ben Boulaïd, suite au poste émetteur-récepteur piégé, largué par les services secrets français; pour cet acte, une accusation est portée contre son adjoint, Adjel Adjoul, qui en paya le prix, au motif qu'il a contribué à l'assassinat de Mostefa Ben Boulaïd; cette opération fut utilisée, comme il se dit, «en guise de tunique d'Othmane», exploitée par des parties, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, d'une manière immorale et irrégulière.
- **La deuxième:** la perte du grand dirigeant, Zighout Youcef, désigné par le congrès de la Soummam pour se rendre à la wilaya «I»; cette perte ouvrit la porte à une intervention violente contre la région des Aurès dont il en découla des drames innombrables qui durèrent trois années, et au cours desquelles cette région perdit son prestige, son pouvoir et ses élites.
- **La troisième:** Le complot qui a visé Abbes Laghrour en Tunisie et Adjel Adjoul à l'intérieur.
- **La quatrième:** La sortie des dirigeants des Aurès à destination de la wilaya «III» et, de là, vers la Tunisie; ainsi, l'abandon de la wilaya sans encadrement a eu pour conséquence des séditions aux frontières orientales contre le commandement central et, à nouveau, des exécutions ont touché un nombre important de dirigeants des Aurès.

Le fait, tout à fait regrettable, que le grand dirigeant, Lakhdar Bentobbal, ne se suffit pas de prononcer des peines capitales contre ses frères, les dirigeants des Aurès, après la désunion instaurée par le pouvoir entre lui et eux, mais va jusqu'à bafouer les principes élémentaires et les fouetter comme des animaux dans la prison du gouvernement provisoire, en Tunisie, suite à une simple grève de la faim contre leurs conditions de détention déplorables; lorsque le dirigeant, Lakhdar Bentobbal, exagéra dans l'outrage

---

capitale au mois d'avril 1955 et qui visaient clairement l'accaparement des rênes de la révolution, et tel que cela semble se manifester dans l'enlèvement d'Ahmed Ben Bella «*El Khabar El Ousbouï, nº 288, juin 2010*» (écrits de Malek Bennabi).

de héros de batailles, il fut apostrophé par Amar Belagoun, un des proches du dirigeant Mostefa Ben Boulaïd, en ces termes: «Bien sûr, oncle Abdallah (pseudonyme de Lakhdar Bentobbal), tu es en droit de fouetter ceux qui hier, dans les Aurès, te mettaient au-dessus de leur personne et de leurs enfants et t'offraient noix et miel; ne vous formalisez pas, oncle Abdallah, nous méritons, aussi bien de vous que d'autres, plus que le fouet parce que vous avez la charge de la révolution !»; c'est alors que le fouet tomba de la main de Lakhdar Bentobbal qui quitta aussitôt, avec Krim Belkacem, la prison.

Que peut-on dire également sur son adjoint, Amar Benaouda, membre du groupe des «22», qui s'évertuait à enquêter sur les Aurèssiens emprisonnés, et s'empressait de prononcer des peines capitales à l'encontre de ceux qui l'ont pris en charge dans les moments difficiles ?

Quant au colonel Mahmoud Chérif, désigné en qualité de nouveau commandant des Aurès, succédant donc aux deux victimes, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul, il est investi, à dessein, de la mission de procureur général afin de prononcer lui-même les accusations portées à la charge de ses chefs d'hier, et de requérir de vive voix, en sa qualité de commandant en chef de la wilaya «I», la peine capitale, chose impensable, mais bien réelle !

Le colonel Mahmoud Chérif aurait dû se désister de cette mission immorale, à fortiori éviter de s'y porter volontaire; pourtant, dans sa plaidoirie, il va jusqu'à insister sur la nécessité de prononcer la peine de mort, contre son chef Abbes Laghrour, pour que les autres en soient débarrassés !

Dans la réalité, Mahmoud Chérif ne s'est pas, seulement, porté volontaire pour juger Abbes Laghrour, il s'est porté également volontaire pour arrêter les chefs qui ont fui le spectre des exécutions, en mettant ses forces à la disposition des autorités tunisiennes à l'effet de les arrêter et de les éliminer; pour preuve, le rapport manuscrit, en français, qu'il a rédigé et envoyé à ses chefs, au cours du mois d'avril 1957, les informant avoir proposé aux préfets tunisiens, de Gafsa et Sbitla, de mettre à leur disposition ses troupes pour arrêter et éliminer certains dirigeants aurésiens poursuivis, à la condition que les éléments de troupes soient revêtus de l'uniforme de l'armée tunisienne pour leur camouflage, mais les deux préfets tunisiens ont

rejeté sa proposition.

En cela, il n'a fait que reprendre la pratique absurde qui consiste à recourir, pour se renforcer, à l'allié étranger tunisien contre ses subordonnés, exactement comme l'a fait, avant lui, Abbane Ramdane quand il a arrêté les dirigeants historiques, et comme l'a fait également, plus tard, Krim Belkacem pour capturer le groupe de Mohamed Lamouri, à El Kef (Tunisie).

Les causes de l'accusation des Aurèssiens d'insubordination:

Comme déjà souligné, les trois colonels (Krim Belkacem, Lakhdar Bentobbal et Abdelhafid Boussouf) se sont constitués en coalition; logiquement, le commandant en chef de l'historique wilaya «I» se devait d'être un élément puissant de leur coalition; mais les hommes d'Abbane Ramdane ont fait avorter les efforts de la wilaya «I» pour imposer une tutelle et, ensuite, l'élimination physique de ses meilleurs dirigeants «novembristes»; il est, dès lors, naturel que l'injustice appelle des réactions opposées; il est connu que tout commandement qui fait preuve d'excès pour imposer son autorité à ses subordonnés par la contrainte et l'arbitraire, au service d'intérêts personnels ou claniques, doit s'attendre à des réactions graves quand le glaive étouffe le fond du combattant, tel que cela s'est passé avec les dirigeants aurésiens; il s'agit là d'une pratique habituelle que nous avons vécue avec certains dirigeants de la wilaya «III» qui, protestant contre la composition du bureau politique, se sont révoltés contre Ahmed Ben Bella et ses alliés (groupe de Tlemcen).

Nous avons vécu cette période, auparavant, avec Abbane Ramdane qui a rejeté l'alliance des militaires contre son projet; nous l'avons aussi vécue avec certains des symboles historiques qui ont clamé haut et fort leur opposition contre le premier gouvernement, après le cessez-le-feu et, également, avec les trois colonels, piliers du gouvernement provisoire, qui ont refusé d'endosser la responsabilité de l'échec de la part de leurs collègues, les sept colonels, considérant cette attitude comme une négation de leurs efforts.

Pourquoi donc faire ce reproche aux dirigeants aurésiens durant la période «Abbane Ramdane» et, également, durant la période des trois «**B**»

lorsque l'accusation de traîtrise était lancée à tort et à travers ?

Les ruraux des Aurès éprouvent de l'inimitié envers les politiciens des partis:

Nous devons avouer que la société aurésienne rurale éprouve une inimitié particulière à l'égard des partis qui considèrent la population rurale comme étant attardée politiquement, socialement et culturellement, inapte à comprendre leurs discours politiques, leurs convictions et leurs choix, et convaincus qu'en politique, s'intéresser aux ruraux est une perte de temps.

Le seul parti qui avait leur faveur est le «Parti du Peuple Algérien» qui est devenu le «Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques»; ils ont connu, par la suite, le courant réformiste que représentait «l'association des oulémas musulmans algériens» dont l'activité se réduisait à l'éducation et l'enseignement.

Dans les Aurès, les enfants de la campagne ont une aversion envers les partis, lesquels les ont d'ailleurs ignorés; même leur parti, pour lequel ils se sont mobilisés très tôt dans ses rangs, les a surpris par son refus d'opter pour la révolution comme voie pour l'indépendance; plus encore, il s'avisa de dissoudre «l'organisation secrète» dénommée aussi organisation spéciale dont ils partageaient les choix.

Après le triomphe de la révolution, et après l'avoir combattue à ses débuts, les politiques ont pris le train en marche; ils s'en sont accaparés, spoliant ses artisans par des décisions d'un congrès, loin de faire l'unanimité, qui marginalise ceux qui ont réellement déclenché la révolution, sous le prétexte de la primauté du politique sur le militaire; les révolutionnaires ordinaires des Aurès, avec leur modeste culture politique, n'étaient pas convaincus par cette résolution, pour la simple raison qu'ils se sont mobilisés très tôt pour une organisation militaire unique nommée «l'organisation secrète» qui est devenue ensuite «Armée de Libération Nationale» et dont ils constituaient le noyau dur et l'avant-garde sur le terrain de combat; ils ont été surpris par la prise du commandement central de la révolution par des politiques et ont considéré qu'il s'agit là d'une déviation et d'une dualité dans le commandement, suivant l'expression de Malek Bennabi auquel nous nous

sommes déjà référés au travers de ces mémoires. Lorsque la soumission leur fut imposée de force, et sans discussion, une partie d'entre eux est rentrée en dissidence contre le commandement des politiques et a organisé dans les massifs montagneux ce qui fut appelé «la dissidence».

Lorsque les services secrets français eurent vent de l'impasse dans laquelle se trouvaient les dissidents qui, fuyant la potence de Tunisie, étaient pris en étau entre le rouleau compresseur de l'ennemi, d'une part, et leur commandement, d'autre part, ils répandirent, par l'intermédiaire de leurs agents, la nouvelle que Messali Hadj accepte le principe de l'indépendance interne, et que l'armée du général Bellounis est la future armée de l'Algérie indépendante; les dissidents, menacés de mort par le front de libération nationale, n'avaient qu'à rejoindre cette armée pendant qu'il est encore temps; de là, prit forme le concept de traîtrise à l'égard du chef d'un groupe de dissidents dans les parages de Khenchela, un nommé Salih Thabti, qui dupa les combattants qui se trouvaient avec lui et les livra au colonisateur; ce dernier leur dressa, pas loin de Khenchela, un centre sur lequel flottait, comme stratagème, le drapeau algérien; heureusement, les combattants de base abusés, qui ont pris conscience de leur situation et de la duperie, se vengèrent de leur chef, Salih Thabti, et rejoignirent à nouveau, après l'avoir abattu, les rangs de l'armée de libération nationale sous le commandement d'Amar Errafal et de Belkacem Hafsaoui; ils reprirent leur combat en toute loyauté et fidélité à la révolution.

Les Arch des Aurès abritent les dissidents, en réaction aux exécutions de leurs fils:

Il est évident qu'il s'agit d'une situation très difficile pour les Arch des Aurès, elles qui se sont mobilisées avec tout leur potentiel pour la révolution derrière Mostefa Ben Boulaïd, de se retrouver, un jour, en train de protéger des dissidents qui s'opposent à un commandement général de la révolution, quel qu'il soit !

Mais les crimes commis à l'encontre de leurs enfants, exécutés, en Tunisie, sous le chef d'accusation de traîtrise, alors qu'ils se trouvaient dans le carré sacré de la révolution, les a amenés, à l'évidence, qu'il s'agit d'une

affaire de personnes, sans lien avec la révolution; il fallait donc assurer les besoins vitaux à leurs enfants injustement poursuivis.

Lorsqu'ils voient de leurs propres yeux la situation où Adjel Adjoul s'est trouvé exposé à une tentative d'homicide après s'être mis à la disposition du représentant du nouveau commandement, le commandant Amirouche, lequel tenta, quand même, de l'éliminer alors qu'il était censé être sous sa protection, et refusa, ensuite, la main tendue par celui-ci pour un dialogue, malgré la trahison, que peut-on attendre de ces populations sinon des remords, de la colère et de la résignation à la volonté divine ?

Quand Omar Ben Boulaïd, le frère du symbole de la révolution, Mostefa Ben Boulaïd, est humilié, menacé de mort, contraint à l'exil et privé de l'honneur de combattre; quand son adjoint, Ahmed Azoui, chef des commandos, est emprisonné, que son proche parent, Chérif Rabah, est poursuivi, et qu'Amar Bélagoun est emprisonné et fouetté dans son lieu de détention par le ministre Lakhdar Bentobbal, en présence du ministre de la défense, Krim Belkacem, à quoi peuvent-ils s'attendre de la part de la tribu des «Touabas» qui a tout sacrifié pour l'Algérie, sinon d'être désabusée, tourmentée, et de subvenir aux besoins de ses enfants menacés de famine et de mort ?

Lorsque Soufi Abdelhafid, chef de la tribu des Béni Melloul, une tribu en dissidence, de père en fils, contre l'occupant, est exécuté, que peut-on attendre des proches de la victime, sinon des représailles envers les parties qui ont fait couler le sang de leur chef ?

Lorsque Tidjani Othmani, un fils de la ville de Khenchela, Houha Bélaïd et le mythique chef, Abbes Laghrour, tous des héros de la bataille des Aurès-Nementchas, face à Bigeard, sont exécutés, que peuvent-ils attendre des tribus des environs de Khenchela sinon d'être pleines de remords devant le sort réservé à leurs héros sur les marches de l'âpre lutte pour le leadership ?

Lorsque le révolutionnaire Chriet Lazhar est exécuté par «deux» fois, d'une façon inhumaine, sur ordre du nouveau commandement, issu du congrès de la Soummam, que peut-on attendre des tribus des Nementchas et du «Djebel El Abiod» dont les actes de bravoure restent gravés sur les rocs

de cette contrée, sinon de condamner ce commandement, considéré comme intrus et sans mérite, coupable d'avoir assassiné leurs enfants au nom de la révolution ?

Lorsque Messaoud Aïssi, après s'être faufilé à travers les monts des Aurès pour fuir la mort, et qui, se trouvant poursuivi, fait le serment solennel de combattre même les oiseaux qui viendraient des régions de Kabylie en raison de ce qu'il a subi comme humiliations, et qui ira jusqu'à commettre des actes impardonnables à l'encontre de jeunes innocents dont le seul tort est d'être originaires de la même région que ceux qui l'ont humilié et brimé, peut-on blâmer ses proches qui, tout en se démarquant de ses crimes, se sont retrouvés dans l'obligation de le nourrir ?

Enfin, lorsque le ministre Lakhdar Bentobbal répond à la question posée par l'officier Saïd Boukhalfa, dans le domicile du moudjahed Mahmoud Boudjani dans le quartier de Hydra, lors de la célébration du «premier novembre» et en présence du moudjahed Tolba Mayouf, sur les raisons des excès ayant mené à l'exécution de plus de cinquante-quatre (54) victimes parmi les dirigeants des Aurès, il répond froidement en ces termes: «Nous défendions notre pouvoir, et je ne regrette rien de ce que j'ai fait». Quelle crédibilité reste encore à ces commandements ?

Et, lorsque le dirigeant Lakhdar Bentobbal, répète à satiété ses propos, restés célèbres: «Quiconque veut nous retirer le pouvoir n'a qu'à prendre le fusil pour nous combattre !». Voudrait-il dire qu'il a rejoint la révolution pour être chef et ministre à vie ?

Quelle morale autorise à verser le sang de dirigeants «novembristes» de leur rang juste pour garder le pouvoir personnel ?

Le différend dans les Aurès a pour cause des immixtions extérieures:

On prétend à tort, que les Aurèssiens sont rentrés dans des conflits internes destructeurs en raison de sensibilités tribales, et de l'ambition de détenir le pouvoir local; par cette accusation, on recherche à donner une justification à des erreurs commises à l'encontre de la zone des Aurès, durant les années 1956, 1957 et 1958 par des hommes à qui les circonstances ont octroyé un droit de contrôle sur des héros de batailles qu'on ne reverra plus !

Même à supposer que cette assertion soit véridique, il y a lieu de reconnaître que toutes les wilayas ont connu, à un degré ou à un autre, des différends, mais réglés en leur temps et en leur lieu, et personne n'a pensé à s'immiscer dans leurs affaires. Par exemple, dans la wilaya «V», il y avait l'affaire de l'héroïque moudjahed, le capitaine Zoubir, dans la wilaya «VI» est apparue l'affaire du commandant Tayeb Djoghlali, dans la wilaya «IV» c'était le cas du négociateur avec le général de Gaulle (Zamoun Mohamed dit Si Salah et ses adjoints Si Mohamed et Si Lakhdar), et dans la wilaya «III», il y a eu lieu, faut-il le rappeler, la grave tragédie de la «bleuite» avec le colonel Amirouche, qui se résume comme suit:

Les services spéciaux français font croire au colonel Amirouche qu'il est entouré d'espions, que ces cadres sont des «traîtres» et que ses compagnies sont noyautées par des agents doubles. L'échec de la constitution et l'implantation de nouveaux réseaux du F.L.N, à Alger, par la wilaya «III», va alimenter ce climat de doute et de suspicion et réveiller certaines craintes et faire naître des soupçons sur l'infiltration d'agents doubles. Le processus de l'espionnite est enclenché. Amirouche, convaincu par quelques preuves soigneusement ficelées par les services français, prend des mesures les plus brutales, pour épurer les rangs. Les purges se succèdent, décimant le maquis, les premières victimes sont des intellectuels et des étudiants qui ont rejoint récemment l'A.L.N. Amirouche, convaincu de l'ampleur du complot, se croit en possession de dossiers, à base de révélations arrachées aux «traîtres», veut faire partager ses craintes aux commandants des autres wilayas, il les alerte et, parmi eux, le commandant de la wilaya «I», le colonel Hadj Lakhdar Abid.

Dans la wilaya «I», il y avait bien des différends ordinaires; leur cause principale fut la disparition du mythique Mostefa Ben Boulaïd, assassiné par les services secrets français, et l'accusation de son adjoint, Adjel Adjoul, de cet assassinat. Des parties bien déterminées ont exploité cette situation, à dessein, à l'effet de justifier leur immixtion dans les affaires internes de la wilaya «I», laquelle immixtion prit une forme dramatique, aboutissant à la dislocation des rangs et à la désarticulation du cours des combats. Nous pensons qu'il est utile de citer ces immixtions par le détail:

La première immixtion: Son origine remonte à l'action des services secrets français qui ont pris l'initiative de parachuter, à partir d'un avion, le colis piégé (poste émetteur-récepteur) qui explosa entre les mains du guide, sans pareil, Mostefa Ben Boulaïd, pas loin du village de «Nara»; grâce à cette opération, les services secrets français ont atteint deux objectifs d'importance capitale:

Le premier objectif: L'élimination, réussie, du grand dirigeant, Mostefa Ben Boulaïd, qui laissa un vide immense, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale.

Le deuxième objectif: Semer la discorde par l'accusation d'Adjel Adjoul et d'Abbes Laghrour, les deux adjoints du mythique Mostefa Ben Boulaïd, de son assassinat, pour demeurer dans le commandement général de la zone. Cette grave accusation fut retenue par certains, surtout, en raison de la dissimulation de la mort de Mostefa Ben Boulaïd, le symbole, par ses adjoints, de crainte des répercussions sur le moral des combattants.

La deuxième immixtion: Elle provient des dirigeants militaires chargés par le coordonnateur du «comité de coordination et d'exécution» d'intervenir dans les affaires de la wilaya «I»; cette intervention dont les conséquences furent mal appréhendées, au départ, a donné lieu à:

Premièrement: L'élimination criminelle de dirigeants historiques, avec la bénédiction du président Bourguiba.

Deuxièmement: L'instauration d'une tutelle sur la wilaya «I».

Troisièmement: La convocation des dirigeants des Aurès au niveau de la wilaya «III», puis à Tunis, et dont la conséquence fut l'abandon des unités combattantes, au sein des Aurès, sans encadrement.

Ces trois erreurs ont permis, à l'armée française, d'édifier une ligne électrifiée, appelée ligne «Morice», et sur laquelle le professeur Malek Bennabi, dans un précieux témoignage republié sur les pages d'El Khabar El Ousbouï nº 588, en juin 2010, affirme ce qui suit: «… Le commandement français a pu réaliser la ligne électrifiée «Morice» en toute tranquillité, sans que le nouveau commandement algérien ne fasse des efforts pour en

bloquer la réalisation ou, du moins, la retarder. Bien au contraire, à cette même époque, nous le voyions plutôt perturber le ravitaillement en armes et en munitions de l'armée de libération nationale à l'intérieur et, par la suite, l'interrompre à un moment où il aurait dû l'activer en raison de l'édification de la ligne «Morice»; sur le terrain. Nous voyions que les unités combattantes qui tenaient tête au colonialisme à l'intérieur ont été progressivement déplacées le long des frontières Est et Ouest, comme si, par une volonté occulte, s'installait une attitude qui permettrait aux forces françaises de reprendre l'ascendant qu'elles avaient perdu au cours des batailles de 1955 et 1956, au point où elles peuvent s'enorgueillir de déclarer pour l'histoire que la dernière bataille livrée par les forces révolutionnaires a eu lieu au djebel «Argou» en 1956; après cette date, la victorieuse armée de libération nationale, qui était la force de frappe populaire épique, est devenue une simple force de parade, au service des chefs pour leur propagande lors des cérémonials journalistiques aux abords des frontières…».

LA QUATRIÈME ÉTAPE:
LA WILAYA «I» EST GÉRÉE DE L'INTÉRIEUR À L'INSTAR DES AUTRES WILAYAS

Après que les hommes d'Abbane Ramdane eurent conquis et soumis, grâce aux efforts de la sécurité tunisienne, la wilaya «I», et après avoir pu éliminer les symboles historiques des Aurès, ils ont cru, d'ailleurs à tort, que les révolutionnaires des Aurès ont admis le fait accompli. C'est alors que le colonel Amar Ouamrane procéda à la désignation d'un nouveau commandement de la wilaya, mais sous la condition de demeurer sous une surveillance directe à Tunis; à ce titre, la wilaya était autorisée à désigner un dirigeant-adjoint à l'intérieur: une résolution plutôt étrange qui ne concernait que la wilaya «I»; il ne serait pas superflu de citer les différents dirigeants-adjoints à l'intérieur.

1)- Le commandant Ali Nemer, dirigeant de la wilaya par délégation du commandement désigné à Tunis:

Le moudjahed Ali Nemer, né le 16 mars 1925, a rejoint très tôt la révolution. C'est un homme très patient et calme, d'une culture moyenne. Il était le premier à être désigné pour gérer la wilaya, par délégation et de l'intérieur, durant la période du colonel Mohamed Lamouri, désigné commandant en chef de la wilaya «I», après l'accession du colonel, Mahmoud Chérif, au poste de ministre.

Le commandant Ali Nemer se distinguait par sa simplicité, sa modestie, son affabilité; sa nature était empreinte de tolérance, de souplesse et de la culture du dialogue qui lui ont permis d'accéder à la sagesse, à la clairvoyance et à l'assentiment des combattants qui l'adoptèrent en tant que chef. Il acquit la confiance de la majorité des combattants, parmi eux des accusés de dissension, parce que lui, il a compris les dessous, les causes et les facteurs de cette dissension en cette pénible époque de la vie de la révolution dans les Aurès. Il était, que Dieu ait son âme, sensible aux états psychiques des insoumis qui se sont retranchés dans les montagnes, fuyant le spectre des exécutions qui ont emporté leurs dirigeants historiques, mais

restés déterminés à combattre l'ennemi.

L'autorité, par délégation, exercée par le commandant Ali Nemer, sur l'intérieur de la wilaya «I», ne dura pas longtemps, puisqu'il tomba au champ d'honneur lors, d'une bataille avec l'ennemi, au cours du mois de juin 1958. Sont tombés, avec lui, un grand nombre de héros en raison des renseignements soutirés à un blessé, fait prisonnier, dans une autre bataille qui s'est déroulée dans la matinée du même jour, à 10 km au Nord du mont Chélia, où se trouvait le commandant Ali Nemer. Les combats se sont rapidement déplacés de la vallée aux hauteurs du mont Chélia où nous nous trouvions, nous le groupe de la région «deux», dans une position très proche du groupe de la wilaya «I» dans le périmètre encerclé. Lorsqu'ils se rendirent compte de la présence, parmi nous, du commandant de wilaya, le combat prit une allure féroce avec les deux groupes. La bataille dura toute la journée et se prolongea jusqu'à l'aube; avec la perte du dirigeant de la wilaya, Ali Nemer et beaucoup d'autres combattants. Le commandant de la région, Brahim Mazouzi, dont j'étais le secrétaire général, fut fait prisonnier.

2)- Hadj Lakhdar Abid, dirigeant à l'intérieur par délégation du commandement désigné à Tunis:

Après qu'Ali Nemer fut tombé au champ d'honneur, Hadj Lakhdar Abid prit, par délégation, également, la direction et la gestion de la wilaya «I», à partir de son fief, à l'intérieur, (les profondeurs de la zone «deux»). Il était une ancienne figure partisane du militantisme, et un des premiers hommes du 1er novembre 1954; il fut, en compagnie du martyr Grine Belkacem Chérifi, l'un des assaillants du centre militaire de Batna.

La personnalité de Hadj Lakhdar Abid diffère de celle de son prédécesseur, Ali Nemer. Doué d'une ardeur et d'une rigueur de caractère, il était d'une dureté implacable, y compris envers lui-même, sévère avec ses subordonnés; son style de dialogue consistait juste à donner des instructions fermes, il sourit, rarement, à ses subordonnés, au point où je ne garde de Hadj Lakhdar Abid aucun souvenir d'un franc sourire; son total engagement envers la révolution faisait qu'il se croyait en être le responsable exclusif; vu les circonstances, il ne peut qu'en être excusable.

Lorsque Hadj Lakhdar Abid assista, à l'initiative d'Amirouche, à la réunion de coordination des chefs de wilayas organisée dans le courant du mois de décembre 1958, il fut surpris par l'action des services secrets français qui sont parvenus à infiltrer les rangs des combattants de la wilaya «III», dans l'opération connue sous le nom de «bleuite». Amirouche saisit l'occasion pour faire croire à Hadj Lakhdar Abid que la wilaya «I» est, également, infiltrée par les services secrets français et lui remit, en même temps, une liste portant les noms de certains combattants coupables. Je n'ai jamais su sur quelle base reposaient ses accusations !

Hadj Lakhdar Abid a précipité son retour dans la wilaya «I», affligé qu'il était, épouvanté, bien décidé à éventrer cette infiltration par tous les moyens, se promettant d'exécuter immédiatement tout élément dont l'accusation est établie. Comme Amirouche connaissait, dans les faits, les dissidents qui se sont échappés d'entre ses mains, de Tunisie vers les djebels, il fit en sorte de mettre en doute leur patriotisme, prétendant que la nature de la dissidence dans les Aurès était le résultat d'une opération d'intoxication initiée par les services secrets français contre la révolution et qu'il était impérieux d'éliminer, par tous les moyens, les dissidents, allant jusqu'à se porter volontaire pour envoyer des compagnies de la région de Kabylie pour prêter main-forte au dirigeant de la wilaya «I» pour procéder à son assainissement; ces compagnies, sont, effectivement, rentrées pour combattre les Aurèssiens dans leur fief, mais ne purent venir à bout des dissidents.

Les investigations du dirigeant de la wilaya, Hadj Lakhdar Abid, ont porté sur des éléments ayant des proches dans les rangs harkis au service de la France, sur les harkis qui ont rejoint l'armée de libération nationale et même sur les éléments qui ont eu, par le passé, à servir l'armée française; l'investigation a été étendue aussi aux éléments suspectés d'allégeance à Adjel Adjoul, et aux nouvelles recrues, jeunes hommes et jeunes filles.

Hadj Lakhdar Abid continua, par délégation, à diriger, de l'intérieur, la wilaya jusqu'à la perpétration de l'abject crime consistant en l'exécution des colonels, Mohamed Lamouri, Ahmed Nouaoura, Mohamed Aouechria, et du commandant Mostefa Lakhal à El Kef, en Tunisie, avec l'aide des services de

sécurité tunisiens. La conséquence de ce massacre fut que la wilaya «I» s'est retrouvée sans commandant en chef. En effet, le commandement exécutif, que représentaient les trois «**B**» ministres, a fait désigner Hadj Lakhdar Abid comme commandant en chef de cette wilaya, avec, à l'image des autres wilayas, le grade de colonel, croyant que la wilaya «I» avait admis de se soumettre au fait accompli, et qu'il n'y avait plus lieu de s'inquiéter, après une telle punition sévère et, qu'une autre sédition n'était plus envisageable, à l'avenir.

Le colonel Hadj Lakhdar Abid commandant en chef de la wilaya «I» en son intérieur:

Une fois promu au grade de colonel, Hadj Lakhdar Abid entama sa mission de commandant en chef à l'intérieur de la wilaya «I», pour une certaine durée. Pour avoir participé à l'évaluation et au constat négatif des actions du gouvernement provisoire, avec certains dirigeants de wilayas, lors de leur réunion tenue dans la wilaya «II», au cours du mois de décembre 1958, il a été associé à la convocation, à Tunis, faite par radio, de tous les commandants en chef des wilayas. En réponse à cette convocation, Hadj Lakhdar Abid a pu entrer en Tunisie, laissant derrière lui, par délégation, le commandement, à l'intérieur de la wilaya, au capitaine Mostefa Merarda.

Exposé succinct sur la vie de Hadj Lakhdar Abid:

Comme il a été dit, précédemment, Hadj Lakhdar Abid était, depuis sa jeunesse, l'un des symboles du militantisme, et l'un des dirigeants révolutionnaires les plus engagés. Il est né en 1916 dans les environs de la ville de Batna, dans la localité de Chaâbat Ouled Chélih; il est issu d'une famille pauvre très attachée à la religion islamique, et a grandi marqué par l'amour du pays et la haine de l'occupant.

Au cours de l'année 1936, il émigra, en France, à la recherche d'un travail. C'est là que ses penchants politiques s'épanouissent aux voies du militantisme, grâce aux rencontres qu'il avait avec certains militants algériens (voir kabassat de la révolution de novembre 1954 de Hidoussi – éditions Chihab, page 19). Juste après le déclenchement de la deuxième

guerre mondiale, il retourna à Batna, plein de passion pour un militantisme qui libérerait le pays. Il constitua la première cellule secrète, en 1940; en 1941, il eut une entrevue avec Mostefa Ben Boulaïd à l'issue de laquelle ils s'entendirent sur un programme déterminé d'actions militantes. Ses activités, au sein du parti du peuple algérien, continuèrent jusqu'en octobre 1954, date à laquelle il fut convoqué, avec certains de ses compagnons par le dirigeant Mostefa Ben Boulaïd, pour faire partie du groupe qui aura des opérations à exécuter dans la nuit du 1er novembre 1954; à partir du lieu de rencontre qui se trouvait à «Dar Boulakouès», dans les environs d'Aïn-Ettine, au Nord de la ville d'Arris, Hadj Lakhdar Abid s'est trouvé chargé de l'attaque de la caserne de Batna avec Grine Belkacem et quelque 24 intrépides.

Hadj Lakhdar Abid a participé à de nombreuses réunions, avec le dirigeant Mostefa Ben Boulaïd, avant son voyage en Lybie; il a continué à occuper des postes de responsabilité jusqu'à l'arrivée d'Amirouche dans les Aurès. Après la malheureuse tentative d'assassinat d'Adjel Adjoul, il se rendit avec certains dirigeants des Aurès dans la wilaya «III», pour y participer à des réunions tenues sous l'égide de son commandant en chef, Mohammedi Saïd, délégué par Abbane Ramdane pour diriger provisoirement la wilaya «I». Lorsque les dirigeants des Aurès partirent pour la Tunisie, sur ordre de Mohammedi Saïd, Hadj Lakhdar Abid ne se joignit pas à eux, préférant combattre l'ennemi, au lieu de regagner la Tunisie C'est pour cela, d'ailleurs, qu'il ne s'est pas trouvé concerné par le traitement réservé aux dirigeants des Aurès, en terre d'exil, par leurs frères dirigeants kabyles. En 1959, on lui a ordonné de rejoindre la Tunisie où il y demeura jusqu'à la fin des combats.

Les services secrets français laissent croire à Hadj Lakhdar Abid à l'existence de trois tentatives d'infiltration:

Après les succès obtenus par la wilaya «I» sur le terrain de combat, l'armée française eut recours à d'autres stratagèmes qui pourraient lui sauver la face devant les coups de boutoir de l'armée de libération nationale. Elle n'avait plus, à sa disposition, que l'usage des moyens de la guerre psychologique qu'elle avait déjà expérimentée en Indochine et qui avait, pour effet, de semer le doute et la discorde au sein des populations et, si les conditions s'y prêtent, au sein même des combattants.

Elle put, effectivement, obtenir quelques succès au niveau de la wilaya «III». Elle s'évertua à mettre, également, en application l'expérience dans la wilaya «I», recourant en cela à des tentatives mystificatrices, infructueuses d'ailleurs, laissant croire au commandant en chef de la wilaya «I» qu'elle est également infiltrée. La propagation du doute visait, sans succès en tout cas, les classes jeunes, les femmes et les anciens combattants. Il y a lieu, cependant, de rappeler que ces derniers ont déjà prouvé leur attachement à la révolution en mettant leur expérience à la disposition de l'armée de libération nationale, en communiquant aux jeunes révolutionnaires leur culture, leur vivacité et leur courage; quant à la femme, elle était déjà pionnière dans différents genres de sacrifices.

Nous exposons, en ce qui suit, trois actions par lesquelles les services secrets français ont tenté de tromper le commandant en chef de la wilaya «I»:

Première tentative: Elle consistait à larguer, par avion, un ensemble de documents dans les profondeurs de la forêt de Kimel-Béni Melloul; ces documents ont été placés dans un vase creux, avec à ses bords un chiffon rouge pour bien marquer son emplacement et faciliter sa récupération par les moudjahidines. Entre les documents destinés à duper, ils ont intercalé des lettres, à caractère familial et d'autres à caractère libertin, adressées à ceux qui auraient infiltré les rangs des révolutionnaires, vivant parmi eux sans éveiller de doutes, et qui ont déjà tissé des relations secrètes avec certains moudjahidines pour leur faciliter les déplacements et les mettre à l'abri; avec ces lettres, se trouvaient d'autres documents (ordres de mission, laisser-passer, etc…).

Deuxième tentative: Ils avaient, également, procédé au largage, par avion, du cadavre d'un homme enlacé dans un parachute dans la zone interdite (forêt de Kimel-Béni Melloul); ce parachute et ce cadavre ont été accrochés à des arbres élevés afin de faciliter leur découverte par les moudjahidines qui ont retrouvé dans la poche de la dépouille de l'homme décédé des correspondances et divers documents. Suite à l'autopsie du cadavre par le médecin de la wilaya, Mahmoud Athamna, il s'avéra qu'il s'agissait d'un prisonnier mort sous la torture dont les traces étaient encore

visibles sur le corps.

Les services secrets français ont prémédité ce largage à l'effet de tromper le commandant en chef de la wilaya et lui faire croire qu'un nombre appréciable d'agents des services secrets français auraient déjà été envoyés suivant le même procédé et qu'ils seraient, actuellement, en train d'accomplir, dans l'anonymat, les missions dévolues au sein des révolutionnaires; il s'agissait d'une tentative vaine, vite éventrée.

Troisième tentative: Les services secrets français ont exploité une instruction donnée par le commandant de la région «deux» (Arris), Mohamed Haba, à ses subordonnés, les incitant à multiplier leurs actions contre les unités de l'ennemi qui activaient, de plus en plus, auprès des populations. Par coïncidence, le responsable de la Kasma fut tué dans une embuscade dressée par l'ennemi. Les soldats français découvraient dans l'une de ses poches, un exemplaire de l'instruction citée. Les services secrets français eurent l'idée de s'en servir pour faire croire au commandant en chef de la wilaya qu'ils avaient un œil sur tout ce qui se passe grâce à leurs informateurs dissimulés parmi les moudjahidines. Comme l'instruction portait la signature du chef de région, Mohamed Haba, celui-ci fut aussitôt convoqué par le responsable de la wilaya qui entama avec lui des investigations, à l'issue desquelles s'est confirmé, pour le commandant de la wilaya, que l'instruction avait été récupérée par les services secrets français des poches du défunt responsable de la Kasma, et prit, dès lors, conscience du danger des intrigues des services secrets français.

Il ne s'agit là que de quelques exemples, parmi toutes les tentatives menées par les services secrets français, dans le but de semer le doute parmi les membres de l'armée de libération nationale, et les pousser, ainsi, à s'éliminer les uns les autres. Effectivement, cette propagation de l'atmosphère de suspicion a dépassé le simple sentiment de doute pour aboutir à un degré où chacun d'entre nous était persuadé qu'il était, finalement, le seul à être fidèle au serment fait à la révolution et, par conséquent, il ne peut se fier qu'aux plus proches pour éviter d'être visé ou livré à l'ennemi.

A ce sujet, je cite le témoignage du général d'aviation Michel Froget qui

dit: «Nous entreprenions des actions parmi lesquelles «l'avertisseur», «le révolté», «le calomniateur», «l'éperon», «Cicéron» et d'autres appellations encore parmi les noms qui bouleversent et qui consistaient à laisser tomber secrètement tout ce qu'on pouvait avoir comme faux documents, confectionnés par le deuxième bureau de l'armée de terre, au cœur de certaines zones interdites; le but était d'étendre la lutte entre dissidents dont le penchant à se battre les uns contre les autres était intense, à l'instar de ce qu'a produit l'affaire de la «bleuite» en Kabylie où son commandant, Amirouche, s'est trouvé au comble de la hantise de l'espionite(1)».

La discorde qui découle de la suspicion touche le héros Abdelmadjid Abdessemad:

La suspicion s'est installée dans les esprits au point où, sans conteste, le plus loyal et le plus courageux officier de la wilaya «I» s'est trouvé accusé de collaboration avec les services secrets français, suite à une lettre, présupposée envoyée par le chef des renseignements français dans la région, le mettant en garde et l'incitant à rejoindre l'armée française.

Cette intrigue parvint jusqu'au responsable de la wilaya, qui ordonna, sur le champ, l'arrestation de Abdelmadjid Abdessemad, le chef de la région «deux», et le soumit à une enquête; il se mit à rechercher ensuite ses éventuels complices; par malchance, à moi aussi, ils ont mis mon patriotisme en doute sous le couvert de complicité avec mon responsable direct, le commandant de la région «deux», Abdelmadjid Abdessemad, en raison de mon contact avec la population en ma qualité de responsable du secteur «Rmila», dans les environs de la ville de Kaïs. Ils ont, certainement, pensé que je constituais une boucle dans un réseau de communication entre Hadj Abdelmadjid Abdessemad et les services secrets français. En définitive, le commandant de la région, Abdelmadjid Abdessemad, fut emprisonné au siège de la wilaya; quant à moi, je fus emprisonné au siège de la zone «deux»; la suspicion a touché également le jeune Abdallah Mazouzi, en raison de son lien de parenté avec Brahim Mazouzi qui fut fait prisonnier dans la bataille, au cours de laquelle est tombé, au champ d'honneur, Ali

(1) Le général Michel Froget «La guerre froide et la guerre d'Algérie», page 147.

Nemer; il fut incarcéré au siège de la région.

Ainsi, trois moudjahedine, dévoués corps et âme à la révolution, se sont retrouvés atteints dans leur honneur patriotique et suspectés de collaborer avec l'armée française. Bien pénible était notre situation !

Après tout ce qu'a dû lui rapporter son camarade, le colonel Amirouche, chef de la wilaya «III», le responsable de notre wilaya, animé de bonne foi finit par déclarer un non lieu en ce qui concerne le piège de l'espionnite, conçu par les services secrets français. Je n'arrivais pas à comprendre sur quels critères s'appuyaient certains responsables pour condamner les autres, parmi les moudjahidines, qui se sont portés volontaires, comme eux, pour dédier leur vie à la plus sacrée des batailles, celle de libérer la patrie ? Un responsable a-t-il le droit de douter du patriotisme de son subordonné par le simple fait de se retrouver à un poste de responsabilité ?

Ainsi, après cette grave accusation, nous n'avions plus qu'à implorer Dieu qui, seul, peut distinguer entre le bien et le mal; puisse-t-il insuffler, au responsable de wilaya, la faculté d'élucider les faits, afin que la suspicion ne touche pas chaque brave qui cause des pertes aux forces françaises.

Par ailleurs, il y a lieu de se féliciter du fait que la quasi-totalité des moudjahidines, non seulement ne donnèrent aucun crédit à cette accusation, mais mirent en garde contre les dangers de sa prise en compte, parce qu'elle finira par toucher tout le monde, au point où personne ne pourra être à l'abri du danger; le plus grand danger est que le doute peut atteindre le sommet de la pyramide.

Composition de la commission d'enquête et de jugement:

Sous la pression des responsables des régions de la zone «deux», le commandant en chef de la wilaya, Hadj Lakhdar Abid, a accepté de désigner une commission à l'effet d'enquêter sur les zones d'ombre de nos affaires; elle était composée de:

1. Mahmoud Chérif Djarallah, responsable militaire de la zone, président;
2. L'officier Ali Rebah, membre ;
3. L'officier Mohamed Haba, membre ;
4. L'officier Mohamed Seghir Abdessemad, membre.

La commission s'est attelée à enquêter sur les accusations portées à notre encontre, et, en particulier, sur le rapport falsifié, établi par les adjoints de Hadj Abdelmadjid Abdessemad, le responsable de la région, nous incriminant d'espionnite; il s'agit de: Mohamed Ben Messous, son adjoint militaire, de Abdelbaki Bélabbès, son adjoint politique, et de Laïch Hasrouri son adjoint pour l'information et les renseignements.

La commission est arrivée à la conclusion qu'il s'agissait d'un rapport calomnieux et nous a innocenté des accusations fabriquées de toutes pièces. Un tract a été établi et diffusé auprès des centres de l'ennemi, dans le but de lui montrer que les intrigues des services secrets français n'ont pas de prise sur les dirigeants de la révolution, et que seul le terrain de combat tranchera entre eux et nous; Mohamed Ben Messous a été surpris par le résultat de la commission. Il s'est rendu compte du danger inhérent à ces fausses accusations. Il s'est empressé de se rendre à l'ennemi au centre de Taouzianet, situé sur la route reliant les localités de Khenchela et de Batna; en cela, il a confirmé, au commandant en chef de la wilaya, qu'il était le seul intriguant contre nous tous; et dire que celui-ci l'avait choisi comme membre de sa garde rapprochée.

3) L'intérim du commandement de la wilaya est confié par Hadj Lakhdar Abid au capitaine Mostefa Merarda:

Lorsque Hadj Lakhdar Abid fut convoqué par le gouvernement provisoire de la république algérienne à se rendre à Tunis, il confia au capitaine, Mostefa Merarda, l'intérim du commandement de la wilaya; une fois prise à Tunis la décision de faire rentrer, à l'intérieur, tout le commandement des wilayas, trois commandants, membres du conseil de la wilaya «I» ont pu franchir la ligne électrifiée et atteindre l'intérieur de la wilaya, il s'agit des commandants Ali Souaï, Tahar Zbiri et Amar Réjaï; ce dernier fut tué juste après son entrée.

Notre camarade, le commandant Mostefa Merarda a tenté de remplir le vide laissé par les chefs historiques, tels que Mostefa Ben Boulaïd, Chihani Bachir, Abbes Laghrour, Adjel Adjoul, le commandant Ali Nemer, le colonel

Hadj Lakhdar Abid; mais, il n'a pu y arriver en raison des difficultés, dues à l'aggravation de la situation, et également à cause des mesures arbitraires du comité de coordination et d'exécution prises à l'égard des Aurèssiens, en particulier ceux suspectés de sédition; concernant ces derniers, il reçut des instructions, de Tunis, sur la nécessité de les combattre.

Ali Souaï est investi des fonctions de commandant en chef par intérim de la wilaya:

Comme nous l'avons indiqué, l'entrée des commandants, Ali Souaï et Tahar Zbiri, a contribué à alléger certaines insuffisances, relevées au niveau de la gestion de la wilaya, au point où la satisfaction exprimée, lors de leur venue, leur a conféré crédibilité et considération, et a contribué à la reconnaissance, par tous, du commandant Ali Souaï.

Le commandant Ali Souaï procède au renouvellement des structures:

Après l'évaluation de la situation entreprise, dès son arrivée, au poste de commandement, et les constats faits quant aux déceptions et frustrations qui marquaient les esprits chez les cadres, à l'intérieur de la wilaya, en raison de multiples problèmes qui n'avaient pas trouvé leur solution sur le terrain, il prit tout un ensemble de dispositions, jugées nécessaires à l'apaisement des esprits, à rassurer sur les situations périlleuses, particulièrement au niveau de la zone «deux» qui, outre sa position stratégique, compte le plus grand nombre de combattants.

Parmi les mesures prises, notons la nomination de responsables sur les postes demeurés vacants, en raison, soit des pertes, soit des changements intervenus et, ce, au niveau de l'ensemble des zones, régions, kasmas et compagnies, et particulièrement, au niveau de la zone «six» qui était dominée par l'ennemi, après s'être vidée de ses dirigeants et héros. En effet, ceux-ci ont été soit emprisonnés, soit exécutés, soit pourchassés ou marginalisés par les représentants du comité de coordination et d'exécution, dans cette région qui s'est retrouvée sans unités combattantes. Le commandement de l'intérieur de la wilaya lui affecta certains dirigeants accusés d'insubordination, parmi lesquels le sous-lieutenant, Mohamed Salah Yahiaoui, qui fut désigné

comme responsable de la région, mais en même temps, il avait la charge de la zone «six» qui n'avait ni unités combattantes ni moyens; il fut atteint de blessures graves durant ces missions.

Je fus concerné par ces nominations; ainsi, je fus désigné comme aspirant, chargé de la communication et des renseignements au niveau de la région «une» (Arris). Mon séjour, dans les environs d'Arris, ne dura pas longtemps, puisque je fus convoqué, en toute urgence, pour prendre le commandement de la région «quatre», où l'armée française a décimé son commandement et tué près de cent combattants lors de l'opération du plan du général Challe, dans la très célèbre bataille de Ferghous, du 14 octobre 1960.

Le général Challe encercle les Aurès:

Après l'écartement du général Salan et la nomination de Paul Delouvrier, en qualité de délégué général, en remplacement de Robert Lacoste, il a été procédé à la désignation du général Challe, le 19 décembre 1958. Avant d'entamer les opérations qu'il avait préparées pour les Aurès, Challe mit en place tous les moyens matériels et psychologiques, du point de vue information. Il choisit des noms qui attirent l'attention, parmi lesquels nous citons: «Etincelle», «Flammèches», «Trident», «Ariège». L'opération-Challe- pénétra les Aurès sous le slogan «Trident», suivie de l'opération «Neptune» qui symbolise le «Dieu de la Mer». Le style de ces opérations différait de la stratégie adoptée par les généraux qui l'ont précédé par la tactique et le nombre des forces mobilisées qui dépassa les 400.000 hommes, en plus des 200.000 hommes des forces supplétives autochtones (spahis et harkis). Nous fûmes surpris par cette stratégie que nous ne connaissions pas, et devions l'affronter avec des unités réduites, en nombre, pour plus d'efficacité et pour limiter les pertes, au cas où le combat frontal nous serait imposé.

Le général Challe innova dans la tactique de reprise du contrôle des zones interdites (ou zones du délices, comme ils se plaisaient à les appeler), qui échappaient à l'emprise de leurs forces terrestres, depuis l'été 1955 à l'issue d'assauts appuyés, d'embuscades et de batailles. Leur contrôle fut confié à l'armée de l'air. Le plan du général Challe consistait à se maintenir dans la zone investie le plus longtemps possible; ainsi, c'est un véritable ballet de

convois qui sortaient d'un côté pour réapparaître d'un autre côté, sous forme de boucles en série, afin d'empêcher les révolutionnaires d'activer, et faire en sorte qu'ils n'entreprennent pas certaines actions. Nous pouvions déduire des plans du général Challe et du général Crépin deux points qu'ils partagent en commun:

Premièrement: Mettre les populations sous un contrôle strict, et les couper du contact avec les révolutionnaires; couper, à ceux-ci, les voies de ravitaillement, et arriver à percer l'organisation secrète du front de libération nationale, rechercher des éléments cachés et des cellules dormantes par l'intermédiaire des sections administratives spécialisées (S.A.S) et des supplétifs algériens et se rapprocher des masses populaires à travers la mise à leur disposition de services médicaux, culturels et sportifs (cinéma, conférences, clubs sportifs, encadrements des jeunes garçons et filles, etc.).

Deuxièmement: Recrutement d'unités supplémentaires, parmi les habitants locaux, et leur intégration à des unités, plus vastes, engagées inconsidérément dans de larges opérations de ratissage qui pouvaient durer plusieurs mois, dans le but d'éparpiller les forces de la révolution, de s'emparer de leurs bases arrières et de leurs centres opérationnels, de détruire les points d'eau et les lieux d'hébergement, allant jusqu'à camoufler des unités de vigie au sommet des montagnes pour prolonger les périodes de surveillance des mouvements.

Ce n'est là pourtant que quelques aspects du plan Challe, conçu pour exécuter une opération d'assainissement total, avec le renforcement de son plan d'anéantissement par la construction d'une deuxième ligne électrifiée sur les frontières Est et Ouest. Malgré tout ce dispositif, Challe ne put atteindre le but auquel il aspirait, jusqu'à ce qu'il soit destitué et remplacé par le général Crépin; ce dernier baptisa sa nouvelle opération, dans les Aurès, du nom de «Ariège».

L'opération, durant le mois de juillet 1960, était concentrée, surtout, sur la zone interdite, dans les profondeurs des Aurès. L'armée française, pour renforcer ses capacités offensives, s'est trouvée, au mois de septembre 1960, dans l'obligation de faire appel à des forces en renfort pour couvrir

l'ensemble des Aurès. Il s'agit de la 10ème division de parachutistes, sous le commandement du général de Saint Hillier, de la 25ème division de parachutistes sous le commandement du Général Autran, de trois brigades de chars, de divers régiments d'armes lourdes, de détachements du génie et de tous les types d'avions.

Le commandement de ces grandes opérations, dans les Aurès, fut confié à des officiers illustres; parmi eux on peut citer Ahmed Rafah qui s'est installé à Barika, Jacques Faure à Sétif, le général Gambiez à Batna, le général Ducournau à Khenchela, le général De Krief à Arris, sans compter ces détachements spéciaux, dits commandos de choc, qui pouvaient rester en situation de camouflage, dans des endroits déterminés, durant plusieurs jours.

L'opération Challe nous asséna des coups très durs:

Malgré notre adaptation à la stratégie de la grande opération militaire du général Challe et du général Crépin, nous reçûmes des coups très durs.

Le premier coup dur: Ce fut la perte, à la date du 14 octobre 1960, de la totalité du commandement de la région «quatre» et de plus de 100 martyrs; la faute incombe au commandant de la région «quatre» qui sous-estima l'ampleur de l'opération militaire du général Challe et négligea les instructions consistant à éparpiller en petits groupes la «katiba» qui se trouvait avec lui. Il fut surpris par l'opération militaire française dans ses rapides déplacements. Celle-ci atteint l'endroit où il s'était retranché, croyant s'y trouver à l'abri, loin de l'axe que couvrait l'opération. Pourtant, à l'aube, il se retrouva au centre de l'encerclement, dans l'oued Ferghous sur le versant sud de la chaîne du «Djebel Ahmar Kheddou», à l'intérieur des terres des «Ouled Abderrahmane Kabbache». Le djebel Ferghous est un lieu historique puisque le grand résistant Ahmed Bey s'y réfugia et le prit comme repère dans sa résistance aux Français, il fut, également, un lieu de refuge pour les adeptes de la Zaouïa Errahmania et de son Cheïkh Sadek Belhadj, de ses enfants lors de leur illustre insurrection contre la conscription obligatoire; encore une fois, ce lieu rentre dans l'histoire avec la bataille du 14 octobre 1960 qui vit la perte de plus de cent martyrs. Ce fut une dure et

âpre bataille, au cours de laquelle l'ennemi obtint des résultats auxquels il n'aurait pu rêver, si les instructions données avaient été appliquées par les membres du commandement de la région; ceux-ci sont tombés au champ d'honneur, pour n'avoir pas estimé, à sa juste mesure, cette opération féroce.

Le commandement de la région se constituait des membres suivants:

1. Le martyr Abdelhamid Chaâbane, le sous-lieutenant, commandant de la région.
2. Le martyr, l'aspirant Mohamed Taghlissia, commissaire politique, notre ancien compagnon d'études à l'institut Ibn Badis à Constantine.
3. Le martyr, l'adjudant El Hadi Heleili, le secrétaire de la région, ancien étudiant de l'institut Ibn Badis à Constantine; il est le troisième fils de mon oncle paternel, le moudjahed Ali Heleili, à être tombé au champ d'honneur.
4. Le martyr, l'aspirant Lakhdar Es-Staïfi; fait prisonnier, il fut égorgé, tel un mouton, et sa dépouille fut jetée dans la forêt, non loin du djebel Aïdal.

La bataille de Ferghous ne fut pas la seule dure bataille. Elle fut suivie par d'autres. D'ailleurs, trois jours après, soit le 17 octobre 1960, eut lieu une autre bataille au djebel Berga, au lieu-dit «El Kettane», et où 80 moudjahidines tombèrent au champ d'honneur. Ils étaient sous l'autorité du responsable du secteur «trois», Bensayah Mohamed, du commandant de compagnie, Athamna Belkacem, et de son adjoint, Omar Bouzergoune. Au cours de cette bataille, il fut fait un grand nombre de prisonniers; Bouzergoune Es-saïdi fut exécuté; découvert, agonisant, parmi les autres suppliciés, il fut transporté pour être soigné; quant au commandant du secteur, Mohamed Bensayah, son cadavre fut mis dans un avion et jeté, depuis une haute altitude, dans l'oued Ghaskil.

Dans la région de Kimel, l'armée de libération nationale n'était pas habituée à des pertes d'une telle ampleur; en effet, cette région était bien protégée par son relief montagneux, ses forêts et l'ingéniosité de ses habitants qui ont rejoint en masse la révolution après la destruction des localités et leur déplacement hors de leur milieu géographique.

Dans ce contexte, et pour l'histoire, nous rappelons que la région de Kimel n'aurait pas dû recevoir les coups de boutoir de l'opération Challe, si la wilaya n'avait pas pris la décision de transférer, parmi ses forces, quatre compagnies «katibas» à la zone «une»; celles-ci n'étant pas habituées à combattre dans un environnement aussi hostile, étaient plutôt à l'aise dans leur milieu forestier habituel, milieu où elles ont dominé l'ennemi depuis le 1er novembre 1954, sans enregistrer de pertes significatives.

Le transfert de ces quatre compagnies «katibas» n'était pas une opération stratégique; il a été opéré, plutôt, dans le but de les affaiblir et de les éparpiller, accusées qu'elles étaient de sédition et d'insubordination; leurs éléments sont tombés au champ d'honneur, mais sans causer à l'ennemi des pertes comme celles enregistrées, auparavant, dans les profondeurs de l'Aurès stratégique.

La première «katiba» était commandée par Mostefa Achouri (Lahlib), natif de la région de Bades Liana; c'était un homme courageux jusqu'à la témérité, d'une conduite irréprochable, d'un cœur pur, d'une conviction sincère, d'une fermeté intraitable, doué d'une bonne volonté et d'une personnalité imposante.

La deuxième «katiba» était commandée par Mekki Bayouch, originaire de la tribu des «Serahnas», connu pour être courageux et d'une habileté sagace, intelligent, prévoyant et pondéré; bien qu'étant analphabète, ses capacités intellectuelles étaient bien au-dessus du commun.

La troisième «katiba» était sous le commandement d'Ahmed Cherrara, de la tribu des Serahnas; magnanime, porté sur les honneurs et les hautes positions, ambitieux, à la recherche de la célébrité, il était pourtant d'une nature enjouée.

La quatrième «katiba» était sous les ordres de l'officier Lakhdar Ouacifi, un dirigeant qui appartient à l'avant-garde de la nuit du 1er novembre 1954; c'était un jeune combattant affable, d'une intelligence et d'un savoir-faire qui le prédestinaient au commandement, bien qu'il n'ait pu bénéficier des bienfaits de l'école.

Ma convocation pour diriger la région sinistrée de Kimel:

Aussitôt après la catastrophique bataille de Ferghous, survenue en octobre 1960, je fus convoqué par le commandant de la zone «deux» et le commandant Ali Souaï qui me confièrent le commandement de la région «quatre» sinistrée. Evidemment, la mission dont je fus chargé, vu l'acharnement opérationnel du plan Challe qui a pu investir toute l'étendue de la région sinistrée, ne fut pas du tout facile. En effet, l'ennemi pouvait pérorer au sein des populations que la région, d'où s'est déclenchée la révolution, a été nettoyée des révolutionnaires d'une façon définitive. Ce qui fut considéré comme une opération exemplaire, réussie et reflétant la stratégie du plan Challe, dans les Aurès.

Dans ces circonstances difficiles, je devais regrouper les éléments éparpillés pour procéder à une restructuration, malgré les dangers imminents, en tous lieux. Tout comme je devais panser les blessures physiques et morales et affronter la situation avec toute la célérité voulue. Il me fallait, aussi, réagir à la propagande insidieuse de l'ennemi pour redonner confiance aux moudjahidines et à la population et hâter la reprise des combats.

La première mesure prise consistait à ramener les combattants, affectés à la bande saharienne (Erg oriental, Oued Righ et Oued Souf), au sein des populations, dans le cadre d'une opération d'information à caractère politique et sécuritaire, afin de:

1. Préserver les combattants des risques inhérents à l'opération militaire qui a pu investir les massifs montagneux.
2. Apporter aux populations la preuve que la flamme révolutionnaire ne s'est jamais éteinte, dans la région de Kimel comme le prétend l'ennemi, et que l'armée de libération nationale n'a jamais cessé de contrôler la situation.
3. Restructurer les cellules et conseils populaires au sein des populations affectées par l'opération, et désigner d'autres militants en remplacement de ceux qui ont échoué, ont été emprisonnés ou morts, martyrs, de la patrie.
4. Subvenir aux nécessités de la vie en argent, fournitures, habillement, nourriture, médicaments et autres besoins.

Malgré l'acquisition de certaines règles de lutte armée par notre activisme, l'armée française, avec les moyens colossaux, mis à sa disposition, continuait à nous surprendre par des assauts rapides et dangereux, dont on peut rapporter à titre d'exemple:

- L'opération surprise à l'aide de troupes héliportées, soutenues par des troupes au sol, sur les secteurs «trois» et «quatre» dans les environs de Hassi Meslem qui nous a causé la perte de valeureux combattants(1).
- L'assaut sur le groupe «Romane» au cours duquel le chef de la kasma, Amar Nouioua fut blessé.
- Il y eut également l'encerclement de la Kasma «deux», au lieu-dit «Aïn El Khadem». L'armée française, au cours de cette bataille qui dura une journée entière, fit usage de gaz neurotoxines pour annihiler les capacités combatives des moudjahidines. Un combattant fut tué et tous les autres devinrent une proie facile et furent faits prisonniers. Parmi les prisonniers figuraient le responsable de la Kasma, l'aspirant Abdelkader Mekdami, un autodidacte, le responsable militaire de la Kasma, Mohamed Benamar Bayouche, un des hommes de la première heure de la révolution du 1er novembre 1954 et le secrétaire particulier de la Kasma, Abdelmadjid Heleili, mon jeune frère. L'armée française les a conduits au centre de «Zéribet El Oued» où ils furent soumis à la torture, pour leur arracher des informations.

Un autre coup dur et grave, reçu, fut la perte du commandant Ali Souaï, tombé au champ d'honneur, en octobre 1960, lors de l'encerclement du poste de commandement de la wilaya, dans les confins de la forêt de Béni Melloul, en pleine zone interdite. Outre la mort du responsable de la wilaya, le commandant Tahar Zbiri fut blessé, mais put sortir de l'encerclement en compagnie d'un infirmier, un nommé Kouider. Quant au troisième membre du commandement de wilaya, le commandant Mostefa Merarda, il a pu

(1) En ce lieu, Adjel Adjoul a passé le commandement général à Mostefa Ben Boulaïd après son évasion de prison; c'est également le même lieu où se déroula, en 1960, la bataille de la Kasma «trois» et où plusieurs Moudjahidine sont tombés au champ d'honneur.

s'extirper, très tôt, des mailles de cette bataille, grâce aux efforts du groupe des «Brajas», des gens du terroir, sous le commandement de Brahim Ghogali. Le bilan des combats fut lourd pour l'armée de libération nationale. Ce bilan aurait même pu nous faire oublier la perte de notre commandement de la région «quatre», lors de la bataille de Ferghous dans les chaînes du massif montagneux «Ahmar Kheddou».

Un autre coup dur fut la perte du héros Abdelmadjid Abdessemad, commandant de la zone «deux». Ce fut une lourde défaite. Quand on sait qu'il n'était pas facile de se passer ou de remplacer **Abdelmadjid Abdessemad** qui était le modèle du héros, à l'image du héros, Abbes Laghrour, exécuté, ainsi qu'indiqué, précédemment, par le commandement, issu du congrès de la Soummam.

Abdelmadjid Abdessemad était à l'origine de l'élaboration de plans destinés à surprendre l'ennemi, par des actions commandos audacieuses. D'ailleurs, il aimait dire à propos de la guerre révolutionnaire à ses subordonnés: «Préparez-vous à une grande bataille contre l'ennemi, que les habitants de Constantine verront les flammes de son embrasement depuis le fier Aurès». Abdelmadjid Abdessemad ne s'abritait pas durant les accrochages et batailles. Il ne cessait de se déplacer durant les combats et ne se mettait pratiquement pas à l'abri derrière des défenses. Il tenait à rendre visite à ses hommes en leurs lieux de retranchement pour s'assurer, par lui-même, de la situation de chacun; et dire qu'Abdelmadjid Abdessemad portait rarement une arme, partant du principe que l'efficacité du chef est reflétée par l'efficacité de ses hommes !

Par malheur, un avion a largué à sa hauteur une bombe alors qu'il se trouvait debout, tout près d'un tronc d'arbre, observant les mouvements de l'ennemi, cherchant une faille dans son dispositif afin de le surprendre. Le corps du défunt, que Dieu ait son âme, fut carbonisé. Puisse Dieu bénir la mère qui a donné le jour à un tel héros !

Un autre coup dur: après sa première blessure dans la zone «six», le commandant de la zone «2», Mohamed Salah Yahiaoui, fut blessé pour la deuxième fois, au lieu-dit «El Oued Lahmar». Il eut la jambe brisée. Cette

grave blessure l'écarta définitivement du commandement de la zone «deux». De par mes fonctions d'adjoint politique dans le conseil de zone, je pris le commandement, par délégation. Plus tard, après sa désignation en qualité de membre du conseil de wilaya, je fus nommé commandant de cette zone.

Des relations très étroites, qui datent de nos années d'études à l'institut Ibn Badis à Constantine, me liaient à Mohamed Salah Yahiaoui. Nos relations se sont poursuivies durant la guerre de libération lorsqu'il était devenu mon supérieur direct et se sont raffermies, plus encore, lorsque je l'ai remplacé à la tête de la zone «deux», après sa nomination au niveau du conseil de la wilaya «I».

4) Tahar Zbiri est nommé commandant en chef de la wilaya par le conseil tripartite de guerre:

Un aperçu succinct sur sa vie:

Tahar Zbiri est né le 04 avril 1929, au douar des «Oum El A'ddayam», dans la wilaya de Souk Ahras. Son parcours partisan débuta en 1951, au sein du mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Il rejoignit la révolution et fut fait prisonnier au mois de décembre 1954. Condamné à mort, il put s'évader de la prison de Koudia, le 10 novembre 1956, avec Mostefa Ben Boulaïd. Il fut nommé, d'abord, chef de bataillon au niveau de la base de l'Est, et ensuite membre du conseil de la wilaya «I», après le congrès de Tripoli. Au cours du mois d'octobre 1960, il fut nommé commandant en chef de la wilaya «I», sur proposition du ministre Krim Belkacem, membre du conseil tripartite. Il fut maintenu à ce poste jusqu'au cessez-le-feu pour devenir ensuite chef d'état-major de l'Armée Nationale Populaire. Au cours du mois de juin 1965, il participa au mouvement de redressement révolutionnaire. Le 14 décembre 1967, il prit la tête du coup d'Etat, avorté, contre le président Houari Boumediene.

Le colonel Tahar Zbiri prit le commandement effectif de la wilaya «I». J'ai déjà indiqué que l'entrée du commandant Ali Souaï et du commandant Tahar Zbiri, à l'intérieur des Aurès, était une bonne nouvelle pour les combattants de la wilaya; mais après la prise, par intérim, du commandement opérationnel

par le commandant Ali Souaï, des frictions sont apparues entre celui-ci et Tahar Zbiri qui n'appréciait guère le style de commandement d'Ali Souaï pour différentes raisons. Le colonel Tahar Zbiri en parle dans ses mémoires, à la page 247 pour dire de façon textuelle: «J'ai envoyé un message, respectivement, à l'état-major et au conseil ministériel de guerre, constitué des trois «**B**», Belkacem Krim, Bentobbal Lakhdar et Boussouf Abdelhafid, leur exposant la nécessité du retour immédiat du colonel Hadj Lakhdar Abid, sinon son remplacement par la désignation d'un commandant en chef de la wilaya. Le commandement révolutionnaire, qui ne tarda pas à répondre à mon message, me désigna à la tête de la wilaya en qualité de commandant en chef».

A ce sujet, le commandant Mostefa Merarda, à la page 162 de ses mémoires, dit: «Le gouvernement provisoire envoya, respectivement, Ali Souaï, Tahar Zbiri et Amar Réjaï pour une maîtrise de la wilaya, directement de l'intérieur, après l'élimination de ses cadres, à l'extérieur».

Le commandant Ali Souaï fut surpris par la nomination de Tahar Zbiri au poste de commandant en chef, poste qu'il estimait lui revenir et, ce, suite au message envoyé au conseil de guerre, à Tunis, et qui a permis à Krim Belkacem de précipiter la nomination de son ami, Tahar Zbiri, en qualité de commandant en chef avec le grade de colonel, au détriment d'Ali Souaï et de Mostefa Merarda.

Saïd Ben Abdallah Rahal (Mansour), l'opérateur radio en chef, remit, au commandant Souaï Ali, une copie du message de nomination de Tahar Zbiri. Cette rétrogradation dans la fonction l'a touché au vif. Il a certainement dû penser s'y opposer et s'assurer que les combattants lui restaient attachés, eux qui lui avaient, dans leur ensemble prêté allégeance. La volonté divine l'en préserva et préserva la wilaya «I», une fois encore, des épreuves d'une dissension, puisque Dieu le choisit pour être le martyr qui fit don de son noble sang à la patrie. La chance de Tahar Zbiri était similaire à celle d'Abbane Ramdane qui a été, involontairement servi par les Français grâce à l'emprisonnement d'Ahmed Ben Bella et de ses compagnons, après le détournement de leur avion, le 22 octobre 1956.

Des médecins moudjahidines sur le terrain de combat:

Si le combattant ordinaire souffrait, dans sa vie quotidienne, des affres de la fatigue, du manque de sommeil, des surprises que nous réservait l'ennemi, de l'enfer de l'artillerie et des bombes, le soldat-médecin, quant à lui, outre ces angoisses, souffrait d'autres contraintes liées à sa mission humanitaire qui n'était pas moins importante. Le rôle du médecin est essentiel dans le maintien du moral des combattants qui savent que d'autres personnes sont là pour panser leurs blessures. Dès lors, ils combattront avec courage et assurance. L'hôpital de la wilaya avait en charge près de 70 blessés, avec des moyens limités, mais leur seule présence remontait le moral et inspirait quiétude et tranquillité des esprits. Les médecins avaient pour autre mission la prise en charge des civils qui avaient fui, avec femmes et enfants, les ratissages pour se réfugier dans les zones interdites. Le docteur Mahmoud Athamna leur assurait, en permanence, les soins nécessaires. Il les connaissait tous et savait ce dont souffrait chacun d'eux. Quelle grande et noble mission humanitaire ! Que de sacrifices consentis au profit des moudjahidines et des réfugiés civils par le docteur Athamna Mahmoud, le pharmacien Mahfoud Ismaïli, le docteur Abdessalam Ben Badis et les infirmiers qui ont opté pour l'exercice volontaire des soins médicaux à la place du port de l'arme ! Voici un bref aperçu sur leur vie:

1) Mahfoud Ismaïli, le pharmacien:

Originaire d'Alger, diplômé en pharmacie, il était responsable dans le parti du peuple algérien. Il fut arrêté lors de l'opération d'envergure qui a touché les membres du parti en 1954, sous le prétexte fallacieux que ce sont les membres du mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques qui ont déclenché la révolution. Il fut incarcéré à la prison de «Barberousse» durant quatre mois. A sa sortie, il établit un contact avec des responsables dans les Aurès. Son appel parvint à Adjel Adjoul qui le chargea de la création d'un hôpital. A partir de ce moment, il prit la responsabilité de l'hôpital sur les plans soins, organisation et formation. Il forma un grand nombre d'infirmiers qui furent répartis entre les secteurs, les régions, les zones et les «katibas». Après l'indépendance, et par reconnaissance, les Aurèssiens lui confièrent le mandat de député dans la première assemblée constituante,

présidée par Ferhat Abbes. Il fut également investi de leur confiance dans le deuxième parlement. Mahfoud Ismaïli a eu plusieurs enfants dont sa fille aînée, la doctoresse Hafida, qui accompagna son père, dans les Aurès, et y vécurent sous la protection des Aurèssiens jusqu'à l'indépendance. A cette date, avec son père et sa mère, elle retourna à Alger pour poursuivre ses études. Mahfoud Ismaïli eut un premier garçon, qu'il appela «Mostefa» en hommage à Mostefa Ben Boulaïd.

2) Le docteur Mahmoud Athamna:

Originaire de Batna, il a regagné la wilaya «I», durant l'année 1957, à partir de la Tunisie. Ayant suivi une formation en médecine, et alors qu'il était en cinquième année d'études, il rejoint l'armée de libération nationale pour assumer son devoir envers la révolution et assurer la prise en charge médicale au niveau de la wilaya «I».

Le docteur Mahmoud Athamna est connu pour sa modestie, sa simplicité, ses anecdotes et ses plaisanteries. Il est rentré par deux fois, en Tunisie; la deuxième fois se fut en 1959, suite à un différend avec le responsable de la wilaya, Mostefa Merarda.

3) Le docteur Abdessalam Ben Badis:

Le docteur Abdessalam Ben Badis est un proche de l'érudit Abdelhamid Ben Badis. C'était un excellent médecin ophtalmologue qui a préféré, à la vie confortable, une vie de combat. Il a rejoint la wilaya «I» et y a joué des rôles importants aussi bien en tant que médecin qu'en tant qu'éducateur, aux côtés de Mahmoud Athamna. Il était affable, sentimental et doué d'un bon sens politique. Si les conditions lui avaient permis de rejoindre le gouvernement provisoire, il aurait certainement pu en être un des cadres les plus en vue de ses institutions. Il avait décidé de rentrer en Tunisie, bien que ses collègues aient tenté de le convaincre de rester à l'intérieur de la wilaya. Il eut le destin de martyr en 1960 sur la ligne électrifiée «Challe»; que Dieu ait son âme.

La dernière structure de la wilaya «I» et de ses zones à la veille du cessez-le-feu:

Les membres du Conseil de Wilaya:

- Le colonel,	Tahar Zbiri, commandant de la wilaya.
-Le commandant,	Mohamed Salah Yahiaoui: affaires politiques.
-Le commandant,	Amar Mellah: communications et renseignements.
-Le commandant,	Mahfoud Ismaïli: santé.

Le secrétariat de wilaya était assuré par:

- Hocine Selmane,	Premier responsable.
- Hocine Ouagouag,	Adjoint.
- Lieutenant Khettaf Habib,	Affaires générales.
- Saïd Ben Abdallah Rahal (Mansour), (et son adjoint, Boumediene).	Liaisons générales (Radio): Tous deux originaires de Nédroma (Wilaya de Tlemcen), envoyés par Abdelhafid Boussouf d'Oujda (Maroc) pour la wilaya «I».

- Responsable financier, Lakhdar Guentari, qui a demandé à être déchargé de cette mission, confiée au lieutenant Khettaf Habib, pour rejoindre en tant que cadre la zone «six»; c'est là qu'il tomba au champ d'honneur; que Dieu ait son âme.
- Le cadi, Mohamed Salah Chikhi; il y a lieu de signaler que la fonction de cadi (juge) n'est pas prévue dans l'organigramme au niveau des commandements.

Le commandement de la zone «une»:

1. Le capitaine, ……Mahmoud Chérif Aïssi, commandant en chef.
2. Le lieutenant, …….. Messaoud Abid.
3. Le lieutenant, …….. Aïssa Bekhouch.
4. Le lieutenant, …….. Djemaï Bougadi.
5. Le capitaine, Mohamed Salah Bel Abbès attaché à la wilaya.

Le commandement de la zone «six»:

1. Le capitaine, …… Mohamed El Hadi Rézaïmia, commandant en chef.
2. Le lieutenant, …….. Ali Benyounès.
3. Le lieutenant, …….. Ahmed Zemouli.

Le commandement de la zone «quatre»:

1. Le capitaine, ….....… Mohamed Haba, commandant en chef, à la place de Mohamed Hadjar.
2. Le lieutenant, ……. Rabah Djemil.
3. Le lieutenant, ……. Bougadi.

Remarques:

- La zone 3 est devenue après le congrès de la Soummam la wilaya 6.
- Le commandement de la zone 5 était désigné par le commandement de la wilaya quand celle-ci était dirigée de Tunisie et lorsque le commandement de la wilaya s'est installé à l'intérieur du pays la zone 5 a disparu de la structure de la wilaya.
- Le commandant Mostefa Hachemaoui m'a fait parvenir des informations concernant le commandement de la zone «quatre»; le commandant Amar Mellah, membre du conseil de la wilaya «I» à qui j'ai exposé ces informations n'a pu me les confirmer.

Le commandement de la zone «deux»:

1. Le capitaine, …… Mohamed Seghir Heleili, commandant en chef.
2. Le lieutenant, …… Ismaïl Chaâbane (affaires politiques).
3. Le lieutenant, …… Sadek Abdessemad (affaires militaires).
4. Le lieutenant, …… Belgacem Bouzidi (communications et renseignements).
5. Le juge (Cadi…… Ismaïl Rabhi (cadi de la zone) et Timguiline Mostefa (cadi de région).

Le secrétaire général de la zone était l'adjudant Mohamed Zaida.

Après le cessez-le-feu, celui-ci demanda à rejoindre Alger; pour le remplacer, sans perturber la structure des unités, des secteurs ou des katibas, nous avons recherché un jeune bilingue parmi les éléments qui ont rejoint récemment la révolution; le choix a porté sur Abderrahmane Bélayat pour occuper le poste avec le grade d'adjudant. Cette relation privilégiée qui s'est tissée entre nous, lui a permis de présenter sa candidature à l'assemblée nationale en 1977, époque où j'étais membre du bureau de coordination de Wilaya, commandant du secteur militaire de Sétif. Ce fut pour lui, dès lors,

un tremplin pour des postes politiques.

Etaient avec nous, dans la zone «deux», d'autres jeunes dont le comportement était exemplaire, particulièrement au secrétariat général. Ils se sont acquittés de leurs tâches avec probité, abnégation et loyauté; parmi eux, certains ont gravi les échelons au sein de l'armée nationale populaire pour arriver à des grades supérieurs; d'autres ont rejoint la fonction publique; puisse Dieu leur accorder une juste rétribution pour avoir servi, avec nous, l'Algérie.

Résumé des étapes ayant précédé le congrès de Tripoli:

Nous avons vu comment le congrès de la Soummam est devenu un repère dans la course au pouvoir, au sein d'une révolution sacrée où, pour le moudjahed, le martyre au champ d'honneur lui était plus proche que sa veine jugulaire.

Nous avons souffert des effets dévastateurs d'une course précoce au pouvoir, qui continue d'ailleurs, jusqu'à ce jour, sous des formes différentes. Cette course fébrile a eu des conséquences sur les intérêts fondamentaux de la révolution et a causé, plus tard, et sur toute une période, la paralysie d'unités combattantes le long des frontières. Elle a aussi retardé l'arrivée des moyens de lutte aux combattants, à l'intérieur des wilayas, et fourni une occasion, à l'armée française, pour implanter les deux barrages de la mort qui ont isolé le gouvernement provisoire de la république algérienne des wilayas de l'intérieur.

Heureusement que des colonels ont prévenu le danger, et ont poussé à la tenue de la deuxième session du conseil national de la révolution algérienne, au cours des mois de décembre 1959 et janvier 1960. Le conseil a pu ainsi désigner un nouveau commandement pour l'armée de libération nationale (l'état-major général) qui lui a permis de dépasser les effets néfastes qui ont dominé durant les trois périodes:

- L'étape des politiques qui, sous la férule d'Abbane Ramdane pendant une certaine période ont ravi le commandement de la révolution des maquis, des hommes historiques qui l'ont déclenchée.
- La période des trois «**B**»: il s'agit de Belkacem Krim, Bentobbal

Lakhdar et Boussouf Abdelhafid, qui ont tenté de renforcer la révolution, mais les tares de l'absence de dialogue, pratique héritée du congrès de la Soummam, ont affecté leur impact; ils furent l'objet, de la part des sept colonels, de critiques acerbes qui ont ébranlé leurs positions.

- Quand à la troisième étape, sous le commandement des membres de l'état-major général, ou, plus précisément, la période de l'homme des stratégies, «Houari Boumediene», lequel a su comment exploiter les erreurs de l'ensemble durant les étapes précédentes, et qui a bénéficié, indirectement, des éliminations physiques opérées injustement, et en particulier, sur des dirigeants historiques. Avec calme et patience, Houari Boumediene a pu diriger d'une main de fer l'armée de libération nationale. Il a obligé tout le monde à accepter, tête baissée, l'état de fait.

Le secret de la réussite de Houari Boumediene résidait dans sa capacité à comprendre l'état d'esprit des membres de l'armée de libération nationale, en particulier ceux dont il a acquis la confiance parmi les révolutionnaires; avec eux, il a mené des batailles décisives qui lui ont permis d'ébranler ses puissants adversaires politiques, les faucons du gouvernement provisoire, lors de son entrée victorieuse avec ses partisans à Alger, avec lesquels il a pu, en dernier, notamment les chefs des unités combattantes, contrer l'attaque du royaume du Maroc en 1963.

Le congrès de Tripoli disperse les tenants d'un pacte de commandement:

Il est de notoriété que les assemblées plénières du congrès de Tripoli, ouvert le 25 mai 1962, se sont poursuivies jusqu'au 07 juin 1962 à l'effet d'aboutir à une charte nationale qui fixe, d'une part, les principes sur la base desquels reposeront les règles du nouvel Etat et de ses institutions, après le cessez-le-feu et, d'autre part, la désignation d'une autorité politique de transition jusqu'à la constitution d'un gouvernement et d'une assemblée nationale constituante.

Malheureusement, de graves dissensions apparurent entre les membres de l'autorité centrale de la révolution; les différends portaient moins sur

les programmes, les idées, les contenus politiques, organisationnels et doctrinaux, que sur les noms des membres du bureau politique.

Le C.N.R.A voit se cristalliser une opposition violente entre, d'une part Benyoucef Benkhedda, Krim Belkacem et les ministres du G.P.R.A, à l'exception de Mohammedi Saïd, rejoints par Mohamed Boudiaf, Aït Ahmed Hocine et des responsables de la fédération de France du F.L.N, et, d'autre part, les leaders de l'état-major général à qui Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider et Rabah Bitat ainsi que Ferhat Abbes apportent leur appui. Benyoucef Benkhedda rentre à Tunis et décrète la destitution de Houari Boumediene et de ses deux adjoints de l'état-major général Kaïd Ahmed et Ali Mendjli.

Ce sont là, en somme, des différends ordinaires hérités du congrès de la Soummam, dépourvu de légitimité et de crédibilité qui a vulgarisé la pratique de la sortie du cadre du travail collectif et de l'autorité collégiale, autour duquel, s'est bâtie la révolution; un congrès qui prémédite la marginalisation et l'exclusion, qui affermit l'esprit du pouvoir personnel destructeur et qui a, d'ailleurs, emporté ses adeptes, en premier, l'initiateur de ce congrès, le militant Abbane Ramdane en personne; celui-ci a édicté, avec obstination et de façon ostentatoire, l'hérésie de la spoliation de la révolution des mains de ses principaux artisans, leur mettant l'épée dans les reins, pour imposer le fait accompli et sacrifier des symboles immortels, dont le seul tort fut leur fidélité au principe du dialogue, au sein d'un commandement collégial.

La hargne, dans la course au commandement, héritée des étapes précédentes, a fait voler en éclats le congrès de Tripoli. Chacun s'est replié, là, où il peut échapper à ses antagonistes et mobiliser ses partisans. Ainsi, Benyoucef Benkhedda, le président du gouvernement provisoire de la république algérienne, très en colère, est retourné au siège du gouvernement à Tunis, Aït Ahmed Hocine a rejoint la Suisse, Ahmed Ben Bella et Mohamed Khider se sont dirigés vers le Caire en passant par la Lybie, quant aux deux nouveaux alliés, Krim Belkacem et Mohamed Boudiaf, ils ont regagné la frontière tunisienne.

Houari Boumediene qui, finalement, dans cette nouvelle situation était

devenu le maître des règles du jeu, a rejoint son commandement à la frontière Est, malgré la vaine tentative du gouvernement provisoire de l'arrêter, lui et ses adjoints, avec le soutien du gouvernement tunisien, comme d'habitude.

Les commandants des wilayas retournèrent chacun dans son fief; **ainsi se dispersèrent les partisans du pacte de conduite de la révolution,** hérité du congrès de la Soummam; c'était là un test à une échelle réelle qui présageait de la menace qui pèserait sur l'avenir.

Quant au colonel Tahar Zbiri, lui aussi il est retourné au siège de sa wilaya, installé au centre des Aurès, après une vaine tentative de sa part d'inclure le nom de son allié, l'honorable Krim Belkacem, sur la liste des membres du nouveau bureau politique; ce geste était fait en signe de reconnaissance, envers celui qui lui a permis d'accéder à des fonctions auxquelles il ne pouvait même pas rêver sans ses appuis répétés. L'échec dans cette démarche morale lui confirma que les rapports de force ont évolué et n'étaient plus en faveur des membres du gouvernement provisoire de la république algérienne. Il décida, dès lors, de se mettre du côté des puissants dans la nouvelle situation, celle de l'ère de Houari Boumediene et d'Ahmed Ben Bella qui est sorti de prison auréolé d'une réputation des plus prestigieuses.

Il n'était plus, donc, question de mettre en jeu son intérêt personnel et l'intérêt de la wilaya sur laquelle beaucoup de gros bâtons se sont brisés.

Tahar Zbiri s'est rendu compte que l'allié d'hier, le puissant Krim Belkacem, qui avait dominé les événements, depuis 1957, et jusqu'à l'année 1959, était en déclin avec la montée en puissance de Houari Boumediene et de son allié, Ahmed Ben Bella, devant lequel Abbane Ramdane, avec les résolutions du congrès de la Soummam, avait fermé toutes les issues.

Il y a lieu de rappeler, pour l'histoire, que le colonel Tahar Zbiri, avant l'éclatement des malheureux différends qui ont fait voler en éclats le congrès de Tripoli, s'était proposé, publiquement, au cours d'une assemblée générale des commandants de zones et de régions de la wilaya «I», de rester neutre, pour le moment.

Les calculs précis de Houari Boumediene n'ont pas laissé, au colonel Tahar Zbiri, de marge pour manœuvrer, surtout depuis qu'il a compris que le colonel Houari Boumediene aspirait à intégrer les dirigeants de wilaya en tant que militaires; cette aspiration s'est concrétisée, et seules la wilaya «III», qui a soutenu Krim Belkacem, et la wilaya «II», dont une partie soutenait Abdelhafid Boussouf et Lakhdar Bentobbal, étaient d'un avis contraire; Tahar Zbiri s'est porté volontaire, pour l'envoi de troupes de la wilaya «I», pour soumettre les deux wilayas citées.

Houari Boumediene a entrepris une visite dans la wilaya «I» à l'effet de préparer la voie à l'entrée de l'armée de la frontière Est. Il a tenu plusieurs réunions avec le commandant de la wilaya, Tahar Zbiri, avant de se rendre auprès du membre du conseil de wilaya blessé, Mohamed Salah Yahiaoui, qui était caché dans la ferme de Bouziane Bouziane, dans les environs de Khenchela.

C'est à cette période que j'ai rencontré, pour la première fois, le colonel Houari Boumediene alors qu'il s'attelait à expliquer, largement et dans le détail, les différends entre les dirigeants de la révolution, s'étalant sur leurs conséquences, leurs arrière-pensées et leurs dangers, particulièrement au sein de l'armée. Etant loin de tous ces différends, puisque j'ai passé toutes les années de la révolution, à l'intérieur des Aurès, je fus abasourdi par leurs troublantes péripéties.

Quelque temps après, le colonel Tahar Zbiri se rendit, à Tlemcen, en compagnie des colonels Houari Boumediene et Chaâbani Mohamed pour participer à la formation du nouveau bureau politique avec Ahmed Ben Bella et les autres parties appelées le «groupe de Tlemcen» qui s'est réapproprié le pouvoir du groupe du congrès de la Soummam; les choses sont revenues à leur point de départ, et l'histoire se répète.

L'écoulement du temps fait tourner la page Abbane Ramdane et la page des trois «B»:

Ainsi, avec le temps prend fin le pouvoir d'Abbane Ramdane, l'architecte du congrès de la Soummam, et l'époque des trois «**B**», Belkacem Krim, Bentobbal Lakhdar et Boussouf Abdelhafid, pour entrer dans une ère

nouvelle, sous l'emprise de Houari Boumediene, allié à Ahmed Ben Bella; Houari Boumediene ouvrit, à nouveau, à ce dernier la voie du pouvoir à partir de la ville de Tlemcen, à proximité de la frontière Ouest.

Ahmed Ben Bella est rentré à Tlemcen comme un conquérant victorieux, grâce à son alliance avec Houari Boumediene. Le siège du groupe des coalisés fut fixé à la villa Rivaud dans les hauteurs de la belle ville de Tlemcen. C'est de là que furent lancées les invitations aux éléments sympathisants pour participer à la formation du nouveau bureau politique. Parmi les éléments du groupe figuraient, outre Ferhat Abbes, l'ancien président du gouvernement provisoire de la république algérienne, Ahmed Francis, Rabah Bitat et Mohamed Khider, ainsi que les colonels Tahar Zbiri, Bouhdjar Haddou (Si Othmane) et Mohamed Chaâbani responsables respectifs des wilayas «une», «cinq» et «six». De plus, ont assisté les trois commandants, Ali Mendjli, Kaïd Ahmed et Larbi Benredjem de la wilaya «II». Krim Belkacem et Mohamed Boudiaf ont refusé d'y participer, ils se sont mis sous la protection du colonel Mohand Ouel Hadj, commandant de la wilaya «III».

La décision de rentrer dans la capitale par la force:

Le colonel Tahar Zbiri, après avoir assisté à la réunion du groupe de Tlemcen, est retourné à la wilaya, décidé à exécuter les résolutions prises, entre autres, l'entrée à Alger par la contrainte et la force des armes. Le premier travail exécuté par le colonel Tahar Zbiri fut la mise à la disposition du commandant Rabah Belloucif, installé à Constantine, des combattants de la wilaya «I», pour occuper par la force Constantine et obtenir la soumission du colonel Boubnider Salah, alias Saout El Arab, et de Lakhdar Bentobbal. Rabah Belloucif est arrivé, effectivement, à ses fins. Tahar Zbiri envoya, par la suite, des instructions à l'effet de constituer des unités spéciales pour participer aux opérations d'ouverture de la route vers la capitale. En ma qualité de commandant de la zone «deux», j'ai procédé à l'appel de certaines unités pour se regrouper dans la localité de Chemora, à l'Est de la ville de Batna; là, des compagnies ont été mises sur pied et dont le commandement a été confié à des chefs connus, à l'exemple de Mohamed Salah Belabbes et de Tahar Maâlim. Toutes les unités, sous le commandement du colonel Tahar Zbiri, en personne, empruntèrent l'itinéraire suivant la rocade sud,

en passant par Msila, Aïn El Hadjel, Sidi-Aïssa, Bir-Ghbalou. Le trajet fut parsemé, çà et là, de combats violents qui firent beaucoup de victimes dont le capitaine Mohamed Salah Belabbes. Ces lourdes pertes humaines étaient le prix à payer pour cette course au pouvoir dont les prémisses sont déjà apparues lors du congrès de la Soummam.

Il est indéniable que Tahar Zbiri a joué un grand rôle dans l'arrivée d'Ahmed Ben Bella au poste de chef du gouvernement, et ensuite aux charges de président de la république; mais les nécessités de la politique et les changements de situation l'ont poussé, une fois encore, à investir le siège de la présidence où se trouvait le président Ahmed Ben Bella. C'est lui, en personne, qui le conduisit au lieu de sa résidence surveillée, en exécution des décisions du groupe du mouvement de redressement révolutionnaire, du 19 juin 1965, appliquant, ainsi, le principe «En politique il n'y a ni ami constant ni ennemi constant». Tahar Zbiri s'est retrouvé, pour la troisième fois, dans la nécessité d'organiser un coup d'Etat, à l'encontre de son dernier allié, le président Houari Boumediene, l'élément le plus dur de l'échiquier.

Cette tentative de renversement n'était pas entourée des conditions de réussite, ainsi que le reconnaît son exécutant, le commandant Amar Mellah qui précise, en toute clarté, que le colonel Tahar Zbiri les a surpris par l'ordre de se mettre en mouvement sans assurer les conditions élémentaires de sa faisabilité. Pour ne pas être traité de lâche ou de traître, et en dépit de ces insuffisances, il obéit, cette nuit-là, à l'ordre de se mettre en mouvement. Après l'échec de la tentative, Amar Mellah s'est mis dans l'obligation de dresser, avec ses compagnons, un guet-apens au président de la république tout près du palais du gouvernement, mais celui-ci ne fut que légèrement touché. Le prix à payer pour cette vaine tentative fut une peine de quinze années d'emprisonnement ferme, en sous-sol. L'obligeance, dans toute son étendue, revient à Houari Boumediene qui ne les a pas exécutés, à l'inverse du président Ahmed Ben Bella qui exécuta la sentence de peine de mort envers le colonel Mohamed Chaâbani, et à l'inverse, également, de Krim Belkacem qui a exécuté les membres du groupe de Mohamed Lamouri accusés de tentative de coup d'Etat contre le gouvernement provisoire. Avant cela, il faut le rappeler, il y eut des exécutions parmi les membres

historiques du commandement de la wilaya «I», avec à leur tête, Abbes Laghrour et ses compagnons, des symboles des Aurès.

Ainsi a défilé devant nous, et sous forme de fardeau à notre charge et à la charge d'une société avide de liberté, le film de l'ambition aveugle, de la course diabolique au pouvoir qui a envahi les esprits de nos dirigeants politiques et militaires à différentes périodes. Puisse Dieu les couvrir de sa clémence.

L'«O.A.S» et Le «F.A.A.D» tentent d'utiliser les harkis dans les Aurès:

L'organisation de l'armée secrète (O.A.S) s'est, à nouveau, entendue avec le front algérien de l'action démocratique (F.A.A.D), d'obédience messaliste, pour continuer les combats en Algérie, enfreignant, en cela, la décision du président de la république française qui a annoncé le cessez-le-feu, en application des accords d'Evian. L'organisation secrète a tenté d'induire en erreur les troupes harkies, que l'armée française n'avait pas encore désarmées, dans le but de répandre le désordre dans le pays, en particulier dans l'est algérien et dans les Aurès. La victoire de la révolution algérienne est restée comme une arête en travers du gosier des nostalgiques de la colonisation, des harkis, des collaborateurs, des généraux et des organisations terroristes.

Les différents gouvernements français n'ont de cesse d'étouffer la flamme révolutionnaire libératrice, en Algérie, usant de la mobilisation de tous les moyens de la société française et du soutien logistique de l'organisation du traité de l'atlantique nord (O.T.A.N), y compris les moyens héliportés qui ont permis à l'armée française de multiplier ses opérations de harcèlement des unités de l'armée de libération nationale à l'intérieur. Les gouvernements français ont, par ailleurs, fermé les yeux sur les crimes des organisations et mouvements terroristes, comme l'organisation de l'armée secrète (O.A.S), le dispositif de la «main rouge», et les émules de la guerre d'extermination. Ils ont collaboré avec l'oligarchie financière, les nouveaux magnats de l'industrie et les maîtres de l'économie française. Ils ont observé avec positivité l'évolution de la situation créée par les adeptes du mouvement de «l'Algérie Française», lesquels ont tous défié l'autorité du président de la

république française en rejetant le cessez-le-feu, aspirant même à poursuivre leur combat dans les maquis pour défendre et conserver leurs intérêts.

Ainsi, l'organisation de l'armée secrète (O.A.S) a tenté d'exploiter les harkis et certains dirigeants relevant du front algérien de l'action démocratique (F.A.A.D), exclus par Messali Hadj, le 30 juin1961, de son bureau politique du mouvement national algérien; parmi ceux-ci se trouvaient Belhadi Lamine, Khélifa Bénamar, Belfouane et Saïd Abderrahmane, le secrétaire général de l'union syndicale des travailleurs.

Nous rappelons que c'est Michel Debré, en personne, qui a participé à la création du (F.A.A.D) par la voie des services secrets français qui ont désigné, en novembre 1961, un des leurs, l'adjudant-chef Lavençon, pour encadrer son organisation. Tous les moyens: argent, armes, organisation structurelle, recrutement, orientation et planification, furent mis à sa disposition. Une fois De Gaulle convaincu de la nécessité de reconnaître l'indépendance de l'Algérie, il ordonna la dissolution de cette organisation; mais, parmi ses éléments, certains se sont mutinés contre son autorité et se sont coalisés avec l'organisation secrète (O.A.S) et certains généraux dissidents, avec l'intention de poursuivre la lutte dans le maquis avec les harkis, particulièrement dans les environs des Aurès et dans certaines zones orientales.

Une fois parvenue la nouvelle de cette grave aventure au commandement de la wilaya «I», je fus destinataire, à titre personnel, en ma qualité de commandant de la zone «deux», de la part du commandant en chef de la wilaya, le colonel Tahar Zbiri, d'instructions à l'effet de prendre les mesures pour contrer et réduire cette aventure. Aussitôt, je pris contact avec les responsables agissants des harkis dans les environs d'Arris et Foum Toub pour désamorcer le complot, usant des moyens idoines que nécessitaient les circonstances.

J'ai chargé quelques officiers, originaires de la ville d'Arris, de se mettre en contact avec certains responsables harkis (les goumiers) influents, comme «caïd Sebti», «Salah Ben Amar Ferroudji». Ce dernier réagit favorablement et nous aida à faire avorter le complot. En effet, nous avons pu le convaincre

du grave danger qui guettait aussi bien leur avenir que celui de toute la région. Ce que l'armée française n'a pu concrétiser en sept ans ne peut l'être par une poignée d'aventuriers.

Afin de tranquilliser les esprits chez les harkis armés, nous leur avons assuré que la révolution a tourné la page du passé de ses enfants entraînés dans l'erreur (qu'Allah pardonne les fautes passées !) et que le nouvel Etat procurera toute la sécurité à ses enfants leurrés; ils vivront libres, avec la garantie de la sécurité des personnes et des biens, à la seule condition de livrer les armes en leur possession et d'éviter de s'allier avec ces aventuristes. D'autre part, quiconque voudrait intégrer l'armée de libération nationale sera accueilli.

Ayant fait parvenir au commandant de la wilaya la teneur de l'accord, celui-ci fixa une entrevue, avec Salah Ben Amar Ferroudji pour lui confirmer les garanties données. La conséquence fut que Salah Ben Amar Ferroudji procéda à la convocation de tous les «goumiers», qui lui faisaient confiance, à une assemblée dans les profondeurs de la zone libérée, plus précisément au lieu dit «El Missar», sur le versant sud du mont Chélia.

Le nombre de participants qui ont répondu à l'appel dépassait les 300 harkis. Ils se sont rendus tous, à «El Missar» et cette rencontre prit l'allure d'une grande fête. Le commandant en chef de la wilaya prit la parole et s'attela à ôter toute peur de leurs esprits; un certain nombre d'entre eux abandonnèrent sur place leurs armes pour retourner auprès de leurs proches en toute liberté et toute sérénité. Parmi eux, un petit nombre opta pour l'entrée au sein de l'armée de libération nationale. Ceux-là furent répartis entre les régions et, ainsi, prit fin l'aventure sans problèmes particuliers. Tous les harkis furent amnistiés pour les faits antérieurs; quant à leur chef, Salah Ben Amar Ferroudji, il est demeuré à mes côtés dans la zone, entouré de respect, de sollicitude et d'une certaine affection en raison de son âge avancé et de son état de santé altéré par le diabète.

A notre entrée dans la ville de Khenchela, à l'occasion d'une invitation par le comité de la ville, constitué de Belkacem Dernouni, Mohamed Bouziane, Zerari Rihani et Abdelhamid Hamel, il me demanda l'autorisation

de se rendre dans la localité d'Ichmoul pour rendre visite à sa famille et s'approvisionner en médicaments. Je l'ai autorisé sans hésitation, et de toute façon nous n'étions tenus par aucune restriction quant à ses mouvements; en définitive il avait la liberté de choisir ce qui lui convenait, puisque l'opération, en elle-même, s'est bien achevée. Je lui ai délivré un permis de circuler dans les formes, en usage avec les combattants. Il nous quitta sans prendre son véhicule personnel, soit parce qu'il n'avait pas de permis de conduire, ou qu'il ne pouvait conduire en raison de son âge, ou qu'il nous l'avait laissé à dessein. Après quelques jours, nous apprîmes que, d'une façon dérobée, il avait regagné la France, croyant, peut être à tort, nous avoir berné ou n'être pas tout à fait rassuré quant à sa sécurité. Les crimes auxquels il serait, d'une façon ou d'une autre, mêlé durant la révolution ne sont pas des plus anodins et, malgré cela, nous n'avons à aucun moment pensé à le poursuivre.

Réponse à ceux qui ont accusé les dirigeants aurésiens historiques d'analphabétisme politique et de tribalisme:

Il est certains hérauts de la culture qui, à l'heure des choix, ont opté pour la vie faste et les girons de la quiétude, au lieu de l'honneur de combattre dans les rangs de l'armée de libération nationale. Ils n'ont pu prendre exemple sur leurs condisciples, les grands maîtres, à l'image de Youcef Yalaoui, Brahim Mezhoudi, Ibrahim Mazouzi, Mekki Hihi, Ali Rabah, l'érudit Cheikh Larbi Tébessi et le martyr Réda Houhou et d'autres encore qui ont auréolé leur parcours du prestige de la guerre sainte, rejetant la compagnie des attentistes derrière des rideaux en soie, comme si le sujet de l'heure ne les concernait pas; mais, aussitôt apparues les prémices de la victoire, les voilà haletant pour se positionner en haut lieu (ministères et ambassades).

Alors que ces opportunistes, prétendument intellectuels, déambulaient sur les avenues des villes, entre-temps et depuis les années quarante, des dirigeants passaient leurs nuits dans les grottes des Aurès, préparant les fidèles enfants de la campagne à mener le combat libérateur; passée la surprise du déclenchement de la révolution dans les Aurès, ils ont persévéré, fidèles à leur noble mission, en prenant le commandement des premiers combats dans des batailles qui, de l'aveu des dignitaires de ce monde étaient justes et nobles.

Ils n'ont pas appris que c'étaient ces personnes-là qui affrontaient le général Marcel Bigeard, sur le champ de bataille qu'il a quitté, pour avoir reçu une balle qui a raté de peu son cœur ! Ce sont également ces mêmes personnes qui ont obligé les autres généraux de l'armée française à déplacer, dès l'été 1955, leurs postes de commandement de l'intérieur des Aurès qui devint une zone interdite à leur infanterie, reconnaissant, eux-mêmes, leur impuissance devant le génie des premiers dirigeants des Aurès, les adjoints de Mostefa Ben Boulaïd.

A vous qui les aviez affabulés de qualificatifs dévalorisants, et si vous l'ignorez, sachez qu'ils étaient à la tête des trois secteurs responsables de l'action armée qui a surpris vos semblables !

Ceux qui ont mené ces imposantes actions face à un Etat colonisateur arrogant, ne peuvent être qualifiés de stupides, d'ignorants et de mauvais calculateurs. Ils ont déclenché la révolution, organisé les rangs, entrainé les hommes et renforcé leur conviction, au point de sacrifier l'épouse, le fils, la mère et les biens. Ceux-là ne peuvent qu'engendrer une descendance qui répand la foi islamique et dissipe l'ignorance, l'impiété et le despotisme.

Oui, les opportunistes n'auront jamais le droit de juger ces personnes avec lesquelles ils n'ont pas eu l'honneur de partager les retranchements sur le terrain de la guerre et les lignes de front, eux qui n'ont pas vécu leurs conditions et les contraintes qui pouvaient s'imposer à tout moment: «Vous avez dépassé les limites de l'entendement, et par vos jugements vous vous êtes mis du côté de ceux qui se sont retournés contre les hommes du 1er novembre 1954 avec des arrière-pensées politiques relevant du passé !».

Il aurait mieux valu, pour vous, rendre grâce à Dieu qui a offert à l'Algérie des hommes de la trempe de Mostefa Ben Boulaïd, Bachir Chihani, l'intrépide hors pair Abbes Laghrour, Adjel Adjoul, Chriet Lazhar, El Hadj Abdelmadjid Abdessemad, Ali Rabah et les érudits dont nous avons cité les noms et les valeurs. Il aurait été plus sage, pour vous, de laisser à l'histoire le soin de les juger, parce qu'ils ne sont pas pétris de la même pâte que vous ! Quelle différence entre la poudre d'or et le sable ! Suffisez-vous de ce que vous avez recueilli en fruits de leurs sacrifices, et de ce que vous vous êtes indûment appropriés en prétendues actions révolutionnaires ! N'a-t-on

pas dit dans le passé que «la révolution est préparée par des philosophes, exécutée par des valeureux et exploitée par des opportunistes» !

Le danger de la dissimulation de vérités dans l'écriture de l'histoire:

N'a-t-on pas dit, aussi, dans le passé que «la révolution dévore ses enfants, son histoire est écrite par ses héros survivants, et en tirent parti de la victoire les opportunistes» ! Durant le combat libérateur, nous avons vécu, sur le terrain, des épopées indescriptibles menées par des hommes qui, par leur courage, leur patriotisme et leur audace, sont devenus des symboles et des modèles pour leurs compagnons fixés sur les lignes de front durant la guerre sacrée. Ils étaient l'exemple pour les admirateurs des actes héroïques épiques, ceux-là qui portaient leur linceul autour de leur tête, aspirant au martyr pour la patrie. Il est indéniable qu'ils étaient des dirigeants inspirés qui ont fasciné les esprits des concepteurs de la grandeur et des passionnés de la gloire, parmi ceux qui ont prouvé la pureté de leurs fonds, la noblesse de leurs intentions, et qui méritent, pour cela, honneur et reconnaissance éternelle.

Mais, et par malchance, le destin a transformé brutalement ceux-là, et donné l'occasion à certains prétendants à la grandeur d'attribuer, à eux-mêmes et à leurs préférés, la gloire et les actes héroïques au détriment des vrais héros qui ont arraché la reconnaissance de l'ennemi par leurs engagements effectifs, lors des épopées sur le terrain du combat, aussi bien militaire que politique.

Quand il s'agit d'écriture de l'histoire, la probité exige le réalisme et l'engagement de se livrer exclusivement à l'enregistrement des faits de notre révolution tels qu'ils ont été, de la façon par laquelle la révolution a vu le jour, dans l'espace et le temps, de la part de ses authentiques artisans, que ces faits soient à leur charge ou à leur décharge. Le devoir exige, par ailleurs, de ne pas laisser aux auteurs de ces témoignages, non-fondés, de s'attribuer cette fausse consécration aux dépens des vrais symboles de la guerre de libération.

La responsabilité légale et morale d'assainir l'histoire des souillures et des hérésies relève, dans les faits, et incontestablement, des historiens authentiques et de ceux à qui est revenu la mission et l'honneur de consigner l'histoire

de la guerre révolutionnaire sacrée, tel que le ministère des moudjahidines.

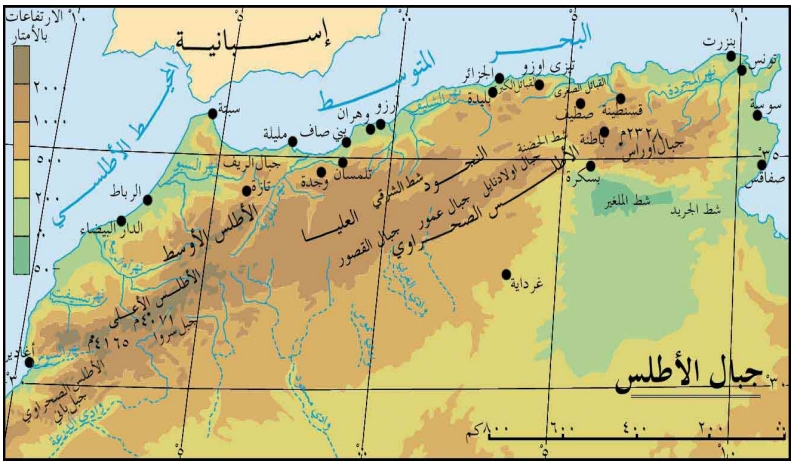
Je cite enfin un paragraphe dans lequel Malek Bennabi insiste qu'une révolution est, par définition, une entreprise de transformation, une opération de changement: «Nous croyons en outre qu'une révolution qui reste à mi-chemin de ses tâches, ou qui a peur de corriger ses erreurs, périt. La politique peut transiger, mais la morale révolutionnaire exige d'aller jusqu'au bout».[1]

Puisse Dieu nous guider.

(1) Malek Bennabi/ Révolution Africaine du 13/03/1968.

Les dirigeants qui se succédèrent à la tête de la wilaya (I) de 1954 à1962

Commandement bilatéral collegial Abbes laghrour et Adjel Adjoul **1956**	**Bachir Chihani 1955**		**Mostefa Ben Boulaïd 1954/1956**
Ali Nemer 1958	**Ahmed Nouaoura 1958**	**Mohamed Lamouri 1958**	**Mahmoud Chérif 1957**
Tahar Zbiri 1961	**Ali Souaï 1960**	**Mostéfa Merarda 1959**	**El Hadj Lakhdar 1958/1959**



Contenu

DEDICACE.....3
Préface.....4
Avant-propos:.....8
INTRODUCTION.....16
Naissance et enfance de l'auteur des mémoires:.....20
Les études:.....22
Mes activités politiques avant la révolution:.....23

LA PREMIÈRE ÉTAPE: La phase de préparation à la déclaration de la révolution dans les Aurès.....24
Caractéristiques physiques et humaines des Aurès:.....25
L'importance stratégique de l'Aurès du Centre:.....27
Les spécificités ayant encouragé la propagation précoce des cellules révolutionnaires:.....28
Courte biographie sur l'incomparable chef Mostefa Ben Boulaïd:.....30
Le secret du choix des Aurès pour le déclenchement de la révolution:.....31
Mostefa Ben Boulaïd gagne les Arch des Aurès et leurs enfants à la cause:.....32
Les germes de la désobéissance dans la région après la fraude électorale:.....33
Des mesures d'urgence pour mettre fin à l'escalade:.....35
L'organisation secrète dans la région des Aurès:.....38
Le Parti défie les militants par la dissolution de l'organisation secrète:.....38
La réunion historique du groupe des 22:.....39
La réunion du secrétariat issu du Groupe des 22:.....40
Les réunions du compte à rebours pour la proclamation de la révolution dans les Aurès:.....42

LA DEUXIÈME ÉTAPE: La nuit du déclenchement de la révolution dans les Aurès.....47
La distribution des armes et le départ des premiers groupes vers leurs cibles:.....47
Mostefa clôtura les deux rassemblements par des mesures de sécurité:.....48
Mostefa prend deux mesures conjoncturelles:.....49

Le Commandement choisit le Mont Dahri pour le contrôle des faits nouveaux:....50
Le séisme de la nuit du 1er Novembre 1954 et ses répercussions:.....51
L'effet de la surprise chez l'ennemi et les amis:.....52
La révolution répond à la violence par la violence:.....53
Le Chef Mostefa inspecte les groupes:.....54
L'intérêt du Chef Mostefa pour la vie des moudjahidines:.....57
Le Commandement de la révolution dans les Aurès face à l'affaire des armes:.....58
Le problème de l'approvisionnement et des médicaments:.....60
Le Commandement veille à l'extension de la révolution:.....60
Mostefa désigne un nouveau Commandement général de la révolution dans les Aurès:.....61
La désignation des s/ commandements dans les trois secteurs:.....63
Le chef Mostefa Ben Boulaïd décide de faire le voyage en Libye:.....63
Chihani Bachir et ses adjoints apprennent la nouvelle de l'arrestation du Chef Mostefa Ben Boulaïd:.....64
Les révolutionnaires du Djebel El-Abiod (Mont Blanc) rallient la révolution des Aurès:.....65
Les réactions après le déclenchement de la révolution:.....65
1° La réaction des nervis et des sceptiques:.....66
2° La réaction des Algériens sincères (le peuple):.....68
3° La réaction des colons:.....68
4° La réaction de la presse:.....69
5° La réaction des autorités officielles:.....69
6° La réaction des commandements militaires:.....73
La grande campagne du siège des Aurès:.....74
La campagne investit le fond des Aurès par quatre entrées:.....76
Témoignages sur les atrocités de la campagne militaire dans les Aurès:.....77
La création des centres d'enquête avec la population de la région:.....80
Le recours prématuré à la cinquième colonne:.....82
Les causes directes de la mobilisation des harkis dans les Aurès:.....85
L'adoption prématurée de la guerre psychologique:.....87
L'ennemi poursuit les mesures de représailles pour affronter la révolution:.....88

Les révolutionnaires décident des mesures qui font échouer la campagne d'encerclement:.....91
La première décision (Le report de l'affrontement des forces de la campagne militaire à plus tard):.....91
Le but stratégique de la décision du report des affrontements:.....92
La deuxième décision (Le début des attaques éclairs et des embuscades meurtrières).....93
L'ennemi est obligé de déplacer ses postes avancés du fond des Aurès:.....95
La troisième décision (L'utilisation des mines).....96
La quatrième décision (L'exploitation de l'information et de la contre propagande).....97
La cinquième décision (Le Défi lancé à l'ennemi par les grandes batailles).....98
Le succès des batailles repose sur le choix du terrain:.....99
La bataille d'El Djeurf, un modèle des grandes batailles dans les Aurès:.....100
Les causes de la bataille d'El Djeurf:.....101
La manière dont fut gérée la bataille d'El Djeurf:.....102
La bienveillance divine avec les moudjahidines dans les batailles:.....105
Les victoires de la révolution approfondissent les divergences entre les différentes couches sociales françaises:.....106
Les Français contactent les révolutionnaires pour tâter le pouls:.....108
Guy Mollet recourt à des mesures d'exception:.....109
La réaction de la presse à la politique de Guy Mollet:.....111
Les révolutionnaires poursuivent leurs victoires sur le terrain:.....113
L'Importance de la zone interdite pour le fond des Aurès:.....117
Pari et provocations entre deux chefs français et deux chefs révolutionnaires:...122
L'interaction de la nature avec les moudjahidines durant la révolution:.....123
La rudesse de la vie dans les zones interdites:.....125
LES DIRIGEANTS QUI SE SUCCEDERENT A LA TETE DES AURÈS DE 1954 à 1962.....131
I- LES DEUX ETAPES DES CHEFS HISTORIQUES 1954/1955/1956.....132
Premièrement: l'étape de l'incomparable chef Mostefa Ben Boulaïd et ses adjoints: Chihani Bachir, Abbes Laghrour et Adjel Adjoul.....132

Deuxièmement: L'étape du Chef Chihani Bachir.....133
Chihani Bachir prend plusieurs mesures structurelles:.....134
Omar Ben Boulaïd se détache du Commandement de Chihani Bachir:.....137
Chihani Bachir promulgue la condamnation à mort à l'encontre des moudjahidines:.....138
La fin du Chef Chihani Bachir:.....139
L'étape des deux Chefs Abbes Laghrour et Adjel Adjoul:.....140
Biographie sommaire du chef Abbes Laghrour:.....144
Bref aperçu sur le Commandant Adjel Adjoul:.....146
Mostefa Ben Boulaïd s'évada de la prison et revint au commandement:.....147
Apparition d'ambition précoce de responsabilités:.....150
Chriet Lazhar forme le commandement à Djebel Abiod (Mont Blanc):.....151
Les racines de la discorde entre le Commandement des Aurès et le président Bourguiba:.....152
Le commandement des Aurès affronte le plan Bourguiba avec des décisions st rictes:.....155
LA TROISIEME ETAPE: Les Commandements d'après le congrès de la Soummam.....157
L'étape Abbane Ramdane et la provocation du vide dans le Commandement historique des Aurès.....157
Abbane Ramdane coordonnateur du comité de coordination et d'exécution:.....161
Abbane Ramdane fait face à ses adversaires par des mesures urgentes:.....162
Abbane Ramdane et le congrès de la Soummam:.....165
Les conflits avant et après le congrès de la Soummam:.....168
Les démarches de Abbane Ramdane tendent à accaparer la révolution:.....172
La personnalité d'Abbane Ramdane:.....176
Le secret de la préférence des frontières orientales aux frontières occidentales:.....179
La base de l'Est:.....180
Questions supposées sur l'étape d'Abbane Ramdane:.....183
Les causes ayant poussé Abbane Ramdane à s'allier à Bourguiba:.....184

Abbane Ramdane charge ses hommes d'accomplir les sales besognes dans les Aurès:.....185
Les détails de la première mission d'Amirouche:.....187
La nuit de l'attentat contre Adjel Adjoul:.....195
Adjel Adjoul, la victime, demande à voir Amirouche qui refuse:.....201
Amirouche active son départ après l'éviction d'Adjel Adjoul:.....202
Amirouche interdit Omar Ben Boulaïd de commandement:.....203
Adjel Adjoul se préparait à entrer en Tunisie avant la trahison:.....204
La synthèse des succès d'Amirouche dans les Aurès:.....205
Les interventions d'Amirouche dans les Aurès brisèrent les épopées guerrières dans les Aurès:.....206
L'énigme de l'arrestation d'Adjel Adjoul ou sa reddition:.....208
Commentaire critique sur ce qu'avait publié Hocine Benmaallem concernant l'affaire d'Adjel Adjoul:.....212
Les vraies causes de la dispersion, selon le témoignage d'un officier français:.....221
La naïveté et le manque de vision de certains dirigeants locaux des Aurès:.....225
La seconde mission des hommes d'Abbane Ramdane dans les Aurès:.....226
La troisième mission des hommes d'Abbane Ramdane fut confiée au colonel Amar Ouamrane:.....229
Témoignages des victimes du transport d'armes pour la wilaya «III»:.....233
Amar Ouamrane sacrifie les chefs historiques des Aurès à ses intérêts et nomme d'autres:.....235
Le nouveau commandement désigné tente d'apaiser la colère:.....237
Aperçu succinct sur le colonel El-Haouès:.....241
Bref aperçu sur le nouveau commandement:.....244
Il est imposé au nouveau commandement des Aurès de rester en Tunisie:.....251
La période de l'homme historique, Krim Belkacem:.....253
Krim Belkacem, le dirigeant choisit ses proches dans trois cercles:.....257
Comportement des Aurèssiens envers les deux dirigeants, Krim Belkacem et Lakhdar Bentobbal:.....259

Les dessous de l'affaire des colonels exécutés à El Kef (Tunisie):.....260
Le complot contre Abbes Laghrour en Tunisie:.....262
Les causes de l'accusation des Aurèssiens d'insubordination:.....267
Les ruraux des Aurès éprouvent de l'inimitié envers les politiciens des partis:.....268
Les Arch des Aurès abritent les dissidents, en réaction aux exécutions de leurs fils:.....269
Le différend dans les Aurès a pour cause des immixtions extérieures:.....271

LA QUATRIÈME ÉTAPE: La wilaya «I» est gérée de l'intérieur à l'instar des autres wilayas.....275

1. Le commandant Ali Nemer, dirigeant de la wilaya par délégation du commandement désigné à Tunis:.....275
2. Hadj Lakhdar Abid, dirigeant à l'intérieur par délégation du commandement désigné à Tunis:.....276

Le colonel Hadj Lakhdar Abid commandant en chef de la wilaya «I» en son intérieur:.....278
Exposé succinct sur la vie de Hadj Lakhdar Abid:.....278
Les services secrets français laissent croire à Hadj Lakhdar Abid à l'existence de trois tentatives d'infiltration:.....279
La discorde qui découle de la suspicion touche le héros Abdelmadjid Abdessemad:.....282
Composition de la commission d'enquête et de jugement:.....283
3) L'intérim du commandement de la wilaya est confié par Hadj Lakhdar Abid au capitaine Mostefa Merarda:.....284
Ali Souaï est investi des fonctions de commandant en chef par intérim de la wilaya:.....285
Le commandant Ali Souaï procède au renouvellement des structures:.....285
Le général Challe encercle les Aurès:.....286
L'opération Challe nous asséna des coups très durs:.....288
Ma convocation pour diriger la région sinistrée de Kimel:.....291
4) Tahar Zbiri est nommé commandant en chef de la wilaya par le conseil

tripartite de guerre:.....294
Un aperçu succinct sur sa vie:.....294
Des médecins moudjahidines sur le terrain de combat:.....296
1) Mahfoud Ismaïli, le pharmacien:.....296
2) Le docteur Mahmoud Athamna:.....297
3) Le docteur Abdessalam Ben Badis:.....297
La dernière structure de la wilaya «I» et de ses zones à la veille du cessez-le-feu:...298
Le commandement de la zone «une»:.....298
Le commandement de la zone «six»:.....298
Le commandement de la zone «quatre»:.....299
Le commandement de la zone «deux»:.....299
Résumé des étapes ayant précédé le congrès de Tripoli:.....300
Le congrès de Tripoli disperse les tenants d'un pacte de commandement:.....301
L'écoulement du temps fait tourner la page Abbane Ramdane et la page trois «B»:.....304
La décision de rentrer dans la capitale par la force:.....305
L' «O.A.S» et Le «F.A.A.D» tentent d'utiliser les harkis dans les Aurès:.....307
Réponse à ceux qui ont accusé les dirigeants aurésiens historiques d'analphabétisme politique et de tribalisme:.....310
Le danger de la dissimulation de vérités dans l'écriture de l'histoire:.....312

Contenu:.....315